PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.
JAN 27 1923

29e Année. N° 24. 15 Décembre 1922.

# LA REVUE DE PARIS

## SOMMAIRE

| | | Pages |
|---|---|---|
| René Bazin. . . . . | *Il était quatre petits Enfants.* — I. . . . . | 673 |
| A. Iswolsky . . . . | *Le Comte Witte* . . . . . | 703 |
| Paul Painlevé . . . | *L'unité de Commandement interallié* . . . . . | 726 |
| John Galsworthy. . | *Le Patricien.* — II. . . . . | 759 |
| G. Lacour-Gayet . . | *La Duchesse de Dino* . . . . . | 785 |
| Maxime Gorki . . . | *En gagnant ma Vie* (fin). . . . . | 803 |
| A. Albert-Petit. . . | *L'Allemagne et sa responsabilité*. . . . . | 836 |
| Émile Borel. . . . . | Les Sciences : *La Propriété scientifique*. . . . . | 850 |
| Henry Bidou. . . . | La Vie littéraire : *Parmi les Livres*. . . . . | 861 |
| Albert Flament. . . | La Quinzaine : *Tableaux de Paris*. . . . . | 871 |
| André Chaumeix . . | La Politique : *Les Entretiens de Londres* . . . | 886 |

Copyright 1922 *Revue de Paris.*

PRIX DE LA LIVRAISON : **3 fr. 50**

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1922

La ***Revue de Paris*** a publié en 1922 **les Mémoires** d **la Princesse Paley** et de la **Princesse Metternich**; le **Souvenirs** de la Comtesse Kleinmichel et du Comte Primoli **la Politique de guerre, de Paul Painlevé; Priscille Sévérac,** de Marcelle Tinayre; **l'Homme traqué,** de Francis Carco **le Culte d'Icare,** de Paul Adam, et des romans de Maxim Gorki, Yvon Lapaquellerie, J. Galsworthy, M. Genevoix;

— *des nouvelles* de la Comtesse de Noailles, de Colette de Gérard d'Houville, d'A. Armandy, d'Alexandre Arnoux, de Paul Morand, de J. Conrad, de G. Moore, de V. Blasco Ibanez;

— *des inédits* de Sully Prudhomme, de Prosper Mérimée, de Michelet et d'Antoine de Gramont;

— *des études théâtrales* d'Henry Bataille, F. de Curel et F. Porché;

— *des articles* de l'amiral Wemyss, de Gabriel Hanotaux de l'Académie française, du général Estienne, du général Duval, de Lord Sydenham, du général Tanant, de A. Dumaine, de R. Grelling, d'E. Lavisse, d'E. Mâle, de Ch. Diehl, d'E. Magne.

Elle a le plaisir d'annoncer à ses lecteurs qu'elle publiera notamment en 1923 la nouvelle œuvre d'**Anatole France** que l'illustre écrivain a bien voulu lui réserver

## SOUS LA ROSE

**Une correspondance de Colbert à Mazarin**

**Des Souvenirs de Sir George Buchanan**

qui a été ambassadeur d'Angleterre en Russie au moment de la Révolution,

**Nouvelles lettres intimes**

d'Ernest Renan,

des *romans* et des *nouvelles* d'Henri de Régnier et de René Boylesve de l'Académie française, de Colette, Gérard d'Houville, Comtesse de Noailles, Marcelle Tinayre, d'Alexandre Arnoux, Francis Carco, Edmond Jaloux, d'Edith Wharton et de C. Marbo; des *articles* d'Arthur Chuquet, Émile Borel, Henri Brémond, A. Thibaudet, Lanzac de la Borie, Albert-Petit, etc., et une série d'œuvres dont elle fera connaître au fur et à mesure le programme.

# IL ÉTAIT
# QUATRE PETITS ENFANTS[1]

## PRÉFACE

Enfants de nos écoles de France, terre légère, ouverte au vent porteur de graines, terre précieuse, où commence à germer l'avenir encore tremblant, j'ai écrit ce livre pour vous. Si je suis vieux à présent, j'ai été jeune; je me souviens des campagnes où je fus d'abord élevé, et des villes où j'ai vécu. Ayant ainsi connu bien des gens et plus d'un pays, j'ai choisi, pour les faire revivre devant vous, des parents et des enfants qui furent mes amis. Je voudrais qu'ils devinssent les vôtres. Quel meilleur présent peut-on vous faire que de vous introduire dans une famille honorable, laborieuse et bien en équilibre, où l'on s'aime, où l'on est joyeux, et de vous dire : regardez ces personnages du livre, ils ont marché droit et courageusement dans la vie, ils se sont soutenus dans les difficultés; si l'un ou l'autre s'est trompé, ç'a été de bonne foi, par esprit d'aventure ou par entêtement, sans que l'intention fût mauvaise. Vous pouvez les fréquenter et vous instruire à leur exemple. Dans l'épreuve ordinaire, vous les trouverez, comme les meilleurs d'entre les hommes, non pas parfaits, ni sans gémissement, mais enfin sans lâcheté, et si un jour, dans le récit que vous allez lire, la plus grande preuve de dévouement leur est demandée à tous, aux femmes comme aux hommes, vous reconnaîtrez leur bonne race, et la force des âmes élevées noblement.

O mes petits, grandir ensemble, jouer ensemble, pleurer parfois, près du père et de la mère, apprendre ce qui est nécessaire pour bien vivre, travailler déjà, amasser, dans son tendre cœur d'enfant, ce trésor d'espérance et de bravoure où toute créature doit promptement

1. Copyright by René Bazin, 1922

puiser, je vous le dis, c'est de quoi remercier Dieu, et les parents, et les maîtres, et d'autres encore, pendant le reste de votre vie. L'histoire que voici commence dans cette joie que je souhaite à chacun de vous. Je l'avais d'abord intitulée : « La maison pleine »; un peu plus tard : « Histoire de trois petits gars et d'une petite fille »; puis le premier vers de la légende de saint Nicolas a chanté dans mon souvenir, et, ne changeant qu'un mot, j'ai écrit sur la page blanche : « Il était quatre petits enfants. »

RENÉ BAZIN

## I

### LE PASSAGE DU GUÉ

— Donne-moi ta menotte, Vincent?

— Et moi aussi, maman?

— Oui, ma petite Jeanne, toi aussi, donne-moi la main pour traverser la Cendrine.

La mère prit donc les deux mains tendues, l'une à sa droite, l'autre à sa gauche, continua un moment de marcher dans l'herbe haute, et arriva au bord de la rivière. Pour passer l'eau, en cet endroit peu profond, il y avait d'abord trois pierres blanches qui émergeaient, formant une ligne, puis, cinquante centimètres plus loin, dans le courant, un gros rocher plat comme une table, enfin un peu plus loin, encore trois petites pierres blanches comme les premières.

— Attention, les enfants! Avançons tous la jambe gauche, et ne tombons pas dans la Cendrine!

Trois jambes gauches se tendirent ensemble, et les voyageurs montèrent chacun sur sa pierre blanche, la maman tenant bien serrées les mains des deux petits.

— A présent, avançons la jambe droite, et sautons sur la table de pierre!

Ils sautèrent tous trois, presque aussi légèrement, car la mère était jeune encore. Quand ils furent rendus là, au milieu de la rivière, ils firent une halte, la roche étant large, et regardèrent à leurs pieds la nappe d'eau luisante et bleue, où tremblaient des feuilles de nénuphars, amarrées par leurs tiges au fond de la Cendrine, des roseaux plats comme des épées, des feuilles de sagittaires imitant la forme d'un fer

de lance, et de longues lanières brunes, herbes couvertes de limon, qui n'avaient pas la force de se dresser vers la surface, et, obéissantes au courant, pliaient entre deux eaux. Un martin-pêcheur, un éclair bleu, glissa tout près de Vincent.

— Oh! le joli! — dit Jeanne. — Pourquoi ne l'as-tu pas pris, Vincent? Nous avons un sansonnet en cage : ils se seraient entendus.

Déjà l'oiseau était loin, et, posé sur la rive, attendait le fretin.

— Allons, un dernier pas, les enfants, et nous aurons passé la rivière, comme les grands, sans avoir besoin d'un pont.

Vincent, Jeanne et leur mère avancèrent cette fois le pied gauche, touchèrent à peine les trois dernières pierres blanches, et de là, bien ensemble, abordèrent la terre ferme.

Pour marquer la victoire, et avant de lâcher les deux petites mains, la maman fit sauter trois fois Vincent et Jeanne dans le sentier qui traversait le pré. En sautant, il faut croire qu'ils heurtèrent un caillou et que le bruit fut entendu, car voici Courard, le chien de la maison, le chien noir et gris, au poil épais comme celui d'un manchon, aux yeux bleu clair, aux oreilles droites, Courard, le toucheur de bœufs et le gardien des moutons, qui arrive, bondissant, jappant, retombant, au hasard de la joie, parmi le foin nouveau de la prairie, où s'ouvrent déjà les premières marguerites.

— Derrière, Courard! Derrière! A-t-on vu! Tu vas perdre notre herbe!

Comme Courard n'obéissait pas à la voix de la maman, Vincent, de son bras levé, le menaça :

— Derrière, polisson!

Et le chien, prenant la file et se plaçant le dernier, après la mère, après Jeanne, après Vincent, se mit à trottiner, sage en apparence, mais saisi à tout moment d'une furieuse envie de galoper, qui le faisait tendre le museau et lécher la petite main pendante de Vincent Fruytier, son maître de neuf ans et demi.

Au delà du pré et de deux champs encore, sur la terre montante, on apercevait les toits rouges de la ferme et, en arrière, les gros noyers en boules. L'air était doux, le sentier

tournait, comme doit faire un bon sentier; au-dessus de ses épines et de ses branches sans feuilles, le prunellier de la haie voisine tendait au ciel ses couronnes blanches; on entendait rappeler les cailles arrivées depuis une semaine; dans les fossés, les brins d'osier étaient rouges; toute la jeune herbe et tous les rejets des arbres luisaient, éclairés en dedans par la lumière de la sève nouvelle.

— Je vois papa! — dit Jeanne, le doigt tendu.

A deux champs de là, en effet, et à droite de la ferme, un homme était debout, tête nue, les jambes cachées par des herbes. Il aiguisait sa faux, dont le manche était piqué en terre, et qui brillait comme un croissant de lune, quand la pierre, promenée sur un côté du tranchant, puis ramenée en dessous, présentait la lame au soleil.

— Oui, — dit la mère, — il va couper notre seigle vert. Partout ailleurs, les vesceaux et les seigles sont encore à moitié dans le fumier; mais, à la Genivière, nous sommes toujours en avance.

— Pour sûr! — cria le petit Vincent. — N'est-ce pas, Courard, que c'est beau, la Genivière?

Le chien, interpellé, comprit que la permission lui était redonnée de galoper à sa fantaisie. Il s'élança à travers le pré, bondissant de toute la puissance de ses reins et de ses pattes ensemble détendus, sauta une haie, puis une autre, et regagna la ferme.

La mère revenait du bourg, où elle avait été engager deux couturières, pour faire un corsage d'été et des tabliers d'enfant. Elle rentrait dans son domaine, et son royaume en vérité, car elle était reine chez elle. Quand on fut parvenu, par les sentiers, à l'entrée de la cour, elle poussa de la main la barrière, qui n'était pas ouverte assez largement, et que les charrettes, le soir, auraient pu érafler. Les enfants s'échappèrent. Elle s'avança, au contraire, à petits pas, inspectant d'un regard circulaire les écuries, la grange, le poulailler, et, seulement quand elle eut vu que tout semblait en ordre, elle écouta son cœur qui aimait la maison, et monta les trois marches posées en avant de la porte, les trois marches d'ardoise, tous les jours martelées par vingt paires de sabots.

## II

### LA GENIVIÈRE

Tous ceux qui visitèrent la Genivière en ont gardé le souvenir, et sans doute plus d'un a regretté de n'y pas vivre. C'est une ferme, ni trop grande, ni trop petite, assez étendue pour qu'une famille nombreuse y puisse vivre abondamment, avec ses troupeaux de bœufs, de vaches, de chevaux, de moutons, et tout le reste de la ménagerie qui peuple ces arches de Noé partout posées dans nos campagnes : les lapins, les oies, les poules, et le sansonnet enfermé dans sa cage d'osier, près de la porte d'entrée, et qui siffle quand le jour est beau, et ne cesse de sauter d'un barreau à l'autre, faisant luire à chaque mouvement un arc-en-ciel sur ses plumes noires.

Vous voulez savoir où se trouve la Genivière? Je vous le dirai : à peu près à mi-distance entre le village de Trois-Épines et celui de Marcheprime, sur une terre un peu montante, bien faite et bien unie, que barre, au nord, une forêt. Elle est là, dans sa plaine, comme une petite barque au flanc d'une vague immense; elle est blanche de murailles; elle a pour voiles cinq grands noyers aux frondaisons toutes rondes; et, sans doute, elle ne bouge pas, n'avance ni ne recule, mais le bruit des flots l'enveloppe en vérité, si la tempête souffle sur les futaies. Devant elle, on peut voir, pendant tout le printemps et la moitié de l'été, de longues pentes d'orge et de froment, des champs entiers d'avoine et de blé noir que la moindre brise émeut et ride, comme elle fait çà et là en courant sur la surface des eaux. Après cela, mes enfants, trouverez-vous le village de Trois-Épines ou celui de Marcheprime, en consultant la carte de France? Je n'en suis pas sûr. Consolez-vous : la Genivière n'est qu'une ferme de chez nous, pareille à beaucoup d'autres, et celles que vous connaissez lui ressemblent toutes un peu[1].

On entre dans une cour longue : d'un côté sont les bâti-

1. On sait fort bien qu'il y a, au sortir de Bordeaux, vers les Landes, un Marcheprime : mais ce n'est pas de celui-là qu'il s'agit — R. B.

ments d'habitation, l'écurie, les étables; de l'autre, les toits à porcs, les niches à lapins, le poulailler, et une grange où l'on dirait que le foin ni la paille ne diminuent jamais, tant il y en a toujours; au fond une longue douve ferme la place, abreuvoir et vivier qu'alimente une source invisible luttant malaisément contre le soleil.

J'ai dit qu'une forêt tendait au nord la haute draperie de ses futaies. Elle n'est pas toute proche, mais bien à la distance où, dans les jours de lumière, les arbres commencent à paraître bleus. C'est déjà une protection; comme dit maîtresse Fruytier, elle casse le plus gros du vent, et ne laisse venir jusqu'aux fenêtres et aux tuiles de la ferme que des débris de tempête. Encore les premiers habitants de la Genivière avaient-ils renforcé cette première défense contre la dure saison. Le long des murs de l'habitation et des étables, à dix mètres environ, ces anciens précautionneux et qui pensaient à leurs petits-fils avaient planté cinq noyers. Ah! mes enfants, que ces noyers-là faisaient donc honneur au vieux laboureur qui avait choisi, dans la pépinière, cinq jeunes baliveaux n'ayant encore la peau rugueuse de leur espèce que dans la partie voisine des racines, tout lisses, au contraire, dans la partie haute, et tendre, et d'un vert pointillé de jaune! Quelle taille avaient prise ces plants d'il y a deux siècles, quelles maîtresses branches grosses comme le corps d'un homme, et tordues, et mousseuses! L'ombre qu'ils faisaient au-dessous d'eux empêchait l'herbe d'y pousser, ce qui était commode, en automne, quand les noix tombent, et que leur brou éclate sur le sol : on ne perdait pas un fruit. Les enfants le savaient bien! Pendant un mois, on en voyait toujours quelqu'un rôder sous les noyers, et si c'était un garçon, il rentrait avec sa culotte élargie par deux poches gonflées.

On vivait paisiblement à la ferme de la Genivière, que Nicolas Fruytier, le père, avait reçue en héritage, et déjà quelque peu arrondie. Elle était d'une dizaine d'hectares quand il en devint le propriétaire. Depuis lors, s'il avait acquis deux ou trois lopins à sa convenance, il s'était appliqué surtout à prendre à bail quelques champs des environs, et à former ainsi une exploitation d'honnête importance, capable

de nourrir une famille et même de l'enrichir. Quatre enfants s'y amusaient soir et matin, et commençaient d'y travailler aux champs. C'étaient : Maximin, Pierre, Vincent et Jeanne. Le premier était un blond aux yeux bleus, le second tout rousseau d'yeux et de cheveux, le troisième un brun aux yeux noirs, et la dernière une petite blonde au visage rousselé, aux yeux d'un vert tendre, exactement celui des premières pousses d'avoine. Maximin, à l'heure où je commence à raconter ce qu'ils étaient et ce qu'ils devinrent, avait treize ans, Pierre douze, Vincent un peu plus de neuf et Jeanne six. Jusqu'à présent, malgré la différence des âges, les quatre enfants de la ferme de la Genivière avaient surtout joué ensemble; mais, à la campagne, les tout jeunes eux-mêmes trouvent à se rendre utiles, à aider les parents. A peine éclos ils sont les associés de la ferme. N'ont-ils pas à faire la récolte des œufs? Et qui ne sait, parmi eux, que les poules choisissent souvent, pour y pondre, des retraites invraisemblables? N'y a-t-il pas des bêtes à garder ou à conduire au pré? les commissions à faire dans les bourgs? la brouette de feuilles de choux à pousser jusqu'à la niche aux lapins? à dérouler peu à peu la grande corde, quand la mère, les jours de lessive, la suspend aux fourches dégarnies? les pommes de terre à peler pour la soupe? Et dès que l'on grandit un peu, garçon ou fille, ne va-t-on pas dans les blés en herbe, avec les femmes, pour sarcler? N'est-on pas admis à toucher les bœufs du bout de l'aiguillon, et à crier : « Rougeaud, Caillard, Noblet, Maréchaux! » ou bien à marcher près du cheval de flèche et à le faire tourner au bout du sillon nouveau?

On se portait bien, on travaillait tant qu'il fallait, tant qu'on pouvait, à la Genivière; mais les dimanches et la pluie faisaient des vacances aux fermiers, parfois même la gelée ou la neige. Maître Fruytier ne se tenait pas pour battu pour un jour ou deux de mauvais temps. Il avait cent petits ouvrages à faire, des vitres à remettre, des tonneaux à échauder ou à soufrer, des tas de grain à vanner, des manches à tailler et à polir pour les pelles et les fourches : car un bon fermier doit connaître plusieurs métiers. Mais enfin, lorsqu'il avait passé la revue de toutes les chambres, écuries, étables, bergerie, boulangerie et grange, de tous les greniers et réduits,

il prenait des bottes d'osier coupées à cette intention et trempées dans une cuve pleine d'eau, et, s'installant dans la grande salle, près de sa femme qui pestait contre les raclures et copeaux dont il allait parsemer la pièce :

— Marie, — disait-il, — je te ferai un panier comme les Parisiens n'en ont pas : tout léger, tout solide et pas cher.

C'était, d'habitude, un homme de peu de paroles; mais il avait toujours l'esprit en mouvement. Pour bien conduire sa famille et sa ferme, il ne cessait de former des projets; il causait avec son propre passé et, s'il avait fait quelque erreur, se promettait de n'y pas retomber. L'expérience lui disait : « En telle occasion, tu n'as pas vu clair, Nicolas! » Il répondait : « Je ferai donc autrement la prochaine fois. » Régir un bien de trente hectares et élever quatre enfants, c'est gouverner un petit État. Il n'est donc pas surprenant que maître Fruytier fût ordinairement songeur.

Il se délassait, le soir, en jouant avec ses enfants, quand le repas était fini. Mais ce n'étaient guère que des récréations d'hiver; en été, il n'en prenait point, car le soleil, si longtemps suspendu dans le ciel, retenait dans les champs ce grand travailleur, qui, pour se coucher, attendait d'en recevoir l'exemple.

— Tant que le soleil travaille, — disait le chef de la ferme, — moi, je travaille aussi. Est-ce que je n'ai pas l'hiver pour me reposer de l'été?

Le dimanche, au bourg de Trois-Épines, après la grand'-messe, il allait prendre un verre de vin blanc avec ses amis, les écoutait, la tête un peu penchée vers la poitrine, et l'on voyait, dans ses yeux clairs, un petit sourire qui ne s'allongeait presque jamais.

— Ah! qu'on a du mal à te faire parler, toi, Fruytier! — disait maître Maizeret, le plus gros fermier de la commune.

— C'est que je dis trop de paroles pendant six jours, — répondait l'autre. — Une femme et quatre enfants, il y a de quoi s'user les dents avec la langue!

L'excuse n'était pas vraie. Chez lui, sauf de rares moments, il parlait peu, comme je l'ai dit. Sa femme se chargeait d'expliquer beaucoup de choses aux enfants, et, tant qu'ils furent petits, ils eurent recours à elle. Bien des fois par jour

ils l'interrogeaient. Elle avait une manière de répondre qui les satisfaisait, car elle était avenante, d'esprit clair et modeste.

— Je ne sais pas tout, mes chéris, — disait-elle.

Elle savait les choses de sa religion et de son état, ce qui est déjà beaucoup; elle en devinait d'autres, et s'en remettait, pour le reste, tantôt au père, tantôt à l'instituteur ou au curé de Trois-Épines, répétant :

— Vous demanderez cela à ceux qui ont étudié; moi, je suis surtout sur la terre pour vous aimer et pour faire vos cœurs.

Pas plus que le père, on ne la voyait inoccupée; son domaine était la maison et la cour de la ferme, et presque tous ses devoirs l'appelaient, à des heures régulières, tantôt ici et tantôt là. Il n'entrait pas une charrette, un passant, même un chien, sur le terrain de sa juridiction, dans l'espace compris entre la grande barrière, la maison, les étables, la basse-cour et la grange, sans que maîtresse Fruytier apparût sur le seuil de l'habitation. Si c'était un homme qui passait, elle demandait : « Que voulez-vous? » Si c'était un chien, elle disait : « Va-t'en chez toi! » Quand c'était une petite fille du bourg ou des fermes voisines, elle proposait : « Veux-tu rester? Je n'ai pas trop de quatre enfants, Marinette, ça fera cinq, dis, veux-tu? » Et Marinette comprenait que c'était là une plaisanterie, mais qu'on avait bon cœur à la Genivière de Trois-Épines.

Cette mère encore jeune avait un visage agréable à regarder, des joues pleines, des yeux qui souriaient même quand elle était fâchée, un front tranquille et sans rides, qu'encadraient des cheveux châtains bien tirés et lissés, et déjà clairsemés, qu'elle couvrait d'un mouchoir blanc, lorsqu'elle faisait son ménage, pour que la poussière ne les gâtât point. On avait la même impression, en l'apercevant, qu'on éprouve devant un paysage modéré dans ses lignes, dont on dit : « Comme il est reposant! » La bonne humeur était en elle, et c'est une forme de la paix. Elle ne se plaignait pas de travailler, mais la moindre minute de tranquillité lui semblait un bienfait inestimable. Ses amies lui demandaient parfois :

— La Fruytière, vous avancez à tout, vous êtes adroite dans le ménage et la ferme,

— Pas plus que d'autres.

— Oh! si. Vous avez un secret?

— Peut-être.

— Peut-on savoir?

— Rien ne m'ennuie de ce que je fais.

Et c'était vrai, car elle ne se hâtait point en certaines parties de son ménage, comme on le voit faire à d'autres femmes, qui aiment à cirer le bois de leurs armoires, mais se dépêchent de cuisiner, ou de laver la vaisselle, ou de balayer le carreau de leur chambre, et qui soupirent si on vient les déranger pendant qu'elles ravaudent un bas.

Deux choses, pourtant, lui plaisaient avant tout : une petite et une grande. La petite, c'était de donner le grain à la volaille, qu'elle appelait la poulaille, parce que, disait-elle, cela ne vole pas. Deux fois le jour elle s'avançait à cinq pas de la porte, sur le terrain caillouteux qui descendait, et, toujours du même ton, de la même voix haute qu'elle avait exercée comme les marchandes des quatre saisons, les marchandes de poisson ou d'oublies, elle criait :

— Eh! la petite poulaille, accourez, accourez; v'là le bon grain!

Alors quelle précipitation! Quelle avalanche! Que d'ailes et de pattes en mouvement! Que de becs tendus, ouverts, criant :

— Nous voici, maîtresse Fruytier, nous tous, les coqs, les poules, les oies, les dindons, les canards, les pigeons, même les deux pigeons culbutants qui passent leur journée à faire des sauts périlleux au-dessus des cinq grands noyers! Répandez le grain pour nous remercier d'avoir avalé tant d'insectes nuisibles : araignées, charançons, hannetons, fourmis et mouches de cent espèces, vos ennemis! Nous avons le gosier tout râpé par leur sang, leurs écailles, leurs griffes et leurs poils. Vive le froment roux! Voyez, nos yeux suivent vos mains qui plongent dans votre tablier relevé; nous sommes droits sur nos pattes, le cou en avant, prêts à nous élancer; nous allons faire la course au grain qui vole et roule entre les pierres; nous nous battrons un peu, pour rire; nous nous pousserons du poitrail et de l'aileron; nous nous disputerons le froment, l'avoine, le millet, le blé noir dont vous

avez fait, pour nous, un si délectable mélange dans votre poche de toile... Ah! vous ouvrez enfin votre poing fermé! Voici la grenaille qui pleut! Augmentez la pluie, maîtresse Fruytier, que cela devienne une averse! Nous avons l'estomac complaisant et toujours affamé. Foi de dinde, de poule, de cane et de pigeonne, nous pondrons, pour vous récompenser, plus d'œufs que n'en pondront les volailles de vos voisines!

Maîtresse Fruytier ne distribuait pas la nourriture seulement à ce petit peuple emplumé, c'était même, vous le devinez, la moindre de ses occupations. Dans la maison, elle était cuisinière aussi bien que lingère, ravaudeuse et femme de ménage. Tout son monde avait bon appétit. Elle faisait une soupe abondante, toujours servie à l'heure et toujours fumante, que suivaient, sur la table, un plat de viande ou d'œufs, un autre de légumes ou de laitage. Son triomphe était la préparation des galettes dorées, par quoi elle achevait son travail les jours où elle boulangeait, et si les enfants s'étaient montrés sages. Évidemment le fond de ce régal était la pâte de pain, que Marie Fruytier avait pétrie, tournée, battue, pliée, saupoudrée d'assez de sel et de farine pour que le goût du froment fût pleinement épanoui sans être dominé; mais la galette avait la chair plus jaune et plus onctueuse que le meilleur pain, elle sentait la crème fraîche, elle offrait aux yeux une croûte dorée, bombée, légèrement illustrée de quelques dessins tracés en pleine pâte par l'habile fouacière, et qui eût appris à lire aux enfants, s'ils n'avaient déjà su. Car, aux jours de fête, la galette portait selon les dates : « Vive Pierre! » ou « Vive Max! » — Maximin étant trop long, — ou « Vive Vincent! » ou « Vive la petite Jeanne! » Quand c'était la fête de la mère, un des fils était admis à dessiner lui-même l'inscription, et d'ordinaire il écrivait : « Vive maman mignonne! »

Ce qu'elle était pour ses quatre enfants, — et peut-être bien pour son mari, — je le dirai aisément. Cela se connaissait à beaucoup de preuves et à beaucoup de petits signes : elle était l'admirée, l'amie respectée, la confidente, le soutien dans le chagrin, l'associée en toute joie, la gardienne devant laquelle le grand malheur, celui qui sépare, n'osait pas paraître : elle était tout.

A cause de ce grand rôle qu'elle avait dans la ferme, et aussi parce qu'elle parlait beaucoup plus nettement que le père, c'était Marie Fruytier qui, le soir, portes closes, récitait la prière, à l'heure où s'envolait du toit la dernière fumée. Les enfants formaient une ligne, devant la cheminée; derrière eux s'agenouillaient la mère et le père, qui devenait un autre homme quand il priait, tout grave et pénétré. Autant la mère disait vite les phrases dont elle n'oubliait cependant pas une syllabe, autant il répondait avec lenteur, et sa grosse voix, lâchée par les petites qui finissaient plus tôt, sonnait toute seule à la fin sous les poutres de la salle. Il arrivait parfois que la plus jeune des enfants, bercée par le bruit et se croyant déjà dans la chaleur du lit, à cause des cendres et des braises toutes proches, s'assoupissait. Alors la mère, sans l'éveiller, sans interrompre la prière, passait le bras derrière le dos de Jeanne, et la soutenait endormie.

Au dehors même de la ferme, on l'aimait. Elle sortait peu, et, à cause de cela, et de la sûreté de ses avis, et de sa franchise, et de la petite fortune aussi qu'elle avait, ses visites faisaient honneur à ceux qui les recevaient. On la savait discrète et compatissante. Comme il n'est pas besoin d'avoir des grades pour avoir de l'esprit, il lui arrivait de dire des choses profondes, qui demeuraient dans la mémoire. Elle ne s'en doutait guère. C'est ainsi qu'un jour, étant allée chez une fermière de Trois-Épines, celle-ci lui dit en plaisantant :

— Marie, vous n'avez pas mis votre robe des dimanches pour venir me voir! Ce n'est pas bien!

Maîtresse Fruytier répondit, avec un bon rire :

— Ne vous plaignez pas : j'ai aussi mon cœur de tous les jours.

Une autre fois, comme les enfants étaient couchés et dormaient déjà, Nicolas Fruytier, qui avait vendu des bœufs dans la journée, à la foire de Marcheprime, comptait son argent sur la table de cerisier. En posant le dernier franc sur les piles de grosses pièces, à côté des billets de banque :

— Je suis content, — dit-il, — tout va bien chez nous. C'est bon d'être heureux : qu'en penses-tu, Marie?

— Sans doute, — répondit-elle; — mais ça donne bien du mal...

## III

### LES FENÊTRES SUR LE VASTE MONDE

Ne croyez pas que les Fruytier vécussent entre eux seulement et sans voir leurs semblables. Dans les pays mêmes où il n'existe pas de chemins, il y a des passants. Et la Genivière avait ses chemins et ses sentiers, qui venaient de loin et lui amenaient des visites. Le commerce, l'amitié, le hasard, faisaient s'arrêter devant la cour plus d'une charrette traînée par des bœufs, plus d'une carriole tirée par un cheval, plus d'un bicycliste et plus d'un piéton. Nicolas Fruytier, tout laborieux qu'il était, ménager de son temps, de la fatigue de ses bêtes et de la ferrure de leurs pieds, ne détestait point d'atteler Noireau, ou la vieille jument, pour se rendre au marché de Marcheprime. On le reconnaissait de loin, sur le champ de foire, à la carrure de ses épaules, à une certaine audace dans la démarche, dans le regard, dans la voix, qui faisait de lui un personnage. En vérité, c'était son honnêteté, sa franchise, sa robuste santé, c'étaient les hectares de bonne terre qu'il avait au soleil, et le plaisir qu'il éprouvait de se promener les mains dans les poches, c'était tout cela que traduisait son attitude parmi la foule régionale. Le plus souvent, on lui donnait du « Monsieur ». Il faisait bon compte en répondant, et savait se souvenir à propos des dernières rencontres. — Ah! parbleu, — disait-il, — je me rappelle vous avoir vu à la Saint-Martin, il y a deux ans; vous étiez devant l'enseigne du *Lever du jour*; mais vous ne m'avez pas donné votre secret de ne point vieillir : je deviens gris et vous restez noir.

Sans en avoir l'air, il s'enquérait du prix des choses, mais seulement des excellentes, ayant coutume de dire :

— Je veux bien payer, mais pour être bien servi; chez moi, tant que j'y serai, il n'entrera pas un couteau de poche qui ne soit de la belle fabrique, pas un mouton qui n'ait la laine toute blanche.

Dans les grandes occasions, maîtresse Fruytier accompagnait son mari. Pour la décider à faire le voyage, il fallait

des raisons, presque des événements. N'avait-elle pas trop de choses qui la retenaient à la Genivière? Elle luttait toujours avant d'accepter une partie de plaisir, de crainte de manquer, en suivant ses goûts, à ses devoirs de maman, de maîtresse de maison, de surveillante générale, en somme de providence. Mais quand on l'avait décidée, de quel cœur elle prenait sa demi-journée de vacances! Bien entendu, elle emmenait avec elle un ou deux enfants, d'habitude les plus petits, et, les tenant par la main, quoiqu'ils fussent d'âge à se tirer d'affaire, elle se promenait, endimanchée et épanouie, dans les rues de Marcheprime ou de la ville qui est plus loin. Son mari allait en avant, et se détournait pour lui dire de temps à autre :

— Tiens, Marie, voilà-t-il de jolies dorures! Regarde donc!

Elle aimait assez les dorures, c'est-à-dire les broches, les bagues, les chaînes de montre exposées dans les boutiques des bijoutiers; mais elle faisait exprès de ne pas s'arrêter trop longtemps devant ces trésors-là, pour qu'on ne crût pas qu'elle en avait envie. Elle leur souriait seulement, comme à des nuages, ou comme à de petites filles toutes frisées qu'elle voyait passer dans des voitures basses. Puis elle reprenait son chemin sur le trottoir. En revanche, elle admirait longuement les étalages des bazars. Les exclamations de ses enfants la remplissaient de joie. Ils désiraient tout : les poupées, les toupies, les bilboquets, les mirlitons, les trompettes, les jeux de l'oie, les boîtes de perles, tout, jusqu'aux panoplies et aux costumes de soldats ou de cantinières dressés sur des cartons dorés.

— Mes petits mignons, c'est trop cher, — disait la mère, en tournant la tête du côté de Nicolas Fruytier, qui savait bien comment cela finirait.

Car il est de tradition que chacun ait « sa part de foire », les présents et les absents. Et les deux parents, après un peu d'hésitation et quelques haussements d'épaules, pour montrer qu'on se sent faible et déraisonnable, entraient dans la boutique. Ils en sortaient avec des jouets choisis dans la boîte à treize sous, et qui mettaient, au retour, la Genivière en fête.

Les visites aux parrains ou marraines des enfants, fermiers ou fermières qui demeuraient presque tous dans la

paroisse et sous l'onde des mêmes cloches; quelques courses avec le père derrière le bœuf ou la vache qu'il fallait livrer à l'acheteur; une grande journée de charroi à travers la forêt, quand Nicolas Fruytier allait prendre, à la fin de l'hiver, sa provision de bois achetée aux adjudications des coupes; les veillées auxquelles Maximin et son cadet tout au moins commençaient d'être admis; les fêtes religieuses du bourg de Trois-Épines : telles étaient les occasions où les fils et la fille de maître Fruytier et de sa femme prenaient connaissance des visages, des voix, des routes qui n'étaient point ceux de la Genivière. Tout cela formait l'objet de leur amour, à quoi ils rapportaient ce qu'ils pouvaient deviner du reste du monde. A l'école, par exemple, ou dans les livres, si une forêt était nommée, vite ils pensaient aux futaies proches de chez eux; s'il était fait mention d'un palais, ils agrandissaient, en imagination, leur maison, leurs étables, leur grange, leur cour et leur étang; et si la gloire était chantée des plus belles cathédrales de France, de Notre-Dame de Paris, ou de Notre-Dame de Chartres, ou de la basilique de Reims, ou de celle de Rouen, ou de l'abbaye de Saint-Michel-du-Péril, l'image leur venait à l'esprit d'une autre église de Trois-Épines, qui était plus haute que la vraie, qui avait deux flèches plus élevées, des sculptures plus nombreuses, des vitraux plus anciens, et des enfants de chœur parmi lesquels ils ne reconnaissaient point leurs camarades.

Cher monde coutumier, qu'ils connaissaient dans le détail, qu'ils chérissaient de toute leur âme et qui leur apprenait à comprendre et à aimer toute la France! C'était un monde vivant, mené avec sagesse et patience. Pour Maximin, pour Pierre, pour Vincent et pour Jeanne, comme pour les parents, le travail avait commencé dès l'enfance; il était mesuré par le jour; il tenait dans la même pensée, sur la même ferme et sous le même ciel tous ceux de la même famille. Il ne se passait point de semaine qu'il n'y eût, à la Genivière, quelque menu incident qui suffisait à occuper ces quatre jeunes têtes. N'était-ce rien, en effet, que l'annonce qu'une couvée avait réussi? ou qu'un chevreuil avait été vu, broutant dans le grand pacage, au bord de la forêt? ou que le chien Courard s'était battu la nuit dernière et qu'il avait l'oreille en sang? Contre

quel ennemi avait-il lutté, ce chien brave étendu ce matin devant sa niche? Quel danger, grâce à lui, s'était écarté de la ferme endormie? Les enfants, pour le remercier, lui jetaient des morceaux de pain sec, qu'il dédaignait de manger et qui formaient couronne, autour de lui, dans la poussière. Peut-être pensait-il :

— Drôles de petits amis! Ils veulent me récompenser! Ils ne savent pas que j'ai tout simplement été rossé par Parisien, le grand chien de garde de la ferme de la Coudre, une bête vraiment sauvage, qui s'est jetée sur moi, dans le chemin, tandis que j'allais la saluer en gambadant, comme cela se doit entre chiens bien élevés!

## IV

### LE BOUQUET

Mon Dieu, comme il faisait chaud cette année-là! Dès le mois d'avril, où il pleut souvent d'habitude, les jours furent sans pluie et les nuits sans rosée. Les fleurs en profitèrent pour s'épanouir plus tôt que de coutume. Le gros vieux poirier du jardin devint tout blanc, le pêcher tout rose, longtemps avant Pâques. Maximin, revenant de l'école avec Pierre et Vincent, rapporta un soir une gerbe de coucous et de tulipes lie-de-vin, premier bonjour de l'herbe nouvelle des prés, qui ne cessent plus de fleurir jusqu'à l'heure où ils sont fauchés. Quand il entra dans la grande chambre, en secouant ses sabots, à cause de la terre qui s'y trouvait collée, la mère était penchée au-dessus du feu; elle faisait frire des tranches de lard pour le dîner; elle travaillait entre les deux témoins de ses moindres mouvements, la petite Jeanne, assise à droite de la cheminée dans un fauteuil d'enfant, et le chat, assis à gauche et qui frisait ses moustaches. Les trois petits gars entrèrent à la file.

— Tenez, maman, — dit Maximin, — voilà un bouquet pour vous.

— Comme il est beau, mon mignon! Attends que le dîner soit cuit; dès que j'aurai lâché la poêle, je prends le bouquet et je t'embrasse.

La graisse crépitait; Jeanne et le chat avaient tourné la tête; les trois écoliers attendaient; la mère toujours penchée agitait son poêlon; la flamme éclairait tout le monde.

La fermière de la Genivière se détourna lorsque la viande fut cuite. Elle considéra ses fils avec une tendresse que les six yeux, deux bleus, deux roux, deux noirs comprirent parfaitement, et elle embrassa tour à tour l'aîné, le second, le troisième de ses enfants; puis, prenant les fleurs qu'elle disposa dans un verre à pied, sur la table, elle dit :

— Mes chéris, mon Pierre, mon Maximin, mon Vincent, et toi aussi, Jeanne, vous serez un jour comme les prés, et vous fleurirez.

Les garçons se mirent à rire à gorge déployée. On entendait leurs voix inégales dont une seule était grave.

— Quand est-ce que nous fleurirons? — demanda Maximin.

— Le jour où vous aurez choisi votre métier. Ce jour-là vous serez en bouton, et l'on pourra dire, à peu près, de quelle couleur sera la fleur.

Ils regardèrent, par la porte, le poulailler, le hangar, la pointe immobile des arbres qui dépassaient les toits et révélaient au delà les champs accoutumés. Les deux plus jeunes surtout ne comprenaient pas bien. Ils furent sérieux au moins une demi-minute, se demandant ce que cela signifiait, et si vraiment ils seraient un jour giroflée ou topinambour. La maman avait l'air d'être si sûre de ce qu'elle disait!

## V

### JEANNE VA AUX CHAMPS

Comme elle entrait dans sa huitième année, vers le milieu de l'été, alors que les enfants ne vont pas tous à l'école, Jeanne, grande déjà comme une fille de neuf ans, reçut de sa mère un ordre qui l'obligea à changer de jeux. Les foins étaient rentrés depuis la veille, lorsque maîtresse Fruytier, après la tartine du matin, lui dit :

— Tu vas aller au pré garder les vaches.

— Et Pierre?

— Il a demandé à suivre le père; il dit qu'il est un homme à présent.

— Oh! un petit, maman! Nous nous sommes mesurés : j'ai un centimètre de plus que lui... Alors je serai toute seule avec les bêtes?

— Tu auras Courard avec toi.

— C'est une bête, puisque c'est un chien.

— Il a de l'esprit autant que toi!

— Oh! il faudrait voir!

— Si les bœufs veulent passer dans le pré du voisin, tu enverras Courard, qui saura les ramener.

— Oui, maman.

— Fais attention aux serpents : il y en a, des fois, près de la mare.

— Oui, maman.

— Et si tu étais en danger, crie comme je fais pour annoncer le dîner aux hommes : « Hou! Hou! oh là hou! » J'aurai toujours l'oreille de ton côté.

— Oui, maman : Hou! hou! oh là hou!

— C'est cela. Va, ma fille, et emporte ta baguette.

La plus jeune de la maison se plaça donc en face de la grande porte de l'étable, sa baguette de houx à la main. Les vaches, les génisses, les veaux, les quatre grands bœufs défilèrent devant elle, comme une troupe devant le général. Quand tout fut en bon chemin, Jeanne se mit à l'arrière, accompagnée de Courard, qui sautait à sa gauche, à sa droite, devant elle. Il aboyait de plaisir, ouvrant une large gueule frangée de poils gris. C'était sa manière de chien de s'exprimer. Sans doute beaucoup de ces cris de joie, que les murs de la ferme renvoyaient en échos, ne signifiaient point autre chose que ceci :

— Ah! ma petite maîtresse, que c'est amusant d'aller aux champs!

Mais d'autres, moins sonores, et qu'il appuyait d'une caresse de ses yeux demi-clos, voulaient dire :

— Vous me laisserez galoper partout, n'est-ce pas? Si je sens la voie de mon lièvre habitué, vous savez bien, le grand aux oreilles noires qui gîte dans les betteraves, j'aurai la permission de le suivre jusqu'au moulin? Peut-être même

plus loin? Vous êtes une petite personne qui n'a pas l'air méchant. Et je puis bien, en tout cas, mordiller la jambe des bœufs ou des vaches, pour entretenir mes crocs?

Du moins, Jeanne comprit que Courard lui tenait ce langage-là. Elle le découragea tout de suite, étendit la main qui portait le bâton, et cria :

— Derrière, Courard, et pas de bêtises! C'est moi, Jeanne Fruytier, qui commande la troupe! Jeanne de huit ans bientôt! Jeanne!

Il ne fit point de résistance, ni même de grimace, et se mit à suivre sa maîtresse, qui criait maintenant d'une voix de loriot, toute claire et qui va loin :

— La Blanche! attends-moi donc!... Et toi, Gentille, est-ce que je t'ai permis de brouter dans le fossé?

Elle eut besoin de toutes ses forces pour ouvrir la barrière du grand pré. Les bêtes se pressaient en arrière, attirées par l'odeur et la vue des touffes d'herbes fauchées, écheveaux de tiges coupées ras, décolorées, aux trois quarts mortes, mais entre lesquelles se levait déjà la pointe tendre de l'herbe nouvelle. Dès que l'entrée fut libre, elles se précipitèrent dans le grand carré vert entouré de talus. Chacune chercha la meilleure place, où la pâture était plus épaisse et plus fraîche. Pour Jeanne, la gardienne, elle alla s'étendre sur la pente d'un talus planté d'arbres, d'où elle considéra son troupeau et son pré. Elle se sentait un personnage dans une fête donnée pour elle. N'était-ce pas pour Jeanne que le ciel était aussi bleu et le soleil aussi doux? Ces tourterelles qui chantaient sitôt posées, sur le chêne là-bas, ou sur les ormes les plus proches; ces grives arrivées de la veille, pressentant que les cerises allaient gonfler leurs bouquets, les prunelliers leurs petites billes vertes, le pauvre pied de ronces ses mûres encore laineuses, ces grives habituées à choisir de hauts perchoirs, et qui sifflaient à la pointe des peupliers, n'avaient-elles pas appris que Jeanne Fruytier prenait aujourd'hui la garde des grosses bêtes? On le pouvait penser, car, depuis qu'elle était là, étendue à moitié et la tête appuyée sur son coude, les colombes n'avaient pas cessé de roucouler, les grives de caqueter, et de même le coucou de répéter son cri. En entendant celui-ci, dès la barrière du pré, Jeanne avait ri et dit tout haut:

— J'entends bien, père coucou; mais je n'ai pas peur : j'ai deux sous dans ma poche; j'en aurai toute l'année.

Une seule chose troublait la gardienne : son troupeau avait ses têtes folles et ses aventureux. Une jeune taure, qu'elle appelait Noisette, s'écartait lentement, sournoisement, des bonnes grosses vaches laitières qui n'aimaient pas à faire des pas inutiles. Elle, au contraire, le mufle collé à terre, mais l'œil au loin, s'avançait à sabots prudents vers un point où il y avait une brèche dans la haie. Deux fois déjà Jeanne avait couru, sa baguette à la main, et ramené vers le milieu du pré Noisette bondissante. Mais les bœufs aussi lorgnaient la brèche; peut-être apercevaient-ils, au delà de cette haie, quelques lignes de choux verts, dont les feuilles avaient un reflet violet et des arêtes de couleur mauve. Les plus jeunes, Rougeaud, qui portait haut les cornes, et Caillard, toujours se fouettant les reins avec sa queue, toujours inquiet et tourmenté d'une mouche imaginaire, tentaient de gagner, petit à petit, le passage dangereux. Jeanne ne bougeait pas. La chaleur était grande. Le chien, immobile aux pieds de sa maîtresse, et non pas couché, mais assis, les oreilles droites, le nez dans le vent, dans l'attitude enfin d'un bon chien de berger en service de guet, commençait à donner des signes d'impatience, en observant que Rougeaud allait commettre un délit de vagabondage. Ses yeux bleu pâle et blancs interrogeaient ceux de la bergère, et semblaient lui dire :

— Maîtresse, vous ne le voyez donc pas?

— Mais si, chien, je le vois.

— Faut-il mordre?

Du bout de sa petite main, qu'elle remuait à peine, juste assez pour que Courard pût comprendre, elle répondait :

— Pas encore!

— Mais enfin, maîtresse, voilà ce grand encorné qui fait semblant de brouter l'herbe du talus, et qui s'avance vers la brèche!

— Il n'est encore qu'à trois ou quatre pas du mauvais passage, mon bon Courard.

— Le voici sur le talus! Il a commencé de descendre!...

Il a les deux pieds de devant sur la pente, de l'autre côté, et la croupe en l'air!

— Va, mon Courard, ramène-le!

Il avait suffi, pour dire tout cela, du geste menu de cinq doigts roses. En un instant, Courard fut près de la haie, la sauta, apparut la gueule ouverte, devant le front de Rougeaud, qui recula, en roulant ses yeux et orientant ses cornes à droite et à gauche, selon que le chien avait l'air d'attaquer d'un côté ou de l'autre. Trois minutes plus tard, Courard, content de lui et flatté par la main de Jeanne, s'asseyait de nouveau à son poste, près de sa maîtresse, et reprenait la surveillance du troupeau rassemblé. Les tourterelles, que la course de la bête aux poils gris avaient effarouchées, se remettaient à roucouler; la grive sifflait sur le peuplier; le coucou voyageait, en marquant d'un refrain chacune de ses stations, pour que le monde n'en ignorât point; un loriot passait, et l'éclatant cueilleur de cerises, plus jaune que l'or et aussi rare, chantait d'une voix pure un solo magnifique, et disparaissait, comme les grands maîtres, toujours attendus ailleurs.

La matinée fut vite écoulée. Avant midi, le frère aîné, qui savait que sa sœur, pour la première fois, allait aux champs, vint la remplacer.

— Tes bêtes n'ont pas été méchantes, petite?

— Non, ma foi!

— Le chien n'a pas levé son lièvre?

— Pas même un lapin.

— Quelle bergère tu fais, ma Jeannette!

— Je me le disais! Mais explique-moi, Maximin, toi qui sais tant de choses, pourquoi notre chien Courard, pourquoi surtout le bœuf Rougeaud, qui est énorme, obéissent à une petite fille comme moi?

— Parce que, si tu es plus petite, tu es aussi plus fine qu'eux.

— Ah! je sais : parce que j'ai une âme!

— Tout juste. A présent, ma Jeannette, cours à la Genivière. Maman a trempé la soupe, et toute la maisonnée est à table.

En galopant, sautant, volant presque, Jeanne traversa

tout le pré jusqu'à la barrière. Les bœufs, les vaches, les génisses la suivaient des yeux comme une apparition.

Elle pénétra dans la salle de la Genivière. La famille commençait à dîner; le père, selon son droit, était assis au haut bout, face à la porte, pour voir le premier qui entrerait. Il vit sa fille, s'arrêta de peler une pomme de terre cuite sous la cendre, et demanda :

— Eh bien! et les bêtes?

— Je suis grande, papa : elles n'ont pas fait de bêtises!

## VI

### L'ÉCUREUIL

Les deux plus jeunes garçons de la Genivière, Pierre et Vincent, viennent de partir pour l'école. Il est de bonne heure, et cependant, comme il fait chaud déjà! Les deux petits gars sont vêtus, pareillement, d'une blouse légère et d'une culotte, qui ne sont pas sans blessures anciennes, mais où l'on ne trouverait pas une déchirure qui n'ait été recousue, pas un trou qui ne soit bouché par une belle pièce neuve. Ils ont sur la tête des bérets un peu usagés, mais bien brossés, et d'où s'échappent, ici ou là, des mèches brunes qui sont de Vincent, des mèches blondes qui sont de Pierre.

Les écoliers, avant de quitter la ferme, se sont présentés devant leur mère, bien droits, pour l'examen. Ils font ainsi tous les jours, toutes les fois qu'ils doivent aller au bourg, et la mère, d'un coup d'œil, les a examinés; puis elle a prononcé la formule attendue : « Vous êtes beaux! » et ils sont partis.

Sur la route, ils ont commencé par enlever leurs sabots qu'ils portent pendus à leur main gauche, deux doigts formant crochet. Ils marchent en causant, sans se presser et l'œil à l'aventure. Voilà que huit heures sont passées.

L'horloge qui bat dans le clocher de Trois-Épines ne s'arrête pas. Mais eux, ils s'arrêtent en route, ils regardent. Est-ce une première feuille rousse qui tombe? Est-ce un écureuil qui descend en spirale, suivi de sa queue ballante, le long du

tronc de châtaignier? C'est un écureuil! Je vois sa tête en bas, ses yeux ronds, les deux pinceaux de poils allongeant ses oreilles, ses bras qui portent le poids de son corps et que l'effort a gonflés. Sans doute il descend pour choisir, sous l'arbre, une châtaigne veinée de brun, le talon encore blanc et poudré de farine, une belle châtaigne qu'il saisira dans ses doigts longs et qu'il emportera entre ses dents, pour la croquer là-haut sur la cime du châtaignier, morte et fourchue, vraie chaise à écureuil ou perchoir à oiseau. Le voici près du sol. Il étudie les environs, tournant la tête dans tous les sens avant de sauter sur l'herbe. Mais qu'a-t-il entendu? Des pas sur la route? Il se retourne bout pour bout et remonte plus vite qu'il ne descendait. Car il a vu deux gamins se rendant à l'école, des ennemis nés, des lanceurs de cailloux, Pierre et Vincent.

Déjà les deux petits gars ont jeté leurs cartables et grimpé sur le talus du champ.

— Il tourne, Pierre; va de l'autre côté. Le vois-tu qui tourne autour du tronc? Il s'aplatit contre la branche : jette ta pierre!

La pierre fut jetée, passa entre les feuilles, dégringola le long du tronc, rebondit contre un nœud, et tomba à terre.

— Il repart, Vincent! A toi!

Le choc de la pierre, faisant sonner comme une calebasse le tronc creux de l'arbre, avait effrayé l'écureuil, qui montait, les griffes enfoncées dans l'écorce, renversant la tête, tantôt du côté de Vincent, tantôt du côté de Pierre. A quelques centimètres de lui, la seconde pierre, lancée par Vincent, plus adroit que son frère, frappa le châtaignier. Et les deux frères ne virent plus rien.

— Il est touché! Victoire! — cria Vincent.

Pierre, moins enthousiaste, ferma à demi ses petits yeux roux, les protégea contre le soleil de ses deux mains touchant son front, et, ayant considéré une petite touffe de feuilles, plumet sans tige, épanoui en plein corps d'une branche maîtresse :

— Il est là, ton écureuil, Vincent; tu l'as raté, tout comme moi!

— Montre? — dit Vincent accourant.

On le voyait, en effet, le petit animal, aplati contre le

bois, du moins on voyait la lisière de son ventre blanc qui débordait la courbe de l'écorce, et qui battait de fatigue et de peur.

L'aîné des deux frères aurait voulu s'en aller; l'heure de la classe était presque venue. Il essaya d'entraîner Vincent.

— Viens-t'en, mon gars Vincent! tu ne l'attraperas pas!

— A savoir!

— Qu'en ferais-tu? C'est un petit fricot.

— Avec des pommes de terre autour, maman saura le grossir.

— Elle ne sera pas contente, si tu manques l'école à cause de lui. Ça c'est encore plus sûr!

Sans répondre, le cadet des Fruytier se baissa, ramassa une poignée de terre et de cailloux, la jeta en l'air, et couvrit de ce gravier et de cette poudre l'écureuil, qui bondit et se mit à dégringoler, comme s'il voulait se jeter à la tête des enfants.

Déjà Vincent s'était écarté de l'arbre. Mais au moment où il se rapprochait, honteux de ce premier mouvement et le pied déjà levé pour écraser le gibier, si l'écureuil se mettait à courir sur l'herbe, celui-ci, arrivé à l'endroit où les premières branches partaient du tronc, disparut.

— Où est-il à présent? — demanda Pierre.

— Je le sais, — répondit Vincent.

En même temps, il lançait en l'air ses deux sabots, et, étreignant le tronc de l'arbre de ses deux mains, posant les orteils sur les moindres bosses du tronc et dans les fentes de l'écorce, il s'éleva de trois mètres au-dessus du sol.

— Voilà! voilà! Il y a un trou, là, au-dessus. C'est le nid. Donne-moi une baguette?

— Non, je n'ai que le temps d'aller au bourg. Viens-t'en, gars Vincent!

L'autre était de ceux qui n'écoutent les avis qu'un peu tard. Une ardeur vive le tenait de se hausser jusqu'à l'ouverture et d'essayer d'apercevoir, au fond de l'arbre, l'écureuil et le nid, peut-être une provision de noix, de noisettes et de châtaignes, tout un trésor qu'il s'imaginait déjà bien rangé par espèces, en pyramides distinctes, comme chez l'épicier du bourg. Un effort de ses genoux et de ses mains l'éleva

encore d'un pied, jusqu'au bouquet de feuilles qui coiffait une verrue du vieil arbre, à la naissance des branches maîtresses. Le trou, noir et rond, était à gauche de ces brindilles. Vincent approcha d'abord ses yeux et les écarquilla; mais l'ombre était complète; pas une fente ne crevait le bois, à mi-hauteur ou en bas, et n'éclairait les parois de la caverne. Il écouta et n'entendit rien. Alors, se croyant assuré que l'écureuil était là, et ne voulant pas descendre sans en avoir la preuve, il mit ses lèvres et le bout de son nez dans l'ouverture ronde de l'écorce, et cria de toutes ses forces :

— Écureuil! sors de là! Écureuil! Hou! hou! hou!

Ah! mes enfants, si vous aviez vu ce Vincent rejeter alors sa tête en arrière, écarter son corps de l'arbre, sauter à terre et courir vers Pierre!

— Au secours, Pierre! Je suis piqué!

— Où ça?

— A la bouche. Tiens ici.

— Mais non, tu n'as rien.

— Je l'ai senti! C'est un serpent, bien sûr!

— Grand nigaud, regarde-le, ton serpent qui s'envole.

Et Pierre, saisissant par les épaules son frère épouvanté, le faisant se retourner, lui montra le creux de l'arbre d'où s'échappait un gros oiseau, qui plongea d'abord presque jusqu'à l'herbe, pour se relever d'un battement d'ailes, et s'enfuir d'un vol en festons jusqu'aux arbres plantés de l'autre côté du champ.

— Un pivert! — dit Vincent humilié. — Je lui ai fait peur, il a voulu sortir, il m'a piqué le nez ou la bouche, je ne sais pas bien, mais je l'ai senti, va!

En même temps, Pierre découvrait l'écureuil accroché à la fine pointe de l'arbre et qui ne se cachait plus, et qui regardait ses ennemis d'un air de dire : « Venez donc me chercher à présent! Ni vos pierres ni vous ne monterez où je suis. »

La bête était si tranquille, qu'elle ne se cachait plus, et se faisait de l'ombre avec sa queue.

Pierre avait ramassé son cartable, et de même Vincent, et, ayant dévalé le talus l'un près de l'autre, ils allaient aussi vite qu'ils pouvaient sur la route du bourg. Vincent n'était pas fier.

— Dis, Pierre, que vas-tu dire à monsieur l'instituteur?

— La vérité...

— Que nous avons chassé le chat-écureuil?

— Sans doute, et j'ajouterai même que si nous sommes en retard, c'est que je n'ai pu t'empêcher de monter à l'arbre. Qu'est-ce que tu voudrais dire, toi?

— Je ne sais pas, — répondit Vincent avec humeur. — Tu n'inventes jamais rien, toi!

Puis, ayant réfléchi :

— Ça n'est pas la peine que toute la classe connaisse notre écureuil. Ils viendront chasser notre gibier. Tu vois bien que tu es sot.

— Et toi, Vincent, qu'est-ce que tu es?

— Pas si bête que toi!

— Non, pas si franc!

Ils arrivèrent tout rouges devant la porte de l'école, la poussèrent plus violemment que jamais vent de tempête n'avait fait, entrèrent dans la cour, puis dans la classe, et furent appelés naturellement par l'instituteur qui était dans sa chaire. Trente camarades écoutèrent l'interrogatoire; le mot « écureuil » réjouissait leurs esprits vagabonds. L'air déconfit de Vincent les amusait aussi.

— M'sieu! — souffla l'un des plus petits élèves, — faut le punir, Vincent : il a mis son frère en retard.

M. Chavagne frappa de la main le pupitre, leva les yeux sur l'assemblée, obtint le silence aussitôt, et prononça le jugement :

— Je ne punirai pas le grand, parce qu'il est resté pour accompagner son frère, qui est un peu jeune encore, cela se voit...

— T'as de la chance, Pierre! — murmurèrent deux ou trois voix.

— Et je ne punirai pas le petit, parce qu'il n'a pas menti. Il a un peu hésité, je le sais bien; il ne s'est pas accusé assez franchement : mais enfin il n'a pas menti... Reprenez vos places, les Fruytier!

Le soir, quand on fut de retour à la maison, l'aventure fut contée à la mère dans les moindres détails, pendant qu'elle surveillait la marmite pendue à la crémaillère.

Vincent, pour se faire bien voir, répétait :

— Je n'ai pas tout à fait menti; j'en ai eu bonne envie; monsieur Chavagne a été content...

La mère, maîtresse Marie, s'arrêta un moment de tournevirer dans la salle, entre l'armoire, la table et le foyer, et elle dit, son regard très doux posé sur les deux écoliers :

— Ne mentez pas, aimez à dire vrai. Moi, je tiens à la vérité comme à une parente.

## VII

### LE BATTAGE DES GLANES

Quand il avait fini de battre les gerbes de ses champs, avoine, orge et froment, Nicolas Fruytier demeurait dans son aire, et, avec toute sa famille, battait les glanes des glaneuses. Son père et sans doute ses grands-pères avaient fait ainsi. C'était une charité ancienne et que nul n'ignorait.

Le dimanche qui précédait le jour choisi où devaient passer, sous les palettes en mouvement de la machine, toutes les gerbes du domaine de la Genivière, le garde champêtre, monté sur une marche le long du mur de l'église, annonçait que les glanes recueillies dans la commune pourraient être apportées tel jour chez maître Fruytier, qui se chargeait d'en livrer aussitôt le grain et la paille « aux personnes récoltantes ou à leurs enfants, selon ce qui avait lieu en ladite ferme depuis longtemps ». Alors, vers l'heure où les meules de paille commençaient à s'élever et à faire le gros dos par-dessus les haies, on voyait se diriger du côté de la ferme, par les chemins ou les sentiers, des groupes de pauvres gens portant des épis de blé. Quelquefois ils tiraient une petite charrette à bras, dans laquelle la récolte avait été entassée; d'autres cachaient leurs glanes dans des sacs; d'autres n'avaient qu'une grosse gerbe mal liée, qu'ils tenaient couchée sur leurs bras. Tout ce monde demeurait en bordure éloignée, tant que la fumée du moteur montait entre les arbres, tant que le ronflement des cylindres et les coups de sifflet faisaient trembler l'air, et tenaient à distance les moineaux, les rouges-gorges et les

roitelets, toute la troupe stupéfaite des habitués du grenier et du poulailler de la Genivière. Un grand rugissement de la batteuse annonçait la fin du travail. Aussitôt, la procession commençait des mères et des jeunes filles qui avaient, pendant des semaines, courbées sur les chaumes, ramassé des épis déjà picorés par le bec des poules et celui des perdrix. Fruytier, ayant dit adieu aux travailleurs qui l'avaient aidé à battre sa récolte, se campait droit au milieu de son aire. Il avait, autour de lui, sa femme et ses enfants, et, à chaque nouvelle glaneuse qui apparaissait, il criait son bonjour :

— Ah! voilà la mère Barnabé. Cours vite, mon gars Maximin, elle en a lourd dans sa poche; va chercher ses épis, et épare-les dans l'aire... Bonjour, Valentine. Je ne vous avais pas vue depuis l'an dernier! Apportez-vous une jolie glane?... Et vous, la petite Dorothée, qui avez le poupon sur l'épaule gauche et votre glane sur l'épaule droite, quel est le plus lourd? C'est le poupon, je parie! Venez... Et toi, Pierre, prépare son airée.

Il appelait « airée » la place que chaque paquet d'épis glané devait occuper sur l'aire. Il fallait bien prendre garde qu'ils ne fussent pas emmêlés, ni même trop voisins. Car la jalousie éclate vite, et piaille sitôt née. Voyez toutes ces femmes assises sur les talus qui bordent l'aire de deux côtés : elles sont là, dix, douze, quinze, et je ne compte pas la marmaille attachée à leur jupe ou courant sur les chemins. Jeunes ou vieilles, causant ou silencieuses, l'une qui nourrit son enfant, l'autre qui tricote pour ne pas perdre de temps, l'autre qui a l'air de dormir, — la plus vieille, — ayant posé sa tête sur son bras, elles coulent un regard, de temps à autre, vers la partie de cette grande cour nivelée où le grain saute pour elles hors des épis frappés. Aucune d'elles ne possède un morceau de terre; elles ont travaillé sur le bien des autres, mais plus ou moins vite, plus ou moins bien, dans des champs plus ou moins bons, et les récoltes sont inégales. Les gerbes de la mère Barnabé, celles de Valentine, celles de Dorothée et celles des autres glaneuses ont été déliées et disposées sur la terre en autant de petits cercles qu'il y a de pauvresses assemblées chez maître Fruytier. Les tiges de froment ou d'orge font le cercle, les épis tournés vers le centre, et, sur

chacun de ces soleils de paille, de ces lunes ou de ces étoiles, la lame du fléau s'abat en mesure. Fruytier a son fléau qu'il manie sans hâte et sans effort apparent; Maximin a son fléau qui tape dur; Pierre et Vincent se sont armés d'un bâton. La mère elle-même a voulu faire sa charité, comme elle dit; elle est sortie de la maison, son royaume habituel, et elle manie adroitement un fléau tout léger, qui ne sert qu'une fois l'an, son fléau du temps de sa première jeunesse; elle lève en l'air la fine lame de frêne, qui tournoie et retombe sur la paille. Toute la semence s'échappe des gaînes qui l'enveloppent; toute pointe de tige n'est plus bientôt qu'un petit escalier de paille, qu'une spirale de niches vides, d'où les grains sont partis.

Alors, une par une, les récoltes des glaneuses sont mises en tas; un des petits Fruytier ratisse soigneusement, avec une raclette, la terre de chaque airée, puis verse tout, le grain et la poussière, dans le moulin à vent. On met un torchon blanc sous le versoir du moulin; on met Pierre, qui est patient et fort, près de la manivelle, et tourne, tourne, et chante et souffle, mon beau moulin! La glaneuse voit son lot de froment pur grossir sur le linge blanc. Elle s'avance; elle a apporté un gros sac de toile. Maître Fruytier lui-même y serre la récolte; mais il a près de lui un sac de son propre blé; il y puise avec un sabot, et double ainsi, pour chaque femme, le produit des journées de glane.

— Au revoir, monsieur Fruytier; bien le merci. A l'an qui vient!

— Si je suis en vie, ma petite mère, et vous aussi! Le bonjour chez vous!

Et le soleil qui s'en va éclaire, jusqu'aux villages prochains, les femmes de la glane.

Dans l'année que je raconte, Vincent, qui était encore freluquet, se montra, pour la première fois, d'une incroyable ardeur. Pour lever le fléau que lui prêtait sa mère, pour lui faire décrire une belle roue en l'air et le laisser retomber, bien à plat, sur l'airée, il fut le plus habile de la bande. A lui seul, il battit le lot d'épis de la mère Barnabé et celui de trois autres glaneuses. Le père en ressentait une joie qu'il ne dit point d'abord. Mais, sur le tard, comme les enfants

allaient se coucher, il dit à la mère, désignant ce Vincent :

— Je le crois adroit comme pas un. Il fera un fermier meilleur que Pierre, et pourtant, Pierre, il me ressemble!

— Ne t'y fie pas trop, — répondit la mère tout bas; — c'est un petit rêvasseux : je lui crois de l'ambition.

— A la Genivière, ma bonne femme, il y a place pour plusieurs hommes.

Mais elle répondit, en nouant son bonnet pour la nuit :

— Est-ce qu'on sait? Les enfants, c'est comme les puits : il y a bien de l'ombre dedans; on ne voit pas tout.

RENÉ BAZIN

*(A suivre.)*

# LE COMTE WITTE[1]

J'aborde maintenant une tâche des plus difficiles, celle de tracer un portrait tant soit peu ressemblant du grand homme d'État que fut incontestablement le comte Witte. Peu de ministres furent plus diversement jugés, ni avec plus de passion; il eut des ennemis et des détracteurs implacables; mais il eut aussi, et il a encore, des panégyristes enthousiastes ne reculant devant aucune louange, même la plus hyperbolique, pour célébrer sa personne et ses actes. Nul ne sut d'ailleurs inspirer à ses amis de plus chauds et de plus fidèles dévouements; c'est à cette catégorie de panégyristes et de fidèles qu'appartient le docteur E.-J. Dillon, qui met en tête de son livre, *The Eclipse of Russia*, cette dédicace : « A la mémoire de mon ami et de l'unique homme d'État russe, le comte Witte. » Pour ma part, je n'ai ni subi l'emprise de la puissante personnalité du comte Witte, ni ressenti la violente répulsion qu'il inspirait à tant de personnes, à commencer par l'empereur Nicolas, qui ne put jamais vaincre ni même dissimuler son antipathie à son égard. N'ayant d'ailleurs jamais entretenu avec le comte Witte de relations personnelles intimes, je crois pouvoir porter sur lui, en toute liberté, un jugement que je m'efforcerai de rendre aussi objectif que possible.

Ce qui frappait tout d'abord dans le comte Witte, c'était sa haute stature et sa carrure massive; il dépassait presque d'une demi-tête la plupart des autres hommes, même en Russie où les tailles sont généralement élevées; toute sa personne semblait taillée à grands coups de hache; les traits

1. Voir, au sujet des *Mémoires* d'Iswolsky, l'article de Gabriel Hanotaux dans la *Revue de Paris* du 1er décembre.

de son visage auraient eu du caractère s'ils n'avaient été gâtés par une déformation — on pourrait presque dire une cassure — du nez, qui lui donnait une certaine ressemblance avec les portraits de Michel-Ange; il avait un abord qui paraissait volontairement rude; peut-être affectait-il un ton bourru et brusque pour cacher la gêne qu'il éprouvait dans le milieu, nouveau pour lui, de la Cour et de la haute société de la capitale, dont il lui manqua toujours visiblement l'habitude; mais, malgré son apparence plutôt fruste et la gaucherie de ses manières, l'ensemble de sa personne produisait une grande impression de force et d'originalité.

Ce qui m'a toujours personnellement impressionné d'une manière désagréable dans le comte Witte, c'était sa voix dont les notes étaient comme faussées, et surtout sa prononciation, acquise pendant sa jeunesse passée à Odessa, où la population est fortement mélangée de Grecs, de Roumains et d'autres méridionaux étrangers; cette prononciation, ainsi qu'une élocution empreinte d'une certaine vulgarité, étaient fort déplaisantes pour des oreilles comme les miennes, habituées à la langue si pure et si élégante, façonnée par le grand poète national Pouschkine et parlée par les Russes appartenant aux classes cultivées des deux Capitales, surtout de Moscou.

Le comte Witte était, comme on le sait, un *self-made man*; non pas qu'il fût d'une naissance modeste; son père, fonctionnaire provincial d'extraction étrangère (je crois hollandaise), avait atteint un grade assez élevé dans la hiérarchie gouvernementale; sa mère appartenait à l'une des meilleures familles de la Russie; mais, élevé en province, le futur ministre n'avait pas embrassé la carrière bureaucratique qui seule, à cette époque, conduisait aux hautes situations officielles et aux honneurs; il était entré au service de la puissante Compagnie privée des chemins de fer du Sud-Ouest de la Russie, et c'est dans les cadres de cette Société que se déroulèrent les vingt premières années de son activité. Doué d'une rare énergie, il parcourut tous les degrés de ce service, sans se soustraire aux plus modestes des fonctions, comme celles de chef de gare; c'est certainement grâce à cette préparation que, plus tard, appelé par l'empereur Alexandre III à Saint-Pétersbourg comme expert dans la question — si importante pour la

Russie — des chemins de fer, il put s'imposer d'emblée à la bureaucratie routinière de la Capitale par son expérience et son remarquable sens pratique.

A Saint-Pétersbourg, son inlassable activité déborda rapidement le cadre de sa spécialité, et il fit bientôt autorité non seulement en matière de chemins de fer, mais encore dans le domaine de la vie économique tout entière du pays; son ascension dans la hiérarchie officielle fut vertigineuse; peu d'années après son arrivée dans la capitale, nous le voyons déjà à la tête du Ministère des Finances, poste très important en lui-même, mais auquel il sut donner un relief particulier; il occupa ce poste, avec deux années d'interruption (1903-1905), jusqu'au jour où il devint le chef du premier Gouvernement Constitutionnel de la Russie.

L'esprit du comte Witte était tout entier tourné vers le côté pratique des choses; ses conceptions politiques et économiques, même les plus vastes, ne lui étaient généralement inspirées par aucune vue d'ensemble sur les fonctions de l'État ou sur les grandes lois qui régissent les sociétés humaines; c'est ce qui, à mon sens, explique en partie quelques-unes des fautes qu'il a commises; quoique j'eusse été plus d'une fois personnellement frappé par son manque de culture supérieure et de notions générales, je crois que M. Bompard va trop loin lorsqu'il affirme, dans un article de la *Revue de Paris*, que le comte Witte était dépourvu de connaissances, même les plus élémentaires, en matière de science financière et qu'il ne poussa jamais ses études théoriques sur ce sujet au delà de la lecture d'un traité de M. Paul Leroy-Beaulieu.

Malgré cette affirmation, M. Bompard reconnaît que le comte Witte était « un administrateur d'un esprit supérieur, un financier de grande envergure et un homme d'État éminent »; ce jugement, qui fait honneur au sentiment d'équité de l'ancien Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, pour lequel le comte Witte fut toujours un adversaire politique, me semble cependant ne pas rendre entièrement justice au génie du Ministre russe. Je n'hésite pas à employer le mot de génie, car, dans certaines phases de son activité, le comte Witte montra indubitablement plus que du talent.

Peut-on affirmer, comme le fait le docteur Dillon dans son livre, que le comte Witte « fut le seul homme d'État que la Russie eût produit depuis Pierre le Grand »? Je ne le crois pas; son œuvre présente de trop grandes lacunes et quelques-unes de ses erreurs ont été trop cruellement expiées par la Russie, pour qu'il soit permis de lui assigner une pareille place dans l'histoire de son pays, il me semblerait plus juste de dire que le comte Witte eut des heures où, par la hardiesse de ses conceptions et par l'énergie qu'il mit à les réaliser, il égala les plus grands hommes d'État, de tous les temps et de tous les pays; mais que, à d'autres moments, et malheureusement dans des circonstances critiques, il fut étrangement inférieur à lui-même. Ses erreurs eurent le plus souvent pour cause des défaillances de caractère plutôt que d'esprit, car, à l'encontre de M. Stolypine, il offrait l'exemple d'un homme dont les qualités morales n'étaient pas toujours à la hauteur des facultés intellectuelles.

Lorsqu'on essaye d'embrasser d'un coup d'œil l'ensemble de l'œuvre prodigieuse du comte Witte, on est tout d'abord frappé par le fait que celle-ci ne procède pas d'une conception unique soit dans l'ordre politique, soit au point de vue économique : elle présente des parties disparates et quelquefois même contradictoires. Pour pouvoir s'expliquer ce fait, il est indispensable de se placer dans le milieu où se déroula, pendant près de quinze ans, l'activité dévorante de ce Ministre.

On sait que, jusqu'à l'octroi de la Constitution de 1905, il n'existait pas en Russie de Cabinet homogène. Il n'y avait ni Président du Conseil des Ministres, ni même de Conseil des Ministres à titre régulier et permanent; l'Empereur, à certaines occasions, réunissait les Ministres sous sa présidence pour examiner telle ou telle question particulièrement grave; mais ces occasions étaient rares; le reste du temps, chacun des Ministres travaillait avec l'Empereur seul à seul et n'acceptait d'autre direction que celle qui émanait du Souverain; ainsi, non seulement les Ministres n'avaient aucun lien commun entre eux, mais ils considéraient comme un point d'honneur de conserver une complète indépendance les uns vis-à-vis des autres; l'empereur Alexandre III, jaloux de son pouvoir autocratique, maintenait soigneusement ses Ministres dans cette

voie, et toute tentative de leur part pour s'entendre entre eux afin d'imprimer une direction unique aux affaires, était considérée par lui comme une atteinte portée à ses prérogatives; l'empereur Nicolas II n'avait modifié en rien cet état de choses; il l'avait même renforcé en réunissant encore plus rarement que ne l'avait fait son père, les Ministres sous sa présidence; si l'on considère d'autre part que les Ministres n'étaient soumis à aucun contrôle parlementaire et que toute tentative des Zemstvos pour élargir le cercle de leur activité était sévèrement réprimée, on s'étonnera qu'un pareil système n'ait pas eu plus tôt pour résultat la désorganisation complète du plus vaste Empire connu des temps modernes.

Devenu Ministre des Finances, le comte Witte accusa nettement la tendance à imposer sa domination à tous les autres Ministres et à devenir, sinon de droit, du moins de fait, le véritable chef du Gouvernement russe; dans la poursuite de ce but, il fut servi non seulement par la puissance de sa volonté et par son incontestable supériorité sur ses collègues, mais encore par le fait que, en sa qualité de grand argentier de l'Empire, il tenait sous sa dépendance indirecte tous les services de l'État, car l'empereur Alexandre III lui accordait une confiance absolue et refusait de sanctionner tout crédit qui n'avait pas son approbation.

Mais bientôt cette forme indirecte de suprématie ne suffit plus à l'ambition du comte Witte, il chercha et réussit à étendre sa dévorante activité à tous les domaines de la vie politique et économique du pays; et l'on assista alors à ce phénomène étrange et incompréhensible pour des esprits européens d'un Ministère — celui des finances — devenant peu à peu un État dans l'État et superposant, pour ainsi dire, aux organes les plus divers du Gouvernement des organes remplissant des fonctions analogues, mais relevant directement et uniquement de ce Ministère. Nous verrons plus loin comment et grâce à quelles circonstances le comte Witte eut sous sa dépendance immédiate une foule innombrable de fonctionnaires de toute dénomination et de tous grades, un réseau d'établissements scolaires, primaires et même supérieurs, un vaste territoire, véritable Royaume, où il était le seul Maître, une armée, une flotte, même une diplomatie. Comme, d'autre

part, sa tendance constante était d'étendre indéfiniment les attributions de l'État aux dépens, et le plus souvent au détriment, de l'initiative et de l'activité privées, encore si faiblement développées en Russie, on peut affirmer que pendant quelque dix années il fut le vrai maître des 160 millions d'habitants de l'Empire. Je dois à la vérité de constater que la plupart des organes créés par le comte Witte étaient mieux organisés, fonctionnaient plus parfaitement et étaient imbus d'un esprit plus moderne et plus large que les organes réguliers correspondants du Gouvernement; on n'en comprendra pas moins qu'une organisation aussi paradoxale de l'État ait entraîné une grande déperdition de forces et créé un état de choses chaotiques qui, à la longue, fut fatal à la Russie, surtout lorsque le comte Witte ne fut plus là pour le soutenir de sa toute-puissante énergie.

Les compatriotes du comte Witte n'ont pas suffisamment rendu justice à son œuvre. Il me semble, en effet, qu'un Ministre qui compte à son actif ces trois actes : la réforme monétaire, le traité de paix de Portsmouth et la Charte Constitutionnelle de 1905, mérite d'être rangé parmi les plus grands hommes d'État non seulement de la Russie, mais de tous les pays.

De ces trois actes, le premier, c'est-à-dire l'instauration de la circulation métallique et la fixation du cours, aurait suffi à lui seul à lui assigner cette place. Cette réforme, qui rencontra des obstacles formidables et qui ne dut sa réussite qu'à la volonté indomptable du comte Witte, permit à la Russie de traverser la guerre russo-japonaise et l'année révolutionnaire de 1905 sans subir de catastrophe financière. On connaît mon opinion sur la Paix de Portsmouth : je n'hésite pas à affirmer qu'elle fut pour la Russie un succès inespéré. Enfin, le manifeste du 17 octobre, malgré l'heure tardive à laquelle il fut arraché à l'empereur Nicolas II, sauva indubitablement à cette heure la Monarchie russe d'un effondrement qu'elle n'évita pas douze ans plus tard pour avoir abandonné la voie tracée par son grand Ministre.

Tout en ne me reconnaissant pas la compétence voulue pour m'ériger en juge de l'œuvre économique du comte Witte, je crois ne pas me tromper en disant que cette œuvre appelle

quelques critiques très sérieuses : grâce à une série de mesures comme le rachat systématique des chemins de fer, le monopole de la vente de l'esprit de vin, l'exploitation en régie de vastes domaines de la Couronne, une tutelle étroite exercée sur l'industrie, etc., l'État en Russie finit non seulement par dominer, mais, pour ainsi dire, par absorber presque complètement les initiatives et les énergies encore si peu développées du pays ; mais, en dehors de cet « étatisme » exagéré, on se demande si les bases mêmes de la situation économique de la Russie n'ont pas été faussées par quelques-unes des mesures prises par le comte Witte.

Dans son livre *The Eclipse of Russia*, le docteur Dillon dit que le comte Witte, sentant la faiblesse et le manque de cohésion des différents éléments qui composaient le Tsarisme, crut que ces éléments pouvaient être consolidés et soudés entre eux par la force d'une grandiose transformation économique, qui créerait de puissants intérêts matériels et serait l'instrument d'une véritable rééducation nationale; à mon avis, ces lignes caractérisent très bien sinon le plan général du comte Witte, car il m'a toujours semblé que c'est précisément un pareil plan qui a manqué à ce ministre, du moins la tendance constante de sa politique. La faiblesse et la désunion des éléments constitutifs de l'Empire Russe ne pouvaient échapper à aucun homme d'État tant soit peu perspicace et devaient en effet se révéler d'une façon fatale plus tard, au moment de la chute de la Monarchie. Seulement j'appartiens à une école politique qui a toujours recherché un remède à cet état de choses non dans un « étatisme » à outrance, ni dans un renforcement du centralisme bureaucratique, ni même dans la création artificielle d'intérêts matériels, mais dans le développement des « self-governments » locaux, dans un régime représentatif issu de ces « self-governments », enfin dans la satisfaction des aspirations raisonnables des nationalités allogènes et dans l'éducation systématique dans le peuple de l'esprit d'initiative privée.

On s'accorde généralement à considérer comme un des principaux mérites du comte Witte, l'immense effort qu'il a fait pour développer une grande industrie, ou plutôt pour la créer de toutes pièces en Russie. Sans méconnaître les brillants

résultats obtenus par lui dans cette voie, on peut se demander s'il n'a pas, pour parler vulgairement, « attelé la charrue devant les bœufs »? En donnant tous ses soins à l'usine, le comte Witte n'a-t-il pas méconnu le caractère essentiellement agricole de la Russie, qui avait besoin d'une phase préparatoire consistant dans le développement des industries rurales, ayant pour objet de transformer les matières premières livrées par l'agriculture et capable de relever le bien-être du cultivateur? Et n'est-ce pas la politique financière du comte Witte, notamment l'accroissement colossal de la dette extérieure contractée pour le rachat des chemins de fer, et dont le service exigeait des sommes énormes en numéraires, qui fut la cause de l'exportation forcée de grandes masses de produits agricoles au détriment du niveau économique et même de l'état physique des populations rurales? Enfin nous avons toujours pensé, mes coreligionnaires politiques et moi, que la création d'une nombreuse classe ouvrière agglomérée dans les villes — et qui, on l'a vu en 1917, était l'élément révolutionnaire par excellence — aurait dû être précédée par une large réforme agraire dans le sens du développement de la petite propriété privée, ce qui aurait non seulement relevé le rendement de la terre, mais encore inculqué à la masse paysanne un esprit conservateur qui lui manquait.

Je ne m'arrêterai qu'en passant à une des mesures du comte Witte qui ont soulevé le plus de controverses : le monopole de la vente des spiritueux. Personnellement, je suis d'avis que cette mesure, considérée comme un palliatif, était bonne en elle-même et marquait un progrès sérieux sur l'état de choses précédent; mais n'est-il pas profondément regrettable que, au lieu de créer ce palliatif, le comte Witte n'ait pas appliqué son immense énergie à extirper les racines mêmes d'un système fiscal basé tout entier sur l'alcoolisation et par conséquent sur la démoralisation et l'appauvrissement des masses? Et peut-on refuser le tribut d'une admiration émue au beau geste de l'infortuné Nicolas II supprimant d'un trait de plume, au début de la guerre mondiale, cette source de tant de maux physiques et moraux en Russie?

Un terrain, sur lequel je me sens plus de compétence, est celui de la politique russe en Extrême-Orient, sur laquelle

le comte Witte exerça une grande influence et dont il doit porter la responsabilité sinon entièrement, du moins dans une large mesure.

Le rôle du comte Witte dans cette question a été très complexe et a subi beaucoup de fluctuations.

Si l'on veut fixer le point initial des événements qui ont abouti à la malheureuse guerre entre la Russie et le Japon, il faut, à mon sens, remonter à la décision prise par le Gouvernement russe, sous l'impulsion directe du comte Witte, de faire passer par le territoire chinois la grande ligne du chemin de fer transsibérien pour aboutir à Vladivostok, ce qui abrégeait considérablement la distance à parcourir par la voie ferrée, mais créait en même temps, sur les confins Est de l'Empire, une situation singulièrement compliquée et même dangereuse : c'était donner le premier éveil aux susceptibilités du Japon et révéler à celui-ci les tendances impérialistes de la Russie en Extrême-Orient. Ayant de tout temps été le partisan convaincu d'une politique russe « européenne », je n'ai jamais approuvé ces tendances qui transportaient l'arène de l'action russe si loin du centre de ses intérêts traditionnels et affaiblissaient sa situation en Europe. Il m'a de plus toujours semblé que la Sibérie devait être considérée surtout comme une réserve pour le jour où la Russie se trouverait dans le cas d'y déverser le trop-plein de sa population et de ses énergies. Mais ce jour était encore lointain, et, en attendant, il était pour le moins prématuré de forcer à grand fracas et à travers un territoire étranger un accès au vaste théâtre du Pacifique, où nous ne devions et ne pouvions jouer à cette heure qu'un rôle secondaire.

Je suis prêt cependant à reconnaître la hardiesse et l'habileté avec lesquelles le comte Witte sut exécuter son plan; j'admets que, si ce plan en était resté là, le chemin de fer transsibérien aurait pu, sous la ferme direction de ce Ministère, devenir pour la Russie un instrument de développement économique. Malheureusement, il fut complètement faussé par la politique subséquente de la Russie en Extrême-Orient, c'est-à-dire, avant tout, par la saisie de la péninsule chinoise de Liao-Toung avec les ports de Port-Arthur et de Talienvan (en russe Dalny).

Je m'empresse de dire que le comte Witte commença par être personnellement contraire à cette politique. On a déjà vu que la saisie de Port-Arthur et de Dalny par la Russie et de Kiao-Tchéou par l'Allemagne fut le résultat d'un plan conçu par l'empereur Guillaume. C'est au cours de sa première visite à Saint-Pétersbourg, après l'avènement de Nicolas II au trône, que l'empereur Guillaume arracha à son hôte la promesse de ne pas s'opposer au coup de main qu'il projetait en Chine et qu'il lui suggéra de suivre son exemple en s'emparant pour son compte de l'extrémité de la péninsule de Liao-Toung. Le comte Mouravieff, — qui était à cette époque Ministre des Affaires étrangères et qui joignait à une incroyable légèreté une ignorance rare des affaires, surtout en ce qui concernait l'Extrême-Orient, — adopta d'emblée ce plan qui lui promettait une satisfaction personnelle de vanité. C'est de sa bouche même que je tiens le récit de ce qui se passa au conseil convoqué par l'empereur Nicolas pour discuter cette question. De tous les membres présents, le comte Mouravieff fut le seul à soutenir l'empereur Nicolas dans son projet, lequel fut combatut par tous les autres Ministres; le plus énergique à se prononcer contre fut le comte Witte, qui se rendait parfaitement compte des dangers d'une pareille violation de l'intégrité de la Chine. L'empereur Nicolas se rangea du côté de la majorité du conseil, et le projet fut momentanément abandonné; mais le comte Mouravieff ne se tint pas pour battu. Il sut persuader à l'empereur Nicolas que, d'après des renseignements secrets, une escadre anglaise était sur le point de saisir Port-Arthur comme réponse à la prise de Kiao-Tchéou par les Allemands et qu'il fallait à tout prix prendre les devants sur les Anglais. Le résultat fut que l'amiral Doubasoff, commandant des forces navales russes en Extrême-Orient, reçut de l'empereur Nicolas l'ordre direct d'entrer à Port-Arthur et d'y hisser le drapeau russe. Par la suite, le comte Mouravieff se vantait volontiers d'avoir remporté cette victoire sur le comte Witte et d'avoir ainsi procuré les deux ports chinois à la Russie.

Si la Russie avait été un État constitutionnel ou si seulement elle avait possédé un Gouvernement solidaire et homogène, un ministre qui se serait trouvé en opposition avec une

décision d'une aussi grande importance aurait quitté le pouvoir. Non seulement le comte Witte n'en fit rien, mais il profita de l'occasion pour étendre encore plus le cercle déjà si étendu de ses attributions : élargissant le projet primitif du transsibérien, il reporta le terminus de cette ligne du port russse de Vladivostok à l'extrémité de la péninsule chinoise de Liao-Toung, sous prétexte de pourvoir aux besoins du chemin de fer. Le Gouvernement russe, guidé entièrement par lui dans cette affaire, se fit céder à bail par la Chine non seulement les deux ports de Port-Arthur et de Talienvan, mais encore une large zone territoriale des deux côtés de la voie ferrée. Prenant pour modèle Cécil Rhodes et voulant, comme lui jouer le rôle de bâtisseur d'empire, le comte Witte fit de cette zone, soumise à l'autorité exclusive du Ministre des Finances, dont dépendait déjà la ligne du transsibérien, un domaine dans lequel il exerçait un pouvoir quasi souverain. On vit bientôt surgir dans ce vaste territoire des villes nouvelles comme Kharbine et des ports comme Dalny. Le comte Witte eut sous ses ordres, sous forme de garde destinée à protéger la voie ferrée, une véritable armée, une flotte fluviale et maritime, une nuée de fonctionnaires administrant, sous sa direction, et en toute indépendance de l'autorité centrale de l'Empire, la zone cédée à bail. En un mot le comte Witte créait de toutes pièces sur les confins lointains de la Russie d'Asie une importante possession coloniale, dont il était le seul maître et qui allait lourdement peser sur le reste de l'Empire.

Or, si l'œuvre de Cécil Rhodes répondait aux besoins de l'Angleterre en servant à celle-ci de déversoir pour le trop-plein de sa population, de ses capitaux et de ses énergies, la création du comte Witte avait un caractère purement artificiel, et, tout en satisfaisant les ambitions de ce Ministre, ne servait que fort peu les véritables intérêts de l'Empire Russe, trop faiblement peuplé et surtout trop peu développé au point de vue technique et économique. Cette création absorba, en effet, un nombre incalculable de millions et une somme de travail qui auraient pu être employés avec infiniment plus de profit à l'intérieur de la Russie.

L'entreprise mandchourienne du comte Witte, inutile et

même nuisible en elle-même, fut particulièrement néfaste au point de vue de la politique extérieure de la Russie, et je n'hésite pas à y voir la cause première de la guerre russo-japonaise.

La prise par la Russie de Port-Arthur et de Dalny, venant après l'ultimatum pour lequel la Russie, la France et l'Allemagne avaient arraché au Japon le fruit de ses victoires, avait déjà été une lourde faute politique. Elle avait fait naître au Japon un sentiment d'amertume envers la Russie et avait, tout comme la prise de Kiao-Tchéou par l'Allemagne, provoqué en Chine le mouvement qui éclata avec tant de force en 1900. Cependant, si le Gouvernement russe s'était contenté de faire de l'extrémité de la péninsule de Liao-Toung un point d'appui pour la flotte du Pacifique (à vrai dire, le port russe de Vladivostok était amplement suffisant pour ce but), il est probable que le Japon s'en serait à la longue accommodé. Mais la mainmise de la Russie sur une partie de la Mandchourie créa dans ces parages une situation qui fut la véritable cause des complications subséquentes et amena finalement la collision entre la Russie et le Japon : car c'est l'attaque subie par le chemin de fer de l'Est chinois de la part des Boxers qui amena en 1900 l'occupation de la Mandchourie par les troupes russes, et cette occupation devint, à son tour, un des principaux points du litige russo-japonais.

Lorsque, plus tard, sur l'entreprise mandchourienne du comte Witte vint se greffer la folle aventure de MM. Bézobrazoff, Abaza et C^ie^, en Corée et sur le Yalou, cette aventure ne fit que hâter l'heure du règlement de comptes entre la Russie et le Japon. Mais, je le répète, le conflit russo-japonais se trouvait tout entier en germe dans la politique impérialiste pratiquée par la Russie sur ses confins de l'Est sous l'impulsion du comte Witte. Cependant, je me hâterai de dire que le comte Witte, ainsi que son ami le comte Lamsdorff, furent les adversaires déclarés de la bande de courtisans et de faiseurs irresponsables qui réussirent à entraîner l'empereur Nicolas dans cette aventure et à jouer le rôle d'un véritable Gouvernement occulte, écartant complètement des affaires, en ce qui touchait l'Extrême-Orient, tant le Ministre des Finances, que celui des Affaires Étrangères. Mais, tout en

rendant justice à la clairvoyance dont firent preuve à cette occasion le comte Witte et le comte Lamsdorff, il est impossible de les absoudre de toute responsabilité pour la tournure que prirent les événements. Encore une fois, dans tout pays régulièrement organisé et gouverné, des Ministres qui se seraient trouvés dans une pareille situation auraient commencé par présenter leur démission et ne seraient restés au pouvoir que s'ils avaient reçu satisfaction. Nous voyons au contraire le comte Witte rester tranquillement à son poste et assister en spectateur résigné à une politique qu'il réprouvait, mais qu'il était impuissant à empêcher. Quant au comte Lamsdorff, *alter ego* du comte Witte, non seulement il ne démissionna pas, mais, à ceux qui s'étonnaient de le voir rester au pouvoir dans de pareilles conditions, il répondait en exposant cette théorie stupéfiante que, en Russie, le Ministre des Affaires Étrangères ne peut quitter son poste que s'il reçoit son congé de son Souverain et qu'il n'a d'autre fonction que celle d'étudier les questions de politique extérieure et de présenter ses conclusions à l'Empereur, lequel, en qualité d'autocrate, prend telle ou telle décision qui devient dès lors obligatoire pour le Ministre. Le comte Witte avait certainement l'esprit trop moderne pour partager une pareille conviction; il reste donc à croire que le souci de se maintenir au pouvoir primait à ses yeux toute autre considération et l'empêchait, non seulement de poser la question de son portefeuille, mais même de protester d'une manière suffisamment énergique auprès de l'Empereur contre une politique qu'il savait devoir aboutir à une catastrophe.

Cependant, à mesure que la campagne prenait une tournure de plus en plus défavorable à la Russie, le comte Witte semblait retrouver toute son énergie et toutes les qualités d'un véritable homme d'État. Dans son livre : *The Eclipse of Russia*, le docteur E.-J. Dillon publie une lettre, adressée par lui à l'empereur Nicolas en date du 28 février 1905, dans laquelle sont exposées, avec une franchise et une netteté dignes de tout éloge, les raisons supérieures qui rendaient impérieusement nécessaire l'ouverture immédiate de négociations de paix avec le Japon; et — ce qui exigeait encore plus de courage de sa part, — dans la même lettre, il insistait sur

la nécessité de ne plus tarder à calmer la Russie, profondément troublée par ses défaites, en entrant résolument dans la voie de la réforme constitutionnelle; cette opinion, il la soutint avec une persévérance inlassable contre l'empereur Nicolas lui-même ainsi que contre la plupart des personnages, tant militaires que civils, appelés à donner leur avis sur cette question. A partir de ce moment, et jusqu'à la signature du traité, le comte Witte déploya une fermeté et une sûreté de coup d'œil qui le mettent au rang des grands ministres.

L'histoire détaillée des négociations de Portsmouth est encore à écrire. Il n'y a pas lieu ici de le faire, et le seul écrivain qui me paraisse qualifié pour cette tâche est l'auteur du livre déjà cité, *The Eclipse of Russia*, le docteur E.-J. Dillon, collaborateur volontaire du comte Witte à la conférence. Je me bornerai à dire ici que, au cours des pourparlers, le comte Witte fit preuve non seulement d'un talent de négociateur hors ligne, mais encore d'une élévation de caractère et d'un oubli de soi-même qui ne marquèrent pas toujours les autres phases de sa carrière. Car il y eut, vers la fin des négociations, un moment suprême, où il comprit qu'il portait seul devant ses compatriotes toute la responsabilité, peut-être tout l'odieux d'un traité issu d'une guerre malheureuse et nécessairement onéreux pour la Russie. Il eut alors le courage moral de couper court à des ordres contradictoires et parfois marqués au coin de l'insincérité, qui lui parvenaient de Saint-Pétersbourg, et sut accepter, de sa propre autorité, un compromis plus favorable à la Russie qu'on ne pouvait l'espérer, mais tout de même de nature à lui attirer de vifs reproches, à son retour dans son pays. Comparativement et eu égard aux circonstances, les conditions de la paix de Portsmouth étaient légères pour la Russie : habilement manœuvrés par le comte Witte, les Japonais avaient renoncé à toute demande de nature à porter atteinte aux intérêts vitaux et à la dignité de l'Empire Russe. Il n'avait à payer aucune indemnité de guerre, conservait sa flotte et ne perdait pas un pouce de son territoire national; il cédait, il est vrai, la partie Sud de l'île de Sakhaline, mais les Russes, qui n'avaient acquis cette île qu'à une époque assez récente, n'en faisaient presque aucun usage, et les Japonais avaient toujours maintenu

certaines prétentions à son égard. Le traité de Portsmouth pouvait donc être considéré, en lui-même, comme favorable à la Russie mais ce qui en faisait surtout la valeur, c'était qu'il rendait possible, non seulement un retour à des relations normales avec le Japon, mais un véritable rapprochement et même une alliance entre les deux pays. Ce fut le grand mérite du comte Witte d'avoir, dès ce moment, aperçu cette possibilité; avant même de se rendre à Portsmouth, il s'était nettement prononcé dans ce sens et avait même fait des ouvertures indirectes (par l'intermédiaire du Dr Dillon) à l'Ambassadeur du Japon à Londres. Cette démarche était restée sans résultat; mais, en fixant les conditions du traité, le comte Witte n'avait pas perdu de vue cet objectif, et c'est ce qui me permit plus tard, en ma qualité de Ministre des Affaires étrangères, de reprendre son idée et de conclure avec le Japon l'entente qui, en se développpant, eut des résultats si féconds pour les intérêts de la Russie et même de toute la Triple-Entente.

Ce fut une grande amertume pour le comte Witte de constater, à son retour en Russie, combien peu ses compatriotes lui étaient reconnaissants de son œuvre. L'Empereur lui conféra, il est vrai, le titre de Comte, — récompense qu'il était de tradition d'accorder au négociateur d'un traité de paix, — mais l'accueil qu'il lui fit fut plutôt froid. L'opinion publique et la presse se montrèrent nettement hostiles à son égard : les plaisants proposèrent de l'appeler « Comte du demi-Sakhaline ». Bref, au lieu du triomphe auquel il s'attendait et auquel il avait incontestablement droit, le comte Witte ne s'attira que des attaques et des quolibets. J'en fus, pour ma part, profondément indigné, et lorsque, quelques mois plus tard, je devins Ministre des Affaires étrangères, je profitai de la première occasion que j'eus de parler à la Douma pour prendre publiquement la défense du Traité de Portsmouth. Il fallait à cette époque un certain courage pour le faire, et le comte Witte qui, malgré de grands défauts de caractère, avait incontestablement du cœur, m'en conserva, — à moi qui étais à ce moment son adversaire politique déclaré, — une sincère reconnaissance.

Je crois avoir parlé avec suffisamment de détails, dans le premier chapitre de cet ouvrage, de l'activité du comte

Witte en qualité de chef du premier Cabinet constitutionnel après l'octroi du Manifeste de 1905 : quelles ont été les causes de l'échec de cette activité, et dans quelle mesure le comte Witte aurait-il pu imprimer aux événements un cours plus favorable? C'est une question qu'il appartiendra aux historiens de cette époque si troublée de résoudre et sur laquelle j'hésite à me prononcer; mais ne semble-t-il pas que, dans des circonstances si critiques, le comte Witte n'ait pas montré toute l'unité de caractère, toute la fermeté d'âme, qui étaient nécessaires? Comment expliquer le choix qu'il fit de M. Dournovo comme Ministre de l'Intérieur et de la latitude qu'il lui laissa d'exercer une répression brutale et aveugle, qui dressa contre le Gouvernement les éléments les plus modérés du pays et contribua à la victoire des partis avancés? Comment surtout justifier cette loi électorale, dont l'effet fut de donner dans la première Douma la prédominance aux paysans et de provoquer le naufrage de cette assemblée? Il est difficile d'attribuer de pareilles erreurs à un manque de clairvoyance de la part d'un homme d'État de la trempe du comte Witte, et l'on est forcé d'admettre que celui-ci s'est laissé guider par des considérations touchant à sa situation personnelle, plutôt que par le souci d'assurer le succès permanent de l'œuvre réformatrice qu'il avait entreprise.

On connaît les idées du comte Witte en manière de politique extérieure générale : adepte convaincu de la conception si chère à l'empereur Guillaume d'une coalition continentale — Russie, France, Allemagne — dirigée contre l'Angleterre, il se montrait persuadé non seulement qu'une pareille combinaison pouvait assurer d'une manière permanente la paix du monde, mais encore qu'il serait, sinon facile, du moins parfaitement possible de la réaliser.

On se rappelle que, au moment du traité de Bjorkoë, le comte Witte avait été assez clairvoyant pour comprendre que la méthode employée par l'empereur Guillaume pour imposer ce plan à la France ne pouvait mener qu'à une catastrophe, et il avait prêté au comte Lamsdorff son concours le plus intelligent pour l'aider à sortir l'empereur Nicolas de ce mauvais pas. Mais il n'en était pas moins resté un partisan enthousiaste de cette combinaison; très imbu de ses

capacités diplomatiques, depuis le succès qu'il avait remporté à Portsmouth, il se faisait fort, si on le laissait faire, d'amener par degrés la France à y participer. Dans ce but, il désirait ardemment obtenir le poste d'Ambassadeur à Paris, où il avait beaucoup d'attaches dans le monde financier, et espérait arriver à ses fins, avec l'aide de certains groupes appartenant à ce monde. Il essaya par tous les moyens de supplanter M. Nelidoff, mais rencontra toujours un refus catégorique de la part de l'empereur Nicolas. J'étais, pour ma part, convaincu que la nomination du comte Witte à Paris serait nuisible et même dangereuse pour nos relations avec la France et avec l'Angleterre, et j'avoue que, en ma qualité de Ministre des Affaires étrangères, je m'y suis toujours montré peu favorable. Il ne parut pas m'en vouloir de l'opposition que je faisais à sa candidature et s'exprima constamment sur mon compte avec beaucoup d'éloges et d'amitié.

En sa qualité de financier, le comte Witte était porté à voir dans les intérêts purement matériels le mobile dominant de la politique tant intérieure qu'extérieure, et à négliger dans ses calculs les *imponderabilia* auxquels un esprit aussi positif que celui du Prince de Bismarck attribuait cependant un rôle si important dans la vie des nations. Il en résultait que le comte Witte commettait souvent de lourdes fautes dans l'estimation qu'il faisait de la situation internationale. Ainsi, il m'a toujours frappé par son incompréhension absolue de la nature des rapports entre la France et l'Allemagne et de la psychologie du peuple français. Épris de l'idée utopique de la formation d'une coalition continentale, il était persuadé qu'il n'y avait aucun obstacle réel à ce que la France y participât aux côtés de l'Allemagne. J'ai déjà mentionné que, lorsqu'il était Ministre des Finances, le comte Witte avait sous ses ordres directs une véritable diplomatie, composée d'agents, dits financiers, attachés aux Ambassades et aux Légations russes dans la plupart des capitales des deux hémisphères. Ces agents pour la plupart très actifs et intelligents, exerçaient leurs fonctions dans une complète indépendance de leurs chefs diplomatiques nominaux; ils correspondaient directement par chiffre avec le Ministre des Finances

sans même faire passer leurs rapports sous les yeux de ces chefs, et ne se faisaient souvent aucun scrupule d'adopter et de soutenir des idées politiques opposées à celles de la diplomatie russe officielle. C'est sur ces agents que le comte Witte comptait pour faire prévaloir sa conception d'une alliance entre la Russie, la France et l'Allemagne, basée sur une communauté d'intérêts matériels entre ces trois pays et dirigée contre la prépondérance de l'Angleterre dans le domaine financier et économique.

Dans les dernières années qui précédèrent la guerre mondiale, alors que j'étais déjà Ambassadeur en France, j'eus plusieurs occasions de discuter longuement cette question avec le comte Witte qui s'arrêtait souvent à Paris en se rendant à Biarritz pour y rejoindre sa famille. Dans ces discussions, il affirmait avec conviction que la France avait perdu jusqu'au souvenir de ses anciennes vertus guerrières, que l'immense majorité des Français ne se souciait plus des provinces perdues, lesquelles n'étaient plus revendiquées que par une poignée de chauvins sans importance réelle dans le pays, enfin que la nation française, travaillée par le socialisme international et par la propagande pacifiste, reculerait toujours devant un conflit armé avec l'Allemagne, surtout si ce conflit surgissait sur le terrain des affaires orientales. Attribuant une influence exagérée à certains groupements financiers européens, il était persuadé qu'avec leur aide on pouvait arriver à créer entre la France et l'Allemagne des liens d'affaires qui prépareraient la voie à un rapprochement politique, et ne doutait pas, s'il était Ambassadeur à Paris, de pouvoir obtenir ce résultat.

Observateur attentif de la vie nationale française, j'étais loin de partager ces opinions. Arrivé à Paris à la fin de l'année 1910, j'avais été témoin bientôt après, au moment de la crise d'Agadir, du réveil de l'esprit patriotique en France sous le coup des brutalités de la politique allemande. J'étais, pour ma part, convaincu que la nation française, malgré certaines apparences, n'avait rien perdu de son attachement aux grands principes de justice, de liberté et de progrès qui en avaient fait le flambeau du monde. Dans mes rapports, tout en constatant les tendances pacifiques du Gouverne-

ment français, je ne cessais d'affirmer qu'une provocation injustifiée de la part de l'Allemagne trouverait la France prête à se dresser aux côtés de la Russie et de l'Angleterre, non seulement pour défendre son territoire et rentrer en possession de son patrimoine, mais aussi pour faire triompher dans le monde les idées de droit et d'indépendance. D'autre part, je connaissais trop bien l'esprit dominateur de la politique allemande, l'importance de plus en plus grande que prenaient en Allemagne les cercles pangermanistes et la pensée constante de l'empereur Guillaume d'établir l'hégémonie allemande sur le monde, pour pouvoir croire à la possibilité d'une alliance dans laquelle l'Allemagne consentirait à entrer sur un pied d'égalité avec la Russie et la France. J'objectais donc aux arguments du comte Witte que, en poursuivant la chimère d'une pareille alliance, nous risquions seulement de nous laisser dominer par l'Allemagne et d'affaiblir nos liens avec la France et l'Angleterre, c'est-à-dire de détruire le seul contrepoids existant à la croissance monstrueuse de la force militaire de l'Allemagne; qu'il fallait se tenir prêt à chaque moment à ce que l'empereur Guillaume, débordé par le parti de la guerre, déclanchât l'agression, soigneusement préparée d'avance; enfin que le seul moyen de parer à ce danger était de fortifier par tous les moyens la puissance politique, militaire et économique de la Triple-Entente. Quant à la France, j'étais convaincu que nous pouvions entièrement compter sur sa loyauté, et que, à l'heure suprême, elle se dresserait comme un seul homme contre l'agresseur et retrouverait du coup son élan patriotique et son antique valeur guerrière. J'ajoute que cette conviction, je devais d'ailleurs la défendre non seulement contre le comte Witte, mais contre tout un groupe de diplomates russes qui préconisaient un rapprochement avec l'Allemagne et dont faisaient partie son ancien collaborateur à la Conférence de Portsmouth, le baron Rosen, ainsi que le Ministre de Russie à Lisbonne, M. Botkine, qui jouissait d'une faveur spéciale dans l'entourage de l'Empereur, et d'autres. Ma dernière conversation avec le comte Witte eut lieu quelques mois avant le commencement de la grande guerre. Je ne l'ai pas revu depuis et je ne sais pas si, avant sa mort, il a reconnu combien il s'était

trompé sur la France et combien, dans la vie des peuples, les facteurs moraux l'emportent souvent sur les éléments d'ordre purement matériel.

Au moment où le comte Witte cédait à M. Goremykine sa place à la tête du Gouvernement russe, on pouvait se demander quelle attitude il adopterait à l'égard du nouveau Cabinet. Cette question ne laissait pas de causer une vive inquiétude tant à l'empereur Nicolas qu'à la plupart de ses nouveaux Ministres. En sa qualité de membre du Conseil de l'Empire, c'est-à-dire de la Chambre haute, le comte Witte, auteur du Manifeste du 30 octobre, pouvait devenir le leader redoutable du parti libéral dans cette assemblée et grouper autour de lui les ennemis du cabinet bureaucratique de M. Goremykine. C'est à quoi l'on s'attendait généralement, et ce fut une grande surprise, lorsqu'on le vit renoncer à ce rôle et se joindre, d'une manière pour ainsi dire démonstrative, au groupe réactionnaire du Conseil de l'Empire, à la tête duquel il retrouvait son ancien collaborateur et adversaire M. Dournovo. Cette attitude, non seulement il la garda à travers toutes les vicissitudes qui suivirent l'ouverture de la Douma, mais par la suite, et surtout dans les dernières années de sa vie, il l'exagéra jusqu'à faire croire à un affaiblissement de ses facultés intellectuelles causé par une ancienne maladie. On a même raconté que, dans l'espoir de regagner la faveur du Souverain et d'être rappelé au pouvoir, il s'abaissa jusqu'à rechercher l'appui de Raspoutine. J'ai de la peine à croire à une pareille aberration de sa part. Cependant, dans une conversation que j'eus avec lui à un de ses passages par Paris à l'époque de la guerre balkanique, il m'affirma que, si cette crise n'avait pas entraîné a Russie dans une guerre, ce n'était pas grâce à M. Sazonoff, dont il attaquait violemment la politique, mais grâce à l'influence exercée sur l'Empereur dans un sens pacifique par Raspoutine, et je me rappelle combien une pareille affirmation m'étonna de sa part.

Personnellement, et quoiqu'il m'en coûte de prononcer un pareil jugement, je n'hésite pas à attribuer ce revirement à des motifs d'ambition personnelle. Habitué pendant plus de quinze ans à exercer un pouvoir, dont nous avons vu toute l'étendue, le comte Witte ne pouvait se résigner à perdre sa

position officielle, et tout l'effort de sa puissante volonté se concentra sur un seul but : reconquérir cette situation. Connaissant les tendances intimes de l'Empereur et de son entourage immédiat, il estima que le moyen le plus sûr d'arriver à ce but était de se mettre au service de la réaction. Reniant sa propre œuvre et renonçant à un rôle dans lequel il aurait pu rendre des services éclatants à son pays, il se fit le suivant des Dournovo, des Sturmer et autres chefs de la réaction. Perdant du coup toute valeur aux yeux des libéraux, il ne réussit même pas à gagner la faveur de l'Empereur et la confiance du parti réactionnaire, et ce fut un spectacle lamentable que de voir sa belle intelligence et ses dons supérieurs d'homme d'État se consumer dans la soif du pouvoir et dans l'espoir toujours déçu de revenir au premier rang du monde officiel. Car ce qu'il y avait à mon sens de plus surprenant dans cette ardeur à reconquérir sa situation perdue, c'était que le comte Witte aspirait manifestement, non seulement à exercer le pouvoir politique, mais encore, et peut-être même surtout, à jouir encore une fois de la plénitude des attributs extérieurs de ce pouvoir. N'étant parvenu que tard à une haute situation dans le monde bureaucratique, n'ayant réussi qu'au prix de grands efforts à se faire, et à faire à sa femme, une place à la Cour et dans la haute société de la Capitale, ce provincial de génie, disgracieux de manières et d'aspect, attachait une importance exagérée aux avantages sociaux si péniblement acquis. Il frappait souvent par la puérilité de ses ambitions mondaines et par l'âpreté qu'il mettait à se pousser au premier rang de la caste oligarchique qui entourait l'Empereur. Pour y arriver, il ne reculait devant aucun des moyens que lui fournissait sa situation de grand argentier de l'Empire, et ce n'était un secret pour personne que, pour forcer les portes de certains salons ultra fermés de Saint-Pétersbourg, il se servait volontiers d'une clef d'or sous forme de prêts et de subsides de l'État à des personnages mondainement influents, mais aux prises avec des difficultés pécuniaires.

Les ennemis du comte Witte l'ont accusé d'avoir été vénal, en citant à l'appui de leurs accusations des faits et des chiffres précis. Personnellement, je n'y ai jamais cru : il m'a toujours paru attacher beaucoup plus d'importance aux honneurs d'une

position officielle qu'à l'argent. Il a quitté le pouvoir sans qu'on lui connût une grande fortune, et, pour ne pas perdre ses chances d'un retour aux fonctions de Ministre, il renonça volontairement aux offres que lui faisait un des plus grands établissements de la Russie d'une situation des plus brillantes au point de vue pécuniaire, mais incompatible avec sa qualité de membre nommé par l'Empereur du Conseil de l'Empire, qualité qui lui ouvrait l'accès à la Cour et le maintenait dans les rangs du monde officiel.

Dans les pages qu'on vient de lire apparaît nettement la vérité de mon assertion, que le caractère du comte Witte n'était pas toujours au niveau de ses dons intellectuels. Il y avait cependant dans ce caractère des côtés extrêmement sympathiques et attachants : il était un ami très sûr, très dévoué, et savait à son tour inspirer de chaudes amitiés. Il avait, par exemple, pour la mémoire de l'empereur Alexandre III un culte presque passionné et conservait au souverain qui l'avait distingué et élevé au pouvoir une pieuse reconnaissance. Mais il savait aussi haïr et pouvait se montrer ennemi et adversaire redoutable. J'ai déjà mentionné le contraste qui existait entre sa nature et celle de l'empereur Nicolas et l'espèce de répulsion physique que ces deux hommes ressentaient l'un pour l'autre. Vers la fin de la vie du comte Witte, ce sentiment prit chez lui la forme d'une véritable haine qui, nous l'avons vu, le poussait à porter quelquefois contre son souverain des accusations éminemment injustes.

Un trait sympathique du comte Witte était l'affection qu'il portait à ses proches. Il était touchant de voir ce colosse, habitué à voir plier devant lui les plus fortes volontés, se faire l'esclave de son petit-fils âgé de quelques années et lui prodiguer les soins les plus tendres; et, lorsqu'il poursuivait avec une telle âpreté les avantages extérieurs du pouvoir, était-ce bien à son propre profit, ou seulement pour assurer le sort le plus brillant à une femme et à une fille passionnément aimées?

Il me reste à ajouter quelques mots sur mes relations personnelles avec le comte Witte; j'ai déjà dit que je n'ai jamais été avec lui sur un pied d'intimité. Pendant assez longtemps, il eut contre moi de fortes préventions, ou plutôt il craignait

de me voir acquérir sur les affaires une influence contraire à la sienne. Le docteur Dillon raconte dans son livre que, après la mort du comte Mouravieff, l'empereur Nicolas avait pensé à moi pour lui succéder au poste de Ministre des Affaires étrangères, mais que, avant de prendre une décision à ce sujet, il avait demandé l'avis du comte Witte. Celui-ci, craignant mon esprit d'indépendance, aurait convaincu l'Empereur de me préférer le comte Lamsdorff qu'il savait être entièrement sous son influence, pensant ainsi devenir le maître absolu de la politique extérieure de l'Empire. Le docteur Dillon ajoute que le comte Witte commit en cela une faute et que, précisément à cause de mon indépendance, je l'aurais secondé beaucoup mieux que ne fit le comte Lamsdorff, car je n'aurais guère toléré la formation derrière mon dos d'un Gouvernement occulte composé d'aventuriers, et que j'aurais soit donné ma démission, soit obligé l'Empereur à renvoyer M. Bezobrazoff et ses amis. Comme c'est du comte Witte lui-même que le docteur Dillon tient ce récit, je suppose que ce fait est exact. Il m'a été d'ailleurs confirmé d'une autre source. Ce qui est certain c'est que, pour avoir méconnu cette vérité, qu'on ne peut s'appuyer que sur ce qui résiste, le comte Witte s'est volontairement privé en ma personne d'un collaborateur tout aussi contraire que lui à l'aventure coréenne, et qui n'aurait pas hésité à s'y opposer de la manière la plus énergique, au lieu de pratiquer l'absurde doctrine du comte Lamsdorff, l'obéissance passive à la volonté du Souverain.

Je ne sais si j'ai réussi à tracer, ainsi que j'en ai eu l'intention, *sine ira et studio*, le portrait du comte Witte. La nature de cet homme était éminemment complexe. A côté d'éléments d'une véritable grandeur, elle renfermait des faiblesses surprenantes, mais, dans son ensemble, elle faisait une impression que je ne saurais mieux exprimer que par les mots que Shakespeare met dans la bouche d'Antoine, faisant l'oraison funèbre de Brutus :

*The elements*
*So mixed in him, that nature might stand up*
*And say to all the world. This was a man!*

A. ISWOLSKY

# COMMENT FUT RÉALISÉE L'UNITÉ DE COMMANDEMENT INTERALLIÉ

L'unité de commandement a été, de l'avis de tous, un élément essentiel de la victoire. Quelle en fut la genèse, précédée de quelles tentatives et de quels échecs, c'est là, dans l'histoire de la guerre, un point capital mais encore obscur, et que des publications fragmentaires, unilatérales et généralement tendancieuses n'ont guère contribué à éclaircir. Les pages qui suivent et où pas un fait, pas une date ne saurait être mis en doute me paraissent de nature à jeter une lumière complète sur les origines de l'unité *définitive* de commandement. En ce moment, où il s'agit de gagner la paix après avoir gagné la guerre, et où l'unité de plans et de décisions ne serait pas moins indispensable que sur les champs de bataille, peut-être n'est-il pas inopportun de rappeler comment, à un tournant tragique de la guerre, la volonté de vaincre et la confiance mutuelle entre alliés se heurtaient aux susceptibilités et aux préventions nationales, aux conceptions divergentes, et comment elles ont fini par l'emporter.

## I. — LA COOPÉRATION INTERALLIÉE DURANT LES TROIS PREMIÈRES ANNÉES DE LA GUERRE

On prête à un de nos grands chefs cette parole : « Depuis que j'ai vu de près ce qu'est une coalition, j'admire moins Napoléon. » Le péril d'une coalition, c'est en effet la dispersion

anarchique et anachronique de ses efforts. Or jamais coalition ne fut plus disparate que celle qui s'opposait au bloc austro-allemand. Aussi l'organisation de la coopération militaire des alliés fut-elle, dès le début de la guerre, une des préoccupations dominantes du gouvernement français.

L'avantage qu'avaient sur nous les Empires centraux est trop évident pour qu'il soit utile d'y insister. Ils formaient, au milieu de l'Europe, une masse compacte où l'Allemagne était maîtresse. Quand les Turcs et les Bulgares entrèrent en guerre, ils furent comme pris en bride par leur impérieux partenaire, que l'écrasement de la Serbie mettait bientôt en communication directe avec eux. Du côté des alliés au contraire, trois fronts irrémédiablement séparés : le front russe, le front balkanique, le front occidental. Entre le front occidental et le front russe, l'unité d'action ne pouvait consister qu'en une concordance plus ou moins parfaite des opérations; et de même, après mai 1915, entre le front italien et le front franco-belge, si ce n'est qu'entre ces deux fronts les transports d'hommes et de matériel étaient relativement faciles. Mais sur le front franco-belge, d'un seul tenant, des contingents venus de toutes les régions de la terre devaient combattre côte à côte et coordonner leurs opérations *sous les trois commandements distincts Francais, Anglais et Belge.* C'est sous cette triple inspiration que Français, Anglais, Belges, Canadiens, Australiens, soldats du Cap, Portugais, Arabes, Sénégalais, Hindous, Indo-Chinois devaient former des Vosges à la mer du Nord, une mouvante et vivante muraille, dont aucun pan ne pouvait céder sous peine de désastre.

***

Dès que la guerre éclate, l'armée belge combat isolément (ou presque) contre les forces écrasantes de l'adversaire, jusqu'aux jours de novembre 1914 où (Anvers tombé) ses lambeaux héroïques rallient, sur les bords de l'Yser, les troupes françaises et anglaises. L'armée anglaise ne compte encore que 80 000 hommes : mais fière de ses traditions, fière des immenses ressources virtuelles de l'Empire Britannique qui vont se mobiliser derrière elle, elle maintient jalousé-

ment son indépendance. Sur l'ordre du kaiser, les coups de l'ennemi s'acharnent contre « la méprisable petite armée ». Personne n'a oublié les difficultés tragiques auxquelles donna lieu, après Charleroi, la coopération franco-anglaise, ni la vigoureuse et salutaire intervention de Kitchener au lendemain de la défaite de Mons, ni la dramatique entrevue de French et de Gallieni, quand celui-ci proposa d'attaquer de flanc l'armée de von Kluck. Après la bataille de la Marne, et une fois la ligne de feu stabilisée de Belfort à Dunkerque, le prestige du général Joffre était tel que le haut-commandement français pouvait imposer un synchronisme suffisant à des opérations patiemment concertées. Mais avant que les deux fronts ennemis eussent été fixés définitivement face à face, il y eut un moment et un coin de l'immense bataille où l'unité de commandement exista dans toute la force du terme : ce fut aux jours anxieux de novembre 1914, sur les bords sanglants de l'Yser. Là, par son autorité, par son énergie indomptable, le général Foch s'était imposé avec une telle maîtrise que le roi Albert avait voulu se mettre sous ses ordres et que les troupes anglaises, notamment celles du général Haig, lui avaient été également subordonnées. C'est ainsi qu'il avait brisé les formidables et suprêmes assauts de rupture tentés par l'ennemi. Le souvenir du *miracle* de l'Yser devait, trois ans plus tard, faciliter singulièrement la réalisation, entre les mains de Foch, du commandement unique.

***

Mais si important et si glorieux qu'il ait été, ce ne fut là pourtant qu'un épisode passager et local. Le péril une fois passé, l'armée anglaise et l'armée belge reprirent leur pleine indépendance. Pendant toute l'année 1916, l'objectif que M. Briand poursuivit avec une inlassable ténacité, ce fut, suivant sa formule, d'assurer « l'unité d'action sur l'unité de front ». L'armée anglaise allait compter 60 divisions magnifiques et bien outillées : la bataille de la Somme (juillet-octobre 1916) fut un admirable exemple d'une *guerre de position* poursuivie côte à côte par deux puissantes armées, qui coordonnaient leurs attaques suivant un plan établi à

l'avance. S'il y eut quelques discordances, surtout au début, la faute n'en incombe pas au commandement mais à certains retards, bien explicables, dans les préparatifs anglais. L'entente avait été parfaite entre le maréchal Haig (généralissime anglais) et le général Foch commandant nos armées du Nord.

J'ai expliqué dans des articles antérieurs [1] que les résultats de la bataille de la Somme avaient été méconnus et qu'en décembre 1916 le général Foch s'était vu relever de son commandement. Au martèlement puissant et répété par lequel il avait ébranlé le front cuirassé de l'ennemi, une méthode nouvelle était substituée qui prétendait crever en quelques heures dans leur profondeur les positions allemandes et reprendre aussitôt après, à toute vitesse, la guerre de mouvement. Une telle guerre, avec ses surprises, ses soudainetés, exigeait une coopération franco-anglaise, étroite, automatique, instantanée, toute différente de l'entente amicale qui avait présidé aux attaques patiemment préparées sur la Somme. Comment en effet coordonner la marche *foudroyante* des deux armées sur Bruxelles, sur Namur, si une même volonté impérative ne commandait à tous? C'est pourquoi le 26 février 1917, à Calais, M. Briand [2], avec l'appui de M. Lloyd George, réussissait enfin à faire accepter par le gouvernement anglais une convention très analogue à la fameuse convention de Doullens de mars 1918. Elle ne mettait pas, à proprement parler, l'armée anglaise sous les ordres du général en chef français, le général Nivelle; elle ne donnait pas à celui-ci les pouvoirs qui furent dévolus en avril 1918 au général Foch par la convention *complémentaire* de celle de Doullens. Elle astreignait seulement le maréchal Haig à suivre les directives du général Nivelle.

Mais cette convention de Calais, dont la première application souleva d'ailleurs un conflit suraigu entre les deux commandements [3], était essentiellement *provisoire*. Elle devait prendre fin dès que le gouvernement anglais estimerait terminées « les opérations particulières » (à savoir la grande offensive de rupture) pour lesquelles elle avait été faite.

1. *Revue de Paris* des 15 décembre 1921, 1er, 15 janvier et 15 février 1922.
2. Voir la *Revue de Paris* du 15 décembre 1921, p. 750.
3. Voir la *Revue de Paris*, idem, p. 752.

***

La tentative de rupture ayant le 16 avril 1917 et jours suivants échoué sur toute la ligne, un conseil interallié se tint à Paris le 4 mai au cours duquel les deux généraux en chef Nivelle et Haig et les deux chefs d'état major général Pétain et Robertson établirent un protocole approuvé par les gouvernements et constatant que *le plan de l'offensive commencée en avril était devenu inopérant; la rupture n'était plus à envisager*[1]. Les opérations prévues par ce protocole et qui se développèrent durant tout le mois de mai, constituaient comme un recommencement de la bataille de la Somme. La convention provisoire de février 1917 était donc caduque. Néanmoins, la collaboration des deux armées restait bien établie (comme en 1916) pour une bataille d'usure; mais elle risquait d'être en défaut un jour, devant l'imprévu, que cet imprévu résultât d'une victoire ou au contraire d'une défaite momentanée, d'une rupture du front ennemi ou du nôtre. C'est pourquoi dès la fin de mai 1917, et notamment le 25 juillet, dans une réunion interalliée, je m'efforçais, d'accord avec M. Ribot[2] d'obtenir l'adhésion du gouvernement anglais au principe de l'unité définitive de commandement.

Dès la première semaine d'août 1917, l'impuissance de l'armée russe n'était désormais que trop certaine; la formidable attaque anglaise contre Paschendaële se heurtait à une résistance insurmontable; des mois d'épreuves étaient à prévoir avant la victoire. C'est pourquoi le 6 août 1917, j'insistai dans une longue discussion avec M. Lloyd George et lord Milner pour la nomination du général Foch comme *chef d'état-major général interallié*, cette première mesure devant préparer sa désignation comme généralissime des armées alliées sur le front franco-belge.

M. Lloyd George me répondit qu'il était absolument d'accord avec moi, mais qu'il était seul de son avis dans toute l'Angleterre, dans le gouvernement, dans le parlement,

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 janvier 1922, p. 273.

2. Depuis le 20 mars 1917, M. Ribot était Président du Conseil et j'étais ministre de la Guerre.

comme dans l'armée. « Il fallait être patient, lui laisser le temps de préparer l'opinion. »

Mais tentant un premier effort, dès le lendemain 7 août, il faisait décider par la réunion interalliée que les états-majors anglais, italiens et français étudieraient respectivement la création d'un état-major interallié.

La question en était là quand le 13 septembre, j'assumais la Présidence du Conseil.

## II. — LA CRÉATION DE L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL INTERALLIÉ

Comment se présentait, en cette fin d'été 1917, la situation des alliés?

L'armée anglaise, malgré des efforts héroïques et désespérés, et bien qu'appuyée brillamment par l'armée Anthoine, marquait le pas devant les lignes de Paschendaële. L'armée française, remise de la cruelle et meurtrière désillusion d'août, avait retrouvé toutes ses vertus : la conquête toute récente et si peu coûteuse, devant Verdun, des deux positions tristement célèbres, le Mort Homme et la cote 304, lui avait rendu une confiance intégrale dans son haut-commandement. Malheureusement, l'impuissance et la décomposition croissantes de l'armée russe donnaient lieu de craindre un effondrement total et prochain. Par contre, l'intervention américaine apportait aux alliés le concours d'un continent et leur assurait (même en supposant la Russie hors de combat), une supériorité écrasante en ressources de tous genres. Mais ces ressources étaient éparses, diffuses, *virtuelles* : il fallait les *réaliser*, les mobiliser, les ramasser en un faisceau offensif. J'ai dit ailleurs [1] que, le 16 juin 1917, j'avais obtenu du Président Wilson la promesse d'un million de soldats américains qui seraient présents sur le front français avant la fin de juin 1918 : leur transport à travers l'Atlantique était assuré presque sans risques, dès juillet 1917, par les mesures conjuguées des trois marines anglaise, américaine et française. Enfin, c'est la même échéance (fin juin 1918) qui était assignée aux grands plans de fabrication (tanks, avions,

1. *Revue de Paris*, 13 février 1922, p. 718.

artillerie lourde, obus toxiques). Mais une fois effectuée cette prodigieuse mobilisation d'hommes et de matériel, il faudrait frapper vite, frapper fort et frapper juste, et cela ne serait possible qu'avec l'unité de commandement. Toutes les susceptibilités nationales devaient s'effacer devant cette exigence de la guerre : la victoire était à ce prix.

Une considération bien différente rendait, non pas plus nécessaires, mais plus urgentes l'organisation et la création du commandement unique. Si, comme il était à craindre, la Russie s'effondrait avant que fût prête l'armée américaine, la ruée de toutes les forces allemandes sur notre front risquait de rompre les lignes franco-anglaises et de recommencer contre nous la guerre de mouvement. Quel péril si en un tel moment les armées alliées obéissaient à des volontés divergentes! Cette considération était d'autant plus impérieuse que nous réclamions instamment des Anglais l'extension du secteur du front dont ils avaient la garde : avec des effectifs une fois et demi supérieurs, l'armée française, qui depuis trois ans supportait le poids de la guerre et dont les pertes étaient plus que doubles de celles de l'armée anglaise, défendait un front quatre fois plus étendu que le front anglais. Pour la soulager, pour lui conserver la puissance et le mordant offensifs qu'exigerait l'ultime effort de la victoire, il fallait atténuer cette disproportion: c'est ce que réclamaient chez nous le Parlement, l'opinion publique, les chefs militaires, et aussi que la France ne fût pas seule à tendre jusqu'à l'extrême la mobilisation de ses classes. A la formule : « l'unité d'action sur l'unité de front », Abel Ferry ajoutait, approuvé de tous : « et unité de conscription ». Mais de telles mesures, le jour où elles seraient admises par nos alliés, rapprochaient de Paris la partie de notre front gardé par les troupes anglaises et la fameuse charnière des deux armées, point faible qui devait toujours tenter l'audace de l'ennemi. Ce serait donc une imprudence que d'adopter la nouvelle répartition des contingents franco-britanniques sans l'accompagner d'une coordination plus étroite de leurs opérations éventuelles.

C'est pourquoi, aussitôt lue et discutée la déclaration ministérielle, je demandai à M. Lloyd George de le rencontrer dans

le plus bref délai. L'entrevue eut lieu *le* 25 *septembre*, en gare de Boulogne, avec le minimum d'apparat, dans le wagon même qui m'avait amené. Après une discussion seul à seul, nous tombâmes d'accord sur les grandes lignes d'un projet qui prévoyait l'organisation immédiate d'un comité de guerre interallié, ayant comme organe permanent un état-major général interallié que présiderait le général Foch. Le nouveau chef d'état-major général interallié aurait sous ses ordres les réserves franco-anglaises en arrière de la charnière, jusqu'au jour où l'état des esprits en Angleterre permettrait de faire de lui le généralissime des deux armées. Comme représentant anglais dans le nouvel organisme, M. Lloyd George comptait désigner le général Wilson, dont l'amitié et le profond accord avec le général Foch remontaient bien avant la guerre.

En un mot, le commandement unique devait être réalisé en deux temps : dès le premier, l'organe indispensable à ce commandement était créé, et sous une forme discrète le général Foch était chargé de coordonner, au voisinage du point de jonction, les opérations des deux armées. M. Lloyd George estimait (et ses raisons n'étaient point contestables) qu'il lui était impossible, pour le moment, d'aller plus loin sans dépasser la limite que tolérerait, du côté anglais, l'opinion du parlement et de l'armée.

Il fut convenu entre le Premier et moi que je me rendrais à Londres aussitôt que possible pour discuter l'extension du front anglais et arrêter d'accord avec le Cabinet britannique les détails du projet dont les bases venaient d'être ainsi jetées. Le projet serait ensuite soumis aux autres Alliés et aux États-Unis pour qu'un accord fût rapidement conclu et que l'État-major interallié fût constitué, si possible, avant la fin d'octobre.

***

Quelles raisons nous dictaient le choix du général Foch? Les mêmes mais avec plus de force, qui l'avaient désigné, en mai 1917, au gouvernement français comme chef d'État-major général.

La solution que proclamaient alors seule efficace ces conseillers dédaigneux, qui disposent du monde entier du bout de leur plume, eût consisté à mettre purement et simplement, jusqu'à la fin de la guerre, l'armée anglaise sous les ordres directs du commandant en chef de l'armée française.

Mais, pour qu'un commandement unique s'exerce utilement sur deux armées de nationalités différentes, il ne suffit pas de l'organiser sur le papier et d'en confier les pouvoirs à un chef nominal. Il faut qu'il soit accepté loyalement, sans arrière-pensée, avec confiance, par les chefs et les états-majors respectifs des deux armées. Autrement, ses ordres sont mal ou mollement exécutés, il risque de provoquer des heurts de volontés aux heures décisives et d'être parfois plus nuisible qu'utile. On se rappelle le conflit entre le maréchal Haig et le haut-commandement français dès la première application de la convention de février 1917. Que les deux armées fussent *définitivement mais sur le même pied* placées sous les ordres d'un chef unique et que ce chef fût français, c'était tout ce que pourrait tolérer le sentiment anglais. Mais proclamer que la plus puissante armée qu'eût jamais rassemblée l'Empire Britannique ne serait plus que la *subordonnée* de l'armée française, cela aucun homme d'État de l'autre côté de la Manche n'eût consenti à le faire.

En dehors de toutes préoccupations nationales, les raisons techniques les plus sérieuses s'opposaient à ce que le généralissime commun fût en même temps le commandant en chef d'une des deux armées. S'il cumulait ces deux tâches, dont chacune suffisait à absorber le cerveau d'un homme, le futur généralissime, qu'il le voulût ou non, ne serait-il pas plus préoccupé de sa propre armée que de l'armée alliée, et, quelle que fût son impartialité entre les deux armées, l'autre armée n'aurait-elle pas le soupçon, soupçon particulièrement grave dans les heures critiques, qu'elle était sacrifiée à celle du généralissime? Le choix d'un généralissime en dehors des commandants en chef des deux armées était donc à la fois la solution *la plus logique et la seule possible en fait.*

Cette décision de principe une fois adoptée, qui choisir?

En ce poste redoutable, il fallait un homme qui par son autorité, son expérience, l'éclat de ses services en même temps

que par sa valeur technique exceptionnelle, dominât toutes les susceptibilités et les questions de préséance hiérarchique.

Nous n'eûmes pas un instant d'hésitations, M. Lloyd George et moi, à dire : Foch.

Par son enseignement de l'école de guerre, le général Foch, avant 1914, jouissait dans l'armée anglaise d'un rare prestige; les officiers l'y considéraient comme un maître. Il avait rempli à plusieurs reprises en Angleterre d'importantes et utiles missions, et noué là-bas des amitiés précieuses. Son rôle dans la bataille de la Marne, plus encore son énergie farouche sur l'Yser où il avait eu sous ses ordres directs (je l'ai rappelé plus haut), le roi Albert et les troupes anglaises, sa parfaite entente avec le maréchal Haig lors de la bataille de la Somme, bref tout son passé militaire faisait de lui le chef désigné. Depuis le 15 mai 1917, comme chef d'état-major général de l'armée française, nous l'avions fait participer, M. Ribot et moi, à toutes les réunions interalliées où ses conseils avaient été écoutés avec une déférence croissante. Le général Foch apparaissait donc à la fois comme le chef le plus apte à remplir le rôle grandiose qui devait lui être dévolu et comme celui dont l'autorité serait d'emblée le mieux acceptée.

M. Lloyd George confirmait cette autorité en choisissant, je l'ai dit, comme représentant anglais dans le futur état-major interallié le général Wilson. C'est avec ce dernier que le général Foch avait étudié, avant la guerre, les modalités d'une coopération franco-britannique éventuelle; leur amitié et leur confiance mutuelles, en même temps que la concordance de leurs vues sur les problèmes techniques de la guerre, devaient en faire un fidèle soutien du général Foch au sein du nouvel État-major.

***

Dans cette même entrevue du 25 septembre, j'avais obtenu de M. Lloyd George une autre promesse, qui n'était pas sans importance pour la suite de la guerre.

Au moment de la démission de M. Ribot, une discussion s'était ouverte à la Chambre des Communes sur les buts de

guerre de la France et l'avenir de la rive gauche du Rhin. Répondant à un interpellateur, M. Balfour avait déclaré qu'il ne connaissait d'autres buts de guerre de la France que la reprise des provinces perdues, et qu'il était favorable à cette revendication, mais *qu'il parlait en son nom personnel.*

Cette restriction avait provoqué une vive inquiétude dans l'opinion française. Si l'Angleterre avait signé le traité de Londres, jamais son gouvernement n'avait fait sienne la revendication de l'Alsace-Lorraine. Je demandai instamment à M. Lloyd George de prendre l'engagement public que l'Angleterre ne poserait pas les armes avant que l'Alsace-Lorraine ne fût redevenue française. M. Lloyd George hésitait, non pas qu'il fût opposé en principe à ma proposition, mais était-elle opportune? Ni lui, ni moi ne nous faisions d'illusion sur les rudes épreuves qui attendaient encore la France. Le moment serait-il bien choisi pour prendre un engagement solennel qui n'était point indispensable et qui, à certaines heures, pourrait sembler lourd? Je lui répondis que mon avis était formel : « c'est justement parce que nous allions traverser une période périlleuse qu'il fallait prononcer des paroles sans retour. » « Je veux savoir, me déclara alors M. Lloyd George, si au fond de vous-même vous être convaincu que, quoi qu'il puisse advenir, la France ne cédera pas et que nous n'aurons jamais à revenir sur l'engagement public que vous réclamez de moi. Donnez-m'en votre parole d'homme. » Quelques jours plus tard, rentré à Londres après un séjour au front, il faisait solennellement aux mutualistes anglais la déclaration suivante :

*Aussi longtemps que doive durer la guerre, la Grande-Bretagne est bien décidée à soutenir la France, sa fidèle alliée, jusqu'à ce que celle-ci ait délivré ses enfants opprimés de l'avilissement du joug étranger.* »

Peu après, le 10 octobre, un autre membre du cabinet, M. Winston Churchill, parlant à Londres devant une immense assemblée des ouvriers et ouvrières de l'armement, proclamait au nom du gouvernement que *la libération de l'Alsace-Lorraine était pour l'Angleterre un devoir sacré*[1] !

1. A la même date, le chef des liberaux indépendants, M. Asquith faisait, à Edimbourg, une déclaration analogue.

***

Qu'il me soit permis de revenir ici sur une légende d'après laquelle il aurait été possible, en septembre 1917, de conclure une paix qui eût libéré la Belgique et nous eût rendu l'Alsace-Lorraine. La seule paix qui eût été possible à cette époque aurait été conclue sur la base du *statu quo* territorial en occident, c'est-à-dire l'Alsace-Lorraine restant intégralement allemande et la Belgique évacuée sans doute, mais livrant à l'Allemagne ses chemins de fer et ses ports. Quant aux Balkans, ils eussent été abandonnés au bon vouloir des empires centraux. Telles étaient les conditions *minima* du grand quartier général allemand, c'est-à-dire des hommes qui étaient alors les maîtres absolus de l'Allemagne et croyaient encore possible leur victoire militaire avant l'intervention des soldats américains. Les conditions différentes que des émissaires sans mandat colportaient à travers l'Europe, n'étaient que des amorces. Toutes les révélations qui ont suivi la guerre confirment d'une façon éclatante cette vérité, à savoir que la pensée de fond du gouvernement allemand était celle qui s'exprimait le 9 octobre 1917, par la déclaration devant le Reichstag, du chancelier Kullmann :

*A cette question : l'Allemagne peut-elle, relativement à l'Alsace-Lorraine, faire à la France une concession quelconque, nous n'avons qu'une réponse : Non jamais* (Tempête d'applaudissements prolongés).

La victoire ou le servage, les alliés n'avaient donc point d'autre alternative[1].

***

Il avait été convenu avec M. Lloyd George qu'un projet serait préparé par le gouvernement français, d'après les

1. Dans ma déclaration ministérielle, m'expliquant sur les buts de guerre de la France, (« si l'on peut, observais-je, parler des *buts de guerre* d'un pays qui a tout fait pour éviter au monde les horreurs de la guerre »), j'affirmais que les revendications de la France étaient « indépendantes du sort des batailles », qu'elles étaient « celles du droit même », les mêmes aujourd'hui qu'en 1871. Aucun Allemand n'ignorait donc que nos seules revendications territoriales étaient l'indépendance absolue de la Belgique et la restitution de l'Alsace-Lorraine.

grandes lignes établies dans notre entrevue du 25 septembre. Ce projet serait communiqué au gouvernement anglais pour servir de base à la discussion que nous aurions ensemble à Londres dans le début d'octobre.

Aussitôt rentré à Paris, je rédigeai rapidement un projet pour le soumettre au comité de guerre. En voici résumées les dispositions principales.

Il était créé un Comité de guerre interallié formé des représentants des grandes puissances dont les armées combattaient ensemble sur le front occidental de l'Europe. Sans empiéter sur les pouvoirs des commandants en chef des diverses armées, ce conseil avait pour mission d'assurer la conduite générale de la guerre. Il était composé de deux membres de chacun des gouvernements représentés, l'un des deux membres étant autant que possible le Président du Conseil. Il devait se réunir tous les quinze jours, à Paris *en principe*. Chaque puissance déléguait à ce conseil un représentant militaire permanent; *ces représentants et leurs états-majors formaient une organisation permanente* siégeant à Paris, qui devait centraliser tous les renseignements, projets et documents relatifs à la guerre et coordonner et ajuster les études et plans. C'est cette organisation qui constituait un véritable état-major général interallié et que devait présider le délégué français, le général Foch. Celui-ci aurait à ce titre (et en attendant mieux) le commandement des réserves franco-anglaises derrière la charnière des deux armées.

J'exposai ce projet au Comité de guerre, en indiquant que ce n'était là qu'un premier stade qui préparait le commandement unique du général Foch, dès que l'opinion anglaise serait en état de l'accepter. L'accueil du Comité fut loin d'être unanimement favorable. Les résultats que j'avais obtenus avec tant de peine paraissaient insuffisants à plusieurs de mes collègues. Quand on n'a pas été mêlé à des négociations aussi délicates, on s'imagine volontiers qu'on eût fait mieux. Quels seraient exactement, objectait-on, les pouvoirs du nouvel organisme? Empiéteraient-ils sur ceux des états-majors nationaux et sur le droit souverain de décision de chaque gouvernement? Que signifiait ce commandement de réserves confié au général Foch? N'était-ce pas un troisième

haut-commandement ajouté aux deux autres, une dispersion nouvelle (et non une concentration) des volontés?

J'avais adopté à dessein une rédaction brève et assez vague, sacrifiant la précision un peu mesquine du présent aux plus larges certitudes d'un prochain avenir. Des articles un peu flous permettaient plus facilement à M. Lloyd George d'accroître graduellement le rôle effectif du nouvel organe et du général Foch sans heurter de front le sentiment britannique. Mais notre Comité de guerre se méfiait de cette imprécision. J'avais adjoint à mon projet un schéma qui avait l'avantage de parler aux yeux *sans explications* : le schéma fut trouvé trop peu protocolaire; il fallait le remplacer par des textes détaillés. Énergiquement soutenu par M. Franklin-Bouillon revenu d'Amérique et M. Loucheur qui comprenait aussi bien que moi toute la portée de la future convention, je finis par rallier à mon avis l'unanimité du Comité de guerre, sous la seule réserve que la rédaction du projet serait précisée. En collaboration avec M. Doumer, qui s'y employa avec son activité ordinaire, j'établissais le lendemain un texte qui, cette fois, fut approuvé sans difficulté par mes collègues. Le 8 au soir, je pouvais partir pour Londres avec le projet annoncé.

Mais là, comme il était à prévoir, de nouvelles difficultés m'attendaient. Les objections anglaises s'opposaient naturellement à celles que j'avais rencontrées à Paris. M. Lloyd George demandait (et pour des raisons dont on ne pouvait méconnaître la force) que les articles fussent estompés : si on les voulait plus précis, il ne pouvait les accepter que plus restrictifs. Toutefois, après trois jours de discussions ardues, l'accord de principe était si complet qu'un échec de la convention était désormais invraisemblable. Lorsque je quittai Londres le 11 octobre, il était décidé qu'aussitôt l'entente établie entre les deux gouvernements sur un projet commun, ce projet serait communiqué comme texte provisoire aux gouvernements de Rome, des États-Unis et de Pétrograd, et qu'une réunion interalliée serait convoquée ensuite à Paris dans le plus bref délai, pour aboutir à un accord définitif.

C'est donc quinze jours avant Caporetto que cette déci-

sion fut arrêtée entre les gouvernements français et anglais. J'insiste sur cette date, car c'est une erreur très répandue de croire que la création de l'État-Major interallié (dit, nous verrons pourquoi, Comité de Versailles) a été provoquée par le désastre de Caporetto. Il n'en est rien, comme on vient de le voir. Les événements d'Italie ont seulement changé le lieu où fut signée la convention. C'est le 10 octobre également que j'obtins l'adhésion de M. Lloyd George à l'extension du front anglais.

***

Malgré l'accord de principe, les sérieuses difficultés qui subsistaient entre les deux cabinets n'étaient point levées complètement quand se produisit le 27 octobre la rupture du front italien. Il fallait parer sur-le-champ à ce suprême péril. Aussitôt la nouvelle parvenue, j'appelai au fil le général Pétain et le dialogue suivant s'engagea : « Combien pouvez-vous envoyer immédiatement de divisions en Italie? » — Réponse : « Six ». — « Quand seront-elles prêtes à partir? » — « Dès que j'en aurai reçu l'ordre. »

Si le front italien était irrémédiablement perdu, ce n'était pas la présence de ces six divisions sur le front qui pouvait sauver la cause des alliés; s'il pouvait être rétabli, la présence des six divisions françaises avait chance d'y contribuer. Je donnai l'ordre de les faire partir d'urgence. Tous les moyens de transport de France en Italie furent mis en action sur-le-champ.

Ayant convoqué ensuite le général Foch, je lui demandai d'ajouter un nouveau service aux services si grands qu'il avait déjà rendus en partant le lendemain, dès la première heure, pour le quartier général Italien. La seule présence auprès du général Cadorna du vainqueur de l'Yser pouvait, à une heure critique, faire pencher la balance du côté de la hardiesse, voire de l'apparente témérité, et c'était le salut. Avec sa fermeté d'âme coutumière, le général Foch accepta sans hésiter, ignorant à ce moment s'il n'allait pas être mêlé à quelque irréparable désastre. Il adressa sur l'heure au général Cadorna une dépêche de mâle

camaraderie, lui offrant toute l'aide possible de l'armée française : « Si vous avez besoin de nous, nous marchons. » Cette dépêche se croisa avec un télégramme du général Cadorna, réclamant notre concours; mais quand ce télégramme arriva, toutes les mesures étaient déjà prises.

Qu'allait faire l'Angleterre? J'avais averti télégraphiquement M. Lloyd George du départ immédiat de nos six divisions. La réponse fut, une heure après, que, le général Robertson considérait que l'envoi de troupes au delà des Alpes, à un moment où on ne savait rien de la situation de l'armée italienne, était une imprudence dont il ne voulait pas assumer la responsabilité. J'envoyai une nouvelle dépêche, disant que nos divisions partaient, quelle que fût la décision de l'Angleterre. La réponse de M. Lloyd George fut, cette fois, que le général Robertson, rappelé, consentait à donner quatre divisions après les six divisions françaises; M. Lloyd George espérait d'ailleurs bien lui en arracher d'autres.

Le soir, à 22 heures, je réunis le Conseil des Ministres : il approuva à l'unanimité les mesures que je lui proposais, le départ du général Foch, l'envoi des six divisions. Comme le Président de la République m'invitait alors à quitter un instant le Conseil pour donner au général en chef des instructions immédiates : « Monsieur le Président, lui dis-je, c'est fait depuis cinq heures. »

***

Le 29 octobre, le général Foch était auprès du général Cadorna. L'armée italienne venait d'éprouver, la première, l'effet des nouvelles méthodes offensives de l'ennemi, effet que l'armée anglaise, puis l'armée française devaient connaître à leur tour. Ajoutons que, ses assauts glorieux mais meurtriers de juillet l'avaient laissée dans une situation dangereuse d'assaut interrompu; en certains points, les lignes de l'ennemi pénétraient profondément au sein des troupes italiennes, en sorte qu'il lui suffisait d'un coup de main heureux pour prendre de dos une partie de ces troupes. Mais, quelles qu'en fussent les causes, où s'arrêterait la débâcle? Si la retraite devait se prolonger derrière la Brenta, c'était Venise

perdue, les communications avec le front de Salonique presque impossibles. Le 30 octobre, Cadorna arrêtait courageusement son armée sur le bord du Piave, dans une position fragile et terriblement menacée. Mais le miracle de l'Yser allait se renouveler sur les bords de la rivière italienne.

***

Ces tragiques événements ne faisaient que rendre plus urgente la constitution du conseil et de l'état-major interalliés. Le 30 octobre, je repartais pour Londres avec M. Franklin-Bouillon pour parfaire l'accord avec le Cabinet anglais. Deux graves difficultés subsistaient encore : M. Lloyd George, je l'ai dit, voulait choisir le général Wilson comme représentant militaire dans le nouvel organisme (le général Robertson restant chef d'état-major de l'armée anglaise) : il exigeait en conséquence qu'aucun des membres du futur état-major interallié ne fût en même temps chef d'état-major général dans son pays. Il considérait en particulier que le général Foch, pour remplir utilement le rôle de chef d'état-major interallié (et plus tard de généralissime) ne devait point apparaître comme l'homme d'une des armées. Le général Foch serait en conséquence suppléé dans sa fonction de chef d'état-major de l'armée française, le suppléant pouvant d'ailleurs être un *ad latus* ayant son absolue confiance. Cette condition rencontrait une vive résistance dans le Cabinet français, mais M. Lloyd George catégoriquement la déclarait *sine qua non*.

D'autre part, il n'admettait pas que Paris fût le siège du futur état-major interallié; pour l'opinion britannique, il eût désiré une ville proche du front anglais. Nous, nous défendions énergiquement Paris, en laissant entendre qu'au besoin nous accepterions Versailles s'il le fallait. L'éloquence persuasive de M. Franklin-Bouillon emporta l'adhésion de M. Lloyd George à cette solution transactionnelle.

Le 1er novembre, l'accord était fait entre les deux gouvernements. Un scrupule toutefois inquiétait M. Lloyd George : se souvenant du grave conflit survenu à la fin de février 1917 entre les hauts-commandements français et anglais; il redoutait que le rôle dévolu dans le présent et plus encore dans l'avenir

au général Foch ne portât ombrage au général Pétain. Mais je connaissais l'âme magnanime de ce grand soldat; je lui demandai donc de venir à Londres le 2 novembre et, ce jour-là, je l'entendis faire à M. Lloyd George le plus magnifique éloge de celui qui devait être en 1918 le grand vainqueur.

Il restait à soumettre le projet ainsi préparé à l'Italie, aux États-Unis et à la Russie. Les circonstances ne permettant pas au gouvernement de Rome de se rendre à Paris, nous résolûmes, M. Lloyd George et moi, d'aller immédiatement conférer avec lui sur place. Nous pourrions ainsi examiner la situation du front italien et les mesures urgentes à prendre en même temps que réaliser le nouveau comité interallié.

***

Avant de quitter Londres le 3 novembre, nous avions commencé l'étude d'un projet complémentaire qui, à côté de l'état-major interallié, prévoyait trois autres organes permanents du Comité de guerre interallié : comité naval dont le siège serait à Londres, comité diplomatique, comité économique et financier. La constitution de ces trois organes s'inspirerait de celle du futur État-major de Versailles, quoique leur autorité et leur importance dussent être beaucoup moindres. Leur rôle serait, dans les questions maritimes, internationales et économico-financières de centraliser les renseignements, de préparer et d'ajuster les solutions d'ensemble, etc. Dans le domaine économique, il est vrai, des accords habilement négociés par M. Clémentel entre la France et l'Angleterre et que j'avais fait aboutir non sans peine le 1er novembre, nous assuraient jusqu'à la fin de la guerre le fret et les matières premières nécessaires[1] (blé, acier, etc.); jusqu'à la fin de la guerre également, les crédits indispensables nous étaient garantis et la stabilité des changes était maintenue entre les alliés. Mais les trois organes ainsi prévus, notamment le comité économique et financier, devaient embrasser, dans leur documentation et leurs études, non pas seulement la période de guerre, mais l'après-guerre. Toutefois, leur création

1. Ce sont ces accords qui ont joué jusqu'à l'armistice.

effective ne serait menée à terme que le jour où fonctionnerait le comité de Versailles.

## III. — LA CONVENTION DE RAPALLO

C'est à Rapallo que MM. Orlando et Sonnino[1] nous avaient donné rendez-vous. Le 5 novembre, les délibérations[2] commençaient d'abord sur la situation militaire de l'Italie, ensuite sur la création du Comité de guerre interallié.

Sur le premier point, la conclusion capitale fut que la ligne du Piave pouvait être tenue, mais que l'armée italienne, dans l'état actuel de ses effectifs, suffirait juste à cette tâche. L'absence complète de réserves générales ne lui permettrait pas en ce moment de soutenir le choc d'une attaque sur quelque autre point. M. Orlando estimait que le concours *provisoire* de 15 divisions alliées était nécessaire : elles seraient concentrées dans des positions d'où elles pourraient être dirigées vers les points éventuellement menacés. Nos six divisions étaient transportées du côté du Trentin, où on redoutait une offensive ennemie qui eût été néfaste.

Je déclarai, au nom du gouvernement français, que c'était avec un sentiment de complète fraternité d'armes que la France apportait tout son concours à une alliée en péril. Je rappelai la neutralité bienveillante de l'Italie en 1914, son entrée en guerre aux heures si difficiles de mai 1915.

« Cette fraternité d'armes, le souci de la victoire l'exigeait comme le sentiment. Le front occidental ne devait plus constituer qu'un front unique défendu par des armées alliées qui se portaient spontanément en tout point menacé, aujourd'hui en Italie, demain peut-être ailleurs.

1. M. Orlando était président du Conseil et Sonnino ministre des Affaires étrangères.

2. Participaient aux délibérations :

*Pour l'Italie*, MM. Orlando, Sonnino et le général Alfieri, ministre de la Guerre, assistés du général Porro, sous-chef d'état-major général.

*Pour l'Angleterre*, MM. Lloyd George et le général Smuts, assistés des généraux Robertson et Wilson.

*Pour la France*, MM. Painlevé et Franklin-Bouillon, assistés de M. Barrère, ambassadeur à Rome, et des généraux Foch, Weygand et de Gondecourt (attaché militaire à Rome).

Les secrétaires de la conférence étaient le comte Aldrovandi, le colonel Hankey et le commandant J. Helbronner.

Cette unité *effective* de front que j'avais réclamée énergiquement en arrivant au pouvoir, il fallait maintenant la réaliser dans la tempête. La création du Comité de guerre et de l'état-major interalliés allait nous y aider ».

Sur ce dernier point, la discussion fut longue et minutieuse. Tous les articles furent passés au crible; la rédaction en fut légèrement estompée. C'est ainsi qu'à la dénomination « Comité de guerre interallié », fut substituée celle de « Conseil supérieur de guerre ». Mais ce n'étaient là que des changements de forme. Le seul débat grave porta sur le caractère *exclusif* imposé par M. Lloyd George à la fonction de membre de l'état-major interallié. J'aurais désiré (je l'ai dit) et le gouvernement français avec moi, et le général Foch lui-même, que celui-ci, tout en prenant la tête de l'état-major interallié conservât son poste de chef d'état-major général de l'armée française. Mais là-dessus, — on a vu pour quelles raisons, — M. Lloyd George s'était montré intransigeant. Le général Foch me demanda de le laisser tenter un dernier effort pour vaincre la résistance du Premier anglais, ce qui (par voie de conséquence) eût entraîné l'installation à Paris de l'état-major interallié. La discussion qui s'engagea à ce sujet fut assez vive, mais sans résultat : M. Lloyd George y mit fin en disant que, dans sa nouvelle fonction, le général Foch serait autant le conseiller du gouvernement britannique et italien que du gouvernement français. Il était donc nécessaire qu'il gardât une entière indépendance de jugement. « Personnellement, concluait-il, j'aurais un réel chagrin si je ne pouvais penser que le général Foch est autant le conseiller du gouvernement britannique que celui du gouvernement français. »

Pour les mêmes raisons, et afin que le nouveau Conseil poursuivît ses travaux dans une atmosphère indépendante du gouvernement et du ministère de la Guerre français, le Premier britannique persista dans son refus d'accepter Paris comme siège. Versailles fut définitivement adopté.

Le 7 novembre au soir, le pacte de Rapallo était signé entre les trois gouvernements anglais, français et italien. Sous le nom de Conseil supérieur de guerre il organisait un véritable Comité de guerre franco-anglo-italien, s'appuyant sur un état-major permanent. Les généraux Foch, Wilson

et Cadorna étaient désignés pour y représenter respectivement la France, l'Angleterre et l'Italie. Le général Diaz allait remplacer le général Cadorna à la tête de l'armée italienne.

Dès le 7 au soir, cet état-major interallié entrait en fonction : il était invité à fournir un rapport sur la situation du front italien.

Le moral de notre alliée, après ce formidable choc, se redressait d'ailleurs rapidement. Lorsque, le 9 novembre, M. Franklin-Bouillon et moi, nous traversâmes Brescia, que menaçait l'invasion, pour aller passer en revue les divisions françaises cantonnées sur les bords du lac de Gardes, les habitants de la ville, prévenus de notre retour, firent aux deux représentants de la France un inoubliable accueil.

***

Il s'agissait maintenant d'obtenir l'adhésion des gouvernements de Washington et de Pétrograd à la même convention. Dès le 8 novembre, à cet effet, je communiquais au Quai d'Orsay des instructions pressantes, par une dépêche dont voici les principaux passages.

*Pour Ministre des Affaires étrangères, Paris.*

Je vous prie d'adresser télégramme suivant à l'ambassadeur France Pétrograd, Washington :

« Les représentants des gouvernements français, anglais et italien réunis à Rapallo, le 7 novembre 1917, ont adopté le plan suivant d'organisation d'un Conseil supérieur de la guerre, avec représentation militaire permanente de chaque puissance :

» 1° En vue d'assurer une meilleure coordination de l'action militaire sur le front occidental, il est créé un conseil supérieur de guerre composé du Président du Conseil et d'un membre du gouvernement de chacune des grandes puissances dont les armées combattent sur le front.

» L'extension des attributions de ce conseil aux autres fronts reste à discuter avec les autres grandes puissances.

(Suivaient quatre articles définissant les attributions du conseil.)

» 5° Chaque puissance délègue au Conseil supérieur de guerre un représentant militaire permanent dont la fonction exclusive est d'être conseiller technique du conseil.

(Suivaient trois articles définissant les attributions de ces représentants.)

» 8° Le Conseil supérieur de guerre siège normalement à Versailles où résident les représentants militaires permanents et leurs états-majors. Il peut siéger ailleurs, après entente, suivant les circonstances. Les réunions du Conseil auront lieu au moins une fois par mois.

» 9° Les représentants militaires permanents seront :

pour la France : GÉNÉRAL FOCH;

pour la Grande-Bretagne : GÉNÉRAL WILSON;

pour l'Italie : GÉNÉRAL CADORNA. »

*La dépêche expliquait ensuite que cette organisation permettait de réaliser dès maintenant une coordination complète des opérations militaires sur le front occidental; les événements du front italien avaient contraint les trois puissances sus-désignées à procéder à la formation du Conseil, sans qu'il leur eût été possible de consulter les États-Unis ni la Russie, dont la participation était hautement désirable, dans des conditions que l'ambassadeur aurait à apprécier. L'ambassadeur anglais recevait de son gouvernement les mêmes instructions.*

***

Tandis que cette dépêche était rédigée, le gouvernement de Kerenski succombait à Pétrograd.

Depuis le jour où les fameux prikases avaient enlevé aux officiers le droit de punir et rendu les grades électifs, le moral de l'armée russe, malgré des sursauts de vaillance, n'avait fait que décliner. Dans la dernière quinzaine d'octobre, nous recevions de Pétrograd et du front russo-roumain les renseignements les plus inquiétants sur les hésitations et les faiblesses du gouvernement provisoire et du haut-commandement, faiblesses qui contrastent avec la fermeté de leurs déclarations. Les mesures prises par le général Doukhonine à l'égard des commandants d'armée et de corps d'armée du front roumain encore animés du désir de combattre étaient caractéristiques à cet égard et semblaient vouloir favoriser la conclusion rapide d'une paix à tout prix. A tel point qu'au début de novembre je croyais nécessaire [1] de provoquer une démarche des ambassadeurs alliés auprès du gouvernement russe pour attirer son attention sur l'extrême gravité de la situation

1. Dépêche du 4 novembre.

et sur la nécessité de raffermir l'autorité du commandement et de ne donner sa confiance qu'aux officiers généraux, dont la capacité militaire et la loyauté fussent indiscutables. Mais déjà il était trop tard; le gouvernement de Kerenski était condamné. Lorsque je rentrais le 10 novembre à Paris, ses suprêmes tentatives pour rentrer à Pétrograd avaient complètement échoué; le triomphe des bolcheviks était définitif.

Ainsi à l'heure même où le front italien se raffermissait malgré la menace encore singulièrement inquiétante des Austro-Allemands, la décomposition de l'armée russe semblait irrémédiable; car c'était la soif générale de la paix qui portait au pouvoir les Bolcheviks.

***

Les circonstances exigeaient une affirmation éclatante de l'étroite union des alliés occidentaux et de leur indéfectible volonté. Le 12 novembre M. Lloyd George traversant Paris, pour rentrer à Londres, j'organisai en son honneur une réception au ministère de la Guerre, à laquelle assistaient toutes les personnalités politiques de Paris et le haut personnel des ambassades alliées. L'Italie avait délégué à cette réunion le ministre de l'Instruction publique M. Berenini. Après avoir salué le grand Premier anglais et rendu hommage aux immenses services qu'il avait rendus à la cause commune, je remerciais le gouvernement Italien d'avoir voulu, malgré les soucis de l'heure, être représenté à cette manifestation.

Les terribles angoisses que traverse en ce moment notre sœur latine resserrent les liens qui nous unissent. L'Italie nous devient plus chère à l'heure où la barbarie allemande menace les généreuses cités vénitiennes si longtemps opprimées.

Nous ne devons pas, nous ne pouvons pas oublier qu'en août 1914, c'est la neutralité bienveillante de l'Italie qui nous a permis d'opposer à l'envahisseur la totalité de nos forces. Nous ne devons, nous ne pouvons pas oublier qu'en mai 1915, c'est au moment où l'armée russe, sans munitions, reculait sous les coups répétés de Hindenburg, que l'Italie, volontairement, est entrée dans la plus grande, la plus meurtrière, la plus périlleuse des guerres. Aussi, dès que la lourde menace germanique s'est appesantie sur elle, l'instinct fraternel du peuple de France, sans qu'il fût besoin d'explication, s'est trouvé d'accord avec son gouvernement et ses stratèges. Alors que l'ennemi campe encore

dans nos plaines du nord et sur les falaises de l'Ile-de-France, les divisions françaises quittaient le front pour s'acheminer vers l'Italie avec une célérité qui fait autant d'honneur à l'esprit de décision de nos chefs qu'à leur méthode d'organisation. En ce moment, par toutes les voies ferrées, par toutes les routes, soldats français et anglais, canons, munitions se déversent de l'autre côté des Alpes. Le secours ne sera pas inégal à la grandeur du péril. Mais peut-on parler de secours quand il s'agit de peuples frères au service du même idéal et résolus à tous les sacrifices pour que cet idéal triomphe?

Les nations qui combattent en ce moment sur l'immense ligne de feu qui va de la mer du Nord à l'Adriatique ne sont point comparables à quelque association d'aventuriers avides, qui font soigneusement le compte de leurs mises et réclament des bénéfices proportionnés. Il ne s'agit point de vulgaires égoïsmes ou d'ambitions même légitimes. *Les alliés ne combattent pas chacun pour soi, mais pour tous.* Ils ne combattent pas seulement pour leurs foyers; ils combattent pour que soit préservé tout ce qu'il y a de beau et de bon dans le monde, tout ce qui fait le prix de la dignité de la vie. Ils combattent pour mettre fin à la barbarie scientifique et à la cruauté organisée, pour que, sur la terre, les hommes puissent respirer librement. Ils combattent pour que les nations puissent connaître la paix, la justice, le respect du droit, sans être courbées sous une loi de fer.

Les alliés doivent mettre en commun toutes leurs ressources, toute leur énergie, toute leur volonté de vaincre.

Puis faisant allusion à la création du nouveau Comité de guerre interallié, j'ajoutais :

*Un seul front, une seule armée, une seule nation,* voilà le programme qu'exige la future victoire.

Mais un organisme si utile, si désiré qu'il soit, ne vaut que par la volonté qui l'anime, et cette volonté il faut qu'elle existe à la fois chez les gouvernants et, à tous les échelons, chez ceux qui combattent ou qui travaillent pour la bataille. Plus les heures sont graves et plus inflexible doit être notre fermeté, plus haut doit s'élever le moral de la nation pour être mis à l'abri de toute atteinte. Certes, la tâche est lourde. Un homme d'État anglais disait tout récemment que tous les peuples vacillent sous le poids et sous les coups de la guerre : il s'agit de savoir qui tombera le premier. Ce ne sont pas les alliés, ce ne sont pas les défenseurs du droit qui risquent de succomber, *à moins qu'ils ne consentent eux-mêmes à leur propre défaillance.* Ils ont pour eux les quatre cinquièmes du monde civilisé; ils ont pour eux les forces tangibles et les forces impondérables; ils ont les ressources immenses de la matière et les ressources inépuisables de la liberté. Aux armées du droit, qui, depuis trois ans, couvrent notre frontière, vont s'ajouter les légions d'Amérique et leurs formidables moyens d'action.

Tenir, tenir, tenir, tout est là! Il ne s'agit pas de compter nos ennemis :

*il s'agit d'être déterminés à faire l'effort nécessaire pour les vaincre, et d'être certains que nous le pouvons.* Ceux qui songent à la paix dans les circonstances actuelles, trahissent, qu'ils le veuillent ou non, les intérêts les plus sacrés de leur patrie, de la civilisation, de l'humanité. N'ont-ils donc pas réfléchi à ce que serait cette paix subie par le monde sous la menace triomphante du militarisme prussien? Une paix d'abjection, de misère et de honte. Rien ne les libérerait plus, ni eux-mêmes, ni leurs descendants.

Non! la parole est aux armes et aux armes seules, jusqu'au jour où sur les champs de bataille surgira le droit triomphant.

M. Lloyd George répondit par un des plus magnifiques et des plus mâles discours qu'il ait prononcés au cours de sa carrière. Contre sa coutume, il l'avait intégralement écrit durant deux jours de retraite au bord de la Méditerranée. Il reconnut avec une courageuse franchise, les fautes commises depuis le début de la guerre. Quelles erreurs de décision, quels retards avaient pu faire qu'en trois ans et plus les alliés n'eussent pas mobilisé et ramassé leurs immenses ressources pour un coup décisif? Le Premier anglais les faisait ressortir dans un raccourci saisissant, afin que de telles fautes ne se renouvelassent plus et qu'une volonté unique et indomptable animât désormais les efforts concertés de la coalition. C'est à cette tâche que devaient s'attacher le Conseil supérieur de guerre et son organe permanent, le Comité de guerre interallié : M. Lloyd George définissait leur rôle et les espoirs qu'il mettait en eux, en ajoutant que *c'était là une étape qu'il fallait franchir pour aller plus loin.* Il termina par une brève et émouvante improvisation, où il renouvelait la promesse solennelle faite au début de septembre et qu'il devait répéter bientôt devant les Communes : « Nous sommes *jusqu'à la mort*, s'écriait-il, avec toutes nos forces, aux côtés de la France, tant que la grande iniquité qu'elle a subie en 1871 n'aura pas été intégralement réparée. »

Cette manifestation produisit une impression profonde, que la presse traduisait le lendemain unanimement. Je citerai seulement, à titre de document, le commentaire qu'en faisait M. Charles Maurras dans *l'Action Française* du 13 novembre. Il s'enthousiasmait du discours de Lloyd George, qui rappelait et dépassait les pages les plus vantées de Démosthène. Pour ce qui est de moi, tout en déclarant que j'avais une âme de

« partisan » et que l'auteur des perquisitions de *l'Action Française* n'avait droit de sa part qu'à la vérité, il ajoutait : « Nous devons reconnaître que notre Premier n'a pas été inférieur à son grand partenaire Anglais; si l'éloquence de celui-ci rappelle celle de Démosthène, l'éloquence de M. Painlevé évoque celle de Danton, ce qui en temps de guerre n'est pas pour nous déplaire. »

Tous les journaux français, sans exception, approuvaient d'ailleurs le pacte de Rapollo; tous en comprenaient et la valeur actuelle et la portée prochaine. Ils disaient, comme M. Lloyd George, que c'était une étape vers le but qu'il fallait atteindre. D'autre part, si nous n'avions pas encore la réponse officielle des États-Unis, il n'était plus douteux que le Président Wilson se ferait représenter à Versailles dans le Conseil supérieur de guerre. Ainsi, à l'heure où l'orage s'amassait, c'est autour de la France que se resserrait le faisceau des forces de la coalition occidentale.

La presse anglaise toutefois manifestait beaucoup d'ombrage au sujet des stipulations du pacte de Rapallo et plus encore au sujet de leur interprétation future. Elle annonçait qu'aux Communes M. Lloyd George allait subir un violent et dangereux assaut.

***

A Paris, pour de tout autres raisons, les dispositions du Parlement à mon égard étaient plus mauvaises encore : on ne s'y occupait guère du pacte de Rapallo, du moins il n'en était question qu'en passant et pour le décrier. Il s'agissait de l'affaire Bolo, de l'affaire Lenoir-Desouches, de l'affaire Duval, de la mort d'Almereyda, de l'affaire Paix-Séailles, de la lettre de M. Léon Daudet au Président de la République accusant M. Malvy[1] d'avoir livré à l'ennemi les plans de l'offensive du Chemin-des-Dames, des perquisitions de *l'Action Française*, etc. On sait qu'à peine installé le 13 septembre, à la Présidence,

1. On sait que M. Malvy avait donné sa démission vers la fin du ministère Ribot et que j'avais choisi M. Steeg comme ministre de l'Intérieur. M. Malvy n'était donc plus ministre depuis plus d'un mois quand M. Daudet écrivit sa ettre fameuse.

j'avais eu à liquider tout un lot de scandales, dont la plupart remontaient fort loin en arrière : l'affaire Bolo remontait pour une part à 1915, pour l'autre à 1916; l'affaire Lenoir-Desouches à 1915; le voyage de M. Caillaux en Italie et le dossier s'y rapportant dataient de décembre 1916. C'était là une pénible tâche que j'avais remplie avec toute la célérité et toute l'énergie possibles, sans chercher à couvrir aucun homme ni aucun parti, mais en m'efforçant de calmer la curiosité trépidante de la presse et la nervosité de l'opinion. Car il est une chose qui n'est pas moins dangereuse que la trahison : c'est le cri de trahison lancé au hasard à travers un peuple assiégé.

C'est moi qui, ministre de la Guerre, avais arrêté Duval et Almereyda. C'est moi, qui, président du Conseil, avais le 26 septembre arrêté Bolo, confondu par les résultats des commissions rogatoires que nous avions fait aboutir en Amérique si difficilement, M. Ribot et moi. C'est moi qui avais arrêté Turmel, révoqué le président Monier, rouvert l'enquête sur l'affaire Lenoir-Desouches, que les gouvernements antérieurs n'avaient pas cru utile d'approfondir. Tristes responsabilités, que j'énumère sans m'en faire gloire! Mais durant les six semaines qui s'étaient écoulées depuis le 1er octobre, j'avais été deux fois en Angleterre, une fois en Italie, et durant ces absences, les imaginations les plus follement audacieuses s'étaient mises au service des ambitions impatientes. A travers les couloirs de la Chambre circulaient des fables rocambolesques, dont rougiraient aujourd'hui ceux qui trouvaient alors commode de les employer contre moi. La puérile affaire Paix-Séailles, vieille de seize mois, grossièrement boursouflée *et où je n'étais pour rien*, donnait lieu dans *l'Homme enchaîné* à une campagne furieuse, et pendant que je négociais la convention de Rapallo, je pouvais lire dans les journaux italiens des commentaires des articles de M. Clemenceau, me montrant « sur les chemins du bagne ». Si je m'étais rendu en Angleterre, racontaient des « renseignés » dans la salle des Pas Perdus, ce n'était point pour y servir les affaires de la France, mais pour arracher à lord Northcliff qui les détenait des lettres de M. Caillaux, établissant sa collusion avec l'empereur d'Allemagne? (*sic*).

J'aurais rapporté de Rapallo la désignation de Foch comme chef suprême, que cela n'eût point désarmé ces intrigues et ces calomnies.

J'avais promis de répondre, aussitôt rentré d'Italie, à toutes les interpellations sur la politique intérieure. Ce devait être un débat pénible, mais où j'aurais crevé et anéanti toutes ces venimeuses billevesées.

Dès mon retour à Paris, j'avais convoqué le Conseil des ministres pour lui communiquer le texte définitif de la convention signée à Rapallo et lui confirmer les décisions non écrites arrêtées entre M. Lloyd George et moi : le général Foch présiderait l'état-major interallié et aurait le commandement des réserves franco-anglaises en arrière de la charnière; M. Lloyd George se faisait fort de surmonter les difficultés qui pourraient, à ce sujet, se produire du côté anglais. Je fis en outre un exposé d'ensemble de la situation et des mesures prises pour y faire face : je montrai, à côté des préparatifs militaires, la guerre sous-marine jugulée, le blocus maritime et financier[1] des empires centraux devenu hermétique. La victoire était certaine, inéluctable, à condition de supporter sans fléchir quelques mois durs.

C'étaient ces explications que je comptais fournir (avec la discrétion nécessaire pour ne point embarrasser M. Lloyd George) en réponse à l'interpellation sur la politique générale par laquelle devait s'ouvrir la prochaine séance de la Chambre, le 13 novembre. Elles furent unanimement approuvées. Mais quand j'annonçai mes résolutions de réclamer ensuite la discussion immédiate de toutes les interpellations sur la polique intérieure, de vives protestations s'élevèrent au sein du Conseil. Le 22 novembre, un Conseil interallié d'une importance capitale devait se réunir à Paris : dans quelle situation serait le gouvernement si la discussion des scandales, une fois engagée, n'était pas terminée à cette date? Et même achevée, quelle lamentable atmosphère elle laisserait derrière elle, à l'heure même où le représentant des États-Unis viendrait, pour la première fois, prendre part à une délibération com-

1. Les mesures assurant ce blocus avaient été arrêtées définitivement dans la seconde quinzaine de septembre 1917 entre les États-Unis, l'Angleterre, la France et l'Italie.

mune! La sagesse était de demander la remise desdites interpellations jusqu'après la fin du prochain Conseil interallié : qui donc, à la Chambre, songerait à me marchander ce délai après la conclusion du pacte de Rapallo? M. Poincaré opina énergiquement dans ce sens, et aussi M. Léon Bourgeois, qui, avec sa force de persuasion coutumière, rétablit l'unanimité dans le Conseil : il fut convenu qu'après la discussion de l'interpellation sur la politique générale, je demanderais la remise jusqu'à la fin du mois des autres interpellations et poserais la question de confiance.

## IV. — LA CHUTE DU MINISTÈRE. — LE MINISTÈRE CLEMENCEAU.

Le 13 novembre, dès le début de la séance, je donnai lecture d'une déclaration du gouvernement, qui exposait brièvement la situation des alliés, les mesures prises, la convention de Rapallo, la certitude de la victoire malgré les troubles russes par l'énergique coopération de toutes les forces de la coalition occidentale.

Cette coopération, disais-je, elle venait de s'affirmer, en une heure critique, sur le front italien. Nouvelle occasion où se manifestaient « la fermeté et le clair jugement de la nation »; tous avaient compris que la France, en remplissant avec loyauté et élan ses devoirs d'alliée, « défendait en avant ses propres frontières ».

J'énumérais les efforts poursuivis sans interruption depuis le 13 septembre pour réaliser le programme ministériel : « les alliés doivent mettre en commun leurs hommes, leurs armées, leurs ressources, leur argent ». Dans le domaine économique, un accord était conclu tel que « les pays alliés ne formèrent plus qu'un seul pays au point de vue du ravitaillement en denrées indispensables à l'existence ». Il en allait de même pour les fabrications de guerre, pour le blocus, pour « l'emprunt dont une tranche devait être souscrite en Angleterre ».

Quant à l'unité indispensable d'action militaire, j'étais loin de dire que les résultats obtenus constituaient « le dernier pas à accomplir ».

Mais la sagesse en de telles matières est de réaliser immédiatement ce qui est possible, au lieu d'attendre des mois sans aboutir sous prétexte d'arriver à mieux.

Si un commandement unique est un jour possible et vraiment efficace, il aura besoin pour s'exercer d'un état-major interallié identique à celui qui vient d'être créé; *peut-être même le fonctionnement du Conseil supérieur de guerre arrivera-t-il à instituer, en fait,* SANS LE DIRE, *cette unité de commandement, ce qui vaut mieux que d'avoir le mot sans avoir la chose.*

Elle annonçait l'extension du front anglais, mais ajoutait :

Tout le monde dans cette assemblée comprend qu'à l'heure où nous sommes, et en présence des événements militaires qui se développent, il ne saurait être question d'enlever du front de nouvelles classes. L'Allemagne tente, en effet, un effort désespéré avec tous ses contingents disponibles, pour obtenir avant la fin de l'année, une victoire grandiose qu'elle espérerait définitive. A ce suprême effort de l'ennemi, nous devons opposer le suprême effort de la France et de ses alliés, sans abandonner une parcelle de notre puissance militaire[1].

Dans une guerre aussi longue, disais-je enfin, il est inévitable que des heures particulièrement dures soient à traverser. C'est alors qu'il faut redoubler de confiance et d'intrépidité... La nation sans égale, qui depuis quarante mois fait l'admiration du monde par son stoïcisme et sa sérénité dans l'héroïsme, ne se laissera ébranler par aucune menace de l'ennemi, par aucun caprice momentané des batailles. Elle sait qu'elle est au-dessus de la mauvaise fortune. Rien ne

1. Cette citation montre ce que vaut la légende, courante notamment dans certaines publications américaines, d'après laquelle mon gouvernement aurait décrété la quasi-démobilisation de l'armée française. Voici l'origine de cette légende : un décret avait été préparé dans les bureaux de la rue Saint-Dominique pour l'application de la loi Mourier. Ce décret devait recevoir le visa du sous-secrétaire d'État à l'administration générale de la guerre, M. René Besnard, mais celui-ci ayant été remplacé à ce moment même par M. Mourier, le visa se trouva accordé sans que le décret eût été revu ni par l'un, ni par l'autre. Or ce décret stipulait qu'aucun soldat *ne pourrait* être mis en sursis sans indiquer la profession qu'il exerçait et qu'il exercerait une fois en sursis, et cette profession devait figurer sur la liste énumérée dans une annexe spéciale. Bien que ce décret ne prêtât au fond à aucune équivoque et qu'il eût été quelques jours après remplacé par un autre dispositif moins compliqué, plusieurs journalistes d'opposition trouvèrent bon de l'interpréter comme s'il signifiait que *tout* soldat appartenant à une des professions énumérées *devait* être mis en sursis, ce qui fût revenu à une démobilisation intégrale. M. Sembat, M. Clemenceau publièrent des articles sur « la course à la démobilisation. » A la suite de ces articles, de nombreux soldats écrivirent à leur député pour réclamer d'être démobilisés; d'où une certaine irritation des intéressés devant cette correspondance insolite.

l'arrêtera tant qu'elle n'aura pas atteint le but que lui imposent à la fois la justice et sa volonté.

Cette déclaration, sauf en quelques passages et à la fin, fut accueillie sans chaleur. Ceux-là mêmes qui m'applaudissaient vigoureusement la veille au ministère de la Guerre semblaient figés. L'interpellation sur la politique générale se développa ensuite : les discours les plus agressifs, notamment celui de M. Abel Ferry, peuvent se résumer en cette question harcelante : « Oui ou non, le général Foch est-il le chef suprême? S'il ne l'est pas, c'est que vous n'avez pas eu assez d'autorité sur vos alliés, et votre convention ne vaut rien. » A cette interrogation brutale, il m'était impossible de donner une réponse brutale, sans compromettre la situation de M. Lloyd George devant les Communes. Je répétai que la convention de Rapallo était « une étape nécessaire », ou plutôt « une réalisation de fait » en attendant une réalisation de nom, que « mieux valait avoir la chose sans le mot que le mot sans la chose ». J'affirmai enfin qu'aux heures que nous traversions, le gouvernement était un poste de péril, que « partir, ce serait déserter », je demandai donc à la Chambre de dire, par un vote formel, si le ministère avait ou non sa confiance.

Ces déclarations furent approuvées par 250 voix contre 192, le reste de la Chambre s'abstenant. Ce vote injuste me découragea profondément : quelle autorité me laissait-il pour la prochaine réunion interalliée? Néanmoins, quand je réclamai le renvoi des interpellations sur la politique intérieure, le résultat ne semblait pas faire question; le groupe socialiste, avant la séance, avait décidé de voter à l'unanimité pour la remise. Un grand nombre de députés avaient déjà quitté la salle quand un incident inattendu et tout personnel fut soulevé par M. Accambray : au mois de juillet précédent, celui-ci avait été accusé par un de ses collègues, M. Ybarnegaray, d'avoir fui devant l'ennemi. Une enquête approfondie, menée sur mon ordre par le général Roques, avait établi la complète inanité de cette accusation. En réparation, j'avais préparé un décret[1] nommant au grade de commandant le capitaine Accambray, mais j'aurais voulu en même temps

1. Ce décret fut signé quelques semaines plus tard par M. Clemenceau.

régler ce pénible incident par une déclaration spontanée de celui qui l'avait provoqué. Irrité de certains retards qui provenaient à la fois de l'absence momentanée de M. Ybarnegaray et de quelques minuties de règlements, M. Accambray se dressa brusquement en fin de séance pour réclamer la publication de l'enquête le concernant et flétrir avec violence ses accusateurs. Cette apostrophe déchaîna la fureur de la droite : indignés que l'incident fût soulevé en l'absence de M. Ybarnegaray et croyant à ma connivence, des députés se précipitèrent vers le banc des ministres. Avec son sûr coup d'œil de manœuvrier, M. Sembat comprit le parti à tirer de la situation : sous le prétexte que la remise demandée pourrait excéder de trois jours celle qu'il prévoyait, il annonça que son parti voterait contre. Le ministère était ainsi étranglé entre la droite et l'extrême gauche. Pour parer le coup, il m'eût suffi de déclarer que, les passions étant maintenant déchaînées malgré ses efforts, le gouvernement demandait la discussion immédiate et ininterrompue des interpellations; mais, écœuré, j'allai au-devant du couteau et posai délibérément la question de confiance... Les boîtes donnèrent avec ensemble : 277 voix contre 186 refusèrent la remise. Ainsi succomba le gouvernement qui avait conclu la convention de Rapallo et préparé le commandement suprême de Foch.

Quelques jours plus tard, M. Lloyd George triomphait aux Communes après une vive bataille.

***

Le ministère Clemenceau conserva les clauses de la convention de Rapallo, mais il apporta aux décisions prises des modifications profondes. Un état-major interallié fut bien installé à Versailles, mais ce ne fut pas le général Foch qui y représenta la France, ce fut le général Weygand. Si distingués que fussent les services de ce général, il ne pouvait évidemment jouer un rôle comparable ni prendre la tête de l'état-major. Le général Foch, restant chef d'état-major de l'armée française, ne reçut pas non plus le commandement des réserves franco-anglaises derrière la charnière. Pour quelles raisons? Se laissa-t-on arrêter par certaines objections des états-majors

soit anglais, soit français? Cela ne me concerne plus. Le fait patent c'est que le général Foch ne fut point muni des pouvoirs prévus et qui, sous une forme enveloppée différaient peu de ceux que lui attribua le 27 mars 1918 la convention de Doullens. Le désastre eût-il été moins grand alors si les décisions arrêtées en octobre 1917 avaient été maintenues, c'est une question que je ne veux pas discuter. On sait qu'en la dernière semaine de mars 1918, la situation ne laissa pas d'être critique, les troupes anglaises, sous la ruée allemande, retraitant instinctivement sur leurs bases tandis que les divisions françaises montaient à toute vitesse vers le nord, se jetant éperdument dans la brèche ouverte. A ce moment, lord Milner, qui dans l'été du 1917 avait, comme je l'ai dit, participé avec M. Lloyd George aux négociations du commandement unique, et le maréchal Haig qui avait connu le projet de confier à Foch le commandement des réserves franco-anglaises, intervinrent pour proposer que Foch fût chargé de coordonner les mouvements des armées française et anglaise. Ainsi fut enfin réalisé, sous la menace d'un péril mortel, le commandement suprême du général Foch conçu en août 1917, à demi décidé en octobre 1917 et qui devait nous conduire à la victoire.

PAUL PAINLEVÉ

# LE PATRICIEN[1]

## VIII

Assise à côté de la petite Anne, Barbara se renversait sur les coussins de la voiture. Bien que déjà lancée dans la vie aristocratique, qui donne très tôt une certaine connaissance du monde, elle avait encore, dans sa physionomie, un peu de cette ardeur curieuse qui rend aimable l'enfance. Pourtant, elle regardait assez négligemment les habitants de Bucklandbury, consciente déjà du mélange de sentiments particuliers à ses compatriotes en sa présence, de la curieuse expression qui résultait de leur effort continuel pour la regarder de très haut tout en levant les yeux vers elle. Elle était déjà initiée à ce regard mystérieux qui avait construit la maison nationale et l'avait ensuite assurée sur ses bases — ennemi du cynisme, du pessimisme, père de toutes les vertus nationales et de tous les vices nationaux — regard d'idéalisme et d'incompréhension, d'indépendance et de servilité; nourricier de l'action, meurtrier de la spéculation; regard levé, ou abaissé, n'observant jamais en face! très haut; très profond, étrange; et toujours jaillissant de la source essentielle de l'émulation.

Enveloppée de ce regard, tandis qu'elle attendait Courtier, Barbara, non moins anglaise que ses voisins, examinait secrètement de haut et de bas la figure absente de sa nouvelle connaissance. Elle aussi aspirait à trouver quelque chose qu'elle pût admirer, tout en le maudissant. En ce chevalier errant, elle semblait avoir trouvé ce qu'elle cherchait.

Courtier était une créature d'un autre monde. Elle avait

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er décembre.

rencontré bien des hommes, mais aucun de cette sorte. La société d'un homme cultivé, qui néanmoins avait accompli tant de choses en plein air, couru tant d'aventures lui était agréable. Les simples écrivains, et même les « Bohèmes » qu'elle rencontrait parfois, n'étaient après tout que les « Chapelains de la Cour » nécessaires pour tenir l'aristocratie au courant des derniers mouvements littéraires ou artistiques. Mais ce M. Courtier était un homme d'action; on ne pouvait le considérer avec cette indulgence, amusée et admirative à la fois, qui convient aux hommes remarquables pour leurs idées et la façon dont ils les expriment par la plume ou le pinceau. Il avait manié l'épée, et saurait le faire encore, fût-ce pour la cause de la Paix. Il savait aimer, avait aimé, disait-on. Dans une autre classe sociale, Barbara, à son âge, n'en aurait pas entendu parler, ou ne l'aurait pas fait sans en être troublée ou scandalisée. Mais elle avait déjà appris que les hommes étaient ainsi faits — et les femmes aussi parfois.

C'est avec un petit serrement de cœur apitoyé qu'elle vit Courtier revenir vers elle, clopin-clopant. Quand il fut assis, elle dit au chauffeur :

— A la gare, Frith! vite, s'il vous plaît.

— On ne peut se pas fier à vous! Que faisiez-vous?

Mais Courtier eut un sourire amer et garda le silence.

C'était presque la première fois qu'elle endurait une rebuffade aussi nette. Barbara frémit, comme légèrement touchée d'un fouet. Elle pinça les lèvres, ses yeux étincelèrent. « Très bien, mon ami », pensa-t-elle. Mais en coulant un regard vers lui, elle aperçut une expression si étrange sur son visage qu'elle en oublia qu'elle était vexée.

— Il y a quelque chose d'ennuyeux, monsieur Courtier!

— Oui, Lady Barbara, cette chose vile et méprisable, la langue humaine.

Barbara avait une science intuitive de la conduite à tenir, une sorte de sang-froid moral, tiré des visages observés, des conversations entendues depuis son enfance. Elle se fiait à ses intuitions, et laissant ses yeux conspirer avec ceux de Courtier, par-dessus Anne, elle dit :

— Cela concerne madame N...? et en voyant « oui » dans ses yeux, elle ajouta vivement : « Et M...? »

Courtier aquiesça.

— Je pensais bien que cela arriverait! Qu'ils jacassent! Qui s'en inquiète?

Un regard d'approbation et « Bravo! » furent la réponse.

Mais la voiture s'arrêtait à la station de Bucklandbury. La petite personne grise de Lady Casterley, sortant de la gare, ne portait guère la trace de son long voyage. Elle s'arrêta pour embrasser d'un regard toute la voiture.

— Monsieur Courtier, sans doute? Je connais votre livre et ne vous approuve pas. Vous êtes un homme dangereux. Comment allez-vous? Il me faut ces deux sacs; la voiture pourra prendre le reste. Randle, montez devant! et évitez la poussière. Anne!

Mais Anne était déjà à côté du chauffeur.

— Vous vous êtes donc blessé à la jambe? Restez assis. Nous pouvons tenir à trois. Maintenant, ma chérie je peux t'embrasser. Tu as grandi!

On n'oubliait jamais, quand une fois on l'avait reçu, le baiser de Lady Casterley, ni sans doute celui de Barbara. Ils étaient pourtant différents. Pour lady Casterley, on pouvait voir ses vieux yeux, vifs curieux, décider du point exact que toucheraient les lèvres; puis le visage au menton volontaire s'élançait, les lèvres hésitaient une seconde comme pour s'assurer, puis soudain piquaient dures et sèches au milieu de la joue, tremblaient un instant comme si elles essayaient d'être tendres et se retiraient. Quant à Barbara, un éclat s'allumait dans ses yeux, son menton se relevait, ses lèvres faisaient un peu la moue, son corps frémissait et semblait grandir, un souffle semblait soulever ses cheveux, on entendait un bruit léger et charmant. C'était fait.

Ayant échangé un baiser avec sa grand'mère, Barbara reprit sa place. A trois sur le même siège, elle touchait Courtier, à qui, lui sembla-t-il, cela ne déplaisait pas.

Le vent s'était levé, soufflant de l'ouest, et des rayons de soleil volaient avec lui. L'appel des coucous poursuivait la rapide voiture. Parmi les jeunes fougères flottait la senteur suave propre à la lande, née des racines des bruyères et du vent du sud-ouest.

Les fines narines de Lady Casterley aspiraient ce parfum.

Elle faisait penser à quelque petit et noble oiseau sauvage.

— Ça sent bon ici, — dit-elle. — Dites moi, monsieur Courtier, avant que j'oublie, qui est cette madame Lees Noël dont on parle tant?

A cette question, Barbara ne put retenir un regard de côté. Comment ferait-il face à grand'mère? C'était le moment de voir de quoi il était fait. Grand'mère était terrible.

— Une femme tout à fait charmante, Lady Casterley.

— Sans aucun doute; mais je suis fatiguée de l'entendre dire. Quelle est son histoire?

— En a-t-elle une?

— Ah! ah! — dit Lady Casterley.

Si peu que ce fût, Barbara pressa de son bras celui de Courtier. C'était délicieux de voir grand'mère ne gagner aucun avantage.

— Je peux être assurée qu'elle a un passé.

— Pas par moi, Lady Casterley.

Barbara renouvela sa pression, à peine perceptible, mais flatteuse.

— Allons, tout cela est bien mystérieux. Je l'éclaircirai moi-même. Tu la connais, ma chérie, tu me conduiras chez elle.

— Mais grand'mère, si les gens n'avaient pas de passé, ils n'auraient pas d'avenir.

Lady Casterley posa sa griffe sur le genou de sa petite-fille.

— Ne dis pas de sottises et ne t'étale pas comme cela, tu es déjà trop grosse.

A dîner, ce soir-là, tous connaissaient la nouvelle. Sir William avait reçu des renseignements de son agent à Staverton où le discours de Lord Harbinger avait été grossièrement interrompu. L'honorable Geoffroy Winlow, ayant dépêché sa femme avant lui, était venu de Winkleigh sur son biplan et avait apporté un exemplaire de « ce torchon ». Le seul membre de la maisonnée, qui ne fût pas au courant était Lord Dennis Fitz-Harold, frère de Lady Casterley.

On en parla naturellement peu à table. Mais dès que les dames se furent retirées, Harbinger, avec cette franchise spontanée qui faisait un contraste surprenant, et peut-être voulu, avec son visage de type classique, déclara que si on

n'écrasait pas radicalement cette rumeur, tout était perdu pour Miltoun. Vraiment, c'était très grave. Ces rossards-là le savaient bien et allaient en profiter. Miltoun était parti pour Londres, sans qu'on sût pourquoi. C'était « un fichu pétrin ». Toutes les paroles de ce jeune homme étaient prononcées d'un ton qui semblait se défendre d'être sérieux; ton assuré contre tout sauf contre le ridicule, mais devant celui-ci, prêt à faiblir. Ces mots, un peu ironiques peut-être : « Qu'y a-t-il donc, mon jeune ami? » l'arrêtèrent net.

Si l'on avait cherché quelqu'un qui fût le complément et l'antithèse de Lady Casterley, on eût sans doute choisi son frère. A la brusquerie décidée de l'une s'opposait l'urbanité profonde et ironique de l'autre. Sa voix, son regard, ses manières ressemblaient à son habit de velours, qui avait, çà et là, un reflet blanc. Ses cheveux avaient aussi ce reflet. Ses traits délicats s'encadraient dans une moustache et une barbe élizabéthaines. Ses yeux noisette encore clairs regardaient avec une bienveillance froide. Son visage, bien que sans hâle, sans rides profondes, presque trop fin et délicat, avait une curieuse affinité avec celui des vieux marins, des vieux pêcheurs qui ont mené une existence simple et pratique. C'était le visage d'un homme en possession d'une croyance stable, enclin à l'ironie envers des innovations qu'il a examinées et rejetées cinquante ans auparavant. On devinait un cerveau qui, sans manquer de subtilité ni de sens moral, avait depuis longtemps renoncé à discuter une ligne de conduite; on sentait que toute finesse de raisonnement avait cédé la place à une finesse de sens pratique, basée sur une expérience positive. Par suite de son inaptitude à la vie publique, naturelle chez un homme sûr de sa dignité au point d'en avoir perdu le souci, et à cause d'un attachement — que seule la mort termina — à une certaine dame, il avait vécu pour ainsi dire dans l'ombre. Pourtant il possédait une curieuse influence dans la société, où on savait qu'il était impossible de le faire regarder les choses de façon compliquée. On le considérait comme une dernière ressource. « C'est si grave que cela! Eh bien! essayez le vieux Fitz Harold! Il ne vous donnera pas de conseil, mais il dira quelque chose. »

Et au cœur de ce jeune irrévérencieux, Harbinger, s'éleva

une inquiétude. S'était-il exprimé trop librement? Avait-il dit quelque chose de trop raide? Il avait oublié le vieux bonhomme! Poussant Bertie du pied, il murmura : « J'oubliais que vous ne saviez rien, monsieur; Bertie va tout vous expliquer. »

Ainsi mis en scène, Bertie entr'ouvrit les lèvres, fixa ses yeux à demi fermés sur son grand-oncle — et expliqua la situation. Il y avait une dame dans la maisonnette... une dame charmante. M. Courtier la connaissait. Miltoun allait quelquefois chez elle,... plutôt tard l'autre soir..., ces sales types en profitaient — laissaient entendre des choses — cela lui ferait manquer son élection si on n'y prenait garde. C'était écœurant...

Selon lui, Miltoun, pourtant si pondéré, avait été absurde de laisser cette femme sortir avec lui sur la place, montrant ainsi où il était, quand il s'était élancé au secours de Courtier. On ne doit pas s'afficher avec des femmes, dont personne ne connaît la classe, si respectable que soit leur apparence.

Alors dans le silence, Winlow demanda. « Que faire? télégraphier à Miltoun? » Une chose de ce genre se propageait comme le feu! Sir William, qui n'avait pas l'habitude de sous-estimer les difficultés, avait peur de gros ennuis. Harbinger pensait que le rédacteur méritait des coups de pied. Quelqu'un savait-il ce que Courtier avait fait en apprenant cela? Où était-il? il dînait dans sa chambre! Bertie suggéra que si Miltoun était à Valleys House, on pouvait encore lui télégraphier. Il fallait endiguer le flot tout de suite.

Et dans toute cette inquiétude se révélait à la fois un étrange désir de traiter cette satanée insolence par le mépris, et de tirer les oreilles des journalistes, désir naturel à de jeunes hommes de bonne éducation.

Puis, au milieu d'un silence, s'éleva la voix, froide et douce, de Lord Dennis.

— Je pense à cette pauvre dame!

Se retournant brusquement, et recouvrant aussitôt son sang-froid qui l'abandonnait rarement, Harbinger murmura :

— Très juste! monsieur, très juste!

## IX

Dans le petit salon, qu'on occupait quand les hôtes étaient peu nombreux, Mistress Winlow s'était mise au piano et jouait en sourdine. Car Lady Casterley, Lady Valleys et ses deux filles s'étaient groupées pour faire face à la rumeur envahissante.

C'était un curieux hommage rendu au caractère de Miltoun que l'on ne doutât pas plus ici que dans la salle à manger de l'innocence de ses rapports avec madame Noël. Mais tandis que là on se bornait à étudier l'aspect électoral du problème, ici on avait déjà vu que cet aspect n'était en quelque sorte que marginal. Ces esprits féminins allant, par une rapide intuition, au cœur de ce qui affectait leurs mâles, avaient déjà saisi que la rumeur enchaînerait à cette femme un homme de la trempe de Miltoun.

Mais il y avait si peu de faits précis dans le profond marécage des suppositions, que la conversation était difficile. Jamais peut-être ces quatre femmes n'avaient compris aussi clairement quelle place Miltoun — ce petit-fils, fils et frère si étrange et si peu connu — tenait dans leur existence. Leur agitation contenue se manifestait de façons très différentes. Lady Casterley, droite dans son fauteuil, la révélait par sa parole plus tranchante que jamais, par un mouvement continuel de sa main, par un sillon entre ses sourcils. Lady Valleys paraissait embarrassée, comme surprise de se sentir sérieuse. Agatha semblait franchement anxieuse. C'était, à sa façon paisible, une femme d'une grande force de caractère, douée de cette piété naturelle qui accepte sans discussion l'ordre établi dans la vie et dans la religion. Le monde étant pour elle famille et foyer, elle avait une horreur profonde, bien qu'exprimée avec douceur, de tout ce qu'elle sentait instinctivement être subversif. On la jugeait lente, terne, étroite d'esprit; on la comparait à une poule gloussant autour de ses poussins. Et sans doute l'élément héroïque de sa nature n'était pas éclatant. Pourtant elle éprouvait, au sujet de son frère, une profonde anxiété que rien ne pouvait modifier ni alléger. Elle le voyait en danger dans le seul rôle où elle pût

concevoir un homme : celui de mari et de père. C'est cela qui lui étreignait le cœur; en même temps sa piété lui faisait entrevoir le danger que courait l'âme de Miltoun, elle partageait les vues de l'Église anglicane sur l'indissolubilité du mariage.

Quant à Barbara debout devant l'âtre, ses blanches épaules appuyées au marbre, les mains derrière le dos, elle regardait à terre. Tantôt ses lèvres se pinçaient, son front uni se plissait, un faible soupir lui échappait; tantôt un léger sourire se dessinait, aussitôt réprimé. Elle seule gardait le silence. — La Jeunesse jugeant la Vie — et son opinion ne s'exprimait que par l'impatience de son front, le regard baissé de ses yeux bleus, pleins d'une lumière paisible, inextinguible.

Lady Valleys soupira.

— Si seulement ce garçon n'était pas si bizarre! Il est capable de l'épouser par pure perversité!

— Quoi? — dit Lady Casterley.

— Vous ne l'avez pas encore vue! Elle est très séduisante malheureusement; un visage absolument charmant!

Agatha dit tranquillement :

— Mère, si elle a *subi* le divorce, je ne crois pas qu'Eustache puisse l'épouser.

— Il y a cela, certainement, — murmura Lady Valleys, — ayons bon espoir.

— Ne savez-vous même pas ce qui s'est passé? — dit lady Casterley.

— Oh! le pasteur dit que c'est elle qui a demandé le divorce, mais il est très indulgent; cela peut être ce qu'espère Agatha.

— Je hais le vague; pourquoi ne rien demander à cette femme?

— Vous viendrez avec moi, grand'mère chérie, vous saurez le lui demander si gentiment.

Lady Casterley leva les yeux. « Nous verrons », dit-elle. Quelque chose amollit son regard critique et impérieux. Comme tout le monde elle avait une indulgence spéciale pour Barbara. Pénétrée de l'idée de supériorité de sa caste, elle aimait cette splendide enfant. Elle admirait même — bien qu'elle n'excellât guère dans l'admiration — cette chaude joie de vivre, qui évoquait une grande nymphe, fendant les

vagues de ses membres nus, et secouant l'écume des brisants. Elle sentait que dans cette petite fille, plus que dans la bonne Agatha, son esprit patricien avait trouvé asile. Agatha avait des qualités : son sérieux, ses principes élevés; mais quelque chose de moralement étroit, de trop anglican offensait légèrement le caractère pratique, mondain de Lady Casterley. C'était une faiblesse et elle détestait la faiblesse. Barbara ne serait jamais rigoriste sur les questions morales ne touchant pas à l'essence de l'aristocratie; peut-être même errerait-elle dans l'autre sens par pur excès de vitalité. Comme l'avait dit cette impudente enfant : « Si les gens n'avaient pas de passé, ils n'auraient point d'avenir » et Lady Casterley ne pouvait supporter les gens sans avenir. Elle était ambitieuse, non de cette vile ambition qui, partie de rien, aspire à monter, mais en femme qui, placée au sommet, entend y rester.

— Et où, je vous prie, avez-vous rencontré cette... personne anonyme?

Barbara vint se pencher sur le fauteuil de sa grand'mère et parut l'envelopper.

— Ne vous inquiétez pas, grand'mère; elle n'a pas pu me comprendre.

Lady Casterley lui lança un regard de plaisir désapprobateur.

— Allons, je connais tes ruses, parle!

— Je la rencontre quelquefois, elle est agréable à regarder; nous causons.

De sa voix calme mais rapide, Agatha dit :

— Ma chérie, je trouve vraiment que tu devrais attendre.

— Mais pourquoi, créature angélique? Qu'est-ce que cela peut me faire, même si elle a eu quatre maris?

Agatha se mordit les lèvres et Lady Valleys conclut en riant :

— Tu es réellement terrible, Babs!

La musique de Mrs Winlow s'était tue, les hommes venaient d'entrer. Aussitôt les visages des quatre femmes se figèrent comme des masques; bien que la réunion fût presque familiale — et même tout à fait puisque les Winlow étaient des cousins —; chacune sentait à sa manière que le sujet ne pouvait faire l'objet d'une discussion générale. La conver-

sation rebondit de sujet en sujet, abordant toutes les questions du jour, en apparence franche et spontanée. Chacune semblait dire ce qui lui venait à l'esprit, et pourtant on évitait curieusement d'approfondir la signification morale d'aucune question — ou peut-être cette signification leur échappait-elle?

Lord Dennis à l'autre bout du salon examinait un portefeuille de gravures; il sentit une caresse légère sur sa joue; et percevant un certain parfum, il dit sans tourner la tête : « De bien jolies choses, Babs! »

N'obtenant pas de réponse, il leva les yeux. Barbara était bien là. « Je hais qu'on rie des gens derrière leur dos! »

Il y avait toujours eu entre eux deux une solide camaraderie depuis l'époque où Barbara, enfant aux cheveux d'or, bien campée sur son poney blanc, était sa compagne de chaque matin pendant toute la saison, le long du Row, dans Hyde Park. Le temps du cheval était passé pour lui; il n'avait plus d'occupation de plein air sauf la pêche, à laquelle il s'adonnait avec cette ironique persévérance d'une nature énergique et réservée, qui se refuse à admettre que le doigt mystérieux de la vieillesse s'est posé sur elle. Bien que Barbara ne fût plus sa compagne, il avait encore coutume de recevoir ses confidences; et il la vit s'éloigner vers la fenêtre avec une surprise chagrine.

C'était une de ces nuits de ténèbres, pourtant pleine de lueurs, où les étoiles parmi les nuages noirs sont comme des yeux qui abaissent vers les hommes des regards sévères, étincelant d'intentions malveillantes. Le même esprit hostile avait gagné les grands arbres, soupirants du parc, sauf un seul, un sombre cyprès, semblable à la flèche d'un clocher, planté là trois cent cinquante ans auparavant, dont la haute silhouette incarnait l'esprit même de la race, et qui ne se balançait ni ne gémissait comme les autres. De cet arbre aux fibres trop serrées, trop résistantes pour s'ouvrir au souffle de la Nature, ne s'exhalait qu'un bruissement sec. Encore presque exotique, en dépit d'un séjour de plusieurs siècles, et ressuscité par les yeux de la nuit, il semblait presque terrifiant dans son étroite austérité. Quelque chose semblait s'être tari dans son âme.

Barbara revint vers Lord Dennis.

— Nous ne pouvons rien faire dans notre vie, il me semble, que de *jouer* à courir des risques.

Lord Dennis répondit d'un ton sec :

— Je ne crois pas te comprendre, ma chérie.

— Voyez monsieur Courtier. Sa vie est tellement plus aventureuse que celle de nos jeunes gens! Et pourtant ils le raillent.

— Voyons, qu'a-t-il accompli?

— Oh, sans doute, pas grand'chose, mais il s'engage à fond. Quel risque Harbinger court-il, lui? Si sa Réforme Sociale échoue, il sera toujours Harbinger, avec cinquante mille livres sterling de revenu.

Lord Dennis leva un regard un peu ironique.

— Quoi! se peut-il que tu ne prennes pas ce jeune homme au sérieux?

Barbara fit un geste vague; un ruban glissa de son épaule blanche.

— Ce n'est vraiment qu'un jeu; il le sait bien; cela s'entend dans sa voix. Il ne peut faire que cela soit sérieux, et il le sait bien aussi.

— On m'a dit qu'il te recherchait, est-ce vrai?

— Il ne m'a pas encore conquise.

— Réussira-t-il?

La réponse de Barbara fut de nouveau un haussement d'épaules, et malgré sa beauté de statue, son mouvement était celui d'une petite fille, encore en tablier.

— Et ce monsieur Courtier, — dit Lord Dennis, froidement, — est-ce qu'on le recherche, lui?

— Je recherche tout, ne le saviez-vous pas?

— Raisonnablement, mon enfant!

— Raisonnablement, bien entendu, comme le pauvre Eusty.

Elle s'arrêta. Harbinger était près d'elle, avec une expression de vénération qu'on lui voyait rarement. En fait, la façon dont il la regardait était presque craintive.

— Voulez-vous chanter cette chose que j'aime tant, Lady Babs.

Ils s'éloignèrent ensemble et Lord Dennis suivit des yeux

ce magnifique jeune couple, tout en caressant gravement sa barbe.

## X

Le brusque départ de Miltoun pour Londres était le résultat d'une résolution lentement et graduellement mûrie depuis sa rencontre avec madame Noël dans le corridor de la ferme. Si elle y consentait — et depuis la veille, il le croyait, — il avait l'intention de l'épouser.

On a dit que, à l'exception d'une seule défaillance, sa vie avait été austère; mais cela n'est point dire qu'il fût incapable de passion. Bien au contraire. Cette ardeur qu'il avait jalousement gardée couvait profondément en lui. La flamme avait jailli, au moment où son âme avait été touchée par le souffle de cette femme. Elle était l'image vivante de tous ses désirs. Ses cheveux, ses yeux, la fossette au coin de sa bouche, sa démarche, le ton de sa voix, qui semblait exprimer non le bonheur, mais le désir d'en donner; cette intelligence spontanée qui vient du cœur, qu'on trouve rarement chez les femmes aux vastes ambitions ou aux grands enthousiasmes, tout cela s'était insinué en son cœur. Non seulement il rêvait d'elle, avait besoin d'elle, mais encore il croyait en elle. Elle était, dans sa pensée, celle qui ne peut faire le mal, qui serait à la fois la maîtresse, l'épouse et la compagne de son esprit.

On a dit que nul ne parlait de femmes ni n'en médisait en présence de Miltoun; et il ne savait du divorce de madame Noël que ce qu'il en pensait : on lui avait fait un grand tort.

Tout divorce était contraire à ses convictions, mais d'une façon confuse, il admettait que, dans certains cas, la rupture est inévitable. Il n'était pas homme à solliciter des confidences ou à s'attendre à en recevoir. Lui-même n'avait jamais confié à quiconque ses luttes spirituelles; il était prêt à garantir sur sa vie la perfection de l'idole qu'il avait élevée en son âme, aussi simplement, aussi spontanément qu'il aurait mis son corps devant cette femme pour lui servir de bouclier.

Ce fanatisme véritable le poussa à Londres. Il désirait

déclarer ses intentions à son père avant de s'en ouvrir à madame Noël. Il voulait faire les choses simplement, régulièrement. Il avait le courage moral de ceux qui vivent enfermés dans la coquille de leurs intérêts personnels. Ce n'était peut-être point tant courage moral, qu'indifférence à ce que d'autres pensaient ou disaient, indifférence résultant d'une répugnance profonde à juger leurs sentiments.

Un singulier sourire où il y avait une invincible assurance et une sorte de mépris spirituel — jouait sur son visage tandis qu'il se représentait la façon dont son père accueillerait la nouvelle. Mais bientôt il cessa d'y penser et s'absorba dans le volume qu'il avait pris pour le voyage. Il avait au plus haut degré cette faculté nécessaire dans la vie publique de porter, selon son désir, son attention tout entière sur un sujet ou sur un autre. De la gare de Paddington il se rendit aussitôt à Valleys House.

La vaste demeure, au portique grec, semblait surprise de n'être pas, en pleine saison, plus habitée. Trois domestiques prirent le léger bagage de Miltoun qui, sa toilette faite, et ayant appris que son père dînerait au logis, partit à pied, dans la direction de son appartement personnel au Temple. Sa haute taille attirait comme de coutume les regards. Il n'y prêtait nulle attention. Tout en marchant sans hâte, il méditait profondément, imaginant un Londres, une Angleterre où il n'y aurait rien de ce tohu-bohu, de cette boursouflure, de ce ramassis hétéroclite... Un Londres, une Angleterre nette et digne, purifiée de ses taudis, des ploutocrates, de la réclame, de la construction en série, de l'amour du scandale, de la vulgarité, du vice et du chômage. Une Angleterre où chaque homme saurait sa place, n'en changerait jamais et servirait loyalement selon sa caste. Où chaque homme, du noble à l'artisan, serait un oligarque par conviction et un gentleman par sa conduite. Une Angleterre brillante comme l'acier, si capable et sûre que sa vue seule imposerait la paix. Une Angleterre où la ville aurait sa foi et la campagne sa foi, où régnerait le contentement, où les plaintes ne retentiraient plus dans les rues.

Tandis qu'il descendait le Strand un gamin déguenillé piailla dans ses jambes :

« Sanglante découverte dans une Banque! Horribles détails! Dernières nouvelles! »

Miltoun n'accorda aucune attention à cette voix. Pourtant avec elle, ce vent qui souffle où vit l'homme, ce vent insouciant, merveilleux et fantasque avait dispersé sa vision austère. Miltoun descendit sur le quai. Le soleil enveloppait la Tamise d'un amour passionné et lui versait dans ses baisers, chaleur, lumière et couleur. Tous les édifices sur les rives, jusqu'aux tours de Wesminster, semblaient sourire. C'était un spectacle grandiose pour un amant. Et la vision hanta Miltoun d'une femme aux yeux tendres, à la voix douce, penchée sur des fleurs. Rien ne serait complet sans elle; nulle œuvre ne fructifierait; nul système n'aurait un sens plein.

Lord Valleys accueillit son fils avec bonne humeur mais non sans une légère surprise.

— Un jour de répit? ou êtes-vous venu entendre Brabrooks nous attaquer? Il est en retard cette fois. Nous sommes débarrassés de l'affaire des ballons; nous n'aurons pas d'ennuis.

Et il scrutait son fils de son clair regard gris, si froid, si droit, si curieux. « Voyons, quelle sorte d'oiseau est-ce là? » semblait-il dire. Certes pas la perdrix qu'on pouvait attendre de son ascendance.

La réponse de Miltoun : « Je suis venu vous dire quelque chose » arrêta son regard une seconde de plus qu'il n'eût été courtois.

Il ne serait pas juste de dire que Lord Valleys avait peur de son fils. La peur lui était étrangère. Mais il regardait ce fils avec une curiosité respectueuse, voisine du malaise. Le caractère oligarchique des convictions politiques de Miltoun le choquait.

Miltoun n'était évidemment qu'un novice dans les affaires publiques; mais dès qu'il serait lancé, l'intensité de ses convictions, en même temps que son rang social et ses dispositions réelles, non pour la parole facile, comme Harbinger, mais pour l'éloquence sobre et mordante, l'amèneraient d'un seul coup au premier rang, étant donné l'état actuel des partis. Et quelles étaient ces convictions? Lord Valleys avait essayé de les comprendre, mais y avait échoué jusqu'ici. Et cela ne le surprenait pas, puisque, comme il le disait sou-

vent, les convictions politiques n'étaient point, en dépit des apparences, les fruits du raisonnement, mais les manifestations du tempérament. Il ne pouvait donc comprendre une attitude pour laquelle il n'avait pas de sympathie, puisqu'elle ne s'attachait pas simplement aux faits évidents tombant sous le sens commun. Non, qu'on eût pu, en toute justice, appeler lord Valleys un temporisateur. Il était au contraire obstinément fidèle aux traditions de sa caste, qui prisait par-dessus tout le courage. Mais, pour lui, Miltoun était avec excès l'aristocrate — type, à peine préférable aux socialistes dont il avait l'esprit systématique et la prétention — ridicule — d'agir selon des principes préétablis.

Sans doute l'expérience pourrait le corriger. Et le comte de Valleys essaya d'évoquer un homme politique qui dans la pratique des affaires n'eût pas varié. Il ne put en trouver un seul, et cela le réconforta. Son regard calme chercha celui de son fils. Qu'était-il venu lui dire?

La phrase était inquiétante; lord Valleys ne pouvait se rappeler que Miltoun lui eût jamais rien dit. Bien que père bienveillant et indulgent — comme tant d'hommes qu'absorbe leur vie, publique ou autre, — il avait pris cette attitude envers ses enfants : « Sont-ils bien à moi? » De ses quatre enfants, il ne reconnaissait avec certitude que Barbara. Il l'admirait, et en homme qui apprécie la vie, il ne savait aimer que ce qu'il admirait.

Mais, trop courtois pour extorquer une confidence, il attendit patiemment sans trahir aucune émotion.

Miltoun ne semblait pas se hâter. Il décrivit l'aventure de Courtier, qui amusa lord Valleys.

— L'épreuve du poivre rouge! Je ne les en aurais pas crus capables. Alors il est à Monkland? Et Harbinger, y est-il encore?

— Oui; je ne crois pas qu'il ait beaucoup d'étoffe.

— Politiquement?

Miltoun approuva.

— Il ne me plaît guère qu'il soit de notre parti. Je ne crois pas qu'il nous aide. Vous avez vu sa caricature dans le *Cackler ?* Je ne vous y ai pas reconnu?

Lord Valleys sourit.

— C'est très fort. A propos, je crois que je gagnerai la course de l'Éclipse.

Et ainsi, par à-coups, la conversation continua jusqu'à la sortie du dernier domestique.

Sans préambule, Miltoun regarda son père et dit :

— Je veux épouser madame Noël, mon père.

Lord Valleys reçut le coup avec l'expression qu'il avait lorsqu'il assistait à la défaite de ses chevaux. Il souleva son verre de vin, et le reposa intact. Ce fut le seul signe d'intérêt ou de détresse qu'il donnât.

— N'est-ce point très précipité?

— J'en ai eu le désir dès notre première rencontre.

Lord Valleys, presque aussi bon juge en hommes ou en situations qu'en chevaux ou en chiens, se renversa dans sa chaise et dit d'un ton légèrement sarcastique :

— Mon cher ami, c'est très bien de votre part de m'en avoir parlé; mais, pour être franc, c'est une nouvelle que j'aurais préféré ne pas apprendre.

Les joues de Miltoun s'empourprèrent. Il n'avait jamais rendu justice à son père, dont le sang-froid et le courage se révélaient à lui dans cette crise.

— Quelle est votre objection, mon père?

Et il observa qu'une gaufrette dans la main de lord Valleys tremblait. Cela n'amena dans ses yeux aucune componction, mais ce regard ardent que le vieux Cardinal aurait tourné vers un adversaire montrant un signe de faiblesse. Lord Valleys remarqua le tremblement de la gaufrette... et la mangea.

— Nous sommes hommes du monde... — dit-il.

— Pas moi, — rétorqua Miltoun.

Manifestant le premier signe d'impatience, lord Valleys dit d'un ton sec :

— Soit. Je le suis, moi.

— Et alors? — dit Miltoun.

— Eustache!

Miltoun accueillit cet appel sans le moindre mouvement. Son regard brûlant continuait à fixer son père dans les yeux. Un frisson passa au cœur de lord Valleys. Quelle intensité de passion revélait ce regard au premier souffle d'opposition!

Lord Valleys prit sa boîte à cigares et machinalement la présenta à son fils, ajoutant aussitôt :

— J'oubliais que tu ne fumes pas.

Il alluma, fuma gravement, le regard droit devant lui, un profond sillon entre les sourcils. Enfin il parla :

— Elle a l'air distingué. C'est tout ce que je sais d'elle.

Un sourire se dessina sur les lèvres de Miltoun.

— Pourquoi voulez-vous savoir autre chose?

Lord Valleys baissa les épaules. Il commençait à s'endurcir.

— Je crois, — dit-il froidement, — qu'on a parlé de divorce. Je croyais que tu acceptais l'opinion de l'Église sur ce point.

— Elle n'est pas coupable.

— Tu sais donc son histoire?

— Non.

Lord Valleys haussa les sourcils, avec ironie et une sorte d'admiration.

— Le sentiment chevaleresque est-il donc la base de la sagesse?

Miltoun répondit :

— Je ne crois pas que vous compreniez le genre de sentiment que j'éprouve pour madame Noël. Cela ne fait pas partie de votre système. C'est pourtant le seul sentiment avec lequel je souhaiterais de me marier, et il est improbable que je l'éprouve pour quelqu'un d'autre.

Une sensation d'insécurité mystérieuse étreignit lord Valleys. Était-ce vrai? Et brusquement il sentit que c'était vrai. Le visage qu'il avait devant lui était celui d'un homme qui brûlerait à son propre feu plutôt que d'abandonner son idéal. La conscience soudaine qu'il prit de l'extrême gravité du dilemme le réduisit au silence.

— Je ne peux rien ajouter maintenant, — murmura-t-il en se levant.

## XI

Lady Casterley avait une habitude incommode : elle était matinale. A Ravensham elle faisait régulièrement sa promenade dans ses jardins, de sept heures et demie à huit heures,

et, où qu'elle séjournât, asservissait la vie de ses hôtes à cette habitude.

Aussi quand, à sept heures du matin, Randle, sa femme de chambre, vint trouver Stacey, celle de Barbara, en disant: « Ma vieille lady veut que lady Babs se lève », Stacey, qui mettait son corset, répondit sans surprise : « Je vais m'en occuper; mais lady Babs ne sera pas ravie! » Dix minutes après, elle entrait dans la chambre blanche qui sentait l'œillet, temple de fraîcheur assoupie, où la lumière estivale pénétrait vaguement à travers les rideaux de perse fleurie.

La jeune fille ouvrit les yeux, et en voyant sa femme de chambre dit :

— Il est huit heures, Stacey?

— Pas encore; mais lady Casterley désire que vous l'accompagniez en promenade.

— Oh quel ennui! Je faisais un si beau rêve!

— Oui, vous étiez en train de sourire.

— Je rêvais que je pouvais voler!

— Vraiment?

— Je voyais tout étalé en dessous de moi aussi nettement que je vous vois; je planais comme un épervier. Je sentais que je pourrais descendre juste où et quand je voudrais. C'était enthousiasmant! J'étais sûre de moi.

Elle renversa la tête et referma les yeux. Un flot de soleil se glissa entre les rideaux à demi tirés. Dans l'esprit de la femme de chambre passa l'absurde envie d'allonger la main pour caresser cette gorge pleine et blanche.

— Ces aéroplanes sont ridicules; c'est dans son corps qu'on sent le plaisir... des ailes! — murmurait Barbara.

— Je vois lady Casterley dans le jardin.

Barbara bondit. Près de la statue de Diane une toute petite silhouette grise se penchait sur des fleurs. Barbara soupira. A côté d'elle, dans son rêve, il y avait eu un autre épervier; elle en était remplie d'étonnement et en frissonnait de plaisir.

Dans sa hâte, elle ne prit pas de chapeau, et tout en achevant d'agrafer sa robe légère, descendit quatre à quatre dans le jardin. Au bout de la galerie, elle tomba presque dans les bras de Courtier.

En s'éveillant, ce matin-là, il avait d'abord songé à Andrey Noël, menacée par le scandale; puis à sa compagne de la veille, cet être rayonnant de jeunesse, dont l'image s'était emparée de lui. Il s'était laissé aller au charme de ce souvenir. La Jeunesse même! Quelle perfection : une jeune fille sans gaucherie!

Et sa première parole fut :

— La Victoire Ailée!

La réponse fut également symbolique :

— Un épervier! Savez-vous que j'ai rêvé que nous volions, monsieur Courtier!

Courtier répondit gravement :

— Si les dieux m'accordent ce rêve...

Barbara, en franchissant la porte, se retourna avec un sourire.

Lady Casterley, en compagnie de la petite Anne qui avait trouvé au jardin à cette heure le charme de la nouveauté, examinait des fleurs qu'elle ne connaissait pas.

En voyant approcher sa petite-fille elle demanda :

— Qu'est-ce que c'est?

— Des Némésias.

— Je n'en ai jamais entendu parler.

— C'est la mode, grand'mère.

— Des Némésias? Quel rapport y a-t-il entre Némésias et des fleurs? Les jardiniers m'énervent avec leurs noms idiots! Où est ton chapeau? J'aime la couleur « œuf de cane » de ta robe. Il y a un bouton détaché.

Et de sa petite main si maigre, mais si ferme pour son âge, elle replaça l'avant-dernier bouton.

— Comme tu es fraîche, ma chérie! Est-ce loin, la maison de cette femme? Allons-y maintenant.

— Elle ne sera pas levée.

Les yeux de Lady Casterley lancèrent un éclair malicieux.

— Tu m'as dit qu'elle est très jolie. Il n'y a pas de jolie femme libre qui soit encore au lit après sept heures et demie. Quel est le chemin le plus court? Non, Anne, nous ne pouvons pas t'emmener.

Anne la regarda un peu trop fixement et répondit :

— Oh! très bien! je ne pourrais pas venir, il faut que je

rentre — et elle alla, en serrant les lèvres, s'absorber dans l'examen d'une autre corbeille de fleurs, pour montrer qu'elle avait trouvé quelque chose de plus intéressant que tout.

Lady Casterley partit de son pas rapide. Tout le long de la grande avenue, elle discourut sur la sylviculture, tout en jetant aux arbres un coup d'œil avisé. C'était un art, disait-elle, qui comme la construction et toutes les occupations exigeant une foi et une patiente application, se perdait en cette époque médiocre.

Barbara écoutait, avec un sourire nonchalant. Que grand'-mère était amusante avec son énergie, sa précision et ses expressions si délibérément familières! Pour la jeune fille, pleine encore de l'impression qu'elle pouvait voler, enivrée de la douceur de l'air, par ce matin d'été, il paraissait bizarre qu'on pût être ainsi. Puis, pendant une seconde, elle aperçut le visage de sa grand'mère, qui ne s'observait pas, farouche de volonté, pitoyable d'anxiété, comme incertaine de son empire sur la vie. En un de ces éclairs d'intuition qu'ont les femmes, même jeunes et triomphantes comme elle, Barbara se sentit toute chagrine, comme si elle avait entrevu le pâle spectre ignoré d'elle jusque-là. « La pauvre chérie », pensa-t-elle, « que c'est triste d'être vieille! »

Mais elles s'engageaient dans le sentier qui, à travers trois grands prés, grimpait vers le logis de madame Noël. Il faisait si doux et si doré parmi les millions de petits calices safran, que glaçait encore la rosée; il passait une telle gloire ailée dans les tilleuls et les frênes; une senteur si délicate émanait des ajoncs et des aubépines tardives — et un oiseau appelait sur chaque arbre — que le chagrin était impossible.

Dans le second pré, un taureau énorme, avec le cou et le front massifs qui font de cet animal, entre tous les êtres vivants, le symbole de la force brutale, s'irrita de leur présence. Il les poursuivit : elles ne lui échappèrent que de bien peu et se retrouvèrent, haletantes et tremblantes, de l'autre côté de la haie, après une course, où la jeune vigueur de Barbara seconda le fier courage qui animait le corps frêle de lady Casterley.

— Tu n'as pas de mal, mon enfant? — demanda celle-ci.

— Pas du tout, — dit Barbara d'une voix assurée, mais encore essoufflée.

Lady Casterley prit le visage de la jeune fille entre ses mains.

— Embrasse-moi.

Après un baiser chaleureux et frémissant, elle reprit son chemin appuyée sur le bras de Barbara.

— Grand'mère, la secousse n'a pas été trop forte?

Lady Casterley pinça ses lèvres tremblantes.

— P... p... as du tout.

— Ne ferions-nous pas mieux de rentrer... par l'autre chemin?

— Certainement pas : il n'y a plus de taureau qui nous sépare de cette femme?

— Mais êtes-vous en état de la voir?

Lady Casterley passait son mouchoir sur ses lèvres comme pour effacer leur tremblement.

— Parfaitement.

En arrivant en vue de la maison de madame Noël, lady Casterley dit :

— Je vais mettre les pieds dans le plat. La chose est hors de question pour un homme qui a l'avenir de Miltoun. Je compte le voir premier ministre un jour.

En entendant Barbara murmurer, elle s'arrêta :

— Que dis-tu?

— Je dis : A quoi bon être ce que nous sommes, si nous ne pouvons aimer qui nous plaît?

— Aimer! — dit lady Casterley, — je parlais de mariage.

— Je suis heureuse que vous fassiez la distinction.

— Il te plaît d'être sarcastique, — dit lady Casterley. — Écoute-moi. Il est profondément absurde de supposer que des gens de notre caste sont libres de faire ce qui leur plaît. Plus tôt tu t'en pénétreras, mieux cela vaudra, Babs. Je te parle sérieusement. Nous ne conserverons notre position en tant que classe, qu'en observant certaines convenances. Qu'arriverait-il, selon toi, à la famille Royale, si ses membres avaient le droit de se marier à leur gré? Tous ces mariages avec des actrices, de riches Américaines, des gens au passé douteux, des écrivains, et ainsi de suite, nous font le plus

grand tort. Il y en a eu déjà beaucoup trop et on devrait y mettre un terme. On peut les tolérer pour quelques illuminés, de jeunes sots ou des femmes parvenues, mais pour Eustache... — et lady Casterley, en s'arrêtant, pinçait le bras de Barbara, — ou pour toi, il n'y a qu'un genre de mariage possible. Je vais parler à cette femme et veiller à ce qu'il ne s'empêtre pas davantage.

Absorbée dans sa pensée, elle n'observait pas un petit sourire singulier qui jouait sur les lèvres de Barbara.

— Vous feriez mieux de parler à la nature, aussi, grand'-mère.

Lady Casterley s'arrêta net, les yeux dans les yeux de Barbara.

— Que veux-tu dire par là? Réponds?

Mais en voyant que les lèvres de Barbara étaient serrées, elle continua son chemin.

## XII

Le pronostic plutôt malicieux de lady Casterley au sujet d'Andrey Noël était juste. Cette jeune femme indépendante était levée, et déjà dans son jardin, quand Barbara et sa grand'-mère apparurent à la barrière; mais, de l'autre bout du jardin, près du tilleul, elle n'entendit pas leur rapide colloque.

— Vous serez sage, grand'mère?

— Quant à cela... cela dépendra.

— C'est promis!

— Hum!

Lady Casterley n'aurait pu trouver meilleure introductrice que Barbara; madame Noël ne la rencontrait jamais, en effet, sans ce pur plaisir que ressent une femme au cœur généreux en voyant incarnée en une autre cette « joie de vivre », que le destin lui a refusée.

Elle s'avança, la tête un peu penchée de côté — habitude sans aucune affectation chez elle — et attendit.

Très à l'aise, Barbara commença :

— Nous venons de faire la rencontre d'un taureau... Ma grand'mère, lady Casterley.

L'attitude de la vieille dame, en face de cette jolie femme, fut un soupçon moins autoritaire et moins brusque qu'à l'ordinaire. De son regard pénétrant, elle jugea qu'elle n'avait pas affaire à une aventurière. Elle était assez femme du monde aussi pour savoir que la naissance n'était plus ce qu'elle avait été, au temps de sa jeunesse; que la fortune même était vieux jeu et que la beauté, la distinction et certaines connaissances littéraires, artistiques et musicales étaient considérées comme socialement de plus de valeur; elle fut donc à la fois prudente et affable.

— Comment allez-vous? — dit-elle. — J'ai beaucoup entendu parler de vous. Pouvons-nous nous asseoir un moment dans votre jardin? Ce taureau est un misérable!

Tout en parlant elle se rendait compte que madame Noël, de ses yeux calmes, voyait très bien le motif de cette visite. En dépit de ses murmures de sympathie, elle ne semblait pas croire à l'histoire du taureau. Cela devenait embarrassant. Pourquoi Barbara avait-elle condescendu à parler de cet animal? et lady Casterley résolut de le prendre par les cornes.

— Babs, — dit-elle, — va donc à l'auberge pour me commander une voiture. Je ne rentrerai pas à pied, j'ai été trop secouée.

Et comme madame Noël offrait d'y envoyer sa femme de chambre, elle ajouta :

— Non, non, ma petite-fille ira.

Barbara partit, avec un regard amusé; lady Casterley, tapotant le banc rustique, dit :

— Venez vous asseoir, j'ai à vous parler.

Madame Noël obéit. Et aussitôt lady Casterley sentit qu'elle avait assumé une tâche bien difficile. Elle n'était pas préparée à trouver une femme avec qui on ne pouvait guère prendre de liberté. Ces yeux noirs si calmes, ces manières d'une douceur, d'une grâce si parfaites... A une personne si sympathique, on aurait dû pouvoir tout dire,... et on ne pouvait pas. C'était gênant. Et elle remarqua soudain que madame Noël était assise bien droite, aussi droite — plus droite qu'elle-même. Mauvais signe, très mauvais signe. Elle porta son mouchoir à ses lèvres.

— Vous ne croyez pas, je suppose, que nous avons été poursuivies par un taureau?

— Je n'en doute aucunement.

— Vraiment? mais j'ai à vous parler d'autre chose.

Madame Noël eut un petit mouvement frémissant de recul. De nouveau lady Casterley porta son mouchoir à ses lèvres et cette fois les frotta énergiquement.

— Je suis une vieille femme, — dit-elle; — ne prenez pas en mauvaise part ce que je vais vous dire.

Madame Noël ne répondit pas, mais regarda bien en face sa visiteuse à qui il sembla tout à coup être en présence d'une autre personne. Qu'y avait-il dans ce visage, tourné vers elle? Il faisait penser, d'étrange façon, à celui d'un enfant qu'on aurait blessé — avec ses grands yeux, sa douce chevelure et ses lèvres serrées.

— Je ne voudrais pas vous blesser, mon enfant. Il s'agit de mon petit-fils, naturellement.

Mais madame Noël ne fit aucun mouvement. Et ce sentiment d'irritation qui s'empare si rapidement des vieillards en présence de l'inattendu, vint au secours de lady Casterley.

— Son nom est maintenant associé au vôtre, d'une façon qui lui est très préjudiciable. Vous ne désirez pas lui faire tort, j'en suis certaine.

Madame Noël secoua la tête, lady Casterley continua :

— Je ne sais pas ce qu'on ne dit pas, depuis le soir où monsieur Courtier s'est blessé au genou. Miltoun a agi très sottement. Peut-être ne l'avez-vous pas compris?

Madame Noël répondit avec amertume :

— J'ignorais que quelqu'un s'intéressât à ce point à mes actions.

Lady Casterley laissa échapper un geste d'énervement.

— Bonté divine! toute personne du commun s'intéresse à une femme dont la situation est anormale. Vivant seule comme vous le faites, sans être veuve, vous êtes une proie toute désignée pour tous, surtout à la campagne.

Un coup d'œil de madame Noël, net et ironique, sembla dire « et même pour vous ».

— Je n'ai aucun titre à vos confidences, — continua lady Casterley, — mais, si vous faites des mystères, il faut

vous attendre aux pires interprétations. Mon petit-fils est un homme à principes très élevés, mais il ne voit pas les choses avec les yeux du monde, et cela aurait dû vous faire prendre soin de ne pas le compromettre, surtout en un moment comme celui-ci.

Madame Noël sourit. Ce sourire surprit lady Casterley; il semblait, en cachant tout, révéler des abîmes de force et de subtilité. Cette femme n'abattrait-elle donc jamais son jeu? Elle ajouta brusquement :

— Il ne peut être question de rien de sérieux, bien entendu.

— Naturellement.

Ce mot, qui, entre tous, semblait le seul juste, fut dit de telle façon que lady Casterley n'en saisit pas le sens. Quoiqu'elle-même employât parfois l'ironie, elle la haïssait chez les autres. Nulle femme, pensait-elle, ne devrait être autorisée à user de cette arme. Mais à une époque où elles avaient la sottise de réclamer le droit de vote, on pouvait s'attendre à tout. Pourtant il ne semblait pas que madame Noël appartînt à cette catégorie : elle était féminine, extrêmement, et semblait plutôt de celles qui gâtent les hommes par trop de soumission. Et, venue avec le ferme dessein de découvrir où en était cette affaire et d'y mettre fin, elle éprouva un vrai soulagement en voyant revenir Barbara.

— Je suis prête à rentrer maintenant.

Et, se levant du banc rustique, elle fit à madame Noël un petit salut ironique.

— Merci de m'avoir laissée me reposer. Donne-moi le bras, mon enfant.

Par-dessus son épaule, Barbara envoya un vif sourire à madame Noël qui n'y répondit pas, mais les suivit d'un long regard calme de ses yeux si sombres et si grands.

Dans le petit chemin, lady Casterley marchait en silence, digérant ses émotions.

— Et la voiture, grand'mère?

— Quelle voiture?

— Celle que tu m'as envoyée commander.

— J'espère que tu n'as pas pris cela au sérieux?

— Non!

— Bien.

Un peu plus loin, lady Casterley dit tout à coup :

— Il y a en elle des profondeurs...

— Bien sombres, — dit Barbara, — je crois que vous n'avez pas été sage.

Lady Casterley releva les yeux :

— Je déteste cette habitude que vous avez tous, les jeunes, de ne rien prendre au sérieux. Pas même les taureaux, — ajouta-t-elle avec un demi-sourire.

Barbara soupira, les yeux au ciel :

— Ni même les voitures.

Elles ne parlèrent plus jusqu'à l'entrée de l'avenue. Lady Casterley demanda tout à coup :

— Qui est-ce qui vient dans l'avenue?

— Monsieur Courtier, je crois.

— Quelle étrange idée, avec sa jambe !

— Il vient vous parler, grand'mère.

— Tu es une petite rouée. Écoute, Babs, je ne veux pas de cela.

— Non, non, ma chère grand'mère, je vais vous en débarrasser.

— Quelle idée a donc ta mère, — bégaya lady Casterley, — de t'élever ainsi ? Tu ne vaux pas plus qu'elle à ton âge.

— Bien moins; j'ai rêvé la nuit dernière que je savais voler.

— Si tu essayes cela, il t'arrivera malheur. Bonjour Monsieur, vous devriez être couché.

Courtier se découvrit.

— Mais vous-même n'y êtes pas.

Et il ajouta tristement :

— La rumeur de guerre est morte.

— Ah ! — dit lady Casterly, — votre occupation a disparu avec elle. Vous allez sans doute rentrer à Londres?

Et regardant brusquement Barbara, elle vit que la jeune fille souriait, les yeux à demi clos, et il lui sembla — était-ce imagination? — qu'elle secouait négativement la tête.

JOHN GALSWORTHY

(Traduction de G. R.)

*(A suivre.)*

# LA DUCHESSE DE DINO

## A PROPOS DE L'EXPOSITION DES FEMMES CÉLÈBRES DU XIX^e SIÈCLE

Dans ses souvenirs d'émigration, le baron de Vitrolles a noté l'image d'une petite fille, Dorothée de Courlande, qu'il avait rencontrée au château de Löbikau, en Silésie, quand elle avait quatre ou cinq ans. C'était, dit-il, une « charmante enfant, précoce d'esprit et d'imagination, vive et animée dans tous ses mouvements. On aurait pu reprocher à ses yeux d'être trop grands. Ses cheveux étaient très noirs et sa physionomie, brune et pleine d'expression. En un mot, ce n'était pas une enfant comme une autre ». La femme tint toutes les promesses que l'enfant avait fait concevoir; car, dans la galerie des femmes célèbres du dernier siècle, il en est peu qui, pour le charme personnel, l'élévation des idées, le rôle dans la société, aient approché de celle qui devint par son mariage la comtesse Edmond de Périgord et qui porta successivement les titres de duchesse de Dino, duchesse de Talleyrand, duchesse de Sagan.

***

Dorothée de Courlande était la plus jeune des quatre filles que le duc de Courlande Pierre de Biren avait eues de son mariage avec la comtesse de Médem. Elle naquit à Berlin le 24 août 1793. Elle perdit son père quand elle avait moins de sept ans; sa mère aurait pu avoir de l'influence

sur elle, puisqu'elle ne mourut qu'en 1821, mais elle ne s'en soucia jamais beaucoup, et Dorothée s'éleva comme elle put.

La duchesse de Dino s'est dépeinte ainsi dans les premières années de sa vie :

Petite, fort jaune, excessivement maigre, depuis ma naissance toujours malade, j'avais des yeux sombres et si grands qu'ils étaient hors de proportion avec mon visage réduit à rien. J'aurais décidément été fort laide si je n'avais pas eu, à ce que l'on disait, beaucoup de physionomie... J'étais d'une humeur maussade et, à ma pétulance près, je n'avais rien de ce qui appartient à l'enfance. Triste, presque mélancolique, je me souviens parfaitement qu'alors je souhaitais mourir pour retrouver mon père, qui, s'il avait vécu, m'aurait offert la protection dont je croyais avoir besoin. Du reste, j'étais parfaitement ignorante, quoique très curieuse; mon seul savoir se bornait à parler couramment trois langues : le français, que j'avais attrapé dans le salon; l'allemand, qui m'arriva par l'antichambre, et l'anglais, que j'apprenais à travers les gronderies et les coups d'une vieille gouvernante.

Cette enfance difficile et peu heureuse se passa surtout à Sagan, dont le château princier rappelait le souvenir de Wallenstein; ses parents et ses sœurs y menaient la vie, brillante et assez vide, des petites cours d'Allemagne. Ce fut pour elle une bonne fortune d'être mise entre les mains d'une gouvernante, mademoiselle Hoffmann, et d'un précepteur, l'abbé Piattoli. « Ayant commencé par s'aimer trop », ils avaient fini par se détester; du moins, ils ne songèrent qu'à mettre en valeur, par des moyens différents, une nature inculte, mais généreuse et personnelle au plus haut degré. Passionnée pour la lecture, — elle avait appris à lire en huit jours, à l'âge de sept ans, — elle dévorait tous les livres qui lui tombaient sous la main. Sa gouvernante la trouvait grimpée sur la plus haute marche de l'échelle de la bibliothèque, ou blottie au-dessus des rayons, entre les bustes d'Homère et de Socrate, en train de feuilleter je ne sais quel ouvrage; elle ne consentait à descendre de son poste d'escalade qu'avec la permission de continuer sa lecture.

Scipion Piattoli était un séculier, malgré le titre d'abbé qu'il portait dans le monde; c'était un Florentin aussi cultivé qu'intelligent. Il avait fait en Pologne l'éducation du prince Henri Lubomirski, il s'était lié avec le prince Adam Czar-

toryski; devenu le secrétaire du roi Stanislas, il avait travaillé de son mieux à le maintenir dans le parti national; c'est lui qui avait rédigé en grande partie la Constitution de 1791. Après la chute de la Pologne, il était entré dans la maison de la duchesse de Courlande; dès lors, il devint moins le précepteur que le confident, l'ami et le guide moral de cette enfant, de cette jeune fille qu'il continua à appeler toujours « chère Dorka ». Il ouvrit l'esprit de son élève dans toutes les directions, jusqu'à lui faire faire des études d'algèbre et d'astronomie; à treize ans, Dorothée passait de fréquentes soirées à l'observatoire de Berlin avec le fameux astronome Bode. Qui dira que cette éducation mathématique n'a pas contribué à la netteté que la duchesse de Dino devait mettre dans tout ce qui est sorti de sa plume? Il faudrait avoir le temps d'insister sur cette formation si originale que Dorothée reçut de sept à quinze ans; ce fut comme le chef-d'œuvre de Piattoli. Son élève ne fut jamais, à aucune époque de sa vie, une manière de bas-bleu; mais c'est bien à elle qu'on peut appliquer la formule heureuse : avoir des clartés de tout. Bien des années plus tard, elle écrivait à son ami Barante :

Je ne tiens pas beaucoup pour mon compte à rendre les femmes trop instruites. Le savoir n'a pas préservé les plus habiles de faire des folies, et les personnes bien douées n'en ont que faire. Les natures inertes et médiocres n'en deviennent que plus déplaisantes, et sont elles-mêmes embarrassées de ce qu'elles ont appris à grand'peine. Il y a une certaine culture de l'âme et de l'intelligence, qui tient à l'air qu'on respire, à l'entourage et aux dons naturels, qui est fort à apprécier, mais qui aussi, dans mes idées, suffit parfaitement. Le goût de l'occupation et la règle dans les habitudes de la vie, voilà ce qui, selon moi, est la base de l'éducation des femmes et c'est déjà assez difficile à bien inculquer.

Cette discipline intellectuelle et morale, qui est le tout de l'éducation, la duchesse n'oublia jamais qu'elle en était redevable à Piattoli. Elle a parlé dans sa *Chronique* du courage qui est souvent nécessaire pour dire la vérité.

Que de réflexions sur ce sujet! et que j'ai béni l'homme, habile et bon, qui a guidé mes premières années, et qui m'a donné cette habitude précieuse, devenue depuis un besoin, de me rendre un compte sévère de moi-même, d'être la première à me maltraiter; c'est ce qui a sauvé mon âme, car cela m'a toujours empêchée de confondre le

bien avec le mal; je ne les ai jamais mis à la place l'un de l'autre dans mon esprit, ni dans ma conscience; et si j'ai chargé celle-ci de fautes, je l'ai, du moins, tenue libre d'erreurs.

***

Les quatre filles de la duchesse de Courlande étaient les plus riches héritières du Nord. Wilhelmine avait épousé le duc de Rohan; Pauline, le prince de Hohenzollern-Hechingen; Jeanne, le duc d'Acerenza. Dorothée était née aussi pour contracter une union brillante. Ses relations avec la famille royale de Prusse, les qualités de son esprit, son charme, le salon de grands hommes qu'elle réunissait toute jeune fille dans son palais de Berlin, bien des choses la mettaient en vue. Le mariage, comme elle l'a dit avec raison, est la seule grande question de la vie des femmes; comment se fit-il que cette femme très avertie ait donné à cette question une réponse bien peu satisfaisante?

Piattoli, qui avait conservé ses vives sympathies pour la cause de la Pologne, avait rêvé d'unir la chère Dorka à l'un des plus grands personnages de ce pays, le prince Adam Czartoryski. C'était l'époque où elle faisait quatre heures d'algèbre par jour, elle avait onze ans. L'idée ne lui déplut pas; le mari qu'on lui réservait avait vingt-cinq ans de plus qu'elle; pour une personne qui avait alors une très haute idée d'elle-même, n'était-ce pas un moyen de se grandir encore en se singularisant? Cependant le prince fut assez long à se déclarer; la première fois où il vit Dorothée, il l'examina en silence sans lui adresser la parole. Elle venait d'avoir quinze ans, et la liste de ses prétendants s'allongeait, quand on annonça à l'improviste la visite à Löbikau de l'empereur Alexandre; en quittant Erfurt, où il venait de s'entendre avec Napoléon, il avait désiré s'arrêter chez la duchesse de Courlande. Tout Löbikau se mit en fête pour un hôte illustre qui, à ce moment, était un peu l'arbitre de l'Europe. Il prodigua beaucoup d'amabilités à la jeune fille; elle était grandie, embellie; nouvelle Pénélope, elle tenait rigueur à ses prétendants; brusquement, il lui demanda si elle n'était pas frappée d'une ressemblance entre le prince Czartoryski et

M. de Périgord. « De qui Votre Majesté veut-elle parler? — Mais de ce jeune homme assis là-bas, du neveu du prince de Bénévent, qui accompagne le duc de Vicence à Pétersbourg. » C'est ainsi qu'elle entendit parler pour la première fois du mari que la politique lui réservait.

Au cours des entrevues d'Erfurt, Talleyrand, qui avait donné au tsar des conseils fort utiles, lui avait exprimé le désir d'unir son neveu, le comte Edmond de Périgord, qui avait alors vingt et un ans, à Dorothée de Courlande; il en avait entendu parler comme d'une jeune fille séduisante et riche. Alexandre tenait à rendre au prince de Bénévent services pour services, et il avait décidé cette visite à Löbikau pour ouvrir la campagne matrimoniale. La duchesse de Courlande donna tout de suite les mains à ce projet; mais Dorothée pensait toujours au prince Adam, et le comte Edmond lui avait paru d'une insignifiance rare. Une lettre de son cher Piattoli vint lui apprendre qu'il ne fallait plus compter sur le mariage polonais : la mère du prince Adam voulait une autre femme pour son fils. En proie à un vif dépit, Dorothée déclara à sa mère, qui exultait, qu'elle donnait sa parole à M. de Périgord. Le lendemain, le neveu de Talleyrand arrivait. « Allons, dit la duchesse avec gaieté, je vais vous laisser seuls, vous avez sans doute beaucoup de choses à vous dire. » Et voici ce que se dirent les deux jeunes gens.

Ils commencèrent par rester longtemps dans le plus profond silence. Dorothée, plus courageuse, finit par le rompre. « J'espère, monsieur, que vous serez heureux dans le mariage que l'on a arrangé pour nous. Mais je dois vous dire, moi-même, ce que vous savez sans doute déjà, c'est que je cède au désir de ma mère, sans répugnance à la vérité, mais avec la plus parfaite indifférence pour vous. Peut-être serai-je heureuse, je veux le croire; mais vous trouverez, je pense, mes regrets de quitter ma patrie et mes amis tout simples et ne m'en voudrez pas de la tristesse que vous pourrez, dans les premiers temps du moins, remarquer en moi. — Mon Dieu, répondit le jeune comte, cela me paraît tout naturel. D'ailleurs, moi aussi, je ne me marie que parce que mon oncle le veut; car, à mon âge, on aime bien mieux la vie de garçon. »

Les deux fiancés avaient le mérite de la franchise, ils

étaient bien à l'unisson; aussi ne leur restait-il plus qu'à se marier. Ce qui se fit à Francfort-sur-le-Mein le 22 avril 1809. La jeune comtesse de Périgord n'avait pas encore seize ans accomplis.

On devine ce que pouvait être un mariage conclu sous ces auspices. Il en fut comme de beaucoup d'unions dues à des convenances mondaines; le ménage n'est point rompu, des enfants peuvent naître, mais les époux vivent chacun de son côté. Trois enfants naquirent de ce mariage : Louis, qui fut duc de Valençay et prince de Sagan; Alexandre, qui fut marquis de Talleyrand et duc de Dino; Pauline, qui devint par son mariage la marquise Henri de Castellane. La comtesse Edmond de Périgord ne tarda pas à se convaincre que son mari n'avait pas ses manières de sentir et de penser; c'est une découverte que les femmes font souvent assez vite et pour laquelle elles se trompent rarement. Un jour où elle jetait un regard sur son passé, elle mettait dans sa *Chronique* : « J'ai eu mari sans vie domestique ». Quoi d'étonnant qu'elle se soit plu dans la société des personnes avec qui elle se sentait en communion de sentiments et d'idées?

Entre elle et l'oncle de son mari, le prince de Bénévent, il y avait un écart de trente-neuf ans. Le prince voyait presque tous les jours la jeune femme, par suite de ses rapports avec le ménage; il avait été aisément frappé de ses capacités extraordinaires. De son côté, elle avait trouvé bien vite un réel plaisir à écouter un homme qui, même dans ses années de demi-disgrâce, tenait encore une place si éminente dans le monde de la politique. « Je n'ai jamais, dit-elle, prêté ni mon nom ni mon action à une intrigue; je n'ai, non plus, jamais ambitionné le rôle de femme politique, et, sous ce rapport, j'ai toujours cédé sans contestation le premier pas à d'autres plus avides, si ce n'est plus propres à ce genre de renommée. » Il faut la croire, car elle est essentiellement vraie; mais elle reconnaît aussi qu'elle a été appelée à donner son sentiment, à avoir quelque influence sur des décisions sérieuses. Talleyrand prit vite l'habitude de lui ouvrir sa pensée, de la consulter, de mettre à profit les avis de diverse nature qu'il en recevait.

Il s'établit ainsi entre l'oncle et la nièce une véritable

collaboration intellectuelle, dont tous les deux tirèrent des avantages. C'est surtout à partir du Congrès de Vienne que ces relations devinrent pour l'un et pour l'autre une partie de leur existence. Talleyrand, qui avait repris avec la Restauration son rang de grand personnage, avait emmené à Vienne, où se tenaient alors les assises de l'Europe, son neveu et sa nièce. Le mari continuait à tenir son rôle effacé, il était courrier de cabinet; la femme, qui avait alors à peine vingt et un ans, fut tout de suite l'une des reines du Congrès. Elle et deux de ses sœurs qui se trouvaient aussi à Vienne avaient été surnommées les trois Grâces; mais la comtesse de Périgord, dans tout l'éclat de sa jeunesse, de sa beauté et de son esprit, telle que l'a représentée un peu plus tard le pinceau de Prud'hon, était la plus admirée des trois; sa conversation eut toujours un attrait incomparable. A toutes les fêtes de la Cour, bals, tableaux vivants, carrousels, représentations théâtrales, sa séduction servait les intérêts de la France, avec autant de fruit peut-être que l'habileté de son oncle. Les soirées où Talleyrand recevait le monde diplomatique, assise à ses côtés, elle tenait vraiment le rang d'ambassadrice; pas un diplomate n'aurait négligé de lui faire sa cour.

Cette femme jeune, élégante, très adulée eut un jour un bien joli mot, qui fut comme un cri du cœur. Un matin, de bonne heure, on apporte une lettre de Metternich. Talleyrand était encore couché; assise au pied de son lit, sa nièce devisait avec lui; elle l'entretenait de la répétition du *Sourd ou l'Auberge pleine*, où elle devait figurer dans l'après-midi, chez la princesse de Metternich. « C'est sans doute pour m'annoncer l'heure de la prochaine conférence », dit Talleyrand. La comtesse ouvre le pli, elle y trouve une nouvelle effarante. « Bonaparte a quitté l'île d'Elbe, s'écrie-t-elle. Ah! mon oncle, et ma répétition? — Elle aura lieu, madame, » dit avec tranquillité Talleyrand, qui savait rester maître de lui.

Le prince se servit dès lors de sa nièce comme d'une manière de secrétaire; sous un pareil maître, son style acquit des qualités d'un grand prix, comme la propriété et la précision des termes. Un soir, il lui avait dicté une longue dépêche. La comtesse, en toilette de soirée, suivait avec un peu d'impa-

tience la marche des aiguilles. Enfin, le prince a terminé; elle se croit libre de courir au bal. « A présent, dit son oncle, il faut faire la guerre aux mots. » Il fallut, en effet, tout revoir, peser les expressions, raturer, remplacer, jusqu'à ce que le terrible censeur voulût bien se déclarer satisfait. Seulement alors, elle put se retirer où le plaisir l'attendait. Elle reconnaissait plus tard qu'elle avait eu un peu d'exagération et d'affectation au moment de son mariage; le commerce de Talleyrand l'en avait singulièrement corrigée, car il avait le culte de la simplicité.

Villemain venait de tracer, dans ses *Souvenirs contemporains*, un portrait très flatteur de la duchesse de Dino, à propos de son rôle au Congrès de Vienne. Elle tint à mettre dans sa *Chronique* une sorte de protestation; elle n'avait pas été plus qu'un simple secrétaire sous la dictée; sans doute, dans la correspondance de son oncle, elle avait pu aller « au delà du simple metteur d'adresses ». Sans toucher ici à la question si controversée de la rédaction des *Mémoires* de Talleyrand et de la part qu'elle a pu y prendre avec son ami M. de Bacourt, on sait qu'elle a reconnu être l'auteur, à quelques mots près, du discours de Talleyrand, quand il remit ses lettres de créance au roi d'Angleterre en 1830, et aussi de la lettre de démission de l'ambassade d'Angleterre que Talleyrand adressa en 1834 au ministre des Affaires étrangères.

A partir de la Seconde Restauration, l'existence de Talleyrand et celle de la duchesse de Dino se mêlèrent d'une manière continue pendant vingt-trois ans, à l'hôtel de la rue Saint-Florentin, aux châteaux de Valençay et de Rochecotte, à l'ambassade française à Londres. Seule, la mort du prince rompit en 1838 l'étroite intimité de cœur et d'esprit qui unissait le vieillard et la jeune femme. Ce n'était pas la princesse de Talleyrand qui pouvait gêner ces relations. Quand il s'était agi de son mariage avec le comte Edmond, on avait parlé à Dorothée de la femme du prince de Bénévent « comme d'une personne si insignifiante et si annulée qu'elle ne pouvait être regardée comme un inconvénient ». Tout de même, lorsqu'elle fut entrée dans l'intimité de son oncle, elle estima que le mieux était de l'écarter tout à fait. C'était une question d'argent à régler une fois pour toutes;

elle fit comprendre à son oncle qu'il devait servir à celle qui portait légalement son nom une pension de 30.000 francs, à la condition expresse qu'elle s'empressât de gagner l'Angleterre et d'y rester. Les choses se passèrent ainsi. Dès lors la jeune duchesse fut la seule maîtresse de maison, partout où habitait le prince.

***

Sur l'intimité de l'oncle et de la nièce, sur d'autres relations de la duchesse de Dino, la médisance des salons s'est donnée librement carrière; pouvait-il en être autrement? Il y a une assez longue période de sa vie sur laquelle, il faut le reconnaître, les documents autobiographiques font à peu près complètement défaut, la période entre sa dix-septième et sa trente-huitième année; ses *Souvenirs* s'arrêtent avec son mariage en 1809, sa *Chronique* ne commence qu'en 1831. Cependant qu'il est imprudent en ces matières d'apporter des affirmations, de faire état de telle anecdote, de tel lambeau d'une lettre intime! Ce sont de ces choses où, suivant un mot piquant, ceux qui parlent ne savent pas et ceux qui savent ne parlent pas. Un jour, les insinuations les plus malveillantes et les plus claires sur les relations de la duchesse et du prince s'étalèrent à la grande lumière de la *Revue des Deux Mondes*, quand George Sand publia son inconcevable article du « Prince ». La duchesse se borna à noter dans son journal :

Il y a bien des années que je suis agonisée (*sic*) d'injures, de libelles, de mille saletés, calomnies et horreurs, et j'en aurai ainsi pour le reste de ma vie. Vivant dans la maison et dans la confiance de M. de Talleyrand, comment aurais-je échappé à la licence de la presse, à ses attaques, à ses injures? J'ai pris le parti de ne rien lire en ce genre, et plus j'y suis directement intéressée, plus je désire ignorer... Quant à la calomnie, elle me dégoûte et m'indigne, et je ne vois pas pourquoi j'en recevrais les éclaboussures dans mes affections et dans mes intérêts les plus chers.

Pendant son séjour en Angleterre, elle écrivit à Barante qu'elle avait toujours grand'peine à s'éloigner de M. de Talleyrand. « Il n'est et ne peut être en ouverture de cœur

qu'avec moi, et c'est ce qui me fixe ici. » On sait comment cette ouverture de cœur aida à la fin chrétienne de son oncle; c'est une tâche dont elle s'occupa avec la passion la plus active. Jamais le souvenir de l'homme aux côtés de qui elle avait vécu un quart de siècle, pour qui elle avait autant d'affection que d'estime, ne s'effaça de son cœur; elle parla toujours de lui avec une émotion profonde. « Ici (à Rochecotte) beaucoup de souvenirs douloureux m'ont fait encore plus sentir le vide qui s'est si douloureusement placé dans mon existence. Ce sera encore pire à Valençay. Il y a en moi quelque chose qui me pousse vers ce dernier asile de celui qui a tenu tant de place dans ma vie. » (25 septembre 1838.) « Je suis ici (à Valençay) moins séparée d'un passé bien riche, et les morts y sont moins absents que partout ailleurs. » (19 septembre 1840.) « Cette France... où se trouve un tombeau sur lequel je veux encore prier, avant de rejoindre là-haut celui qui a été le lien dominant de mon existence. » (7 janvier 1846.) Le 17 mai 1849, au jour anniversaire de la mort de Talleyrand, elle écrit :

C'est aujourd'hui une date solennelle, que je célèbre chaque fois avec une douloureuse émotion au fond de mon cœur. Plus les années me rapprochent de la réunion suprême, et plus je sens tout ce que cette journée, il y a onze ans, a eu de grave et de décisif. Puisse Dieu bénir chacun de ceux qui y ont pris une part chrétienne! Je le lui demande, du fond de mes misères, avec une ferveur qui atténuera, je l'espère, leur peu de valeur.

***

L'éducation religieuse de la jeune Dorothée avait été nulle. Née dans la religion luthérienne, elle avait reçu à quatorze ans les deux sacrements de la cène et de la confirmation, parce que ces rites faisaient partie du milieu social où elle se trouvait, et il n'en avait pas été question davantage. Son mariage avait été béni par un prêtre catholique; dès lors elle appartenait officiellement à la religion catholique. Mais plusieurs années s'écoulèrent, avant que le catholicisme cessât d'être à ses yeux un vernis mondain pour descendre dans les profondeurs de son âme et y régner en maître.

L'instrument de cette transformation fut peut-être sa fille

Pauline. Celle qui devait laisser un jour, sous le nom de marquise de Castellane, le souvenir d'une femme à l'esprit supérieur, digne de l'esprit de sa mère, était déjà, quand elle était enfant, d'une séduction incomparable. Talleyrand avait pour cette petite-nièce une vraie prédilection; il l'appelait l'ange de sa maison. En se préparant à la première communion au catéchisme de la Madeleine, Pauline de Talleyrand eut pour directeur l'abbé Dupanloup; c'est ainsi que ce prêtre, qui était au suprême degré un éducateur d'âmes, entra en rapports avec la duchesse de Dino. Bien vite, celle-ci subit son influence. « Je tourne mes pas assez souvent vers Saint-Nicolas, écrit-elle le 29 octobre 1838. (L'abbé Dupanloup était alors supérieur de ce petit séminaire.) Je me trouve très bien des heures que je passe dans un semblable moment; elles m'affermissent dans une route qui s'éclaire et s'élargit à mesure que j'y avance. »

Elle y avança rapidement. Elle était entrée en même temps en relations suivies avec l'archevêque de Paris, Mgr de Quélen, qui était dévoré du zèle de ramener Talleyrand aux pratiques du catholicisme. Entre l'archevêque et le supérieur de Saint-Nicolas, l'évolution religieuse de la duchesse se fit sans tarder. Tous deux lui avaient inspiré une affection sincère. A la mort de Mgr de Quélen, elle écrivait :

> Je viens de perdre un ami qui m'était très cher. J'avais, depuis vingt-quatre ans, reçu de lui des preuves non interrompues d'indulgence, de bonté, de patience. Sa charité à mon égard ne s'était jamais démentie, malgré tout ce qui aurait pu la lasser. Enfin, c'était l'ami chrétien, tel que le monde n'en offre guère.

La duchesse trouvait qu'il manquait peut-être à l'abbé Dupanloup une certaine appréciation juste des caractères et des situations; mais, simple prêtre ou évêque d'Orléans, elle continua à le voir et à tout lui confier. Elle lui écrivait un jour : « Vous connaissez le plaisir que j'ai à vous être docile. »

Ainsi s'expliquent tant de passages de ses lettres et de sa *Chronique* auxquels on peut appliquer le mot de Tertullien : *Testimonium animæ naturaliter christianæ*. De sa Silésie, elle pense à Mgr de Quélen.

Je ne puis, maintenant, que lui adresser des prières dans le Ciel. Je me figure souvent qu'il y est réuni à celui pour lequel il a tant prié lui-même, et que tous deux demandent pour moi à Dieu la grâce d'une bonne mort et, avant tout, celle d'une vie chrétienne; car il est rare qu'on arrive à l'une sans l'autre, et si Dieu fait quelquefois des grâces tardives, il ne faut pas s'y reposer et négliger de les mériter. Je me dis souvent de ces paroles vraies et sérieuses, sans trouver qu'elles me profitent assez. L'esprit du monde, ce vieil ennemi, est difficile à déraciner.

Autre part :

Nous serons des chrétiens dociles, humbles, ne craignant pas la mort, attendant, en charité, paix et confiance, que Dieu nous appelle et nous juge dans sa miséricorde.

Ceci encore :

Qu'avons-nous au fait de mieux à faire que d'embrasser la croix avec tendresse, quelque sanglante qu'elle puisse être? Elle est notre inséparable compagne, quoi que nous fassions; il faut donc l'aimer, puisqu'on ne saurait s'en séparer. Je m'y applique, et il me semble que j'y parviens.

Son oncle lui avait dit parfois qu'il y avait en elle une veine de bel esprit qui pourrait aisément la rendre pédante; elle devait y prendre garde; cela tenait au sol primitif allemand. Elle eut bientôt dépouillé tout ce qui rappelait ses origines germaniques, et c'est en particulier à la lecture de saint Augustin et de Bossuet qu'elle forma sa pensée et son style. Une parole de l'évêque d'Hippone avait fait sur elle une grande impression : « Si vous avez peur de Dieu, jetez-vous dans les bras de Dieu. » Bossuet la passionne. « Quand je sens ses ailes planer au-dessus de moi, le poids du jour tombe de mes épaules, et je sens mes propres ailes qui poussent. Bossuet n'est nulle part si intelligent et si sublime que dans ses sermons. Il n'est, du reste, partout, que grand! Et plus on l'étudie, plus sa grandeur éclate et sa simplicité subjugue. » Ce qui ne l'empêchait pas de goûter aussi le génie de Fénelon, en particulier ses *Lettres* : « Impossible, dit-elle, de n'y pas puiser le goût du bien, du beau, et le désir de mieux vivre pour bien mourir. »

La vérité est que c'était pour elle un délice de se plonger dans le grand siècle et de délaisser toute autre lecture pour Pascal, Bossuet, Fénelon, Sévigné, La Bruyère, le cardinal

de Retz. Un jour qu'elle avait repris les *Lettres* de madame de Maintenon et les *Mémoires* de l'abbé Ledieu sur Bossuet, elle écrivait : « Décidément, je ne me sens à l'aise que dans la compagnie du grand siècle. »

Madame de Maintenon lui inspirait une vive sympathie. Ses amis Bacourt et le duc de Noailles trouvaient entre son esprit et celui de madame de Maintenon des analogies. Elle en était honorée.

Je voudrais, disait-elle, justifier plus complètement cette ressemblance; car, outre la qualité de son esprit, elle avait, avec quelques-unes des faiblesses de son temps et de sa position, une élévation d'âme, une fermeté de caractère et une pureté de principes et de vie, qui la mettent bien haut dans mon estime, et qui expliquent, bien plus encore que sa beauté, ses grâces et sa hauteur de pensée, l'étonnante fortune qui l'a couronnée.

Un mot de madame de Maintenon agonisante : « Dans un quart d'heure, j'en saurai bien long », lui revenait souvent à l'esprit.

On a pu déjà entrevoir le caractère supérieur à tant d'égards de cette femme qui fut une vraie grande dame, suivant de près la vie politique de son temps, ayant en France, en Angleterre, en Allemagne, les plus hautes relations de société, prenant un vif intérêt aux élections de l'Académie française et aux séances de la Coupole, en même temps préoccupée des problèmes de la philosophie et de la religion, travaillant sans cesse à agrandir son esprit et à préparer son âme aux destinées de l'au-delà. Pour mieux connaître cette personnalité si complexe et si attachante, empruntons-lui encore quelques passages de ses *Souvenirs*, de sa *Chronique* ou de sa correspondance. Il y a là tous les éléments pour une étude de psychologie féminine, d'un puissant intérêt.

Je suis un petit animal fort étrange; le médecin me répète chaque jour que c'est un état nerveux, fantasque, capricieux; ce qui est sûr, c'est que j'ai des entrains, des gaietés, des tristesses par accès; que je me gouverne fort mal, ou plutôt que mes nerfs me gouvernent.

Thiers venait de tomber du ministère : il était fort dégoûté de Paris et de la politique. Mais sa nature élastique et souple allait se lasser bien vite de l'inaction. « C'est peut-être ma nature », dit-elle.

A force de gravir rocher sur rocher, on est toujours prêt à perdre l'équilibre, on le perd même quelquefois; on tombe alors dans un abîme dans lequel les personnes qui ont su se maintenir à une hauteur fixe vous trouvent parfaitement à votre place, ne sont pas même fâchées de vous voir, et se montrent toutes disposées à vous laisser. Que j'ai vu et éprouvé cela!

Plus elle avança dans la vie, qui, malgré tout, ne lui fut pas trop cruelle, plus elle sentit le vide de ce mot qui tient cependant tant de place dans beaucoup d'existences : le monde.

Il s'est, probablement par ma faute, écrivait-elle à Barante, fait une telle brèche entre le monde et moi que nous nous sommes à jamais devenus étrangers; il me fatigue, il m'ennuie, il tracasse mon esprit et il nuit à ma santé... Et, comme au fait ma fantaisie, comme mon besoin, c'est le repos sans paresse, la retraite sans hostilité ni sauvagerie et l'indépendance sans égoïsme, il me semble qu'on peut me l'accorder.

Un jour du mois de janvier 1848, — elle avait alors près de cinquante-cinq ans, — elle faisait réflexion sur les années écoulées.

N'ai-je pas démesurément rempli ma vie? et toutes mes tâches ne sont-elles pas accomplies?... Mon compte est fait, mon parti pris, je ne m'en attriste pas, et, tant que je vivrai, mon activité vivra en moi. Ce à quoi je ne pourrai jamais me résigner, c'est à me sentir inutile, et j'espère que Dieu me fera la grâce de me laisser, jusqu'au dernier moment, intelligente des besoins de ceux qui m'entourent.

Dix ans plus tard, elle considérait le court sentier qui lui restait encore à parcourir. « Je le vois sans regret s'abréger. Je m'ennuie des choses de la terre, comme dit l'*Imitation*, sans avoir, malheureusement, une ardeur égale des choses du ciel. »

Être de sentiment autant qu'être de volonté, la duchesse de Dino se consolait « de cette banqueroute absolue qui est la vie » avec l'affection qu'elle inspirait, encore plus avec l'affection qu'elle éprouvait. C'est là le grand bien, le vrai trésor. « Quoi de plus beau que de se sentir encore, au couchant de la vie, la faculté d'aimer, de croire et par conséquent d'espérer! » Elle a su goûter pleinement les joies de l'amitié. Quand elle écrit à son « aimable et cher Auvergnat », le

baron Prosper de Barante, elle sait lui dire les sentiments qu'elle lui porte avec les expressions les plus variées et les plus affectueuses. « Je vous aime beaucoup et ne crains pas de vous le dire tout simplement. Vous voyez que mon cœur reste toujours à la même place, et qu'à mesure que je perds ceux que j'aimais, je deviens plus tendre pour le petit nombre que Dieu me conserve. » « Adieu, mon bien cher ami. J'ai bien envie que vous sachiez que je vous aime beaucoup. » « Vous voyez que je vous parle longuement de moi; faites-en autant, je vous en prie, afin que je voie que vous m'aimez toujours, et que ni le temps, ni l'abîme, ni la fin du monde ne m'ont fait perdre celui de mes amis qui a le plus de racines dans mon cœur ». « Adieu, le meilleur, le plus aimable et le mieux aimé de mes amis. Je n'en ai plus guère, mais tant que vous me resterez, je me trouverai riche. » Et, peu de temps avant sa mort : « Cher et bien cher ami, vous resterez jusqu'à la fin de mon pèlerinage l'être auquel je pense avec le plus de douceur, presque le seul qui ne m'ait jamais offert de mécomptes. »

L'amitié de cette femme était une chose exquise. Elle eut beaucoup de peine à la mort de Royer-Collard.

Vous savez combien il m'aimait! Il a eu une grande influence sur le cours de mes idées et la disposition de mon âme, à une de ces époques critiques de l'existence qui donne une impulsion positive au reste de la vie. Il m'avait fait aussi une large part dans sa vie intime et intérieure, qu'il appelait sa solitude impénétrable. Tout cela est fini et laisse un vide de plus dans ma vie qui en offre déjà de tant de côtés. Je suis très, *très peinée*. Vous savez à quel point mon cœur est fidèle, et ce que je suis pour mes amis.

***

Quatre années tiennent une place à part dans la vie de la duchesse de Dino, les années de son séjour à Londres, de 1830 à 1834; avec les quelques mois du Congrès de Vienne, ce fut comme la phase européenne de son existence. Son oncle, qui représentait auprès du gouvernement anglais la monarchie de Juillet, tenait à *Hanover Square* une très grande maison; elle en faisait les honneurs d'une manière parfaite. Sa beauté, sa conversation, la supériorité de son

esprit eurent tôt fait de lui conquérir la faveur de la société anglaise. Pour elle, elle garda toujours de l'Angleterre, des amitiés qu'elle y avait nouées, un souvenir unique. Repasser plus tard avec ses amis de Londres *dear, ever dear England*, c'était pour elle un sujet inépuisable. Elle aimait à revenir par la pensée à ces années de Londres; c'étaient de précieux souvenirs, qu'elle était tentée d'appeler les économies de son cœur. Elle ne cessa d'être fidèle à ses amitiés anglaises, comme elle demeura fidèle à son aversion pour « cet abominable lord Palmerston ». Au bout de quatre ans, elle avait estimé que son oncle n'avait plus rien à gagner pour la France et pour lui à prolonger son ambassade; dans une lettre, qui est tout un mémoire sur la situation politique, elle lui détailla les raisons diverses qui devaient l'amener à quitter un poste où sa gloire lui paraissait désormais compromise.

Si, comme j'ai l'orgueil de le croire, vous attachez du prix à mon jugement autant qu'à mon affection, vous serez aussi vrai avec vous-même que je me permets de l'être en ce moment, vous renoncerez aux illusions volontaires, aux arguties spécieuses, aux subtilités de l'amour-propre... Déclarez-vous vieux, pour qu'on ne vous trouve pas vieilli. Dites noblement, simplement, avant tout le monde : l'heure a sonné.

Après la mort du prince, elle vendit à la famille Rothschild l'hôtel de la rue Saint-Florentin qu'il lui avait légué; ses séjours à Paris se firent de plus en plus rares. Quand elle était en France, elle préférait à tout son cher Rochecotte. « Je suis, disait-elle, réellement, sincèrement, très champêtre de nature. » Cette joie de campagne, elle la goûtait pleinement dans ce coin de Touraine, dont elle a parlé avec amour; partout autre part, elle vivotait, mais elle ne s'enracinait pas. « Oui, sûrement, j'ai une vraie passion pour Rochecotte; d'abord, c'est à moi : première raison; secondement, c'est la plus belle vue et le plus beau pays du monde; enfin, c'est un air qui me fait vivre légèrement, et puis j'arrange, je retourne, j'embellis, j'approprie. » Dès qu'elle le pouvait, elle s'échappait de la vie « dévorante et hachée » de Paris, elle accourait « se mettre en espalier » sur la terrasse de Rochecotte, « ce doux et tranquille Rochecotte, ce lieu, disait-elle, où je vaux mieux qu'ailleurs, parce que j'ai le temps d'y faire d'utiles retours sur moi-même, d'y éclaircir ma pensée,

d'y pratiquer le bien, d'éviter le mal, de me mêler, par la simplicité du cœur et de l'esprit, à cette belle, forte et gracieuse nature qui m'abrite, me rafraîchit et me repose. » Elle avait fait construire dans le château une chapelle fort recueillie; dans les mauvais jours, quand elle se sentait « ingouvernable », elle s'y enfermait et elle n'en sortait que l'orage une fois passé.

Elle avait été grand'mère de bonne heure; l'aîné de ses petits-fils, Boson, le futur prince de Sagan, était venu au monde, quand elle avait à peine trente-neuf ans. « Elle fait supérieurement son métier de grand'mère », écrivait Talleyrand. Elle était étonnée elle-même d'être « toute métamorphosée à cet égard »; elle s'était passée à merveille des enfants, quand ils étaient jeunes; mais à présent, si elle n'avait plus autour d'elle l'une ou l'autre de ces petites créatures, elle éprouvait « un vrai manque ».

Rochecotte avait été cédée par elle en 1847 à sa fille la marquise Henri de Castellane. Dès lors, elle habita de préférence la terre ducale de Sagan, en Silésie, dont elle venait d'hériter.

Je ne renonce point à la France, écrivait-elle à Barante; ce ne serait ni convenable ni selon mon cœur; je voudrais partager ma vie entre mes deux patries. Mes affaires et mon repos se trouvent bien de l'Allemagne; mes souvenirs, un long passé, ma fille, Rochecotte, le caveau de Valençay : voilà ce qui me reporte vers la France.

Dans sa « tanière » de Sagan, elle n'était pas fâchée de reposer ses rhumatismes et sa sauvagerie; mais la vie qu'elle y menait était toute princière et féodale; elle y recevait la famille royale de Prusse; les domaines qu'elle avait à administrer formaient comme un petit royaume de 65 000 habitants, et son administration fut une manière de chef-d'œuvre.

Seule souvent avec elle-même, elle avait le triste loisir de faire des retours sur le passé.

J'ai passé ma jeunesse à rêver un château qui réunirait tous ceux qui s'aiment et s'entendent. Voici que le soir de la vie s'avance sans que la première pierre de mon château soit posée et je n'ai plus d'espoir que dans la réunion éternelle. Où trouver la paix dans le monde?... Les yeux ont beau se tourner vers le ciel; il faut cependant que les

pieds touchent la terre, et où les placer pour éviter la fange du chemin? Je suis ici depuis quelques jours plus ou moins souffrante, et fort peu allante.

Un très grave accident de voiture avait porté à sa santé une atteinte irréparable. Elle notait, dans sa *Chronique* (1er mai 1862) :

Voici le joli mois de mai arrivé tout plein de soleil, de verdure et de parfums. Eh bien! tout cela me semble une dérision, car ce soleil n'éclaire pour moi que des souffrances qui augmentent à chaque instant de cruauté! Je n'ai, pour ainsi dire, plus un moment de vrai répit.

Deux cures successives, aux eaux d'Ems et de Schlangenbad, furent sans résultat. Le 13 juillet 1862, elle adressait à Barante un billet; ce fut le dernier :

Il ne me reste plus qu'à me cacher, à souffrir, à me souvenir, et à attendre en me préparant le mieux que faire se peut. J'y mets beaucoup de bonne volonté. Cela suffit-il?

Elle rentra à Sagan pour y mourir, le 19 septembre; elle venait d'avoir soixante-neuf ans. Guizot a bien défini cette femme d'un mérite supérieur, qui gardera sa place dans l'histoire du XIXe siècle, quand il a dit : ce fut « une personne rare et grande ».

G. LACOUR-GAYET,
*de l'Académie des Sciences morales et politiques.*

# EN GAGNANT MA VIE[1]

## XV

Je suis de nouveau chez mon ancien patron. L'appartement au-dessous du nôtre est occupé par une nombreuse famille : cinq jeunes filles, toutes plus jolies les unes que les autres, et deux lycéens; ils me donnent des livres. Je dévore Tourguénief et je suis ravi : en lui tout est compréhensible, simple, d'une transparence automnale, ses héros sont nobles, et tout ce qu'il décrit avec tant d'indulgence est grand et bon.

Je lis la *Bourssa* de Pomaliovsky et je suis étonné; comme cela ressemble à notre existence à l'atelier; je la connais si bien la désespérance de l'ennui qui se transforme en frénésie sauvage.

J'aimais à lire les livres russes; j'y sentais toujours quelque chose de mélancolique et de familier comme si les sonneries du grand carême se fussent cachées et figées entre leurs pages; j'ouvrais à peine le volume qu'elles se mettaient aussitôt à tinter doucement.

*Les Ames mortes* ne me séduisirent pas, pas plus que les *Mémoires de la Maison des Morts*; *les Ames mortes, la Maison des Morts, la Mort, Trois morts,* les *Reliques vivantes,* l'uniformité des titres arrêtait involontairement mon attention et me causait une vague antipathie pour ces livres. Le *Signe des Temps, Pas à pas, Que faire?,* la *Chronique du village de Smouryné* me déplurent comme tous les ouvrages de ce genre.

En revanche Dickens et Walter Scott m'enchantèrent; je

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 octobre, 1er, 15 novembre et 1er décembre.

lus ces auteurs avec le plus grand plaisir, reprenant deux ou trois fois de suite le même ouvrage. Les livres de Walter Scott me faisaient penser à une messe pompeuse dans une riche église; c'est un peu long et traînant, mais toujours solennel. Dickens est resté pour moi l'écrivain devant lequel je m'incline; il a atteint au suprême degré l'art difficile de faire aimer les gens.

Le soir, toute une bande de jeunes gens se rassemblait sur le perron de la maison : les frères K., leurs sœurs, des adolescentes; Viatcheslav Sémachko, un lycéen au nez en pied de marmite; parfois venait mademoiselle Ptizyna, la fille d'un fonctionnaire important. On parlait de littérature, de poésie : ce thème m'était familier, j'avais lu plus qu'eux tous. Mais en général, ils se racontaient des incidents du lycée, se plaignaient de leurs professeurs; en les écoutant, je me sentais plus libre qu'eux; j'étais surpris de leur patience, mais pourtant je les enviais, car ils étudiaient...

Mes camarades étaient plus âgés que moi; cependant je me faisais l'effet d'être plus vieux, plus mûri et expérimenté; j'en éprouvais quelque embarras; j'aurais voulu me sentir plus rapproché d'eux. Je rentrais tard le soir, couvert de poussière et de boue, tout à mes impressions si différentes des leurs, en vérité assez banales. Les garçons parlaient beaucoup des jeunes filles, ils s'amourachaient tantôt de l'une, tantôt de l'autre et essayaient de composer des vers; souvent, on avait recours à moi; je m'exerçais volontiers à la versification, trouvant les rimes sans difficulté; mais, je ne sais pourquoi, mes poésies prenaient toujours une tournure humoristique et mademoiselle Ptizyne, à qui elles étaient généralement dédiées, y était invariablement comparée à des légumes, à un oignon.

Sémachko grondait :

— Ça, des vers? Jamais! Ce sont des clous de souliers...

Désireux de ne me laisser dépasser en rien, je m'amourachai aussi de mademoiselle Ptizyna. Je ne me rappelle pas comment je manifestai ce sentiment, mais la fin de l'idylle fut lamentable. Sur l'eau stagnante et verte de l'étang flottait une planche et je proposai à la jeune fille de la promener sur cette embarcation improvisée. Elle acquiesça, j'amenai

la planche à la rive, j'y montai; elle me supportait fort bien. Mais quand la jolie enfant en fraîche toilette tout ornée de rubans et de dentelles, se plaça avec grâce à l'autre extrémité et que je repoussai fièrement l'esquif du rivage avec un bâton, la maudite planche céda sous notre poids, et la jeune fille fit un plongeon. Héroïquement, je la suivis et la ramenai bientôt au bord. L'effroi et la bourbe verte avaient anéanti la beauté de ma dame.

Me menaçant de son poing mouillé, elle me criait :

— Tu as fait exprès de me noyer!

Ma rentrée chez mes parents ne fut pas plaisante.

En général, ce n'était pas très intéressant de recommencer à vivre chez mes patrons. La vieille était toujours mal disposée envers moi; la jeune dame me considérait avec méfiance. Victor, qui était devenu encore plus rougeaud grâce à ses taches de rousseur, bougonnait contre tout le monde.

Le patron avait une telle quantité de projets à dessiner qu'il ne parvenait pas à les exécuter même avec son frère; il demanda à mon beau-père de venir les aider.

Un jour, je revins de la Foire de bonne heure, vers cinq heures, et en pénétrant dans la salle à manger, j'aperçus, installé à la table à côté du patron, l'homme que j'avais oublié. Il me tendit la main.

— Bonsoir!

Je restai muet de surprise; le passé s'enflamma soudain en moi comme un incendie et me brûla le cœur.

— Il a eu peur! — s'exclama le patron.

Le beau-père me souriait; dans son visage décharné, ses yeux sombres s'étaient agrandis; il était comme écrasé et fripé. Je glissai ma main dans ses doigts minces et fiévreux.

— Alors, nous nous rencontrons de nouveau, — dit-il en toussotant.

Je sortis, privé de force comme si on m'avait battu.

Entre nous s'établirent des rapports indéfinis et prudents; il me disait vous et me parlait comme à un égal.

— Quand vous irez à l'épicerie, achetez-moi s'il vous plaît, un quart de tabac Laferme, du papier à cigarettes Victorson et une livre de saucisson...

L'argent qu'il me donnait était toujours désagréablement réchauffé par sa main brûlante. A n'en pas douter, il était tuberculeux et n'avait plus longtemps à vivre. Il le savait et disait d'un ton paisible, en effilant sa petite barbe noire et pointue :

— J'ai une maladie presque incurable. D'ailleurs, si l'on consomme beaucoup de viande, on peut se guérir. Peut-être guérirai-je...

Il avalait des quantités incroyables de nourriture; il mangeait et fumait, n'abandonnant la cigarette que pendant les repas. Tous les jours, je lui achetais de la charcuterie, du jambon, des sardines; mais la sœur de grand'mère assurait avec une malveillance dont j'ignorais la cause :

— On ne peut pas nourrir la mort avec des hors-d'œuvre, on ne peut pas la tromper, la mort, oh non!

Les patrons traitaient mon beau-père avec une sollicitude outrageante; on lui conseillait sans cesse tel ou tel remède, mais on se moquait de lui dès qu'il était absent.

— Ce grand seigneur! Il faut enlever les miettes qui traînent sur la table, il prétend qu'elles attirent les mouches, — disait aigrement la jeune femme, et la belle-mère continuait:

— Oh! oui, un grand seigneur! Son veston est tout élimé, il est tout luisant, et il ne cesse de le brosser! Quel maniaque! Et le patron ajoutait comme pour les consoler :

— Patientez, les poules, il mourra bientôt!

Cette attitude stupide et hostile des bourgeois envers le noble, me rapprocha involontairement de mon beau-père.

Étouffant dans cet entourage, il ressemblait à un poisson placé par le hasard dans un poulailler; comparaison stupide, comme l'était toute cette vie...

Mon beau-père était un homme étrange qu'on n'aimait pas. Il traitait tout le monde dans la maison de la même manière; jamais il ne parlait le premier; il répondait aux questions avec une politesse et une concision particulières. J'aimais beaucoup à l'entendre quand il donnait des conseils au patron : courbé en deux sur la table, tapotant d'un ongle sec le papier épais, il expliquait avec calme :

— Ici, il est indispensable de relier les poutrelles par une

clef de voûte. Ainsi la force de pression sera répartie sur les murs, autrement les poutrelles céderaient.

— C'est vrai, que le diable l'emporte, — murmurait le patron; et sa femme lui disait, quand Maximof était sorti :

— Je suis étonnée de ce que tu te laisses faire la leçon de la sorte!

Ce qui agaçait tout particulièrement la jeune femme, c'était de voir mon beau-père se brosser les dents après le souper, et se rincer la bouche en faisant saillir sa pomme d'Adam.

Parfois, il venait me rejoindre au corridor; je dormais sous l'escalier du grenier et je lisais assis sur une marche en face de la fenêtre.

— Que lisez-vous? — demandait-il.

Je montrais le livre.

Il jetait un coup d'œil sur le titre :

— Je crois l'avoir lu. Voulez-vous fumer?

Nous fumions, en regardant par la fenêtre dans la cour malpropre; il reprenait :

— C'est bien dommage que vous ne puissiez étudier; vous avez, je crois, des capacités...

— Mais j'apprends, je lis...

— C'est insuffisant, il faut une école, une méthode...

J'avais envie de lui dire :

— Vous, monsieur, vous avez eu école et méthode et... quel est le résultat?

Mais, comme s'il eût soupçonné mes pensées, il ajoutait :

— Quand on a du caractère, l'école vous développe beaucoup. Seuls les gens très instruits peuvent réussir dans la vie...

Une fois, il me conseilla :

— Vous feriez mieux de vous en aller d'ici; je ne vois aucun sens et aucun profit pour vous à ce que vous y restiez...

— Les ouvriers me plaisent...

— Ah... Et par quoi?

— Ils sont intéressants.

— Peut-être...

Un autre jour, il dit :

— Quel fumier, en réalité, que nos patrons, quel fumier!

Je me rappelai où et comment ma mère avait prononcé

ce mot et je m'écartai involontairement de lui. Il me demanda en souriant :

— Vous ne le croyez pas?

— Si.

— Oui... Je le vois...

— Pourtant, le patron me plaît...

— Oui, lui, c'est peut-être un brave homme... mais il est étrange...

J'aurais voulu parler littérature avec lui, mais il n'aimait pas les livres; à plusieurs reprises, il me donna ce conseil :

— Ne vous enflammez pas; les livres dénaturent tout dans un sens ou dans un autre. La plupart des gens qui écrivent sont des hommes comme notre patron... des médiocrités...

Parfois, il restait longtemps assis à côté de moi, sans prononcer un mot, se contentant de toussoter et de fumer sans arrêt. Ses beaux yeux brûlaient avec une flamme inquiétante. Je le regardais à la dérobée et j'oubliais que cet homme qui mourait si honnêtement, si simplement, sans se plaindre, avait été jadis très cher à ma mère et qu'il l'avait maltraitée. Je savais qu'il vivait avec une couturière et je pensais à cette femme avec une pitié mêlée de surprise. Comment n'était-elle pas dégoûtée d'étreindre ce corps décharné, d'embrasser cette bouche d'où sortait une odeur de pourriture? Comme Bonne Affaire, le beau-père énonçait parfois à l'improviste des propos sans lien, qu'il tirait de son propre fonds.

— J'aime les chiens courants; ils sont bêtes, mais beaux. Les belles femmes sont souvent stupides...

— Tous les gens qui habitent longtemps au même endroit finissent par avoir le même visage, — dit-il une autre fois; je notai cette observation dans mon cahier.

J'entendais ces sentences comme des aumônes; j'aimais à entendre ces associations de mots si remarquables dans une maison où l'on parlait une langue incolore, ossifiée dans des formes désuètes et monotones.

Le beau-père ne fit jamais allusion à ma mère; je crois même qu'il ne prononça jamais son nom. Je lui en fus reconnaissant; j'éprouvai pour lui, de ce fait, un sentiment proche du respect.

Une fois, je le questionnai sur Dieu; je ne me rappelle pas

au juste en quels termes; il me jeta un coup d'œil et dit très paisiblement :

— Je ne sais pas, je ne crois pas en Dieu.

Je me souvins de Sitanof et je me mis à parler de lui; le beau-père, après m'avoir écouté avec attention, répondit du même ton tranquille :

— Il discute, et ceux qui discutent croient tout de même en quelque chose... Moi, je ne crois pas, tout simplement!

— Mais, est-ce possible?

— Pourquoi non? Vous le voyez bien, je ne crois pas!

Je voyais surtout une chose : il se mourait. Je ne le plaignais pas, mais je ressentis pour la première fois un intérêt naturel et aigu pour ce moribond de demain, pour le mystère de la mort.

Un être est assis à côté de moi, il me frôle le genou, il respire, il pense; il parle de tout, comme quelqu'un qui a le pouvoir de juger et de décider; je trouve en lui un appui qui m'est nécessaire, quelque chose de bon et de protecteur. C'est un être d'une complexité inconcevable, le réceptacle d'un tourbillon continuel de pensées; quelle que soit mon attitude envers lui, il est une partie de moi-même, il vit en moi, je pense à lui et son âme se mêle à mon âme. Demain, il disparaîtra tout entier, tout entier, avec tout ce que renferme sa tête et son cœur, avec tout ce que je crois pouvoir lire dans ses beaux yeux. Quand il disparaîtra, un des liens vivants qui me rattachent au monde se brisera; il ne restera que le souvenir, un souvenir précis que rien ne pourra altérer ou effacer. Quand au corps mortel, il va se transformer et disparaître!...

Mais plus haut que les pensées, il y a la Cause des Causes, la Cause première, inaccessible en son essence, qui nous tourmente et nous pousse à crier désespérément : Pourquoi?

— Je crois que je vais bientôt m'aliter, — dit le beau-père, un jour où la pluie tombait. — Quelle stupide faiblesse! Et je n'ai envie de rien...

Le lendemain soir, après le thé, il enleva avec un soin particulier les miettes de pain qui restaient sur la table et sur ses genoux, il paraissait écarter de lui quelque chose d'invisible; la vieille patronne le regarda en dessous et chuchota à sa bru :

— Regarde, il se nettoie, il lisse ses plumes!

Le surlendemain, il ne vint pas travailler; la sœur de grand'-mère me remit une grande enveloppe blanche, en ajoutant :

— Tiens. Une mignonne petite femme l'a apportée hier, vers midi, mais j'ai oublié de te la donner.

L'enveloppe contenait une feuille de papier au timbre de l'hôpital et qui portait ces mots écrits en grosses lettres :

*Si vous avez un moment de liberté, venez me voir. Je suis à l'hôpital Martynof. E. M.*

Le lendemain matin, j'étais à l'hôpital, assis sur le lit du beau-père; il était plus long que le matelas, et ses pieds, en chaussettes grises tirebouchonnées, émergeaient entre les barres du lit. Ses beaux yeux erraient vaguement vers les murs jaunes; ils s'arrêtèrent sur mon visage et sur les petites mains de la jeune fille assise au chevet du malade. Elle avait mis ses mains sur l'oreiller, et contre les doigts, Maximof, la bouche ouverte, se frottait la joue. La jeune fille était vêtue d'une robe noire très simple; des larmes roulaient lentement sur son visage ovale; ses yeux bleus mouillés ne se détachaient pas de la figure émaciée du beau-père, de son grand nez devenu plus aigu, de sa bouche noire.

— Il faudrait un prêtre, — chuchota-t-elle, — et il ne veut pas, il ne comprend rien..

Et, enlevant ses mains de dessus l'oreiller, elle les serra contre sa poitrine comme si elle priait.

Pendant un instant, mon beau-père revint à lui, regarda au plafond, prit un air grave et sembla se rappeler quelque chose, puis il tendit vers moi sa main décharnée :

— Vous? Merci. Voilà, vous voyez... Je me sens... tout drôle...

Fatigué par l'effort, il ferma les yeux; je caressai ses longs doigts glacés aux ongles bleus; la jeune fille demanda à mi-voix :

— Je vous en prie, permettez qu'un prêtre...

Il murmura quelques mots inintelligibles et se tut.

Sa bouche s'ouvrit plus grande et soudain il poussa un cri rauque; il s'agita sur sa couche, rejetant la couverture, cherchant autour de lui; la jeune fille se mit aussi à crier et cacha sa figure dans l'oreiller froissé.

Le beau-père trépassa et son visage s'embellit aussitôt.

Je sortis de l'hôpital en soutenant la jeune fille. Elle chancelait comme une malade et pleurait. Elle tenait un mouchoir pelotonné en boule qu'elle appliquait tour à tour sur ses yeux; elle l'enroulait toujours plus fort et le regardait comme si c'eût été son plus précieux, son dernier trésor.

Soudain elle s'arrêta, se serra contre moi et dit d'un air désolé :

— Il n'a même pas vécu jusqu'à l'hiver... ah! mon Dieu, mon Dieu!...

Elle me tendit une main mouillée par les larmes.

— Au revoir. Il vous aimait beaucoup. On l'enterre demain.

— Puis-je vous accompagner jusque chez vous?

Elle jeta un coup d'œil autour d'elle.

— Pourquoi donc? Il fait encore jour.

Du coin d'une ruelle, je la regardai s'éloigner; elle marchait lentement comme quelqu'un qui n'est pas pressé et que personne n'attend.

C'était au mois d'août, les feuilles des arbres commençaient déjà à tomber...

Je n'eus pas le temps d'accompagner le beau-père au cimetière et je ne revis jamais la jeune fille...

## XVI

Tous les matins, à six heures, je m'en allais au travail, à la Foire. Des gens intéressants m'y attendaient : le charpentier Ossip, travailleur habile et prompt à la réplique; avec ses cheveux gris il ressemblait à saint Nicolas; Efimouchka le couvreur bossu; le maçon Piotre, un homme pensif et pieux qui rappelait aussi un saint; le plâtrier Grigory Chichline, un beau garçon aux yeux bleus, à la barbe dorée, tout rayonnant de bonté.

Je connaissais ces gens depuis ma rentrée chez le dessinateur; le dimanche, ils arrivaient, dignes, graves, avec des paroles agréables qui m'étaient nouvelles. Tous ces robustes gaillards me semblaient alors facilement déchiffrables et foncièrement bons. Chacun d'eux était intéressant à sa manière;

tous se distinguaient avantageusement des bourgeois fripons, méchants et alcooliques du faubourg de Kounavine.

Le plâtrier Chichline me plaisait plus encore que ses compagnons; je demandai même à faire partie de son équipe, mais il me répondit par un refus; il déclara en grattant d'un doigt blanchi son sourcil doré :

— C'est trop tôt pour toi; notre besogne est pénible; attends encore un an ou deux...

Puis, hochant sa belle tête, il demanda :

— Tu n'es pas heureux? Eh bien, ça ne fait rien, domine-toi, prends patience, alors tu supporteras ton sort!

Je ne sais pas ce que ce conseil m'a rapporté de bon, mais je me le rappelle avec gratitude.

Tous ces tâcherons venaient chez mon patron chaque dimanche matin; ils se plaçaient sur les bancs tout autour de la table de la cuisine et, dans l'attente, ils tenaient des discours intéressants. Le patron les recevait avec une gaîté bruyante et serrait leurs robustes mains; on s'asseyait au vestibule. Les factures et les liasses de billets apparaissaient; les hommes étalaient sur la table leurs notes et leurs calepins usés; on établissait les comptes de la semaine.

Tout en plaisantant et en babillant, le patron essayait de les duper, et eux s'efforçaient de le frauder; parfois, ils se querellaient avec colère, mais la plupart du temps, ils riaient amicalement.

— Eh, brave homme, tu es né coquin! — disaient les hommes au patron.

Il répondait avec un petit rire embarrassé :

— Et vous autres, les lapins, vous êtes fripouilles aussi!

— Mais ça ne se peut pas autrement, patron! — avouait Efimouchka, et Piotre ajoutait avec gravité :

— On vit de ce qu'on vole, et ce qu'on gagne, c'est pour Dieu et pour le tzar...

— J'ai moi aussi envie de vivre, — répondait le patron en riant.

Ils l'approuvaient...

Grigory Chichline, appliquant des deux mains sa belle barbe sur sa poitrine, proposait d'une voix chantante :

— Camarades, faisons les affaires proprement, sans trom-

perie. Quand on vit honnêtement, on est si bien, si heureux, n'est-ce pas? Nous sommes tous frères, hein?

Ses yeux bleus se fonçaient, s'attendrissaient et devenaient humides; en ces instants-là, il était d'une beauté, d'une bonté extraordinaires; sa demande semblait troubler tout le monde et chacun détournait la tête avec embarras.

Après quelques réflexions philosophiques, on recommençait à essayer de se filouter les uns les autres; les comptes arrêtés, les hommes lassés et suants s'en allaient au café prendre du thé, et invitaient le patron à les y accompagner.

A la Foire, je devais veiller à ce que ces tâcherons ne dérobassent ni les clous, ni les briques, ni les planches; en plus de sa besogne chez mon patron, chacun d'eux entreprenait différents travaux, et s'efforçait d'enlever sous mon nez quelque chose qui pût servir.

Ils m'avaient accueilli en ami et Chichline avait déclaré :

— Tu te rappelles, tu m'as demandé de te prendre dans mon équipe. Et maintenant regarde où tu as grimpé; tu vas être mon chef, hein?

— Eh bien, eh bien, veille et surveille, et que Dieu te conserve! — plaisanta Ossip.

Piotre murmura avec mécontentement :

— On envoie un jeune blanc-bec pour diriger de vieux rats...

Mes fonctions m'embarrassaient cruellement; j'avais honte vis-à-vis de ces gens; il me semblait que, seuls, ils savaient quelque chose de très beau, très mystérieux, et moi je devais les considérer comme des voleurs et des trompeurs. Les premières journées me furent pénibles; Ossip s'en aperçut bientôt; il me dit en tête à tête :

— Écoute, mon garçon, ne fais pas de zèle, ça ne sert à rien, comprends-tu?

Évidemment, je ne compris pas, mais je sentis que le vieillard voyait la stupidité de ma situation et, très vite, nous nous liâmes d'amitié.

Dans un coin, à l'écart, il me confiait :

— Le plus grand voleur parmi nous, si tu veux le savoir, c'est le maçon Piotre; il est rapace et sa famille est nombreuse. Ne le quitte pas de l'œil, tout lui est bon; il ne dédaigne rien :

une livre de clous, une douzaine de briques, un sac de chaux, tu peux tout lui offrir. Et cependant, c'est un brave homme, un dévot, il a été à l'école, il a des principes, mais il aime à chaparder. Efimouchka, lui, ne vit que pour les femmes, il est paisible; il ne te nuira jamais. Ce n'est pas une bête; les bossus sont tous intelligents. Grigory Chichline est timbré; le bien d'autrui ne le tente point, il donnerait plutôt du sien. Il ne travaille pas mal du tout, chacun peut le duper; lui, il ne pourrait duper personne! Il vit sans réflexion.

— Il est bon?

Ossip me regarda comme de loin et me dit des paroles mémorables :

— Oui, il est bon. Être bon, c'est ce qu'il y a de plus facile pour les paresseux; la bonté, mon garçon, ça ne demande pas d'esprit...

— Et alors, toi?

Ossip sourit et répondit :

— Moi, je suis comme la jeune fille du conte : « Quand je serai grand'mère, je parlerai de moi. » Attends jusqu'alors. Ou bien que ta propre raison découvre ce que je suis; cherche-moi!

Il me semblait que Piotre le maçon était l'homme le plus honnête et le plus loyal. Il parlait de tout en termes brefs et convaincants; sa pensée se portait de préférence sur Dieu, l'enfer et la mort.

— Ah! frères et camarades, on a beau se démener, on peut espérer ce qu'on veut, mais personne n'échappera au linceul et à la tombe!

Il avait constamment des maux de ventre; il arrivait parfois qu'il ne pouvait rien manger; même un minuscule morceau de pain lui causait des souffrances atroces et d'abominables nausées.

Efimouchka, le bossu, me semblait aussi honnête et bon, mais toujours ridicule, parfois benêt, souvent même insensé. Il ne cessait de s'éprendre de toutes sortes de femmes et il parlait de toutes dans les mêmes termes :

— Je te le dis franchement : ce n'est pas une femme, mais une fleur dans de la crème, ma parole!

Quand les alertes filles de Kounavine venaient laver les

planchers dans les boutiques, Efimouchka descendait du toit, se plantait dans un coin et ronronnait, la bouche fendue jusqu'aux oreilles, les yeux mi-clos :

— Eh! quelle solide gaillarde le Seigneur m'a amenée! Quelle joie est descendue jusqu'à moi! Ah! quelle jolie fleur dans de la crème! Comment vais-je remercier le ciel pour un cadeau pareil? Une beauté comme ça me fait vivre et m'incendie!

D'abord les femmes riaient de lui et se criaient l'une à l'autre :

— Regardez donc le bossu qui brûle et se fond! Qu'il est drôle!

Les lazzi ne touchaient point le couvreur; son visage aux pommettes saillantes prenait un air endormi; il parlait comme s'il eût rêvé; ses paroles sucrées coulaient en un torrent capiteux et les femmes s'en enivraient visiblement. A la fin, l'une des plus âgées disait avec étonnement à ses camarades :

— Écoutez donc comme il roucoule, cet homme, un jeune ne ferait pas mieux!

— Il chante comme un oiseau...

— Ou comme un mendiant à la porte de l'église...

Mais Efimouchka ne ressemblait pas un à pauvre; il se tenait ferme comme une souche noueuse; sa voix se faisait toujours plus persuasive et ses paroles plus séductrices; les femmes l'écoutaient en silence. En effet, il semblait se fondre en un discours caressant qui donnait le vertige.

Et l'histoire finissait ainsi : au moment du souper ou après le travail, il hochait sa tête anguleuse et pesante et il disait avec surprise à ses camarades :

— Eh bien, quelle bonne petite femme douce et agréable; c'est la première fois de ma vie que j'en touche une pareille.

En racontant ses bonnes fortunes, Efimouchka ne se vantait pas ni ne se moquait de sa victime, comme les autres le faisaient toujours; il était heureux, reconnaissant et attendri; ses yeux gris s'écarquillaient de surprise.

Ossip hochait la tête et s'exclamait :

— Ah! incorrigible coureur! Quel âge as-tu?

— J'ai quarante-quatre ans! Mais ce n'est rien. Aujourd'hui j'ai rajeuni de cinq ans, je me suis baigné dans de l'eau vive

comme dans une rivière; je suis tout guéri; j'ai le cœur tranquille! Non, quelles femmes il y a par le monde, hein?

Le maçon répliquait sévèrement :

— Quand tu arriveras à la cinquantaine, tu verras, elles te seront amères et salées, tes vilaines habitudes!

— Tu n'as pas de vergogne, Efimouchka, — soupira Grigory Chichline.

Et il me semblait que le beau garçon enviait les succès du bossu.

Chichline était marié, mais sa femme était restée à la campagne et il se mit aussi à regarder les laveuses de planchers. Elles étaient toutes d'abord facile, chacune d'elles « faisait des heures en plus ». Dans ce faubourg miséreux, ce genre de besogne supplémentaire était considéré comme un travail semblable aux autres. Mais le beau paysan ne touchait pas aux femmes; il les regardait de loin avec un regard particulier comme s'il les plaignait ou se plaignait lui-même. Et quand elles commençaient elles-mêmes à coqueter avec lui, à l'enjôler, il s'en allait avec un petit rire embarrassé.

— Ah! vous autres...

— Voyons, nigaud! — le réprimandait Efimouchka. — Peut-on perdre des occasions pareilles!

— Je suis marié! — lui rappelait Chichline.

— Mais est-ce que ta femme le saura?

— La femme le sait toujours quand on a été infidèle, il n'y a pas moyen de la tromper, elle!

— Comment le saura-t-elle?

— Ça, je n'en sais rien, mais elle doit le savoir si elle vit honnêtement elle-même. Et si je vis honnêtement et qu'elle pèche, je le saurai...

— Comment? — crie Efimouchka; mais Chichline répète tranquillement :

— Je l'ignore, mais je le saurai.

Le couvreur exaspéré fait un geste de découragement.

— « J'ignore par quel moyen, mais je le saurai. » Voilà, arrangez-vous! Bûche! Tu n'es qu'une bûche!...

## XVII

En hiver, il n'y avait presque pas de travail à la Foire; en revanche, à la maison, j'étais chargé, comme auparavant, d'une foule de petites besognes : elles absorbaient la journée tout entière, mais je disposais de mes soirées. De nouveau, je lisais à haute voix aux patrons, des romans qui ne me plaisaient pas, publiés dans divers journaux; mes nuits étaient consacrées à la lecture de bons livres et à des essais de versification.

Un dimanche, pendant que les femmes étaient aux vêpres, le patron, un peu souffrant, et resté à la maison, me dit :

— Victor raconte que tu composes des vers, Péchkof, est-ce vrai? Lis-m'en quelques-uns.

Je n'osai refuser; je lus quelques pièces; visiblement, elles ne plurent pas au patron; cependant il m'encouragea :

— Continue, continue! Peut-être deviendras-tu un Pouchkine. As-tu lu Pouchkine?

Peut-on enterrer un lutin?
Peut-on marier une sorcière?

» A son époque, on croyait encore aux lutins; lui, bien sûr, n'y croyait pas, il plaisantait, tout simplement. Oui, oui, mon ami, fit-il d'un ton pensif, tu aurais dû étudier, mais c'est trop tard... Le diable sait comment tu t'en tireras... Cache bien ton cahier; si les femmes s'en mêlent, tu n'auras plus la paix... Elles aiment ça, les femmes, ça les prend au cœur...

Depuis quelque temps, le patron était devenu pensif et moins bruyant; sans cesse il jetait autour de lui des regards craintifs et les coups de sonnette l'effrayaient. Parfois, il s'irritait pour des futilités, invectivait contre tout le monde, s'enfuyait de la maison et rentrait très tard, complètement ivre... On sentait que quelque chose avait troublé sa vie et déchiré son cœur, il gardait son secret et vivait machinalement, sans assurance et sans plaisir.

Le dimanche, depuis le dîner jusqu'à neuf heures, j'allais me promener; le soir, je m'arrêtais dans un café de la rue Iamska. Le patron, un gros homme toujours en sueur, aimait

passionnément le chant; les chantres de presque toutes les églises le savaient et se rassemblaient chez lui; il leur offrait de l'eau-de-vie, du thé, de la bière en récompense de leurs chœurs. Les chantres, presque tous des ivrognes, fort peu intéressants, donnaient du gosier sans entrain, sans goût, uniquement pour payer leur écot. Comme les dévots ivrognes estimaient que le café n'était pas un local convenable pour écouter les hymnes religieux de ces piètres artistes, le patron les invitait à passer dans sa chambre; je n'entendais les mélodies qu'à travers la porte. Fréquemment des amateurs, des artisans, ou paysans, s'unissant aux professionnels, le patron allait lui-même en ville à la recherche des choristes, s'informant des belles voix, aux jours de marché, parmi les campagnards arrivés des environs, et il les conviait chez lui.

Le chanteur du jour s'asseyait toujours près du buffet, devant le fût d'eau-de-vie, sa tête se dessinait sur le fond du tonnelet comme dans un cadre.

Le meilleur chanteur, celui dont le répertoire me plaisait le plus, était le sellier Kléchof, un petit homme maigre, fripé, qui avait une mine de papier mâché, et des mèches de cheveux roux; son nez volumineux et tordu brillait comme celui d'un mort; ses yeux minuscules et endormis étaient immobiles.

Parfois, il les fermait, et sa nuque heurtait le fond du tonnelet; la poitrine bombée, d'une voix de ténor, il commençait avec un débit précipité :

> Eh, depuis que le brouillard est tombé sur
> Les champs dénudés et qu'il a voilé
> Les chemins lointains...

Alors, il se redressait, s'appuyait au buffet, rejetait la tête en arrière, et continuait avec expression, les yeux fixés au plafond :

> Eh, où irai-je. où irai-je,
> Où trouverai-je le large chemin ?

La voix manquait de puissance, mais elle était claire, infatigable; elle dominait le brouhaha confus du café comme une cloche d'argent; les paroles mélancoliques, les appels et les gémissements agissaient fortement sur tous ces hommes;

les ivrognes eux-mêmes devenaient graves, ils contemplaient fixement la table et mon cœur se brisait sous l'influence de cette excellente musique.

Un silence d'église emplit le cabaret, et le chanteur m'apparaît comme un bon prêtre. Il ne prêche pas, mais il prie de toute son âme, pour le genre humain; il pense honnêtement, à haute voix, à toutes les misères de la pauvre vie humaine. De toutes parts, les hommes barbus le regardent; des yeux ingénus clignotent dans des physionomies de brutes; parfois quelqu'un soupire, et ce soupir souligne bien la force victorieuse du chant. En ces moments-là, il me semblait toujours que ces gens avaient vécu d'une vie fatale, factice, et qu'ils connaissaient maintenant la véritable vie.

Dans un coin, je voyais la grosse Lysoukha, une marchande cynique, qui se livrait à la plus grossière débauche; elle écoutait, la tête rentrée dans ses énormes épaules et ses yeux de bête se remplissaient de larmes.

Non loin d'elle, le baryton Mitropolsky, un gaillard chevelu, à l'air sombre, s'était effondré sur la table; des yeux immenses brillaient sur son visage d'ivrogne; il regardait son verre d'eau-de-vie, le prenait, le portait à ses lèvres et le posait de nouveau, sans bruit, avec précaution; il ne pouvait plus boire.

Et tout le monde dans le cabaret paraissait recueilli comme si l'on eût prêté l'oreille à quelque chose de lointain et de très cher.

Lorsque Kléchof, la pièce achevée, se rasseyait modestement, le cabaretier lui servait un verre d'eau-de-vie et disait avec un sourire de satisfaction :

— C'est très bien. Quoique tu chantes moins que tu ne déclames, tu es un artiste. Personne ne pourrait le nier...

Sans se presser, Kléchof vidait son verre, toussotait avec précaution et murmurait :

— Chacun peut chanter, s'il a de la voix, mais personne ne sait aussi bien que moi interpréter le sentiment d'une romance.

— N'exagère rien, ne te vante pas ainsi!

— Celui qui n'a pas de quoi se vanter ne se vante pas! réplique le chanteur, toujours sur le même ton, mais avec plus d'obstination.

— Tu es fier et exalté, Kléchof — s'exclame le cabaretier un peu dépité.

— Je ne m'exalte pas plus haut que mon âme!

Dans le coin, le baryton maussade, Mitropolsky, mugissait :

— Qu'est-ce que vous comprenez au chant de ce vilain ange, pourriture et moisissure que vous êtes!

Il était toujours en désaccord avec tout le monde; il discutait avec chacun, accusait les gens à tort et à travers, et presque tous les dimanches, les chantres l'en punissaient en le rouant de coups.

Le cabaretier aimait les chants de Kléchof, mais il ne pouvait supporter l'homme lui-même. Il médisait de lui à toute occasion, et cherchait visiblement à l'humilier, à le tourner en ridicule; les habitués du lieu et Kléchof s'en apercevaient bien.

— Il est bon chanteur, mais trop susceptible; il faut lui former le caractère, — disait le patron, et ses hôtes de l'approuver :

— C'est vrai, il est orgueilleux!

— Il est fier de sa voix; il oublie qu'elle lui vient de Dieu seul, et enfin, elle n'est pas phénoménale...

Le public complaisant répétait :

— C'est vrai, il a plus de talent que d'organe.

Une fois, alors que le chanteur, fatigué, s'en était allé, le cabaretier suggéra à Lysoukha :

— C'est toi, Lysoukha, qui devrais t'amuser un peu avec lui, le faire marcher... Ça ne te dérangerait pas beaucoup!

— Si j'étais plus jeune! — dit la femme en souriant.

Bouillant et criard, le patron répondit :

— Les jeunes ne savent rien! Tu devrais t'y mettre! J'aimerais à le voir tourner autour de toi! Il faudrait lui faire du chagrin; alors, il chanterait encore mieux, hein! Occupe-toi de lui, Lysoukha, je t'en serai reconnaissant!

Mais elle refusa. Grande et corpulente, les yeux baissés, elle jouait avec les franges de son fichu et répétait d'une voix monotone et paresseuse :

— Non, pour ça, il faut de la jeunesse. Si j'étais plus jeune, eh bien, ça ne m'aurait pas gêné.

Presque toujours, le cabaretier essayait d'enivrer Kléchof,

mais celui-ci, après avoir exécuté deux ou trois morceaux et bu un verre pour chaque chanson, s'enveloppait soigneusement le cou avec une écharpe tricotée, enfonçait sa casquette sur ses oreilles et s'en allait.

Souvent, le cabaretier dénichait d'autres amateurs pour les opposer au sellier; quand celui-ci avait chanté, le patron lui faisait de grands compliments et ajoutait tout excité :

— Ah! à propos, il y a encore une autre belle voix ici, aujourd'hui.

Parfois, le nouveau venu possédait en effet un organe agréable, mais je ne me rappelle pas qu'aucun des concurrents de Kléchof ait jamais chanté avec autant de simplicité et de sentiment que ce petit artiste sans apparence.

— Oui, oui... — murmurait le cabaretier avec quelque regret, — oui, en effet, ce n'est pas mal. L'essentiel, c'est d'avoir de la voix, quant à l'âme...

Le public riait :

— Non, personne ne peut vaincre le sellier, on le voit!

Et Kléchof, examinant l'assistance sous ses sourcils roux et touffus, déclarait d'un ton calme et poli :

— Vous perdez votre temps. Vous ne trouverez jamais de chanteur qui me dépasse, parce que mon talent me vient de Dieu.

— Tout nous vient de Dieu...

— Vous vous ruinerez en invitations, mais vous n'en trouverez pas...

Le cabaretier s'empourprait et murmurait :

— On verra bien, on verra bien...

Et Kléchof insistait :

— De plus, je vous ferai remarquer que le chant n'est pas un combat de coqs...

— Mais je le sais bien! Pourquoi me harcèles-tu?

— Je ne vous harcèle pas, je vous explique seulement que si le chant n'est qu'une distraction, il vient du Malin...

— Finis donc! Chante plutôt!...

— Je ne m'y refuse jamais, même quand je dors, acquiesçait Kléchof. Il toussotait et recommençait à chanter.

Alors, toutes les petitesses, toute la mesquinerie des mots et des intentions, toute la vulgarité de ce cabaret, disparais-

saient comme par un miracle; le souffle d'une vie autre, rêveuse, pure, pleine d'amour et de mélancolie venait rafraîchir l'assistance.

J'enviais cet homme, je lui enviais intensément son talent, sa puissance sur les autres : il usait si merveilleusement de ce pouvoir !

## XVIII

Je vécus pendant trois ans comme « surveillant » dans la ville morte, au milieu des bâtiments déserts; sous mes yeux, en automne, les ouvriers démolissaient les informes boutiques de pierre et ils les reconstruisaient toutes pareilles au printemps.

Le patron veillait avec soin à ce que mon salaire de cinq roubles par mois fût bien gagné. Quand on refaisait le plancher d'une boutique, je devais enlever la terre sur toute la surface et sur une profondeur d'un mètre; les vagabonds prenaient un rouble pour cette besogne; moi, je ne recevais rien; mais, pris par ce labeur, je n'avais pas le temps de surveiller les charpentiers qui dévissaient poignées et serrures et volaient toutes sortes de petites choses.

Les ouvriers et les entrepreneurs s'efforçaient les uns et les autres de me tromper de toutes manières et de dérober ce qu'ils pouvaient, avec un sans-gêne manifeste, comme s'ils obéissaient à une ennuyeuse nécessité; ils ne se fâchaient pas quand je les prenais sur le fait; ils étaient simplement étonnés et disaient :

— Tu t'en donnes du mal pour cinq roubles! Plus que bien d'autres pour vingt! C'est même amusant à voir!

Je prouvais au patron qu'en gagnant un rouble par mon travail, il en perdait dix d'une autre manière; mais il me répliquait avec un clignement :

— C'est bon, fais l'innocent!

Il me soupçonnait d'être le complice des larcins; ce qui m'inspirait du dédain pour lui mais ne me mortifiait nullement. Telle était la coutume : tout le monde volait et mon patron tout le premier.

Lorsqu'il allait, foire terminée, inspecter les boutiques qu'il

était chargé de réparer, et qu'il voyait des objets oubliés, un samovar, de la vaisselle, un tapis, des ciseaux, parfois une caisse ou une pièce de marchandises, il disait avec un sourire :

— Fais une liste des objets et dépose-les à l'entrepôt!

Et de l'entrepôt, il emportait les choses chez lui, en me faisant modifier plusieurs fois l'inventaire...

Je n'éprouvais aucun désir de posséder quoi que ce fût; les livres mêmes m'embarrassaient. Je n'avais rien, sauf un petit volume de Béranger et les poésies de Heine; j'aurais voulu acquérir Pouchkine, mais le seul bouquiniste de la ville, un méchant petit vieux, en voulait beaucoup trop d'argent. Les meubles, les tapis, les miroirs, rien de ce qui encombrait l'appartement du patron ne me plaisait. Les formes massives et lourdes, les odeurs de vernis et de couleur, tout m'irritait. D'ailleurs, les pièces occupées par mes patrons me semblaient hideuses et me rappelaient des malles bourrées de bibelots et superflues. Et j'étais dégoûté de voir qu'on emportait de l'entrepôt des objets appartenant à autrui, pour augmenter encore le nombre des meubles sans destination. Chez la reine Margot, on était à l'étroit aussi, mais au moins, c'était beau!

En général, la vie me semblait décousue et stupide; il y avait en elle trop d'évidente bêtise. Ainsi, nous réparions des boutiques; au printemps, la crue les inondait, disjoignant les planchers et faussant les portes. Quand l'eau se retirerait, les poutres se mettraient à pourrir. D'année en année, depuis dix ans, l'eau submergeait la Foire et endommageait bâtisses et chaussées; ces inondations annuelles causaient de grosses pertes aux gens, et cependant on savait leur retour inévitable.

Chaque printemps, le brise-glace coupait en deux des dizaines de petites embarcations. On poussait des exclamations et l'on construisait de nouveaux bateaux, que le brise-glace anéantissait à nouveau. Quel stupide piétinement sur place!

J'en parle à Ossip, qui s'étonne et rit :

— Ah! petit farfouilleur, à quoi t'accroches-tu? Et qu'est-ce que ça peut te faire, tout ça? Est-ce que ça te regarde, hein?

Mais il ajoutait aussitôt d'un ton plus sérieux, sans pourtant que s'éteignît dans ses yeux bleus, jeunes et clairs, une petite flamme d'ironie :

— Tu as vu juste. Il ne t'en revient aucun avantage, mais cela pourra te servir, plus tard, de bien raisonner. Tiens, il me revient en mémoire une histoire du même genre. Écoute ceci : Des gens disent en se lamentant : nous avons peu de terre, et au printemps, le Volga attaque les rives, emporte la terre et la garde au fond de son lit; le Volga s'ensable, crient d'autres mécontents! Les torrents d'été et les pluies d'été creusent des ravins : c'est encore de la terre qui se perd dans l'eau!

Ossip parlait sans méchanceté et sans pitié non plus, comme s'il était un peu fier de sa supériorité de jugement. Quoique ses réflexions concordassent avec les miennes, il m'était désagréable de les entendre.

— Autre exemple encore... les incendies...

Aucun été ne se passait, je l'avais constaté, sans que le feu éclatât dans les forêts riveraines du Volga; chaque année, en juillet, le ciel se voilait d'une fumée jaune sale; le soleil écarlate perdait ses rayons et ressemblait à un œil malade regardant la terre.

— Les forêts, ça n'a pas d'importance, elles appartiennent aux nobles ou à l'État; le paysan n'en possède pas. Si les villes brûlent, ce n'est pas très grave non plus; les riches les habitent, et je ne saurais les plaindre. Mais les villages, les hameaux! Combien flambent dans un été! Une centaine peut-être! Voilà un malheur!

Je ne buvais pas d'alcool, je ne courais pas les filles; ces deux moyens d'enivrer l'âme étaient remplacés pour moi par les livres, et plus je lisais et plus il me devenait pénible de mener une existence inutile et vide, comme celle de la plupart des gens.

Je venais d'avoir quinze ans et demi, mais parfois, je me sentais homme mûr. Au moral, je m'étais gonflé et alourdi sous l'influence de tout ce que j'avais vu et lu, de toutes mes réflexions. En regardant en moi, je trouvais le réceptacle de mes impressions pareil à un sombre réduit où sont entassées en désordre toutes sortes de choses. Je n'avais ni la force ni la science nécessaire pour m'y reconnaître.

Et, malgré leur abondance, mes fardeaux n'étaient pas bien

assis, ils vacillaient et me faisaient chanceler, comme l'eau ébranle un bassin posé de travers sur une table.

J'avais une antipathie dédaigneuse pour les malheurs, les maladies, les lamentations; quand je voyais des choses cruelles, du sang, des rixes, et même quand j'entendais des outrages, des injures, j'en éprouvais un dégoût organique qui se transformait très vite en une sorte de rage froide et je me battais moi-même comme un fauve; après quoi, j'en étais malade de honte.

Parfois, j'avais un désir si fou de tuer le persécuteur, je me jetais si aveuglément dans la mêlée que maintenant encore, quand je pense à ces accès de désespoir, causés par l'impuissance, j'en éprouve de la stupeur et de l'angoisse.

En moi, il y avait deux êtres : l'un, connaissant trop l'infamie et la fange, en était devenu un peu craintif; écrasé par ce qu'il savait de la cruauté quotidienne, il prenait envers la vie et les gens une attitude de méfiance, de suspicion, mêlée à une pitié inefficace pour les autres et pour soi-même. Cet être-là rêvait d'une existence paisible et solitaire, avec des livres et sans compagnie humaine; il rêvait d'un monastère, d'une guérite de garde-voie, d'une hutte forestière, de la Perse, d'un poste de gardien aux barrières de la ville. Il rêvait de s'écarter de la foule, de s'éloigner du monde...

L'autre, baptisé du Saint-Esprit des livres honnêtes et profonds, constatait la force victorieuse de la cruauté quotidienne, sentait avec quelle facilité elle pouvait lui arracher la tête, lui broyer le cœur avec ses armes fangeuses, et il se défendait, les dents serrées, les poings fermés, prêt à toutes les querelles et à toutes les luttes. Celui-ci aimait et souffrait et, comme il convenait aux vaillants héros des romans français, au troisième signal, il sortait l'épée du fourreau et se mettait en position.

J'avais à cette époque un ennemi acharné, le portier d'une des maisons publiques établies dans la rue Pokrovska. J'avais fait sa connaissance un matin, en allant à la Foire; devant le portail de sa maison, il descendait d'un fiacre une fille ivre-morte; il l'avait saisie par les pieds et la traînait sans ménagement; les jupes de la fille s'étaient retroussées, ses bas tombaient en tire-bouchon et l'homme lui crachait sur le corps,

avec des rires et des exclamations. Aveuglée, fripée, la bouche ouverte, les bras mous et comme déboîtés, la femme glissait du véhicule par soubresauts; son dos, sa nuque et son visage bleui se heurtaient au siège de la voiture puis au marchepied. Enfin, elle tomba sur la chaussée en se frappant la tête sur une pierre.

Le cocher, fouettant son cheval, s'en alla, et le portier s'attela aux pieds de la femme; marchant à reculons, il se mit à la traîner sur le trottoir comme une morte. Affolé de colère, je courus et, par bonheur, je jetai à terre ou je laissai tomber un niveau d'eau, ce qui nous sauva, le portier et moi, d'un gros désagrément. Tombant sur lui en plein élan, je le renversai, je bondis sur le perron et tirai désespérément le bouton de la sonnette; je ne sais quelles gens hirsutes apparurent; je ne parvins pas à leur expliquer ce qui s'était passé; je ramassai mon instrument et je m'en allai.

Au carrefour, le cocher me rejoignit. Me regardant du haut de son siège, il me dit avec approbation :

— Tu l'as bien descendu!

Je lui demandai, non sans indignation, pourquoi il n'était pas intervenu, en voyant la brutalité de ce portier. Dédaigneux et paisible, il me répondit :

— Je m'en fiche! Des messieurs m'ont payé quand ils l'ont mise dans ma voiture; qu'est-ce que ça me fait, qu'on se batte ou non!

— Et si on l'avait tuée?

— C'était possible, des créatures comme ça, on peut les tuer vite!

Il prononça ces mots comme s'il parlait d'après une expérience personnelle.

Depuis ce jour, je voyais le portier presque quotidiennement. Je suivais mon chemin et il balayait le trottoir où était assis sur le perron comme s'il me guettait. J'approchais, il se levait, retroussait ses manches et me prévenait de ses intentions :

— Je vais tout de suite te mettre en pièces!

Il avait dépassé la quarantaine; petit, les jambes torses, le ventre proéminent comme celui d'une femme enceinte, il me regardait d'un air rayonnant et j'étais à la fois étonné et

terrifié de voir que ses yeux étaient pleins de bonté et de gaîté. Il ne savait pas se battre; en outre, ses bras étaient moins longs que les miens; après deux ou trois prises, il lâchait, s'appuyait au dos à la grille et disait avec surprise :

— Eh bien, attends, crapaud!

Rassasié de ces combats, je lui dis une fois :

— Écoute, imbécile, laisse-moi tranquille, s'il te plaît!

— Et pourquoi résistes-tu? — demanda-t-il d'un ton gros de reproches.

Je lui demandai à mon tour pourquoi il avait ainsi maltraité la fille.

— Qu'est-ce que ça peut te faire? Tu en as pitié?

— Oui, bien sûr.

Il se tut un instant, essuya ses lèvres et reprit :

— Et les chats, tu en as pitié aussi?

— Certainement, des chats aussi...

Alors, il me dit :

— Tu es un imbécile et une fripouille. Attends un peu, je te montrerai bien...

Je ne pouvais éviter cette rue; c'était le chemin le plus court. Mais je me levai de meilleure heure pour ne pas rencontrer cet homme; néanmoins, je le revis quelques jours plus tard; assis sur le perron, il caressait un chat cendré, couché sur ses genoux; lorsque je fus à trois pas de lui, il se leva brusquement, prit le chat par les pattes et le frappa de toute sa force sur la borne; du sang aspergea mes vêtements; ensuite le portier lança la bête morte à mes pieds et, se réfugiant sous le guichet de la porte cochère, il me dit :

— Hein!

Je me précipitai sur lui. Comme deux chiens, nous roulâmes dans la cour; après le combat, je m'assis sur les herbes du carrefour dans un indicible désespoir; je me mordais les lèvres pour ne pas hurler. Quand j'évoque cet épisode, je frémis de dégoût torturant et je me demande comment je ne suis pas devenu fou et n'ai tué personne...

Pourquoi raconter ces abominations? Mais pour que vous les connaissiez! Vous aimez les scènes de terreur bien imaginées, bien dépeintes, les horreurs de fantaisie vous secouent agréablement. Mais moi, je sais des choses vraies qui sont réellement

terribles, je connais les horreurs de tous les jours, et j'ai l'indéniable droit de vous faire frissonner en vous les racontant, si toutefois vous vous rappelez encore comment vous vivez et de quoi vous vivez.

Nous vivons tous d'une vie malpropre et infâme, voilà la vérité!

J'aime beaucoup les êtres humains et je voudrais ne chagriner personne, mais on ne peut être sentimental, on ne peut dissimuler les affreuses réalités sous les mots bariolés et menteurs. Ah, la vie! la vie! elle dissout tout ce qu'il y a de bon et d'humain dans nos cœurs et dans nos cerveaux!

## XIX

... Ce qui m'affolait surtout, c'était la manière dont on traitait les femmes. Bourré de romans, je considérais la femme comme ce qu'il y a de mieux et de plus important dans la vie. Mon opinion était confirmée par grand'mère, par ses histoires sur la Sainte Vierge et la bienheureuse Vassilissa, par la malheureuse blanchisseuse Natalia, par ces centaines, ces milliers de regards, de sourires dont j'avais vu les femmes, ces mères de la vie, parer l'existence si pauvre de joies, si indigente d'amour.

La gloire de la femme était chantée délicieusement dans les livres de Tourguénief ou de Heine.

En revenant le soir de la Foire, je m'arrêtais sur la colline, sous les murs du Kremlin, je regardais le soleil se coucher au delà du Volga, les rivières de feu couler dans le ciel, et le fleuve terrestre si aimé devenir pourpre et bleu. Parfois, il me semblait que la terre entière n'était qu'une immense barque de prisonniers, qu'un invisible remorqueur entraînait avec lenteur vers des rivages inconnus.

Plus souvent encore, je pensais à l'immensité du monde, aux pays étrangers où l'on ne vivait pas comme ici. Dans les compositions des écrivains étrangers, la vie était plus propre, plus aimable, moins laborieuse que celle qui bouillonnait, monotone et indolente, autour de moi. Mes inquiétudes en

étaient calmées et je rêvais obstinément à la possibilité d'une existence différente.

Il me semblait toujours que j'allais rencontrer un homme simple et initié qui saurait me conduire à la voie large et nette.

Un soir, comme j'étais assis sur un banc, sous le rempart du Kremlin, mon oncle Jacov se trouva soudain à côté de moi. Je ne l'avais pas vu venir et je ne le reconnus pas d'abord; depuis plusieurs années, nous vivions dans la même ville, et cependant nos rencontres étaient rares, accidentelles et brèves.

— Ah! ce que tu as poussé, — dit-il avec un sourire en me frappant sur l'épaule; et nous nous mîmes à bavarder.

Par les propos de grand'mère, je savais que l'oncle Jacov, ruiné à fond, avait gaspillé son argent en bombances; il obtint une place de second surveillant à la maison d'arrêt où l'on hospitalisait momentanément les condamnés, en route pour la Sibérie, mais ses fonctions prirent fin brusquement. Le surveillant en chef étant tombé malade, l'oncle Jacov organisa chez lui de joyeux festins pour les prisonniers. La chose s'ébruita, mon oncle fut renvoyé et traduit en justice pour avoir laissé ses ouailles « se promener » en ville pendant la nuit. Aucun des prisonniers ne s'était enfui, mais l'un d'eux fut saisi au moment même où il étranglait un diacre. L'enquête dura longtemps, heureusement l'affaire ne passa pas devant le tribunal; prisonniers et geôliers surent tirer le bon oncle de sa fâcheuse situation. Maintenant, il vivait sans travailler, aux dépens de son fils qui était chantre dans le chœur de l'église Roukavichnikof, célèbre à cette époque. L'oncle parlait de son fils, d'une manière bizarre :

— Il est devenu grave et important. Il est soliste. Si je ne lui prépare pas son samovar à temps ou ne lui brosse pas assez vite ses habits, il se fâche! C'est un gaillard ponctuel! Et d'une propreté!

L'oncle avait beaucoup vieilli; il était tout crasseux et bien affaibli. Ses jolies boucles s'étaient clairsemées et les oreilles se décollaient; autour des yeux et sur la peau bleuâtre de ses joues rasées, apparaissait un réseau serré de petites veines rouges. Il parlait d'un ton plaisant, mais l'élocution était un peu gênée, quoique ses dents fussent intactes.

J'étais enchanté de cette occasion de causer avec un homme qui savait vivre gaîment, qui avait beaucoup vu et qui, par conséquent, devait connaître bien des choses. Je me rappelais nettement ses chansons alertes et amusantes et je me remémorais ce que grand-père disait de lui :

— Par ses chants, c'est le roi David, mais par ses œuvres, c'est le maudit Absalon.

Sur le boulevard, devant nous, passait un public bien habillé, dames élégantes, fonctionnaires, officiers. Mon oncle portait un pardessus d'automne tout râpé, une casquette chiffonnée, des souliers rougeâtres et il se pelotonnait sur lui-même, visiblement honteux de son costume. Nous nous dirigeâmes vers un cabaret du ravin Potchaïnsky où nous nous plaçâmes près d'une fenêtre qui ouvrait sur le marché.

— Vous rappelez-vous comme vous nous chantiez :

Un pauvre diable suspend ses chaussettes pour les sécher,
Un autre pauvre diable les lui a volées...

En prononçant les mots de la chanson, je sentis tout à coup et pour la première fois son sens ironique, et il me sembla que mon oncle si gai était en réalité méchant et perspicace.

Mais il me dit d'un ton rêveur, en se versant de l'eau-de-vie :

— Oui, j'ai vécu, je me suis débattu et sans grand effet. Cette chanson n'est pas de moi, mais d'un maître de séminaire. Comment s'appelait-il? Il est mort. J'ai oublié son nom. Nous étions grands amis. Il n'était pas marié, il buvait; un jour d'ivresse, le grand froid l'a tué. Que de gens meurent de trop boire! Je ne puis compter tous ceux que j'ai connus! Toi, as-tu ce défaut? Ne te presse pas, attends encore! Vois-tu souvent le grand-père? Il n'est pas drôle, ce vieux-là! On dirait qu'il perd la tête...

Sous l'influence de l'alcool, il s'animait et se redressait, il rajeunissait et parlait avec aplomb.

Je le questionnai au sujet de son histoire avec les prisonniers.

— Ah! tu sais l'affaire?

Il baissa la voix et reprit après avoir jeté un regard circulaire :

— Eh bien, ces prisonniers! Je ne suis pas leur juge.

C'étaient des gens comme les autres; je leur ai dit : « Frères, vivons en amis, dans la gaîté, » et je leur chantai cette chanson :

La destinée n'est pas une entrave à la joie,
Qu'importe qu'elle nous mette sous le joug?
Nous vivrons uniquement pour le rire;
Imbécile qui vit autrement.

Il se mit à rire, jeta un coup d'œil sur le ravin qui s'assombrissait et dont le fond était occupé par les petites boutiques des marchands en plein vent, et il continua en effilant ses moustaches :

— Bien sûr, ils ont été contents, on s'ennuie tant en prison. Dès que l'appel était fait, ils venaient chez moi; on avait des provisions, de l'eau-de-vie; c'était tantôt moi, tantôt eux qui payaient. Ah! la douce existence! J'aime les chants et la danse et il y avait parmi eux des chanteurs et des danseurs extraordinaires. Quelques-uns d'entre eux étaient à la chaîne; pouvaient-ils danser? Non! Alors je permettais qu'on les leur enlevât. D'ailleurs, habiles comme ils sont, ils savent bien les enlever eux-mêmes, et sans forgerons. Quant à prétendre que je leur permettais d'aller en ville pour voler et piller, c'est une sottise!

Il se tut, regardant les fripiers qui fermaient leurs boutiques dans le fond du ravin; les verrous de bronze claquaient, les serrures rouillées grinçaient, des planches tombaient avec un bruit sourd. Son inspection terminée, il continua à mi-voix :

— S'il faut dire toute la vérité, il y en a bien un qui sortait la nuit, ce n'était pas un forçat, mais un voleur d'ici, de Nijni-Novgorod; il avait une amie tout près de la prison, à la Pétchorka. L'attaque du diacre fut le résultat d'une erreur : le pauvre homme avait été pris pour un marchand. C'était en hiver, la nuit; la neige tombait en tourbillons; tout le monde court en pelisse; va donc distinguer, quand tu es pressé, entre un diacre et un marchand!

La chose me parut divertissante; l'oncle Jacov se mit à rire aussi, et répéta :

— Le diable lui-même s'y serait trompé!

Soudain, la colère le prit, il repoussa l'assiette posée devant

lui et grimaça avec dédain. Allumant une cigarette, il marmotta d'une voix sourde :

— Dans la société, les gens se volent les uns les autres, ensuite ils s'empoignent, ils s'envoient en prison, en Sibérie, au bagne, mais moi, je n'y suis pour rien! Je me fiche de tous. J'ai mon âme à moi!

— Vous aviez pitié des prisonniers?

— On peut les plaindre, il y a dans le nombre des gaillards étonnants! Parfois, je me disais en les regardant : « Je ne suis rien en comparaison de tel ou tel et pourtant je suis son supérieur! » Quels diables intelligents et habiles!...

L'eau-de-vie et les souvenirs l'avaient remis de bonne humeur; accoudé sur l'appui de la fenêtre, agitant un bout de cigarette qu'il tenait entre ses doigts jaunes, il se mit à rappeler ses souvenirs avec animation :

— Je citerai un horloger-graveur, un bossu, qui avait été condamné comme faux-monnayeur et qui a pu prendre la fuite. Si tu l'avais entendu parler! C'était du feu! Un soliste qui chanterait! « Expliquez-moi, disait-il, pourquoi le Trésor peut imprimer des billets et moi non? Expliquez-moi cela? » Nous ne pouvions lui répondre, et j'étais son geôlier. Un autre, un célèbre voleur de Moscou, un petit jeune homme propret et coquet, bien paisible, nous disait poliment : « Je n'accepte pas que des gens travaillent jusqu'à en être abrutis. J'ai passé par là, j'ai travaillé, travaillé, la fatigue me rendait bête, je m'enivrais pour deux sous, je perdais quatre sous aux cartes, je donnais dix sous à une femme pour une caresse; ensuite, j'avais de nouveau le ventre creux et ma bourse était vide. Non, je ne joue plus à ce jeu-là. »

L'oncle Jacov se pencha sur la table, et continua en rougissant, si excité que ses petites oreilles en tremblaient :

— Ce ne sont pas des imbéciles, mon ami, ils raisonnent. Bah! qu'elle aille au diable, toute cette comédie! Comment ai-je vécu? J'ai honte quand j'y pense, j'ai vécu par bribes et par morceaux, en cachette; mon chagrin était à moi et ma gaieté, je la dérobais à autrui! Tantôt c'était le père qui me criait : « Je te défends! » tantôt c'était la femme qui piaillait : « Je t'interdis! » d'autres fois, j'avais peur de moi-même. Ainsi j'ai laissé passer la vie et maintenant je sers de domestique

à mon fils. A quoi bon le cacher? Je suis pourtant obéissant, et lui, il crie comme un grand seigneur. Il dit : « Père » et moi, je traduis : « Laquais ! » Eh quoi, ne suis-je donc né, ne me suis-je tant débattu que pour servir de valet de chambre à mon fils? Et même sans cela, pourquoi ai-je vécu; ai-je eu beaucoup de joies dans mon existence?

J'écoutais distraitement. A contre-cœur, sans attendre de réponse, je dis :

— Moi non plus, je ne sais comment je vis.

Il eut un petit rire.

— Ah!... Qui est-ce qui le sait? Je n'ai jamais vu des gens qui le sachent! Chacun se laisse aller au fil de ses habitudes.

Irrité et mortifié de nouveau, il continua :

— J'avais dans la prison un homme qui venait d'Orel, un condamné pour viol, un danseur extraordinaire; parfois, il amusait tout le monde en chantant la complainte de Vanka :

Vanka marche dans son linceul,
C'est bien simple, cela!
Ah! Vanka, sors donc ton nez
Hors de ton suaire!

» Et je pensais que la chanson n'était pas amusante, mais qu'elle disait la vérité. On a beau se démener, on ne voit pas plus loin que le linceul. Et alors, tout est indifférent, peu importe qu'on ait été le prisonnier ou le geôlier du prisonnier... »

Las de parler, il acheva son eau-de-vie et regarda le flacon vide, à la manière d'un oiseau, en clignant d'un œil, puis il alluma sans mot dire une autre cigarette, dont il envoya la fumée dans ses moustaches.

« Quoi qu'on fasse, quoi qu'on espère, personne ne peut échapper à la tombe ni au suaire », disait souvent Piotre le maçon, qui ne ressemblait pas du tout à mon oncle. Que d'expressions de ce genre je connaissais déjà!

Je n'avais plus envie de questionner mon oncle sur quoi que ce fût. Sa compagnie me rendait triste et il me faisait pitié; je me remémorais les mélodies entraînantes et le son de la guitare filtrant de la joie à travers la douce mélancolie. Je n'avais pas non plus oublié le joyeux Tzigane, et, tout en

regardant la silhouette cassée de l'oncle Jacov, je me demandais involontairement :

« Se rappelle-t-il comme le Tzigane a été écrasé sous une croix? »

Mais je n'avais nulle envie de le questionner à ce sujet.

Je regardai dans le ravin, rempli jusqu'au haut d'une humide pénombre estivale. Une odeur de pommes et de melons en montait. Sur l'étroite route menant à la ville, des réverbères s'allumaient. Tout m'était familier. La sirène du bateau de Rybinsk allait siffler, puis celle du bateau de Perm...

— Tout de même, c'est le moment de partir, — dit mon oncle.

A la porte du cabaret, en me secouant la main, il me conseilla, sur un ton de plaisanterie :

— Ne broie pas de noir; on dirait que tu en broies! Laisse ça! Tu es encore bien jeune! Rappelle-toi une chose : « La destinée n'est pas une entrave à la gaîté! » Eh bien, adieu, il faut que j'aille à Ouspenia!...

Mon oncle s'en alla, me laissant plus perplexe encore que je ne l'étais avant sa rencontre.

Je montai vers la ville, puis je me dirigeai vers les champs. C'était la pleine lune, au ciel flottaient de gros nuages dont les ombres noires effaçaient la mienne sur le sol. Contournant la cité, j'arrivai à l'Otkos, au bord du Volga, je m'y allongeai sur l'herbe poussiéreuse et longtemps je regardai, au delà du fleuve, les prés et la terre immobile. Les ombres des nuages se traînaient lentement au-dessus de l'eau; elles devenaient plus claires sur les forêts et les champs, comme si elles se fussent lavées dans les vagues. Aux alentours, tout était à moitié endormi, tout semblait ne remuer que par une pénible nécessité, à contre-cœur, et non dans un amour ardent du mouvement et de la vie.

Ah! comme je serais charmé de pouvoir frapper cette terre d'un pied léger et donner le signal d'une farandole joyeuse où tous les danseurs épris de la vie, s'aimant les uns les autres, goûteraient le bonheur!

Je me disais :

« Il faut tenter quelque chose, sinon je périrai... »

Aux maussades journées d'automne, quand on ne voit pas

le soleil, quand on ne le devine même pas derrière les nuées et qu'on l'oublie, par ces mauvaises journées, il m'était arrivé bien souvent de m'enfoncer dans la forêt. Je m'égarais, alors je cherchais un sentier; las de ma recherche vaine, je serrais les dents, et je marchais au hasard, tout droit devant moi, à travers fourrés et taillis, ou sur les mottes chancelantes des marais, et je finissais toujours par retrouver mon chemin!

C'est ce que je résolus de faire!

A l'automne de cette même année, je partis pour Kazan, avec le secret espoir d'y trouver peut-être l'occasion de m'instruire [1].

MAXIME GORKI

(Traduction du docteur SERGE PERSKY.)

1. Cette œuvre est protégée selon la convention littéraire internationale. Tous droits réservés.

# L'ALLEMAGNE
# ET SA RESPONSABILITÉ

L'Allemagne, du Kaiser au chancelier, se donne beaucoup de peine pour rejeter sur autrui, ou tout au moins pour partager avec autrui, la responsabilité d'avoir déchaîné la guerre. Elle s'en donnerait moins si elle avait été victorieuse. Son hypocrisie est fille de la défaite. Aux jours où elle escomptait la victoire, elle avait le courage de son opinion. Encore au mois de novembre 1914, après la bataille de la Marne et l'échec de la tentative brusquée sur Paris, alors que déjà les gens prudents commençaient à chercher des coupables en dehors de l'Allemagne, M. Maximilien Harden écrivait dans la *Zukunft* : « Renonçons à nos misérables efforts pour excuser l'action de l'Allemagne, cessons de déverser de méprisables injures sur l'ennemi. Ce n'est pas contre notre volonté que nous nous sommes jetés dans cette aventure gigantesque. Elle ne nous a pas été imposée par surprise. Nous l'avons voulue, nous devions la vouloir. Nous ne comparaissons pas devant le tribunal de l'Europe; nous ne reconnaissons pas semblable juridiction. Notre force créera une loi nouvelle en Europe. C'est l'Allemagne qui frappe. Quand elle aura conquis de nouveaux domaines pour son génie, alors les prêtres de tous les dieux vanteront la guerre bénie... »

Qu'on ne dise pas que M. Max Harden est un enfant perdu de la presse allemande. C'est tout au plus un enfant terrible

qui dédaigne les circonlocutions diplomatiques à l'image de Bismarck, dont la mémoire lui est restée sacrée. La suite de son article exprime à merveille la pensée de tous ses compatriotes : « L'Allemagne ne fait pas cette guerre pour punir des coupables ou pour libérer des peuples opprimés, et se reposer ensuite dans la conscience de sa magnanimité désintéressée. Elle la fait en raison de la conviction immuable que ses œuvres lui donnent droit à plus de place dans le monde et à de plus larges débouchés pour son activité. » M. Max. Harden est aujourd'hui désavoué par ses compatriotes, non pour avoir mal compris ou méconnu leur état d'esprit, mais pour avoir dit trop crûment, alors qu'il convenait de mettre la sourdine vu le malheur des temps, ce que tout le monde continue à penser. Toute l'Allemagne partage son culte pour Bismarck, mais l'Allemagne n'a plus de Bismarck, et c'est pourquoi, momentanément, elle estime que certaines vérités ne sont plus bonnes à dire.

Elle se gênait moins avant la guerre. Les rodomontades du Kaiser étaient applaudies universellement. « Nous sommes le sel de la terre... Notre peuple allemand sera le bloc de granit sur lequel le bon Dieu pourra terminer son œuvre de civilisation du monde... Ils peuvent venir tous, nous sommes prêts!... La poudre sèche et le glaive aiguisé, ne perdons pas notre but, tendons nos forces et bannissons les pessimistes... » Ce florilége impérial ferait des volumes. Même pendant la guerre, alors qu'il eût été séant de baisser le ton, Guillaume continue à claironner. Le Guillaume pacifique et démocrate des *Mémoires* n'était pas encore né. En 1917, au moment des ouvertures de paix, l'empereur disait aux soldats à Mulhouse : « J'ai fait demander à ces gens-là si, oui ou non, ils avaient été suffisamment rossés. S'il leur faut d'autres coups, eh bien, vous les servirez. » Dédié, soit dit en passant, à ceux qui se demandent si l'on aurait pu traiter plus tôt.

Dira-t-on que Guillaume est un impulsif, et que l'opinion ne le suivait qu'avec réserve, inquiétude ou répugnance? Voici comment s'exprime une revue de jeunes, la *Jungdeutschlandspost* (28 janvier 1913), dix-huit mois avant la guerre. « La guerre est la plus haute et la plus sainte expression de l'activité humaine. Nous vivrons un jour cette joyeuse et

grande heure de combat... Oui, ce sera une joyeuse et grande heure que nous avons le droit de désirer secrètement. Le désir avoué de la guerre devient facilement de la vantardise et du cliquetis d'armes ridicule, mais la joie de la guerre et le désir de la voir arriver doivent résider au fond du cœur allemand... » C'est la formule du Kronprinz sur la guerre « fraîche et joyeuse ».

Propos de jeunes gens, diront les sceptiques. Écoutons la *Post*, le grand journal officieux, lu par les officiers et la cour (28 janvier 1912). « Quels sont les hommes qui émergent de l'histoire de la nation, ceux que le peuple allemand chérit le plus? Serait-ce Gœthe, Schiller, Wagner, ou Marx? Oh non! Ce sont Barberousse, le grand Frédéric, Blücher, Moltke, Bismarck, les hommes durs et sanglants. Ceux qui ont sacrifié des milliers de vies inspirent à l'âme du peuple le sentiment le plus doux, l'adoration la plus reconnaissante. Ils ont fait ce que nous devrions faire maintenant. » Et quand la date fatale se rapproche, le même journal met les points sur les i. « Il y a, écrit-il le 24 février 1914, autour de la vie des peuples des antagonismes qui ne se laissent résoudre que par le glaive. Il n'y a pas d'issue diplomatique honorable à la situation actuelle. Présentement l'état des choses nous est favorable. La France n'est pas encore prête pour la guerre. L'Angleterre a des difficultés extérieures et coloniales, la Russie recule devant la lutte parce qu'elle craint la révolution. Faut-il attendre que nos adversaires soient prêts? » Quant au prétexte, ajoutait-elle, « le prétexte est absolument indifférent. Il ne s'agit pas de cela, mais de notre avenir, qui est en jeu. La raison officielle de la guerre n'est jamais qu'une expression de la situation. »

De telles provocations sont-elles l'effet de l'énervement qui régnait en Europe depuis que l'affaire d'Agadir avait brutalement révélé le danger d'une conflagration prochaine? Nullement, car on les retrouve dans les organes les mieux posés bien avant les affaires du Maroc. Les *Grenzboten* en 1896 (n° 48) ne craignaient pas d'écrire : « Si le salut de notre patrie réclame la conquête, la domination, l'écrasement, la destruction de peuples étrangers, nous ne devons pas nous laisser impressionner par des scrupules chrétiens ou humanitaires; il ne faut donc faire aucune opposition aux armements

poussés à l'extrême, à condition toutefois qu'ils finissent par servir, un jour pas trop lointain, aux fins auxquelles ils sont destinés. » Ce n'est plus le rassurant *si vis pacem, para bellum*, il est bien spécifié qu'on doit se préparer à la guerre pour la faire, et « un jour pas trop lointain ». Mais il y a mieux. A la même date (mai 1896), les *Preussische Jahrbücher* publient un article signé du conseiller R. Martin, attaché au ministère des Affaires étrangères. « L'ensemble de la situation, écrit ce personnage officiel et réfléchi, conduit les peuples à la guerre, cette mère puissante de toutes bonnes choses. Le plus grand gain de la conquête de l'Alsace-Lorraine réside pour moi dans le fait que la France ne s'y résignera jamais, que par conséquent l'Allemagne devra rester armée longtemps encore. » Ceux qui se demandent ce qu'est le militarisme et où il fleurit feront bien de méditer cette considération, qui n'a rien de commun avec celles de Montesquieu.

***

A quoi bon multiplier ces citations? L'Allemagne aujourd'hui évite ce terrain de discussion. Elle se place sur celui des arguties. Elle ergote, elle épilogue sur des dates ou des heures de télégrammes, elle essaye de noyer le fond du débat sous un déluge de commentaires à propos du moindre détail. Pourquoi? Parce que le traité de Versailles l'a proclamée responsable de la guerre et responsable des réparations, les deux responsabilités étant implicitement liées. Les Allemands ne sont nullement émus par l'idée qu'ils ont commis le crime de mettre le feu aux poudres après avoir bourré la poudrière, mais simplement touchés par l'espoir d'échapper aux réparations s'ils arrivent à jeter un doute sur leur responsabilité. C'est ce qui donne à leur campagne une allure tortueuse et fausse, bien propre à écarter les dernières sympathies qu'une recherche loyale de la vérité aurait pu leur concilier.

C'est ce côté procédurier et bassement chicanier des plaidoyers conjugués de Guillaume II, du chancelier Wirth et de toute la presse germanique ou germanisante qui afflige les quelques Allemands consciencieux dont le patriotisme éclairé et réfléchi conçoit l'œuvre de réparation comme une œuvre

essentielle pour les deux pays, œuvre de salut pour la France et de régénération pour l'Allemagne. Ils ne sont pas nombreux et ne trouvent pas d'écho. M. Grelling, l'auteur de *J'accuse*, le professeur Foerster, qui réunit aujourd'hui en volume les principaux de ses articles [1], ont été obligés de quitter leur pays et de se réfugier en Suisse, sous peine d'être traités comme Kurt Eisner, Erzberger, Rathenau et tant d'autres qui s'étaient même moins avancés. On les taxe d'antipatriotisme, de trahison, parce qu'ils estiment que la franchise dans l'étude du passé et dans la restauration des ruines entassées est la première condition du relèvement moral et matériel de leur pays. L'heure sonnera-t-elle où ils seront compris? En tout cas, aucun symptôme ne le donne à espérer.

M. Foerster n'est ni un historien, ni un politicien. C'est un moraliste, un philosophe, un éducateur au cœur très haut placé. Son principal ouvrage, *l'École et le Caractère*, qui a été traduit en français, est d'une psychologie très pénétrante et d'une inspiration religieuse qui ne s'affiche pas, mais qui s'affirme à chaque page. Il est l'apologiste de la volonté mise au service du bien. Depuis la guerre, il est hanté par la pensée que l'Allemagne a péché contre le monde et contre elle-même par orgueil, par perversion systématique de la conception du bien et du mal. C'est précisément parce qu'il se pique d'être un bon Allemand, fier du passé de son pays, qu'il ne se résigne pas à la déchéance méritée qu'il a encourue. Il développe en termes émouvants, et éloquents à force de sincérité, cette thèse que l'Allemagne, depuis l'hégémonie de la Prusse, a tourné le dos à son rôle. L'Allemagne a été, durant des siècles, un exemple de ce que pourrait être une Société des nations. Elle formait une fédération très décentralisée et très souple, où chaque petit État féodal gardait sa physionomie. Sans doute, le pouvoir impérial avait plus de prestige que de force et le Saint-Empire était, par sa constitution, condamné à rester faible militairement en face des grandes monarchies absolues installées aux abords ou même à l'intérieur de ses frontières indécises. Mais du moins il avait une signification historique et une valeur morale, il

1. *Mes combats* à l'assaut du militarisme et de l'impérialisme allemand. (Librairie Istria.)

respectait les particularités régionales, il n'entravait en rien le développement des puissantes et originales personnalités qui n'ont pas besoin d'un vaste tremplin pour rayonner sur le monde de l'esprit. L'unité allemande, telle que l'a réalisée la Prusse, à son image et à son profit, n'a pas grandi l'Allemagne spirituelle : il l'a dévoyée et mise au service d'une conception barbare de la force engendrant le droit.

C'est le grand crime, le crime irrémissible de l'Allemagne prussianisée, et, tant que l'Allemagne n'en aura pas conscience, ou se refusera à en avoir la repentance, elle restera dans le monde civilisé une incarnation redoutée de l'esprit d'orgueil et de malfaisance, contre lequel l'instinct de la conservation coalisera tous les peuples libres ou désireux de le devenir. Le partage de la Pologne a été le point de départ de cette ère de fer et de sang, l'annexion de l'Alsace-Lorraine en a été le point culminant et la dernière guerre en devait être l'aboutissement fatal. A ceux qui lui objectent qu'il est vain de revenir sur le passé, qu'il faut passer l'éponge sur le fait accompli et que l'avenir seul importe, M. Foerster répond que l'avenir sort du passé, qu'il en sera la répétition si le passé n'est pas expressément condamné, et qu'un « passé camouflé » ne peut engendrer qu'un présent incorrigible et un avenir relaps.

M. Foerster, on le voit, n'a pas la mentalité prussienne. Il est pourtant né à Berlin, mais d'un père Silésien et d'une mère Frisonne. Il a été « élevé, dit-il, dans l'esprit de la vieille Allemagne d'avant Bismarck ». Les contes de fées, puis les légendes mystiques du moyen âge, enfin les idées généreuses de Gœthe, de Schiller, de Herder ont bercé son enfance et nourri sa jeunesse. Quand il connut l'Allemagne du Sud comme étudiant, il s'y trouva comme dans sa vraie patrie. « Dans la Prusse officielle, dit-il quelque part, je me suis toujours senti comme dans un territoire occupé. » Professeur à l'Université de Vienne, il est choqué de retrouver le caporalisme prussien avec son incompréhension totale du point de vue d'autrui. Dans une cérémonie universitaire en l'honneur de Wagner, où étaient conviés les délégués de tout l'empire austro-hongrois, alors qu'à défaut d'autre chose le moindre tact aurait conseillé d'insister avant tout sur ce qu'il y a d'éternel et

d'humain dans l'art du maître de Bayreuth, il remarque que l'orateur académique ressasse sans miséricorde le lieu commun, agressif en la circonstance, de l'Allemagne supérieure au reste du monde. On ne trouve à chanter devant ces Tchèques, ces Polonais, ces Croates, ces Dalmates, ces Transylvains, ces Bosniaques, ces Hongrois, ces Italiens « irredenti », que le *Deutschland über alles* et la *Wacht am Rhein*! Et personne ne paraît soupçonner l'inconvenance ou la maladresse du procédé. Qu'on s'étonne après cela de l'échec de la tentative faite par l'empereur Charles, en juillet 1917, à la suite d'une entrevue qu'eut avec lui M. Foerster, pour accorder une large autonomie aux peuples non allemands de l'Autriche-Hongrie. Le jeune souverain s'y était prêté, un cabinet où étaient représentés les divers éléments ethniques était déjà formé, quand il fallut renoncer au projet devant la furibonde opposition des nationalistes allemands.

Cette « manière prussienne de traiter les hommes », c'est ce qui a détraqué le cerveau allemand. Aux premières propositions de paix du président Wilson, ces quatorze points auxquels les Allemands depuis lors s'accrochent si gauchement, tout le monde là-bas répondit d'abord par l'ironie. Les sous-marins, les obus à « croix bleue » ou à « croix jaune », c'est-à-dire des obus asphyxiants marqués d'une croix de couleur différente suivant la nature du gaz, — paraissaient plus intéressants. La responsabilité de l'Allemagne et de ses dirigeants, elle est encore moins dans tel ou telle manœuvre de la dernière heure que dans cette longue et systématique intoxication de tout un peuple, auquel de mauvais bergers ont répété — et qui a cru aveuglément — que le patriotisme est « le mépris absolu des sentiments, des droits, des traditions d'autrui ».

Certes il y a des nationalistes ailleurs qu'en Allemagne. M. Fœrster, par concession à ses compatriotes ou par une tendance naturelle à ne pas trop charger son pays, accorde même un peu trop volontiers qu'il y en avait partout, mais il voit bien que nulle part ils n'étaient les maîtres de l'opinion comme en Allemagne. Il y avait, disent les défenseurs de l'Allemagne, un « esprit mauvais » dans le monde. En tout cas, répond M. Foerster, cet « esprit mauvais », nous l'avons incarné plus que per-

sonne. Nous avons fait davantage, nous l'avons glorifié, chanté, systématisé. Nous en avons été le bouillon de culture le plus perfectionné. Et c'est ce qui nous condamne. Même si l'on arrivait à établir, et l'on n'en prend pas le chemin, que telle mobilisation s'est faite quelques heures avant la nôtre, notre responsabilité resterait la même, car nous avons rendu la guerre inévitable par notre façon de provoquer et de brutaliser le monde entier, et c'est là ce qui importe. « Si cet esprit détestable de nos milieux dirigeants n'a pas déchaîné la guerre plus tôt, le mérite n'en revient certes pas à la politique allemande, mais plutôt aux adversaires qui cédaient ou pliaient, et empêchaient ainsi l'explosion. » On ne saura jamais, disait de même un de nos ministres, ce que les gouvernements français ont dû subir durant près de cinquante ans. La démission forcée de M. Delcassé après le coup de Tanger, l'amputation du Congo après le coup d'Agadir, sont les stations les plus connues, mais non les seules, de ce long calvaire. Et cette patience, ces sacrifices de chaque jour en vue de sauvegarder la paix, nous en avons fait preuve jusqu'au bout. C'est l'attitude que conservait la Serbie en acceptant l'ultimatum intentionnellement inacceptable du 23 juillet 1914. Mais cette fois les empires centraux passèrent outre à toute concession. Leur siège était fait. Même la dernière dépêche éplorée du tsar à l'empereur Guillaume reste sans effet : « Je comprends que tu sois obligé de mobiliser, mais je voudrais avoir de toi la même garantie que celle que je t'ai donnée, à savoir que ces mesures ne signifient pas la guerre et que nous poursuivons nos négociations pour le bien de nos deux pays et la paix générale si chère à nos cœurs! Notre longue amitié éprouvée doit, avec l'aide de Dieu, réussir à empêcher ces effusions de sang. J'attends avec confiance une réponse de toi. »

***

M. Fœrster exagère-t-il? Devrait-il tenir compte plus qu'il ne le fait de l'état d'esprit des partis socialistes, qu'on nous dépeignait avant la guerre et qu'on nous dépeint encore parfois comme hostiles au militarisme, à l'impérialisme, à la politique

des provocations et du poing fermé? Il connaît ses compatriotes, il en pense ce qu'en disaient les étudiants allemands à M. François-Poncet (*Ce que pense la jeunesse allemande*), au cours d'une enquête qui précéda de peu la guerre de 1914. « Les socialistes fussent-ils le double de ce qu'ils sont, leur influence resterait égale à zéro. » L'Allemagne en est toujours à la boutade de Bismarck : « Le jour où il y aura trop de socialistes au Reichstag, il suffira d'y faire entrer huit lieutenants de la garde. » Il n'y a plus d'empereur, ni de garde impériale, mais les associations d'anciens officiers, les associations d'étudiants, les sociétés secrètes et toutes-puissantes comme l'organisation « Consul » et autres, ne demandent qu'à en tenir lieu. Nous avions avant la guerre de bons Français qui se flattaient d'être au courant des choses d'Allemagne et qui répétaient à tout venant que la social-démocratie et les syndicats ouvriers ne laisseraient jamais le militarisme prussien déchaîner la guerre. Cette naïveté nous a coûté cher et a failli nous coûter davantage.

M. Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T., a raconté dans *la Bataille Syndicaliste* du 27 septembre 1914 la désillusion dont il fut lui-même victime. Quelques jours avant la guerre, il eut à Bruxelles une entrevue secrète avec Legien, secrétaire général à la C. G. T. allemande, en présence d'un chef syndicaliste belge, M. Mertens. Il lui posa nettement la question précise : « Que comptez-vous faire pour éviter la guerre qui se prépare? Êtes-vous résolus à faire un mouvement? » Et il expliqua que les syndicalistes français étaient prêts à agir de concert avec les camarades allemands et « en même temps » qu'eux. « A la question ainsi posée et posée à plusieurs reprises, le député Legien, constate M. Jouhaux, ne fit aucune réponse. » Le délégué français comprit et se tint pour dit qu'il n'y avait rien à attendre des camarades allemands. « Nous étions, dit-il, en présence d'un pays qui prenait la responsabilité de la guerre. Nous devions donc, et nous l'avons fait, accepter le combat imposé. Et c'est avec la certitude de lutter pour la civilisation que nous avons agi. » Encore faut-il savoir gré à Legien de n'avoir pas leurré les ouvriers français avec de belles promesses qui les auraient mis en branle alors que du côté allemand rien n'aurait bougé.

Comment pouvait-on s'y tromper? Sans aller chercher dans Karl Max la fameuse lettre à Engels du 20 juillet 1870 où il déclare que les « Français ont besoin d'être bâtonnés » (*die Franzosen brauchen Prügel*), il suffisait d'avoir observé l'attitude des social-démocrates dans les congrès internationaux ou dans la presse du parti pour être fixé. Mais les socialistes français en étaient restés au mot de Jaurès : « Notre devoir est d'abord d'affirmer notre foi dans la démocratie allemande » (*Paix et revanche*, 3 décembre 1887). C'était un article de foi, et au moment même où l'Autriche, pendant la guerre des Balkans, mobilisait pour peser sur la Serbie victorieuse au risque de déchaîner une guerre générale, un socialiste suisse, Greulich, déclarait noblement au congrès de Bâle (1912) : « Les quatre millions un quart de voix social-démocrates qui existent dans l'État central du militarisme européen, l'Allemagne, sont une surperbe garantie de la paix des peuples. » Peut-être n'est-il pas inutile de noter que ce Greulich, qui parlait au nom du socialisme suisse, était un Allemand naturalisé. L'Allemagne avait ainsi au sein des partis socialistes étrangers des « observateurs », sinon des « indicateurs ».

Si le socialisme allemand est si discipliné, si crédule à l'égard des gouvernants, si asservi en fait au militarisme qu'il dénonce en paroles, c'est à l'école autant qu'à la caserne qu'en remonte le « mérite », pour parler comme les Allemands. Il n'y a pas de pays où l'enseignement de tous les degrés soit à un tel point au service du patriotisme le moins éclairé. Jamais l'école en Allemagne ne se préoccupe d'autre chose que l'intérêt national le plus exclusif. L'histoire n'est qu'une glorification continue des Germains de tous les temps. L'histoire du peuple allemand est une hagiographie. Le sentiment de l'obéissance aux supérieurs, la crainte du châtiment réservé à qui discute ou cherche à se faire une opinion personnelle sur les sujets interdits sont les seules vertus qu'on s'applique à inculquer au futur soldat. Les corrections corporelles sont en usage en classe comme au régiment. Le maître est infaillible comme plus tard l'officier ou l'empereur. Bebel lui-même, fils de sous-officier, a le pli : « L'empereur, disait-il respectueusement dans un congrès, est au-dessus des partis. » On a proposé bien des définitions du militarisme. La meilleure

est peut-être celle d'un major allemand interwievé avant la guerre par M. Georges Bourdon (*l'Énigme allemande*) : « Tel ou tel pays possède une armée, mais l'Allemagne est une armée qui possède un pays. » Aujourd'hui l'armée allemande se cache, mais elle possède toujours le pays.

C'est elle qui a déclenché et qui conduit « la campagne innocentiste en Allemagne », pour reprendre le titre d'un récent article de M. Grelling (*La Vie des Peuples*, 10 octobre 1922). Le nombre des Ligues, Instituts, Offices de recherches voués à cette tâche colossale décourage les plus intrépides statisticiens. Le but a été clairement fixé. Innocenter l'Allemagne pour lui permettre de se dérober aux réparations, conséquence de sa culpabilité proclamée par le traité de Versailles. C'est l'article 231 qui constate la culpabilité de l'Allemagne, et c'est l'article 232 qui met à sa charge, en l'exemptant du remboursement des frais de guerre, la réparation de tous les dommages causés aux personnes et aux propriétés. Toutefois l'article 232 n'est pas présenté comme le corollaire du précédent, et, dans la note du 13 mai 1919 où M. de Brockdorff-Rantzau proteste contre l'article 231, il le proclame hautement : « L'Allemagne a accepté l'obligation de réparer en vertu de la note du secrétaire d'État Lansing du 8 novembre 1918, indépendamment de toute question de responsabilité de la guerre. » Mais peu importe aujourd'hui. Ayant épuisé tous les arguments, l'Allemagne essaye de se raccrocher à celui-ci, que sa responsabilité pour les réparations est la conséquence de la responsabilité qu'on lui attribue dans la déclaration de la guerre, et que si elle se justifie de celle-ci, elle doit être déchargée de celle-là.

La propagande allemande est un Protée, et ses volte-face n'ont d'autre objet que de déconcerter et de fatiguer l'attention. Celle-ci est un peu grosse, mais ce n'est pas en Allemagne qu'on s'en apercevra. L'esprit critique y est trop oblitéré. Les Allemands tiennent maintenant pour un dogme que le traité de Versailles est faussé dans son principe parce qu'il se fonde sur la culpabilité du gouvernement allemand, et que cette culpabilité elle-même se fonde uniquement sur la publication par Kurt Eisner d'un dossier falsifié. Ce dossier comprend un rapport adressé le 18 juillet 1914 par le chargé

d'affaires bavarois à Berlin, Hans de Schœn, au comte Hertling, plus le résumé de deux conversations téléphoniques, le 31 juillet, entre la légation de Berlin et le ministère des Affaires étrangères à Munich, et enfin un rapport du 4 août du comte Lerchenfeld, ministre de Bavière à Berlin. La publication faite par Kurt Eisner ne fut pas intégrale. Pour abréger, il ne reproduisit intégralement que les passages essentiels. Les passages publiés sont du reste écrasants pour la thèse de l'innocence allemande. M. de Schœn annonçait dans son rapport du 18 que l'Autriche allait faire une démarche auprès du gouvernement serbe — c'est l'ultimatum du 23 — mais qu'on attendait que MM. Poincaré et Viviani fussent partis de Pétersbourg pour qu'il fût plus difficile aux deux puissances alliées de combiner leur action. Il ajoutait que, pour endormir les méfiances, Vienne laissait aller en congé le ministre de la Guerre et le chef d'état-major. Il donnait des indications sur les exigences de la note autrichienne, constatait que la Serbie ne pourrait pas les accepter parce qu'elles étaient incompatibles avec sa dignité d'État indépendant et que la guerre en résulterait nécessairement. Il concluait : « Ici on est parfaitement d'accord pour que l'Autriche profite de l'heure favorable, même au risque de plus grandes complications. » Il ajoutait qu'on encourageait Vienne, qu'on lui avait donné un « blanc-seing » et le conseil d'agir vite « afin de ne pas laisser au gouvernement serbe le temps de pouvoir, sous une pression russo-française possible, offrir de lui-même satisfaction. » On remarquera en passant cette crainte des intentions pacifiques de la France et de la Russie. Elle est complétée par la déclaration du sous-secrétaire d'État Zimmermann : « Aussi bien l'Angleterre que la France, qui en ce moment ne désirent pas la guerre, agiront sur la Russie dans ce sens pacifique. »

Pour étouffer l'écho de cette publication, la propagande allemande cria au faussaire comme si les parties non publiées avaient eu un intérêt capital, et en sens contraire. Il n'en est rien, et si Kurt Eisner ne les a pas publiées, c'est qu'elles lui ont paru insignifiantes et qu'elles le sont en effet. Il y est question d'une « action diplomatique » à laquelle songea l'Allemagne pour « localiser » le conflit. Cette action diplo-

matique, nous l'avons vue se dérouler : elle consistait à demander pour l'Autriche le droit d'écraser en tête-à-tête la Serbie, pour la vassaliser et ruiner du même coup l'influence de la Russie dans les Balkans. Le reste consiste en suppositions sur l'attitude probable des diverses puissances suivant les éventualités. Une publication intégrale ne change donc rien à l'impression produite. Le reproche adressé à Eisner pour ne l'avoir pas faite n'est qu'un moyen de détourner l'attention. Mais, grâce à cette diversion, la masse allemande n'a rien lu du tout et croit, sans y avoir été voir, à une falsification de textes qui n'a pas eu lieu, alors que dans le « Livre Blanc » plus de la moitié des documents sont réellement tronqués ou altérés.

***

Le procédé de Guillaume II dans ses *Tableaux d'Histoire comparée de* 1878 *à l'explosion de la guerre de* 1914 est le même : donner une apparence scientifique et objective d'un ramassis de menus faits, dont les uns sont de simples racontars de journaux, et dont les autres sont considérés arbitrairement comme ayant une signification colossale. Il faut remercier les deux spécialistes [1] qui ont pris la peine de passer au crible ce travail enfantin, qui avait la prétention, dit l'éditeur allemand, de « permettre au lecteur de se former un jugement personnel sur les antécédents historiques de la grande guerre ». On est confondu de voir qu'un personnage aussi auguste ait pu accumuler en si peu de pages tant d'erreurs matérielles à côté de tant d'erreurs de jugement. S'il se gêne si peu, c'est qu'il connaît et escompte la crédulité à toute épreuve de ses féaux sujets.

La seule morale qu'on pourrait légitimement tirer de cette histoire, c'est que le peuple allemand est resté buté dans une obstination de révolte contre la vérité. Il raisonne comme les 93 intellectuels : « Il n'est pas vrai que ... » On lui fait tout « gober » de ce qui flatte sa rancœur. Il croit que l'Allemagne a été attaquée, qu'elle n'a pas été vaincue, que la revanche

1. *Introduction aux Tableaux d'histoire* de Guillaume II, par Charles Appühn et Pierre Renouvin (Costes).

ne saurait lui échapper. On l'amuse avec un soi-disant appareil critique derrière lequel s'abrite toute une organisation savante de « faux patriotiques », et pendant ce temps on le dupe sans même y mettre la moindre forme. M. Grelling en cite un exemple typique. Delbruck, dans une brochure parue d'abord en anglais — *l'Empereur a-t-il voulu la guerre?* — cite les mémoires de Tirpitz où l'amiral se défend d'avoir désiré la guerre et en donne comme raison et comme preuve qu'il ne croyait pas à la victoire. Dans la traduction allemande de cette même brochure, ce n'est plus à Tirpitz, c'est à Guillaume et à Bethmann-Hollweg que ce sentiment pacifique est attribué. On corrige donc, à l'usage du peuple allemand, jusqu'aux documents de la propagande allemande, comme on expurgeait les classiques pour le dauphin, sans que personne proteste, ni écoute ceux qui essayent de démêler l'écheveau des mensonges où la conscience allemande est empêtrée.

Le gouvernement provisoire du chancelier Wirth, faible et à peine toléré par les vrais gouvernants du *Reich*, est sommé de prendre en mains la cause de l'innocence allemande. Même les hommes qui n'appartiennent pas à l'aristocratie militariste et auxquels, le cas échéant, elle ne ménage pas ses dédains, obéissent aux mots d'ordre qu'elle donne. L'ancien ministre Dernburg, un des porte-parole du parti démocrate, un bourgeois qui n'a jamais été admis dans un « corps d'étudiants » « portant couleurs » parle comme un Hellferich : « Tant que la question de la culpabilité ne sera pas résolue dans notre sens, dit-il, il n'y aura pas de paix durable. » Et le jour où la thèse germanique aurait triomphé, la paix serait-elle plus durable? Ce qui est grave, c'est cette persistance dans l'esprit d'orgueil, cette incompréhension systématique du point de vue d'autrui, cette incapacité sélectionnée de comprendre la leçon des événements, que rien n'a pu entamer chez les dirigeants et dont la masse n'a même pas conscience. L'Allemagne, et c'est ce qui préoccupe tous ceux qui la connaissent, est comme le futur Charles X se vantait d'être au retour de l'émigration : elle n'a « rien appris ni rien oublié ».

A. ALBERT-PETIT

# LA PROPRIÉTÉ SCIENTIFIQUE

Le 18 décembre vont se réunir à Paris les sous-commissions de la Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations. On sait que cette Commission a tenu sa première session à Genève au mois d'août dernier, sous la présidence de M. Bergson. Parmi les questions abordées au cours de cette session, et renvoyées aux sous-commissions, il n'en est pas de plus neuve, ni d'un intérêt plus général que celle de la propriété scientifique. Je voudrais indiquer brièvement comment elle se pose et comment, malgré de graves difficultés qu'il serait puéril de dissimuler, on peut espérer la résoudre au moins partiellement.

## I

Il serait trop long de raconter en détail comment la notion de propriété s'est étendue des objets matériels, meubles et immeubles, à des droits d'une nature fort différente de ceux qui se rapportent à ces objets matériels : au droit de reproduire, par exemple, le texte d'un livre ou la photographie d'une œuvre d'art. Attirons cependant l'attention sur le fait que ce droit de reproduction s'étend, dans certains cas, à des reproductions dont la forme n'est pas la même que celle de l'œuvre originale, conçue et exécutée par le propriétaire du droit. Tel est le cas, par exemple, pour la reproduction d'une

statue par la gravure ou la photographie, pour la représentation d'une pièce de théâtre tirée d'un roman. Un exemple peut-être encore plus typique est celui des adaptations cinématographiques d'œuvres littéraires écrites avant l'invention du cinématographe : le sculpteur peut avoir pensé au dessin fait d'après sa statue, ou le romancier à la pièce de théâtre tirée de son roman, mais il serait difficile de soutenir que Victor Hugo a pensé au cinéma en écrivant *les Misérables*.

Une autre forme du droit de propriété est celle que régissent les lois et les conventions internationales sur les brevets d'invention : ces lois sont distinctes de celles qui se rapportent à la propriété littéraire et à la propriété artistique. Signalons toutefois ce trait commun, que l'inventeur d'un dispositif breveté peut avoir des droits sur des applications de ce dispositif qu'il n'avait pas prévues quand il a pris son brevet.

N'est-il pas dès lors naturel de se demander pourquoi un droit de propriété ne serait pas également reconnu au savant qui fait une découverte, même dans le cas où il n'aperçoit pas immédiatement toutes les conséquences pratiques de cette découverte? Par exemple un Œrsted et un Ampère découvrent l'action des courants sur les aimants et en formulent les lois; ces phénomènes sont ensuite utilisés par la télégraphie électrique : les inventeurs scientifiques ne doivent-ils pas avoir une part dans les bénéfices de la découverte industrielle? L'objection principale que l'on peut faire est relative à la difficulté de discriminer la part exacte de chacun dans une découverte scientifique : nous avons nommé Œrsted et Ampère; ne faudrait-il pas mentionner aussi Biot et Savart? Cette objection ne devait pas être dissimulée, mais il ne faut pas en exagérer l'importance : les difficultés pratiques sont souvent très grandes dans l'application de certains droits reconnus par la loi : ces difficultés sont soumises aux tribunaux et ne paraissent pas un argument suffisant pour supprimer de nos codes les dispositions qui concernent, par exemple, les servitudes ou la mitoyenneté. C'est au point de vue de l'équité que l'on doit se placer tout d'abord; la question des modalités d'application, quelle que soit son importance, doit rester au second plan; elle ne passerait au premier que si elle était vraiment insoluble, ce qui n'est tout de même pas le cas. Recherchons donc

tout d'abord comment se présente au point de vue de l'équité le droit de propriété scientifique.

## II

Un rapide aperçu historique ne sera pas inutile pour bien faire comprendre comment la question s'est posée à la Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations.

En mars 1920, s'est constituée à Paris la Confédération des Travailleurs intellectuels (C. T. I.). La C. T. I. française groupe dès à présent plus de 100 Sociétés, Syndicats, Associations, renfermant ensemble près de 200 000 membres. Des C. T. I. sont constituées ou en formation dans de nombreux pays, sur le modèle de la C. T. I. française; un Congrès doit les réunir en avril 1923. L'un des buts principaux de la C. T. I. dès sa fondation a été la défense et l'extension des droits des travailleurs intellectuels sur les productions de leur travail. C'est ainsi que le Bureau de la C. T. I. a été amené à étudier de nombreuses questions relatives aux diverses formes de la propriété intellectuelle : il s'est occupé notamment de la question si importante du droit moral de l'artiste sur son œuvre, de la question du domaine public payant, de la question du *Copyright* américain, de la législation des brevets d'invention. Ce n'est point ici le lieu de résumer les travaux de la C. T. I. sur ces divers sujets, travaux dont les uns se sont déjà traduits par des résultats concrets, ou ont abouti à des projets de loi soumis au Parlement, tandis que d'autres études ne sont pas terminées.Ce qui me paraît en effet plus important que tous les résultats particuliers, bien que je sois loin de mépriser ceux-ci, c'est l'établissement d'une doctrine générale sur les droits du travailleur intellectuel au produit de son travail.

Une telle doctrine ne pouvait résulter que de la confrontation des revendications formulées par les groupements variés de travailleurs intellectuels représentés à la C. T. I. et des discussions qui se sont élevées entre les écrivains, les auteurs dramatiques, les savants, les journalistes, les avocats, les médecins, les ingénieurs, les professeurs qui se retrouvent aux séances

du Bureau et du Comité. De ces discussions n'est pas résultée seulement l'évidence de ce principe, que tout effort créateur du cerveau humain crée un droit, mais, ce qui est plus important, la reconnaissance du fait que les règles juridiques de l'exercice de ce droit peuvent, et par suite doivent être les mêmes pour les catégories diverses de travailleurs intellectuels. Bien entendu, les modalités d'application de ces règles communes sont forcément différentes pour l'écrivain et pour l'ingénieur, pour l'auteur dramatique et pour le sculpteur, pour le savant et pour le musicien, mais les principes sont les mêmes et, comme conséquence, les législations peuvent avoir beaucoup de dispositions communes.

L'idée d'une législation nationale sur la propriété scientifique n'est donc pas née d'une fantaisie individuelle; elle s'est imposée, dès que les études de la C. T. I. ont été poussées assez loin pour que se fût dégagée la conception d'un Code de la propriété intellectuelle; un tel Code serait incomplet, si la propriété scientifique n'y figurait pas, à côté de la propriété littéraire, de la propriété de l'invention industrielle, de la propriété artistique. C'est ainsi qu'ont commencé, il y a plus d'un an, les premiers travaux de la C. T. I., sur l'instigation de ses sections des professions libérales (dont font partie les médecins), des sciences pures et appliquées, des techniciens de l'industrie. Ces travaux seront exposés dans une brochure que préparent, au nom de la C. T. I., le Dr Dalimier et Me Louis Gallié. Retenons simplement ici qu'ils ont abouti au texte d'une proposition de loi précise, dont nous indiquerons tout à l'heure les dispositions principales.

Mais il n'échappait pas à la C. T. I. qu'en pareille matière, une initiative nationale était insuffisante; c'est seulement une entente internationale qui permettra d'aboutir. Toutefois, en attendant la constitution des C. T. I. étrangères et leur réunion en Congrès, la C. T. I. française ne disposait d'aucun moyen d'action direct dans le domaine international; tout ce qu'elle pouvait espérer, c'était attirer indirectement l'attention des législateurs des pays voisins, par la discussion dans la presse ou au Parlement de la proposition de loi préparée; c'était une voie précaire et forcément longue.

L'initiative de la Société des Nations, initiative à laquelle

la C. T. I. n'a pas été étrangère — mais ceci est une autre histoire — a ouvert la voie à des possibilités nouvelles. En créant une Commission de coopération intellectuelle, la Société des Nations a tout d'abord donné aux travailleurs intellectuels du monde entier un témoignage auquel ils ont été sensibles; elle a marqué qu'à côté des organismes internationaux nombreux qui s'occupent des formes diverses de l'activité industrielle ou commerciale des nations, à côté du Bureau international du travail, dont la Charte ne mentionne que le travail manuel, il est décent qu'il existe une Commission qui s'intéresse spécialement au présent et à l'avenir de l'intelligence.

Nous avons eu le privilège de voir désigner, sur les douze membres de la Commission, un Français, M. Henri Bergson, et une Française, d'origine polonaise, Madame Pierre Curie. Notre pays a été ainsi, sauf erreur, le seul à compter deux membres de la Commission; cet honneur imposait à ces membres des devoirs auxquels ils ne se sont pas soustraits. Dès leur désignation, ils ont cherché tous les avis et tous les documents de nature à faciliter leur tâche; ils ont eu, en particulier, des conférences avec le Bureau de la C. T. I. La question de la propriété scientifique s'est trouvée ainsi soulevée à une séance à laquelle assistait M. Henri Bergson, qui fut tout de suite frappé de son importance et décida de la soumettre à la Commission, bien qu'elle ne figurât pas à l'ordre du jour préparé par la Société des Nations. Ce fut la seule question en dehors de l'ordre du jour primitif qui fut retenue par la Commission et renvoyée à une sous-commission. Ce résultat est certainement dû pour une grande part à l'autorité que confèrent à M. Henri Bergson sa renommée universelle et ses qualités éminentes d'orateur; mais il est permis de penser que l'excellence de la cause n'a pas eu moins d'influence sur la décision que la valeur personnelle de son défenseur; on ne diminue pas ainsi la part de M. Henri Bergson, puisque c'est lui qui avait choisi cette cause parce qu'il l'avait jugée la meilleure.

On voit sous quels auspices et avec quelles garanties vont commencer dans quelques jours les travaux de la sous-commission. Ces travaux seront difficiles et longs; ils ne seraient peut-

être pas facilités par des suggestions extérieures, qu'il serait d'ailleurs peu convenable de formuler; mais il n'est pas interdit, en partant de ce que nous pouvons savoir des discussions antérieures de la C. T. I. et de Genève, de chercher à nous rendre compte de ce que pourra être la marche de ces travaux et dans quelle direction on peut espérer aboutir à un résultat, qu'il ne nous appartient pas de préciser.

## III

Dans le domaine de la propriété intellectuelle comme dans beaucoup d'autres, il existe simultanément des lois nationales et des accords internationaux. Ces accords ne supposent nullement l'identité des législations nationales; il suffit que celles-ci aient certains points communs; les difficultés des négociations entre les puissances occidentales et les Soviets proviennent de ce qu'il s'agirait fréquemment de mettre en accord des législations basées sur des principes contradictoires; au contraire, dès que les principes généraux sont les mêmes, les négociations et les accords sont grandement facilités.

Il paraît donc indispensable, avant tout, que la Commission de coopération intellectuelle arrive à formuler le principe même de la propriété scientifique sous une forme qui puisse avoir l'adhésion de l'Assemblée de la Société des Nations et être recommandée par cette Assemblée aux diverses Nations. Je ne me hasarderai pas à émettre un avis sur le point de savoir si l'on doit se borner à une déclaration de principe aussi générale que possible, ou si l'on doit au contraire tâcher de serrer la question de plus près et essayer de faire adopter par l'Assemblée un projet de Convention internationale comprenant des articles assez précis pour fournir la réponse aux objections tirées de la difficulté des modalités d'application.

Chacune des deux méthodes a des avantages et des inconvénients évidents; choisir entre elles, ou en imaginer une troisième, sera l'une des principales tâches de la Commission.

Disons maintenant quelques mots de la législation nationale; ici encore, la Commission devra tout d'abord trancher une question de méthode; se désintéressera-t-elle complè-

tement de ces législations nationales ou soumettra-t-elle à l'Assemblée un projet de loi-type, qu'elle recommanderait aux diverses Nations comme un modèle, susceptible d'ailleurs de modifications profondes pour s'adapter au génie de chaque pays? Contentons-nous, sans aborder cette question, de faire connaître les dispositions essentielles du projet de la C. T. I.

L'article I affirme le droit de propriété de l'auteur d'une découverte; l'article II définit la découverte; l'article III impose la preuve d'une publicité suffisante et spécifie que la publication dans certains périodiques à désigner dispensera de cette preuve; l'article IV protège la reproduction du texte publié de la découverte, lorsque cette reproduction a un but commercial; l'article V spécifie que l'auteur d'une découverte scientifique ne peut en empêcher l'exploitation industrielle, mais a droit à une redevance. En cas de contestation entre le savant et l'inventeur industriel, les tribunaux civils statueront. Les autres articles, relatifs aux dispositions spéciales nécessitées par les lois françaises sur l'exercice de la médecine et de la pharmacie, aux droits conférés à l'État dans l'intérêt public et à diverses questions de procédure, sont importants, mais peut-être moins essentiels que les précédents à l'économie générale du projet; je me permettrai de renvoyer le lecteur que ces questions intéressent à la brochure de la C. T. I., qui paraîtra d'ici un mois; je préfère indiquer rapidement les raisons qui ont motivé certaines dispositions essentielles.

La compétence des tribunaux civils n'étonnera aucun juriste, habitué à voir ces tribunaux trancher, à l'aide parfois d'experts, les questions les plus variées et les plus complexes; certains hommes de science se demanderont peut-être si des corps savants, ou des commissions scientifiques spécialement constituées, ne donneraient pas plus de garanties pour trancher des questions scientifiques; un peu de réflexion suffit à faire apparaître les graves dangers de cette suggestion.

On se rendra compte également des inconvénients qu'il y aurait à indiquer dans la loi une proportion déterminée d'avance entre les droits du savant et ceux de l'inventeur industriel; en une telle matière, il n'y a que des questions d'espèce.

On voit que la sous-commission, puis la Commission ne

manquent pas de besogne; mais on voit aussi que leur tâche, assurément difficile, n'apparaît pas hérissée d'obstacles insurmontables; on peut donc espérer qu'elles pourront présenter, l'été prochain, un projet concret à la Société des Nations. Si elles y arrivent, elles auront bien mérité des savants et de la science.

## IV

La question de la propriété scientifique dépasse, en effet, les limites d'une simple revendication individuelle, en faveur de certains savants; elle domine l'avenir même de l'humanité, si l'on admet que cet avenir dépend pour une grande part des progrès de la science. Il est devenu banal de rappeler l'économie de travail inutile, de souffrances, de maladies, qu'ont apportée aux hommes les progrès scientifiques et industriels réalisés depuis un siècle ou deux. Il n'est pas douteux que la richesse et le bien-être se sont accrus malgré la diminution du nombre des heures de travail demandées à la grande majorité des hommes, des femmes, des enfants, diminution qui entraîne des possibilités autrefois inconnues de développement intellectuel et moral. Tout le monde est donc d'accord pour penser qu'il est hautement désirable que de nouveaux progrès scientifiques et industriels rendent possibles des améliorations nouvelles; il n'est pas paradoxal d'imaginer que, dans un avenir assez prochain, un travail quotidien de trois ou quatre heures suffirait à assurer à chaque travailleur des conditions de vie supérieures à celles qui sont regardées aujourd'hui comme excellentes par la grande majorité des hommes et que, par suite, les jouissances intellectuelles et artistiques qui sont actuellement le privilège d'une élite pourraient être accessibles à tous.

Mais, si l'accord est unanime pour célébrer en termes généraux les bienfaits de la science et pour penser que l'on doit s'efforcer de faciliter par tous les moyens ses progrès, bien peu de gens se rendent compte des conditions indispensables pour que ces nouveaux progrès soient possibles. L'étude la plus superficielle de l'histoire des progrès scientifiques et industriels permet cependant de se rendre compte qu'à

l'origine de toutes les grandes découvertes il y a un effort scientifique désintéressé, accompli par des hommes qui recherchaient la vérité pour sa beauté propre, sans aucune préoccupation utilitaire. Ce sont les travaux des mathématiciens, des astronomes, des physiciens et chimistes de laboratoire, travaux qui n'intéressaient qu'une élite minuscule, qui ont rendu possible la révolution industrielle du XIXe siècle. Si l'on veut donc que des progrès nouveaux soient possibles, il est avant tout indispensable de développer les recherches de science pure : pour cela, il faut des moyens matériels, des laboratoires, mais il faut surtout des hommes. Il est nécessaire qu'une partie importante de l'élite de la jeunesse soit amenée à se consacrer à la science. Pour obtenir ce résultat, deux moyens principaux s'offrent à nous : le premier consiste à agir sur la jeunesse par l'éducation qu'on lui donne; c'est un point dont j'ai déjà parlé ici et sur lequel je ne reviendrai pas aujourd'hui [1]; le second consiste à s'arranger pour que les carrières scientifiques soient convenablement rémunérées afin que les parents préoccupés de l'avenir matériel de leurs enfants ne cherchent pas à les en détourner. La reconnaissance du droit individuel de propriété scientifique peut exercer en ce sens une influence considérable; indépendamment des avantages personnels qu'en pourront retirer certains savants, il arrivera sûrement, dans bien des cas, qu'un savant désintéressé, ayant fait une très grande découverte dont les conséquences industrielles seront considérables, emploiera tout ou partie des droits qui lui seront acquis au profit des laboratoires ou des travailleurs scientifiques. C'est ce qu'ont déjà fait de grands industriels tels que Nobel et Solvay.

L'opinion publique sera ainsi peu à peu préparée à franchir une nouvelle étape et à acquérir la notion de la propriété scientifique collective. La complexité croissante de la science rendra, en effet, de plus en plus, toute grande découverte solidaire de travaux antérieurs sans lesquels elle n'aurait pas été possible; la télégraphie sans fil, par exemple, a été décou-

1. Voir mon article sur l'Enseignement des sciences dans les lycées, *Revue de Paris* du 15 juin 1922. Je profite de cette occasion pour signaler une faute d'impression dans cet article. Page 805, ligne 10, on doit lire *vivifiées* et non *vérifiées*.

verte par Marconi; mais cette découverte supposait, non seulement les travaux de laboratoire de Branly, mais les travaux de physique mathématique de Hertz et de Maxwell, travaux basés eux-mêmes à la fois sur les travaux mathématiques de Cauchy et les travaux expérimentaux de Faraday et d'Ampère, pour ne citer que les noms principaux. On peut donc légitimement prétendre que la collectivité des savants a le droit de revendiquer une part de propriété sur toute application industrielle; sous quelle forme peut s'exercer le plus utilement ce droit, dans l'intérêt des découvertes scientifiques futures, intérêt qui se confond avec l'intérêt général de l'humanité, c'est une question difficile, pour laquelle je n'essaierai pas aujourd'hui de proposer une solution précise, mais que je voudrais soumettre aux réflexions des savants de tous ordres : mathématiciens, physiciens, chimistes, biologistes; je voudrais surtout essayer de convaincre les masses auxquelles appartient le pouvoir politique, et leurs mandataires, qu'en acquittant la dette contractée par la société moderne envers les savants des siècles passés, on ne remplit pas seulement un devoir strict d'équité, mais on fait pour l'avenir le plus merveilleux des placements. Il est scandaleux, en vérité, que les ministres, les corps savants soient réduits à mendier auprès des pouvoirs publics et des particuliers de maigres subsides pour la recherche scientifique, en osant à peine parler de la détresse personnelle des chercheurs et de la difficulté qu'il y a à recruter de nouveaux travailleurs en nombre suffisant, alors qu'il devrait apparaître clairement à chacun que les dépenses destinées à rendre possibles de grandes découvertes scientifiques sont les plus productives de toutes : une société anonyme qui prendrait à sa charge le budget de la science, en le décuplant largement, et à laquelle seraient réservés les bénéfices matériels de toutes les découvertes résultant des travaux suscités par elle, distribuerait au bout de quelques dizaines d'années des dividendes formidables. Bien entendu, en cette matière comme en beaucoup d'autres, c'est un seul succès prestigieux qui compense largement de nombreuses dépenses quasi inutiles. Pour prendre un exemple, en admettant, pour arrondir et exagérer les chiffres, que la section des sciences de l'École

Normale ait coûté un million par an pendant cent ans et n'ait produit que Pasteur, le bénéfice resterait énorme, car, sans parler des souffrances évitées, les vies humaines sauvées par les méthodes pastoriennes ont une valeur commerciale qui dépasse de beaucoup cent millions *par an*; la société anonyme fictive dont nous parlions distribuerait donc plus de 100 p. 100 à ses actionnaires.

On répondra peut-être que le génie d'un Pasteur se révélera toujours, quelles que soient les conditions extérieures; cela est faux; si Pasteur n'avait pas choisi la carrière de chercheur scientifique, il aurait été sûrement un homme remarquable et utile partout où il aurait travaillé, mais il n'aurait pu, faute des connaissances primordiales, faire les découvertes qui ont immortalisé son nom. C'est seulement en dirigeant vers la science plusieurs milliers de jeunes gens intelligents qu'on peut espérer que l'un d'eux sera un Pasteur.

On voit combien de questions peuvent être rattachées à celle de la propriété scientifique; ces questions ne peuvent être abordées toutes à la fois; mais tout résultat précis obtenu pour la propriété scientifique individuelle réalisera déjà un grand progrès sur l'état de choses actuel. Nous devons souhaiter que la Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations obtienne le plus rapidement possible un tel résultat.

ÉMILE BOREL,
*de l'Académie des Sciences.*

# PARMI LES LIVRES

On imagine, quoiqu'il n'en ait rien dit, que M. Edmond Jaloux a emprunté à Ibsen ce titre : *Les Profondeurs de la mer*. Ces mots-là reviennent comme un motif dans le *Canard sauvage*. Et le roman français, comme le drame norvégien, est l'histoire d'une âme vaine et dangereuse.

Le livre est écrit en forme de confession, et dès la vingtième page, le sujet est posé avec une maîtrise élégante et une fermeté subtile. Il n'a fallu à l'auteur que nous montrer son personnage dînant avec des amis, dans un hôtel d'Abbazia.

Depuis seize mois, Claude Lothaire a quitté Paris, et il n'a point dessein d'y revenir. Il avait conquis une gloire rapide par des pièces faciles, *Jean des Entommeures*, *Lancelot du Lac*, *Petrus Borel*.

J'en ai eu honte, dit-il, honte devant les grands morts qui ont bu la lie du calice dans un verre de pauvre, honte devant Joachim Premery, devant Étienne Stouvenot, devant les trois ou quatre écrivains de notre temps qui continuent leur tradition et qui méritent notre respect. J'ai tenté l'impossible, voulu profiter de mon nom pour imposer au public une œuvre philosophique, sans couplets sentimentaux comme *Lancelot du Lac*, sans bouffonneries comme *Petrus Borel*, me surpasser, me renouveler, me plaire enfin à moi-même et, en même temps, séduire les cinq cents lettrés qui, par amour d'une beauté sans alliage, me demeuraient hostiles. Est-ce que cela m'était permis?... J'ai tout perdu; la foule ne m'a pas suivi. Les autres ont souri de mon effort, et mes confrères, qui me guettaient, ont enfin trouvé une occasion de me jeter à terre. Maintenant c'est fait.

Cette œuvre manquée est un *Prométhée*. Comme le titan, le poète a été inégal à son dessein. Les envieux, les chanson-

niers, les journalistes se sont jetés sur lui. Il a quitté Paris, plein de honte et de colère. Il est venu avec sa femme Huguette se réfugier dans cette villa, au bord de l'Adriatique, au pied du Quarnero. Un effondrement si soudain, si total, n'est guère dans nos mœurs. Mais M. Jaloux a voulu montrer, par l'aventure de l'homme, son caractère. Il est dans le destin de Claude Lothaire de poursuivre un rêve qui s'achève en désastre. Il est un raté qui a eu du succès, mais pourtant un raté, de naissance et par constitution. Il n'y a pas d'homme plus dangereux. Sa première femme, la douce Claire, l'amour de toute sa jeunesse, a été torturée, puis abandonnée par lui. Il est maintenant le mari d'Huguette, et Huguette, pour l'amour de qui il a trompé Claire, n'est pas heureuse. De ses deux enfants, l'aîné est mort; le second, Jack, est tuberculeux et traîne dans un lit son adolescence inquiète et sensible. Il n'est pas de pires séducteurs que ces hommes occupés à modeler des rêves, ombres et chimères dont ils font leur plaisir, et qu'ils pétrissent avec la chair vive des innocents : vrais ennemis de la vie, et dont la vie se venge par de sanglants démentis.

J'oubliais que mes rêves ne se sont réalisés que pour mon malheur, que Claire est abandonnée, Huguette, jalouse et solitaire, que René est mort, Jack, malade, que la gloire qui flatte tant les pauvres hommes ne m'a caressé que pour mieux me blesser. J'ai obtenu de la vie tout ce que je lui demandais. Misère, c'est pour mieux savoir de quel prix on paie ses dons!

Ces épreuves n'ont pas rebuté son éternelle avidité. Il lui faut encore l'émotion et le triomphe; seulement, averti, il attend avec angoisse de voir quelle figure hideuse le destin donnera à son nouveau bonheur. Dans sa retraite d'Abbazia, Claude Lothaire travaille à une nouvelle œuvre, qui sera un *Persée*. Il imagine que le héros, vieilli, lassé, ayant usé sa force à tant d'exploits, a perdu l'énergie et l'enthousiasme.

Mais il a vu Andromède et il l'aime, il comprend qu'elle est toute sa jeunesse. Il est persuadé que, s'il délivre Andromède, il retrouvera sa force, le don divin de créer, il comprendra de nouveau la beauté des formes et recommencera de purger ce monde voué à l'injustice.

Rien ne nous fait comprendre aussi exactement que ce

symbole son atroce égoïsme. Il faut à Claude Lothaire une captive à délivrer; une captive avec le monstre qui la garde, et qui la fait séduisante. La défaite du monstre est la catastrophe dans cette aventure; par cette défaite, le rêve se réalise et la douleur naît. Ainsi ce n'est pas Persée qui est le sauveur d'Andromède, c'est Andromède qui est nécessaire à Persée; et elle lui est nécessaire sous sa forme de princesse prisonnière et menacée, pour le goût de sa douleur, et de sa tendre angoisse, philtre qui rend immortel, ambroisie des héros.

Vous pensez bien que cet apologue est une allégorie, et qu'Andromède est prochaine. La même villa qu'habitent les Lothaire est encore habitée par David Grove, perdu dans les songes de l'Inde, et par sa jeune femme Gwendolyn, délicieuse comme son nom. Un nouveau rêve s'est formé, un nouvel espoir a tenté le poète désespéré. Quelle étrange misère de savoir à la fois qu'on n'attend rien de la vie, et de tout lui demander ! Et quel roman à écrire, que celui de ce désabusé que le songe, connu pour tel, abuse pourtant; il conjure l'illusion d'être la réalité; il fonde son destin sur l'impossible, et il le sait, et il n'évite pas ce destin; une force invincible le contraint à croire à ces fantômes, quoiqu'il sache que ce sont des fantômes. Sa raison n'en espère rien, son cœur en souhaite tout. Ce roman tient dans une belle phrase de M. Jaloux. « J'aspirais, comme un adolescent, à toutes les promesses de ce monde, et dans le moment même que ma raison invoquait l'exemple de la sagesse, mon cœur insouciant se saturait d'illusion. »

Au surplus l'auteur lui-même a pris soin de nous avertir que son livre était fondé sur cette inguérissable soif du bonheur. Il a mis en exergue cette parole de Rimbaud : « Le bonheur était ma fatalité, mon remords, mon ver. » Il y a ajouté des paroles plus significatives encore de Madame de Krüdener :

Quel est ce fonds intarissable de bonheur qui se trouve dans l'homme dont le cœur est resté près de la nature..., cet inconcevable enchantement qui ne tient à rien de positif et qui ne peut être banni par le malheur même?

Cet enchantement, Claude Lothaire le ressent :

Il y a en moi une pensée nouvelle plus forte que tant de désastres;

il y a un rêve nouveau qui me cache tous les débris de mes anciens rêves; il y a près de moi une source toute fraîche de bonheur, et je me penche pour y boire, non plus goulûment, en enfant qui a soif, mais lentement, délicatement, comme un homme qui songe que c'est peut-être pour la dernière fois que cette source se découvre à ses yeux.

C'est là ce qu'il appelle aimer Gwendolyn.

Pour la conquérir il a toutes les ressources qu'inspire le désir de plaire. Le mâle a dans la nature infiniment plus de coquetterie que la grise et terne femelle, et cette coquetterie provocante, impérieuse, appuyée, exigeante et vaniteuse, manège ordinaire des hommes, est un des traits permanents de Claude Lothaire. Le besoin de séduire est si fort qu'il le transfigure. Il lui donne les apparences de la bonté, de la tendresse. Malheur à l'infortunée qui se fie à ce fantôme d'amant! Jeanne Issaura, la comédienne qui avait joué son *Potemkine*, a fait l'expérience de cette déception. C'est une fille intelligente et passionnée, un peu folle, et qui, au moment où il l'a connue, voulait se tuer.

Ce fut alors que je m'intéressai à elle, dit-il; elle me parut étrange, séduisante, curieuse, bien qu'elle manquât de culture... Malheureusement, tout ce qu'on jetait dans ce pauvre cerveau était comme du pétrole sur un bûcher; tout enflammait son imagination. Je sortais souvent avec elle, nous nous promenions, nous causions. Elle prit ma douloureuse pitié pour de l'amour et s'exalta. Quand je vis à quel point j'avais été imprudent, j'essayai d'enrayer. C'était trop tard.

Telle est du moins la version donnée par Lothaire lui-même. Il proteste qu'il n'a rien fait pour être aimé de Jeanne, qu'il ne l'a jamais aimée... Et c'est sans doute vrai si l'on s'en tient aux démarches conscientes, aux intentions avouées. Mais n'est-il pas profond en mensonges à lui-même, en contradictions, en prestiges? Son âme est comme l'eau sous la glace, nette à la surface, mouvante en mille tourbillons dans sa profondeur. N'est-ce point dans les mouvements de cette ombre profonde qu'il faut surprendre son secret? Il le confesse à peu près dans un examen plus sincère :

N'avais-je pas tout fait, avoue-t-il, consciemment ou non, pour éveiller son amour? Pouvais-je même affirmer que je n'avais pas été porté vers elle par certains élans qui ressemblaient au désir? Et comment distinguer des ordres de sentiments dans ce vaste flux et reflux d'émotions et de rêves qui nous fait assaut sans répit et nous délaisse?

Qu'il ait manœuvré de façon à se faire aimer, c'est ce que prétend Jeanne elle-même :

Quand on ne peut pas aimer une femme, on ne lui montre pas les sentiments que vous m'avez témoignés. Mais sans doute avez-vous voulu expérimenter sur moi une fois de plus votre affreuse séduction. Je pense que c'est de la même façon que vous avez successivement ensorcelé vos deux femmes; mais elles au moins, vous leur avez donné quelque chose de vous.

Avec une pénétration de femme qui souffre, Jeanne a désigné la vraie cause de son malheur. Les êtres incertains comme Claude, faits de prestiges et de mirages, sont contraints d'éprouver constamment leur propre pouvoir. Imaginez un reflet dans un miroir, et que ce reflet se mette à vivre, et que, doutant de lui-même, effrayé d'être une ombre vaine, il devienne assassin pour s'assurer qu'il vit. Cette volupté de séduire, qui est le besoin vital de Lothaire, est cruelle et se délecte du goût exquis de la souffrance infligée à un être innocent, tendre et joli. « Comme un épervier qui, en déroulant avec lenteur les cercles de son vol plané, guette le passereau sur lequel il va fondre, l'amoureux, atteint d'une inconsciente cruauté, surveille sans repos le visage de celle qu'il a élue et y cherche les signes avant-coureurs de la grande tempête. Une rougeur, une palpitation plus hâtive du sein, c'est la nourriture qu'il jette à son cœur affamé d'émotion. Rien ne le saurait apaiser que de voir souffrir à son tour la femme dont il souffre, ou le plus souvent dont il s'imagine souffrir. » Aussi l'auteur, pour dispenser le plaisir à son héros, fait-il de Gwendolyn une âme transparente, dont pas une souffrance n'est perdue.

Tel est Claude Lothaire. Pour tout compliquer encore, sa mémoire, aussi inconstante que lui, déforme sans cesse les images du passé; sa rêverie inquiète déforme l'image du présent. Il est dupe de ses propres prestiges; ou plutôt il n'est rien, en dehors de ses prestiges. C'est un enchanteur, qui se crée lui-même à tous moments. Tous les axes de référence auxquels nous rapportons nos jugements sont pour lui mobiles comme des ombres, ou comme des flammes. Rien n'est certain en lui, et son amour passe à tout moment à la haine. Il est d'autant plus dangereux qu'il croit ce qu'il imagine et il se

fie à ses rêves passionnés. « Rien au monde ne m'intéresse, Gwendolyn, rien, rien, sauf vous! Vous entendez bien : sauf vous! Tout m'est égal, tout me fatigue, tout m'irrite, sauf vous. » Il parle ainsi et il est sincère. Mais Gwendolyn, qui est sincère, scrupuleuse et pure, ne s'y trompe pas. Elle s'irrite de ses compliments, et le compare à un commis de comptoir qui vous montre une paire de gants et qui s'imagine qu'on n'en verra pas les défauts, s'il vous dit des choses sur vos mains. Elle surprend ses mensonges. « Oh! comme je déteste vos défauts! dit-elle. Vous êtes incapable de sincérité. » Il est peut-être aussi incapable de mensonge. Et elle a beau démêler ses maléfices et les haïr; elle y est prise comme les autres. Elle l'aime.

Mais la vie se venge des fantasmagories de cet enchanteur de second ordre. Il est puni dans son art même, qu'il a mêlé de mensonge et qui lui est apparu tout à coup déjà effrité et prêt à se rompre. « Je dus reconnaître mes ruses, ma fourberie; j'avais avili mes plus beaux dons, remplacé le comique par la farce, le lyrisme, par une rhétorique captieuse. » En échange, il a eu la notoriété, cette ombre de la gloire. Cette ombre même lui a échappé, comme toute chose. Cette âme de désir et de mensonge est un principe de douleur et de mort. Jeanne Issaura va se tuer, et Gwendolyn périra dans une tempête. Cette mort reste assez mystérieuse. La malheureuse Gwendolyn est enveloppée de trois influences funestes : celle de Lothaire, qui flétrit et qui tue; celle de Jeanne Issaura, qui la hait et qui a peut-être le pouvoir de la frapper à distance de quelque maléfice; enfin l'influence de son propre mari, qui est un sage désabusé, instruit des doctrines de l'Inde, et qui croit à la purification par l'épreuve. Quelle est l'action de ces pouvoirs occultes? M. Jaloux l'indique discrètement et il est difficile de la définir. Peut-être tout l'univers n'est-il que magie, et peut-être Gwendolyn, sous le triple faisceau du mensonge, de la sagesse et de la haine, est-elle prise dans un tourbillon.

Funeste à tous et à lui-même, compagnon des fantômes, meurtriers des vivants, ce Claude Lothaire est pourtant plus digne de pitié que de haine. Il est lui-même une espèce de rêve, fait de désir et d'ennui, et prêt à se dissoudre. S'il

ment sans cesse, c'est pour protéger sa fragile existence. A cet être inconsistant, il faut une arme aussi vaine que lui, et c'est pourquoi l'auteur lui a donné le mensonge. Il se défend par les illusions qu'il crée. Mais au fond il n'est rien que l'assemblage éphémère de ces illusions. A la fin du livre, sa femme Huguette dit à son fils Jack : « Il n'y a pas un homme en lui, il y en a dix : on ne sait jamais auquel on a affaire. » Et l'auteur laisse entrevoir le seul avenir qui soit réservé à son héros, et qui soit conforme à sa nature : c'est d'être transformé en légende.

Au fond, ce Claude Lothaire ressemble beaucoup au dilettante inquiet qui était, il y a une trentaine d'années, le principal héros du roman français. Cette régression vers les songes et les soucis de la génération qui a précédé la nôtre, et pour employer le mot des géologues, cette récurrence qui nous ramène aux environs de 1890, est un phénomène tout à fait singulier, mais qui ne paraît pas contestable. On a pu l'observer en lisant les manuscrits envoyés par les concurrents au prix Balzac. Deux d'entre eux, au moins, portaient ce signe. Dans la *Conquête de l'Idéal*, le personnage avait un goût romantique de la souffrance. Dans *Aimée*, de Jacques Rivière, il était atteint d'une vraie maladie morale, qui était, au moment de saisir l'objet convoité, l'impossibilité de l'appréhender. Ce qui est plus singulier encore, c'est que cette rétraction, ce refus instinctif aux choses qu'on souhaite, a, si je ne me trompe, une sorte de correspondance dans le monde physique; cette interdiction de saisir l'objet vers lequel on tend le bras, ce mouvement trop court qui ne l'atteint pas ou trop long qui le renverse, n'est-ce pas ce que les médecins appellent l'athétose?

***

Après avoir publié *les Profondeurs de la mer*, M. Jaloux nous a donné, il y a quelques semaines seulement, une très jolie nouvelle, *les Barricades mystérieuses*. Il fait cette fois le portrait d'une femme. A vrai dire, cette jeune fille. Wanda de Vionayves, est seulement entrevue. Deux hommes, Martial et Guy, deux amis, l'aiment tour à tour. Elle se fiance

à l'un, se dégoûte mystérieusement de lui, s'offre à son ami, et après de nouvelles fiançailles, est lasse du second comme du premier. Il devient importun à son tour.

Un jour, lui dit-elle, je me suis aperçue brusquement que je m'ennuyais dans votre société, comme je m'étais ennuyé avec Martial, et alors mon supplice a recommencé... J'avais hâte que vous me quittiez. Après, il me semblait être débarrassée d'un grand poids, d'une intolérable contrainte. Je vous ai caché la vérité tant que j'ai pu, j'ai fait des efforts surhumains pour continuer à vous jouer la comédie. Un jour, je n'ai plus pu y tenir... *Il y a en moi je ne sais quelle mystérieuse barrière qui m'empêche d'atteindre le bonheur.*

Nous voilà revenus au thème que nous connaissons. Ces barrières secrètes élevées devant le bonheur ne sont pas précisément décrites, mais évoquées. Wanda joue au piano une pièce de Couperin, *les Barricades mystérieuses*, qui en est la figure :

Ces phrases perfides et mélancoliques qui reviennent sans cesse sur elles-mêmes, ces appoggiatures, qui vous donnent un tel sentiment d'irréalisé, ces résolutions capricieuses, qui ne résolvent rien, et qui, de leur nœud gracile, laissent aussitôt se dérouler de nouvelles guirlandes de sons cristallins, cette mollesse et ces désirs presque galants et presque funèbres, tout cela m'enveloppait et m'engourdissait.

Le passage, que j'abrège, a beaucoup de grâce, et tout le livre est de la sensibilité la plus fine. Cette finesse jointe à l'analyse et à l'art du récit font à ces livres un caractère d'une vérité subtile, caressante et douloureuse.

***

Un récit court, simplement écrit, qui ait l'air de la vie; un crayon, où quelques accents font la ressemblance; point d'explication, ni d'analyse, mais des aspects si vrais que le lecteur, collaborant à l'ouvrage, a le sentiment d'avoir connu les personnages : c'est là un type de roman qui est au goût du jour; et tel est le *Silbermann* de M. Jacques de Lacretelle.

Ce livre n'est guère qu'un portrait; mais ce portrait d'un petit Juif dans un lycée est d'une justesse si frappante qu'on ne l'oublie plus. On dirait que tout ce qu'on a vu de semblable vient se fixer sur l'esquisse tracée par l'auteur, et l'animer.

On aperçoit d'abord Silbermann, le jour de la rentrée, dans la classe de troisième.

Il était petit et d'extérieur chétif. Sa figure... était très formée, mais assez laide, avec des pommettes saillantes et un menton aigu. Le teint était pâle, tirant sur le jaune; les yeux et les sourcils étaient noirs, les lèvres charnues et d'une couleur fraîche. Ses gestes étaient très vifs et captivaient l'attention. Lorsque, avec une mimique que l'on ne pouvait s'empêcher de suivre, il s'adressait à ses voisins, ses pupilles semblaient sauter sur l'un et puis sur l'autre. L'ensemble éveillait l'idée d'une précocité étrange; il me fit songer aux petits prodiges qui exécutent des tours dans les cirques. J'eus peine à détacher de lui mon regard.

La structure du livre est fort simple. C'est l'histoire, racontée en manière de souvenirs par un de ceux, qui furent au lycée avec ce David Silbermann, de l'amitié qu'il avait nouée avec lui. Et tout à coup l'intrigue se noue tragiquement. Le père de Silbermann, qui est antiquaire, est accusé de vol; et c'est le père de son ami qui est chargé d'instruire l'affaire. Mais ces épisodes ne servent guère qu'à animer le livre. Le vrai sujet, autant qu'il me semble, est le portrait du petit Juif. Ce portrait est partout dans l'ouvrage. A chaque page, un trait nouveau est tracé; le caractère se révèle, comme il ferait dans la vie, par aspects successifs. C'est d'abord l'intelligence très vive de Silbermann, sa mémoire, sa culture précoce. Les autres enfants ânonnent leurs leçons; celui-ci, au contraire, récite Racine et le comprend. Il comprend tout d'ailleurs d'une façon sans doute superficielle et en empruntant des idées. Mais, en même temps, il a l'esprit de libre examen et de critique. Il porte des jugements tranchants et absolus. Dès qu'il est affranchi de l'humilité et de la prudence, il devient insinuant, encombrant, indiscret. Il attire son ami avec ténacité; invité à son tour, il est suffisant et insupportable. Devant la persécution qui ne tarde guère à s'organiser, il montre un singulier mélange de peur et de bravoure. Frappé, meurtri, foulé, il ne s'avoue jamais vaincu; un sarcasme, une bravade nouvelle qu'il ne se tient pas de lancer, raniment la lutte.

C'était du courage, si l'on veut; c'était surtout l'espoir de vaincre, soufflé par un âpre orgueil; c'était l'ambition, plus tenace qu'aucun sentiment, de prouver sa supériorité. Alors la bataille se rallumait. De nouveau on s'élançait vers lui. Et je le voyais à terre, se débattre encore, comme le tronçon d'un ver remue sous le talon. Je lui démontrais doucement ensuite, par un petit sermon, combien sa tactique

était maladroite. Et il me répondait d'une voix rauque, avec une flamme dans le regard : « Que veux-tu! nous autres, plus on nous opprime, plus nous nous redressons. »

D'origine étrangère, il a la passion de la France. Il est assez intelligent pour pénétrer même son passé, et il révèle à son ami le sens et le détail d'une cathédrale. En même temps, il ne renie pas Israël. Dans sa bibliothèque (ce fils d'antiquaire sait déjà acheter les livres et il a acquis à bon compte des éditions anciennes), il a caché au second rang, des journaux qui s'appellent *La Sion future.* Il a hérité de sa race le goût de la justice et le rêve de la cité future, où les hommes seront heureux. Être Juif et Français, voilà son ambition et la plus belle combinaison humaine qu'il imagine. Il faut une persécution acharnée pour qu'il se sente redevenir étranger. Il prend conscience de la différence des races et il part pour l'Amérique où il va faire de l'argent. — A ce moment, par une ironie du sort, son père est mis hors de cause, quoiqu'il soit certainement coupable, par le magistrat intègre, père du narrateur. Ce magistrat n'est pas insensible aux influences politiques. L'avancement est le prix qu'il reçoit de cette complaisance. Tout au long du livre, l'auteur a ainsi dessiné, comme un contre-motif, auprès du portrait du Juif, le portrait du Pharisien baptisé.

Le livre est excellent par la fermeté du trait et la ressemblance. Il a obtenu le plus juste succès. Il serait fâcheux que ce succès, un peu prodigué par le public à des ouvrages qui sont de courtes nouvelles, détournât les auteurs d'ordonner de plus vastes compositions. Cet art de la nouvelle a le mérite d'être le plus sincère et le plus franc. Il a suffi à la gloire de très grands écrivains. Mais on ne voit pas sans inquiétude une race entière se dégoûter des longs efforts. Cependant dans sa brièveté, ce petit livre est extrêmement bien composé. L'art de composer dramatiquement un roman est à ce point perdu, que nous n'avons pour ainsi dire jamais l'occasion de l'étudier. Ici au contraire, l'auteur a mis dans une composition restreinte tant d'intelligence, d'habileté et de goût, qu'on peut l'attendre à de plus grands ouvrages.

HENRY BIDOU

# TABLEAUX DE PARIS

Marcel Proust. — Le catafalque d'un ami de notre jeunesse évoque tant de visions qui étaient à deux, communes, que le voisinage en est d'une horrible douceur. Les souvenirs, on ne sera plus qu'un seul à les porter... Et, comme si « le temps perdu » avait une puissance évocatrice singulière, ces souvenirs reviennent à l'esprit avec une violence renouvelée, une force accrue; on dirait que la mémoire s'est subitement enrichie de tout ce qui pourrait s'effacer de l'ami parti.

Cette matinée de novembre, d'abord ensoleillée, tandis que la maîtrise de Saint-Pierre-de-Chaillot entonne ses *requiem*, ce n'est pas le Marcel Proust de la grande notoriété, celui de la gloire littéraire que nous pleurons, celui des dernières années, pendant lesquelles tant d'admirateurs lui étaient venus, et d'amis, qu'il ne voyait jamais, ou n'avait jamais vus.

Nous avons tous éprouvé, vers la dix-septième ou dix-huitième année, ce sentiment flatteur d'un aîné qui se plaît à découvrir et à encourager nos qualités, qui nous guide instinctivement vers des buts qui sont les nôtres, mais que notre ignorance nous empêche de discerner... Cet ami qui prône de premiers essais presque informes, hélas! les corrige, les lit avec autant d'intérêt que s'ils étaient d'un maître, donne des indications précieuses et nous prône auprès de ces hommes arrivés qui semblent inaccessibles...

De pareils souvenirs sont parmi les plus doux que la mémoire

puisse s'en aller raviver, par la suite, dans le cerveau. Ils se mêlent à toutes sortes de sensations qui étaient neuves alors, fournies par les saisons, les heures, les coutumes mêmes et dont le retour, chaque année, ne se détachera pour ainsi dire jamais d'eux.

Marcel Proust, quand je le connus, habitait avec ses parents, boulevard Malesherbes, tout à côté de la Madeleine, au premier étage, un appartement dont la plupart des fenêtres donnaient sur la rue de Surène. Il offrait, dans sa jeunesse, l'image de l'intelligence gaspillée, perdue, jetée à tous vents, de la mondanité la plus avertie, la plus dispersée, la plus sélectionnée aussi, dans laquelle il évoluait avec ce flair admirable de l'homme doué qui dépiste ce qui est de mauvaise qualité, où qu'il le rencontre. Alors, il se levait tard, déjà, pour déjeuner seul, après ses parents, sous les regards de sa mère qui l'adorait; puis il traînait en buvant son café, un long crochet en nickel à la main, car il remettait l'opération de boutonner ses bottines jusqu'à l'instant de franchir la porte... Plus tard, il déjeuna dans son lit et ne se levait plus qu'à deux ou trois heures de l'après-midi. Mais il avait lu tous les journaux, plusieurs livres nouveaux, reçu un nombre considérable de lettres, auxquelles il avait répondu, au courant de la plume, d'une longue et fine écriture, qui brûlait la largeur du papier dans les deux sens.

La correspondance tenait, et tint jusqu'à la fin, une place prépondérante dans l'existence de Marcel Proust, et l'on ferait cent volumes de ses lettres, s'il était jamais possible de les réunir. Jamais personne n'employa tant de commissionnaires, de valets, de cochers de fiacre et de chauffeurs, de chasseurs, de grooms à porter des lettres. Il en écrivait même en manière de dédicaces, sur les premières pages de ses volumes et en promenait toujours une ou plusieurs dans ses poches, très avant dans la nuit, qu'il finissait par faire remettre à domicile, ou jeter à la boîte à l'instant de rentrer. Parfois, il les portait lui-même, réveillant très poliment et avec toutes sortes d'excuses, les concierges à deux heures du matin, car il en était arrivé bientôt, surtout après la mort de son père, le docteur Proust, puis de sa mère, à ne plus se lever qu'à l'heure du dîner, ou plus tard même, et ceux qui le

rencontraient chez Larue, vers minuit et s'imaginaient le voir souper, assistaient en réalité à son premier repas.

Le monde qui l'attirait, dans ses sphères les plus filtrées, ne le détournait pas, cependant, de son goût pour les lettres et pour les artistes. Il donna très jeune, des dîners auxquels figuraient M. Anatole France dans tout l'éclat de sa gloire et la comtesse de Noailles encore inconnue du grand public et qui préludait à *l'Ombre des Jours*... Un soir, mademoiselle Cora Laparcerie, qui venait de débuter à l'Odéon, et à laquelle, alors, les poètes composaient une suite enthousiate, vint y lire des poèmes. D'autres soirs, Robert de Montesquiou faisait lecture de son prochain volume. L'assistance était, faut-il le dire, des plus élégantes et le jeune homme en dispensait les honneurs avec une grâce infinie... Son portrait, par M. Jacques Blanche, était accroché dans le salon, sur une fausse porte... Une orchidée à la boutonnière, l'ample cravate de soie molle des dandies du moment, le regard à la fois brillant et voilé, tel était le Marcel Proust d'alors, dont ses amis déploraient qu'il ne travaillât point et que les indifférents, qui l'apercevaient de loin, accusaient sans discernement de snobisme.

Sa voix était d'une grande douceur. Elle achevait la séduction des yeux brillants aux paupières lourdes, des yeux qui voyaient tout et se voilaient, comme pour s'excuser d'être trop perspicaces; des yeux qui, alors, semblaient dire : « Rassurez-vous, pour vous, je serais incapable d'être cruel. » Il semblait las, un cerne mauve environnait les yeux, les cheveux noirs étaient épais et souvent trop longs, car c'était une préoccupation chronique, et toujours asservie aux douze heures de retard qu'il traînait dans la vie, de se rendre chez un coiffeur, ou, l'ayant fait venir à domicile, de trouver le temps de se confier à lui.

Son regard exprimait la nostalgie et nul dans un salon ne pouvait dire si ce n'était d'être complètement ailleurs ou bien de ne pouvoir se multiplier dans tous les groupes à la fois. Il avait *vu*, dès la première porte, tous les assistants, comme s'il eût été averti par un flair particulier, beaucoup plus que par les yeux. Il arrivait constamment après que de nombreux invités étaient partis déjà. Son teint blême, qui lui donnait, sous ses épais cheveux noirs, des airs de personnage

du Greco en habit noir, le désignait rapidement à la curiosité. Son apparition, qui devenait de plus en plus rare, faisait sensation, car le monde semble condamner lui-même la médiocrité de ses assidus par les fêtes dont il environne ceux qui, donnant un prix à leur présence, choisissent longtemps parmi les invitations et se font beaucoup désirer.

Aussitôt paru, Marcel Proust savait s'asseoir auprès de l'une des personnes les plus marquantes et s'y maintenir par l'agrément incomparable d'une conversation, dans laquelle la banalité des propos mondains s'illuminait de tout ce que son intelligence, sa mémoire, son goût passionné pour le détail de la vie y ajoutait et c'est avec son sourire amusé et las, qu'il prodiguait les définitions les plus aiguës des personnes qui s'offraient à sa verve.

Il imitait à ravir, levant les bras de chaque côté du corps, comme pour faciliter l'exaltation. Robert de Montesquiou était un des personnages de la société qu'il fréquentait alors, qui l'impressionnait le plus. C'était, il faut bien le dire, le plus original aussi, le plus exceptionnel, qui, d'une voix fabriquée, tonnait contre tous les travers de son temps et emplissait si fort les airs de ses accents autour de lui, qu'on put longtemps croire en sa faveur à quelque immortalité; mais c'était sans doute un bruit qui s'éteint avec les chandelles des lustres et dont on dirait que Belloir emporte toutes les paillettes avec les chaises dorées...

— Monsieur, Monsieur, — s'écriait Marcel Proust, — redites-nous le portrait de madame de...

Et le poète des *Hortensias bleus* recommençait, tant et si bien que, lui parti, l'imitation que Proust en faisait tenait du prodige et celui qui s'en amusait encore le plus, était sans doute le charmant imitateur...

Un visage nouveau l'intéressait aussitôt, par-dessus tous les autres, que ce fût dans l'atelier de madame Madeleine Lemaire, qui avait favorisé ses débuts, dès l'adolescence et illustré son premier volume, longtemps le seul qu'il eût produit, *les Plaisirs et les Jours*, ou chez la comtesse Greffulhe, ou chez madame Arman de Caillavet, qui tenait en haleine toutes les jeunes convoitises littéraires par la présence magistralement prônée de M. Anatole France.

— Qui est-ce? Connaissez-vous?... Le goût de connaître de ce nocturne qui ne se levait qu'après la fin du jour, était inépuisable. Son œuvre y a gagné l'extraordinaire foisonnement de personnalités qu'on y trouve :

— Ah! quel dommage que Marcel ne puisse ou ne veuille pas travailler, — disaient ses amis. — Quel roman il écrirait!...

Mais l'exaltation tombée, ses traits marquaient une grande fatigue, le bistre s'allongeait depuis la naissance des sourcils. Pourtant, il fuyait la chambre qui l'attendait et où il ne pourrait dormir.

— Je vais vous reconduire.

Il hélait le premier fiacre venu, mais n'y montait pas aussitôt et le laissait suivre. Et il redevenait la proie de son imagination. Il racontait la soirée telle qu'il l'avait vue, se ressouvenant de détails connus ou inconnus sur ses moindres figurants, se plaisant à enchaîner les suppositions les plus hasardeuses aux plus évidentes...

— Ne croyez-vous pas que ce serait l'heure d'aller faire un tour au Bois de Boulogne?

— Marcel, il est deux heures...

— Vous croyez?... Mais non, il n'est que deux heures moins dix! — s'écriait-il, après avoir été demander l'heure au cocher.

Et les histoires, qui devenaient merveilleuses, recommençaient; avec certains noms jetés, comme le *leit motiv* dans l'orchestration wagnérienne et qui sont devenus madame de Guermantes ou M. de Charlus.

La voiture mise au trot, il ne voulait plus aller au Bois de Boulogne. Il craignait que sa fièvre des foins ne le prît...

— Si nous allions voir X...

— Mais, Marcel, il est deux heures et demie!

Cette fois, il ne demandait pas l'heure au cocher. Il disait encore timidement : « Vous croyez? » Mais, comme il craignait d'être abandonné, il prenait par le bras, il offrait d'aller boire « quelque chose » chez Weber ou Larue... Il rappelait un autre fiacre, car il avait, au beau milieu du trajet, congédié le cocher en lui jetant une poignée de monnaie dans la main.

— Vous ne trouvez pas que ce vieux cocher ressemble à Z?...

Et, aussitôt, une anecdote, un portrait, des images, des « comme disait Balzac ou Saint-Simon »... Puis :

— Je ne voudrais pas que vous soyez fatigué, demain, *vous qui vous levez comme tout le monde...*

Et chez Weber :

— Que voulez-vous manger? que voulez-vous boire?...

Il interrogeait longuement et familièrement le garçon, tous ceux de la rue Royale le connaissaient bien :

— Ne pourrait-on pas nous faire tel plat... ou tel autre?...

Mais l'heure ne prêtait pas à des menus si improvisés. Il ne tenait pas à commander pour se rassasier, car il n'avait jamais faim, mais pour le plaisir de regarder manger, le compagnon auquel il avait dédié cette fin de soirée, l'ami qui l'arrachait aux ténèbres de la solitude, de cette grande solitude, dans laquelle il allait plonger, sans sommeil...

A la porte, c'étaient encore des conversations. Le jour d'été commençait à poindre... Jamais, depuis ces soirs de jeunesse, je n'ai vu l'aube nuancer le ciel au-dessus de Paris, sans évoquer ces longues stations d'autrefois devant ma porte. A mes yeux de jeune homme, Proust incarnait la nuit. Encore, à cette époque, ses amis pouvaient le voir dans l'après-midi, mais un soir vint où personne ne put l'apercevoir qu'après la tombée du jour.

Les rues étaient vides. Encore une nouvelle aurore allait poindre. Le ciel devenait couleur de grosse toile bise. Le cocher s'était endormi sur son siège... Proust ouvrait enfin la portière pour remonter dans le fiacre, mais il hésitait, il avait l'air de plonger en lui, pour y chercher, scaphandrier si délicat, si tendre, une perle plus précieuse encore que toutes celles qu'il avait données, pour qu'elle effaçât les autres de tout son éclat dans notre souvenir... Entre les cheminées, le ciel se colorait d'une pourpre fatiguée, comme si tout ce qui subsistait au-dessus de Paris, des troubles de la veille, l'eût terni. Et puis, un premier nuage rose s'éclairait, allégé... Et, comme chassé par la grande clarté qui allait naître, celui qui ne pouvait pas dormir remontait enfin dans la caisse obscure du véhicule, qui, lentement, s'éloignait .

L'une des dernières fois que je le vis, il y a deux ans, déjà, il allait quitter l'appartement du boulevard Haussmann,

dans lequel il vivait depuis la mort de sa mère, sans que l'installation en eût jamais été terminée. Son incapacité à vivre de la vie commune rendait ses rapports difficiles. Il fallait venir tard et ne plus savoir quand repartir. Ce jour-là, cependant, il n'était que huit heures, et il s'apprêtait à partir dîner à l'hôtel Ritz, où il était convié par la princesse Soutzo; mais, comme il était à jeun, il mangeait un œuf à la coque, s'interrompant de tremper son pain dans la coquille pour parler, de sorte que l'œuf était depuis longtemps refroidi, sans qu'il l'eût achevé. Sa chambre offrait bien l'image la plus déconcertante que chambre à coucher eût jamais offerte. La gloire était venue, avec le prix Goncourt; vingt ans avaient passé et Marcel Proust semblait s'être retiré du monde et de la vie même, pour réaliser l'œuvre qu'il avait si longtemps portée en lui, dont il avait d'abord enregistré toutes les nuances, observé tous les personnages et qui se déroulait avec une surprenante et étrange splendeur, contrairement à ces auteurs qui réalisent leurs œuvres à l'année avec la régularité d'une ponte.

Les murs de la pièce dans laquelle furent corrigées les épreuves d'*A l'ombre des jeunes filles en fleurs* et écrite une grande partie de *Sodome et Gomorrhe*, avaient été tendus de plaques de liège, pour l'isoler du bruit. Mais, le tapissier n'était jamais venu les recouvrir d'aucune étoffe, de sorte que ces parois poreuses, brunâtres, n'absorbaient pas seulement le bruit, mais la lumière. Au plafond, une seule ampoule électrique répandait une clarté indécise sur un piano à queue immense, d'une longueur inusitée, imprévue, que ne recouvrait aucun voile et sur lequel aucun ornement n'était posé. Une ou deux chaises étaient encombrées, de sorte qu'il était impossible de s'asseoir. Quant au lit, deux longues tables surchargées de livres, semblaient l'étreindre sur chaque flanc, l'environner de deux cloisons épaisses, comme un sarcophage, au fond duquel on devinait le remous bouleversé des draps.

Longtemps, le souvenir de cette chambre funèbre m'a hanté, mais lui, ne la voyait pas. Tout à la vie de ses fiévreux personnages, il ne semblait être encore de ce monde que pour leur assurer ces jouissances de vivre qu'il se refusait à lui-même...

***

Le comte Sforza. — Nous entendons dire d'un homme — de moins en moins fréquemment d'ailleurs — : « Il a l'air d'un personnage de la Renaissance, » ou quelque comparaison analogue, et qui veut être flatteuse... Nous voyons arriver un monsieur assez insignifiant, sans rien de la tournure que nous prêtons à un contemporain des Médicis ou des Valois, lesquels n'ont peut-être gardé tant d'allure dans notre imagination que parce qu'ils ont eu des Raphaël, des Botticelli ou des Titien pour les portraicturer.

Celui-ci, lorsqu'il entre, vêtu d'un veston noir, évoque immédiatement cette image trop fréquemment faussée d'un contemporain de ces guerriers, diplomates, artistes, dilettantes, qui jouaient de la dague avec autant de dextérité que du luth ou de la mandore, et qu'on ne suppose qu'attablés devant une table recouverte de velours brodé, un verre de Murano à la main, tandis qu'un familier leur récite quelque poème de l'Arétin ou lit le billet d'une patricienne, à moins qu'il ne soit du roi de France ou du Pape. Mais, lorsqu'on sait que ce grand et mince gentilhomme à l'œil indifférent porte le nom de Sforza, l'attention ne peut point se détacher de lui, surtout si l'on veut se souvenir qu'il revient de Rome, où M. Mussolini le retint pendant trois heures d'une entrevue dont on a beaucoup discuté les orages et les conséquences...

Il y a de ces façons de porter simplement la tête haute et de regarder avec courtoisie autour de soi qui trompent parfois sur la naissance d'un individu, mais jamais sur son éducation. Certaine empreinte mélangée d'influence anglaise et française, fait qu'un Italien n'a plus d'italien que ce qui lui en demeure nécessaire pour respirer. Un Français de la société, ressemble moins fréquemment à un Anglais de la même société, qu'un Italien. Mais cette remarque ne s'applique pas au comte Sforza, qui n'a point, comme M. Mussolini, sacrifié barbe et moustache à cet autre fascisme impérieux qui régente les salons de coiffure...

Avec sa courte barbe, son regard à demi voilé, peut-être à force de regarder au-dessous de lui, ses longues jambes, ses longs bras, il a l'aspect un peu dégingandé de ces hommes

qui restent toujours jeunes, par une certaine indifférence de ce qui dans la vie quotidienne frappe trop profondément leurs pareils et, encore, par cette sorte de fluide préservatif de la décrépitude que dégagent les admirations féminines autour d'un cavalier brillant, exceptionnel et séduisant et qui ont l'air de lui faire un rempart contre les atteintes de l'âge mûr. Oh! ce n'est pas que le mieux né des ambassadeurs du monde entier paraisse sensible aux louanges qui ne s'adresseraient qu'à ses mérites extérieurs. Il a le regard plus désinvolte que langoureux, de même que dans leur lointaine contemplation de certains buts palpables, ses yeux s'égarent quelquefois dans une apparente rêverie.

Une dame présente l'interroge sur le nouveau président du Conseil. Le comte Sforza sans prendre le temps de réfléchir dit toute son admiration pour l'homme énergique qui a refait l'unité de l'Italie, qu'il connaît depuis longtemps, qui s'est admirablement conduit pendant la guerre...

— ... D'ailleurs, aujourd'hui, c'est de l'histoire d'Égypte, dit l'ex-ambassadeur d'Italie, c'est pourquoi je puis en parler, il y avait un ministère tout préparé : Mussolini, Giolitti, Sforza...

— Alors? — dit la dame implacable...

Cet *alors* signifie : « pourquoi avez-vous envoyé la lettre ... la fameuse lettre?... »

— Je suis avec Mussolini *aujourdhui*, — répond le comte Sforza ou tout au moins dans ce sens, — mais je ne sais pas jusqu'où il peut aller... et j'avais peur d'être entraîné *demain*.

— Il paraît qu'il est marié, — dit une autre dame, sans transition.

— Oui, — répond le comte Sforza, — mais je ne connais pas sa femme.

— Comment un fasciste peut-il être marié!

— Oui, n'est-ce pas,— réplique le comte, — on les voit criant : Vive la patrie et l'adultère!

— Il était socialiste, n'est-ce pas, avant?

— Il dirigeait le *Popolo d'Italia*.

— Alors, redemande la jeune dame implacable, on ne s'explique pas très bien pourquoi, du jour au lendemain, ce luxe de chapeaux hauts de forme, de jaquettes avec trans-

parents blancs au gilet et de guêtres blanches, à Lausanne en plein novembre!...

Les yeux du comte Sforza se sont voilés, il ne répond pas, il ne doit pas avoir entendu... Sans doute, il voit M. Mussolini sous la chemise noire... et n'attache aucune importance à ce que le chef du gouvernement italien n'ait pas encore pris, comme lord Curzon ou M. Poincaré, l'habitude du veston, du melon et se pare de guêtres blanches en hiver... D'autres problèmes l'attirent ... Sur l'Angleterre, sur les alliés, sur les hommes au pouvoir, il porte des jugements qui ont l'air imprévus et même improvisés et dont les nuances sont d'une délicatesse extrême... Il a l'air de remuer des souvenirs sous ses paupières qui voilent le regard.

— Je le disais à Lloyd George, la Grèce vous réserve des surprises, vous regretterez ce que vous faites avec elle...

Les longs bras esquissent un geste parallèle... Mais on sent que ces diplomates d'en haut ne considèrent un pays que sous les espèces de l'homme qui le gouverne ou le protège contre d'autres qui l'accablent; l'Europe n'est plus qu'un tapis vert devant ces yeux voilés, qui ne perçoivent dans le monde entier qu'une vingtaine de visages et sont obligés de ramener l'âme diverse et multiple d'un peuple à ce qui tient de papiers dans un portefeuille de plénipotentiaire.

***

Raquel Meller. — Il semble, lorsqu'on l'entend, et je suis allé l'entendre souvent, qu'on ne saurait tremper sa plume dans l'encrier, sans y trouver aussitôt, pour exprimer les sentiments qu'elle procure, des mots exacts, pittoresques, musicaux, qui traduiront ce *rien* délicieux, ce *tout* adorable, ce frémissement qui émane de ses petits pas, lorsqu'elle avance en se dandinant dans une longue jupe blanche à volants, la taille prise dans un casaquin de velours, les coudes levés, les avant-bras tendus vers un amoureux accoudé à la fenêtre et qu'elle aguiche des yeux, des lèvres, du sourire, des dents.

Son art atteint à cette perfection qui permet au spectateur de se donner tout entier à son plaisir, de s'y abandonner,

comme le *sujet* aux mains des magnétiseurs. Elle a du talent, comme en avaient au XVIIIe siècle, toutes sortes de petits maîtres; que l'on prenne un siège, un cadre sculpté, que l'on regarde une miniature ou une gravure en couleurs, c'est toujours ce *métier* incomparable où le hasard n'est pas admis pour collaborateur et dans lequel jamais l'artisan ne se permettrait de montrer la moindre hésitation ou lassitude. J'imagine que les madames Dugazon, que la pléiade d'artistes charmants qui brillaient alors sur la scène française, excellaient ainsi dans l'art de placer un mot dans l'intonation qui convient, de faire le geste qui donne à l'expression une valeur plus étendue. Il ne faut pas que l'étude, pour assurer une telle réussite, mais ce qu'on appelait autrefois *du goût* et qui est bien galvaudé, depuis qu'on en vend partout et que ceux qui le débitent, s'improvisent marchands, de leur propre autorité.

Ce qu'on appelle *chanson* ou *romance*, pour Raquel Meller, c'est tout un drame, une aventure.

Elle concentre, en quelques couplets, l'essentiel d'un roman, comme fait un nouvelliste dans les deux cents lignes d'un conte. Mais quel souci du détail, quel soin dans la présentation, dans ce costume chaque fois renouvelé complètement, mais qui n'a rien de ces oripeaux à la Frégoli qu'on sent tenus par un bouton à pression et qui commencent à glisser sur le corps, avant que le comédien soit sorti de scène. Il n'y a pas jusqu'aux boucles d'oreilles, jusqu'à la broche qui retient le châle ou la mantille, qui ne soient exactement ce que l'artiste le plus difficile pourrait rêver. A chaque apparition, elle a l'air d'être prête à poser pour un grand portrait... C'est une autre femme, avec des cheveux différemment plantés, disposés sur la tête, mais sans jamais s'affubler d'une perruque ni même ajouter une mèche. Ainsi, d'un métier qui n'est plus jamais rien, elle fait une œuvre d'art.

Et pourtant!...

Rue Caumartin, entre des dancings éphémères et des bars permanents, ce nom, *Raquel Meller*, brille sur le trottoir en lettres lumineuses, mais l'établissement n'ouvre qu'après minuit.

Ce samedi soir, toutes les tables à peu près sont retenues, c'est-à-dire que la salle se remplit promptement, tandis que

sur une petite scène tendue de velours noir, où, jadis la comédie ne put se maintenir, l'orchestre joue ces danses modernes, dans lesquelles l'oreille retrouve par moments des airs de compositeurs qui ne se doutaient certainement pas, en les écrivant, devoir être un jour ainsi travestis et que les motifs de la *Marche Funèbre* de Chopin, par exemple, serviraient à faire danser le *Shimmy*.

Des bouteilles de champagne dans des seaux de métal, des verres et des assiettes avec quelques biscuits secs ou des noix, figurent sur les petites tables aux nappes blanches, si rapprochées qu'on peut à peine passer entre elles et que les convives s'y touchent étroitement des épaules et des coudes.

Le centre de la salle est vide. Des danseurs s'y livrent, à peine arrivés, à leur passe-temps favori, sur un espace de plus en plus réduit, car les garçons, habiles à les manier, ne cessent d'ajouter aux tables, des tables nouvelles. Tous les dîneurs qu'on avait vu arriver à neuf heures et demie dans certains restaurants où le jazz-band commence à dix, se retrouvent là. Entre le homard à l'américaine et le poulet, ces dîneurs avaient dansé, puis entre les autres plats; ils vont se retrémousser ici, sans avoir pris le temps de respirer.

Il serait impossible d'affirmer que les Parisiens forment la majorité dans ces divers lieux, ni même les Français... On y trouve beaucoup plus d'Américains du Sud et du Nord, d'Espagnols, d'Anglais, que dans les théâtres. Ils ont évidemment moins d'efforts à faire là, pour s'assimiler le génie de notre race. Mais, en songeant qu'ils s'imagineront *connaître* Paris, on s'attriste un peu...

Lorsque toutes les tables sont occupées et que les danseurs bien tassés piétinent sur ce qui reste d'espace libre au centre de la salle, l'orchestre s'interrompt, les lustres s'éteignent, le silence se fait et le régisseur vient annoncer en espagnol le titre de la romance que Raquel Meller va chanter...

Elle paraît sous la mantille, le grand peigne d'écaille dans les cheveux, un bouquet de fleurs sous l'oreille. Elle approche, peu importe ce qu'elle chante, elle est toujours quelque amoureuse confiante et heureuse et que l'homme trahit... Sous le projecteur électrique, son regard est le plus expressif qui soit,

l'ouverture des yeux est immense et la pupille s'y promène avec une volupté noyée qui communique instantanément aux spectateurs ce plaisir auquel ils ne cessent point de demeurer suspendus tant que la comédienne demeure présente. Pour conserver aux yeux toute leur intensité, l'artiste s'est rasé les sourcils, que remplace un mince trait au pinceau. Lorsqu'il est découvert, le front y gagne en pureté, en lumière. Le nez est petit, les dents sont éblouissantes et le corps tout entier se trouve animé d'une de ces harmonieuses sensibilités qui communiquent aux moindres mouvements d'une interprète cette grâce, cette autre vie inexprimable qui est le talent ou le génie. Raquel Meller y joint la pudeur. Elle mime incomparablement l'innocence qui s'offre, la jeunesse qui va se brûler les ailes... Et puis, elle devient espiègle, elle observe, elle joue comme un jeune chat avec le client auquel elle offre ses violettes... qu'elle vient lui offrir entre les tables même du dancing...

La clientèle hétéroclite et blasée du restaurant de nuit, l'atmosphère qui sent le cigare, le champagne répandu et les *origans* dont la fragrance varie avec les modes, est un fond en somme plus agréable qu'on pouvait le craindre pour cette exhibition de trois quarts d'heure, parce qu'il est lui-même un autre spectacle et qu'il prouve, par l'attention avec laquelle il est suivi, la puissance qui émane de tout ce qui a sa noblesse et sa rareté.

***

Henry de Waroquier. — Il arrive fréquemment de nous demander dans une exposition particulière si nous saurions reconnaître l'auteur parmi les curieux. Ce sont de ces petits amusements auxquels chacun de nous se livre à son insu et qui affinent la psychologie.

Dans la salle de la rue Royale où sont réunies les œuvres de M. Henry de Waroquier, certains groupes de visiteurs coiffés de feutres et qui parlent en faisant des gestes dans la direction des toiles retiennent mon attention, mais il me semble bien vite que l'auteur doive être ce solitaire au visage rasé, à l'œil noir, dont la ressemblance avec Baudelaire m'a

frappé. Lorsque nous sommes attirés par le talent d'un artiste, il nous plaît que sa personne paraisse s'accorder avec ses dons. C'est même ce besoin d'associer les impressions causées par une œuvre avec la personnalité de l'auteur qui pousse le monde à s'emparer des artistes pour connaître ce que leur œuvre renferme d'eux-mêmes, — comme un savant s'en va chercher le secret de la vie dans la chair et le sang. Mais le commun des artistes procure souvent bien des désillusions à ceux et à celles qui éprouvent le désir de faire des rapprochements entre leurs œuvres et eux. Le meilleur de leur sensibilité s'en va dans leurs ouvrages, l'art est le beau mensonge de leur vie, le double qu'ils se sont créé pour remplacer le rêve poursuivi et se leurrer sur eux-mêmes.

Henry de Waroquier n'est un nom *nouveau* que pour ceux dont les yeux ne découvrent que ce qu'un certain nombre de gens leur ont révélé. Tout au fond de la salle, une première toile de lui est datée de 1900. C'est l'œuvre d'un tout jeune homme qui apprend un métier et ne prétend pas offrir déjà de personnalité. Puis vient l'influence japonaise qui donne des œuvres charmantes, mais sans grande originalité et puis, enfin, la période que nous qualifierons de romantique, bien qu'elle soit influencée dans une certaine mesure par le cubisme. Mais, après cet asservissement à l'intellectualité pure, l'auteur revient à la nature, comme, après les grandes fièvres d'une maladie violente, le convalescent retrouve l'âme de son enfance et toute la nouvelleté de vivre. Je crois bien que ce sont ces dernières œuvres que le public et nous-mêmes allons préférer, mais, avant que leur auteur ne nous entraîne à sa suite vers des ciels sereins et de calmes visions saisies à même la nature, arrêtons-nous devant ces toiles qui l'ont fait connaître depuis une dizaine d'années... Avant de quitter à jamais un pays auquel il doit de fortes sensations, le voyageur se retourne une dernière fois au sommet d'un col, au delà duquel il pourra vainement se retourner, sans apercevoir désormais les sites qui l'ont ravi.

Les paysages d'Henry de Waroquier font songer à ceux dont le misanthrope emplit sa cervelle. Le ciel ne se lasse point d'accumuler les orages sur les cimes et le flanc des monts anguleux se presse étroitement, comme des lames rapprochées;

la terre est redevenue un chaos qui porte à ses sommets des repaires farouchement isolés. Rien de paisible, rien d'idyllique ne se dégage de ces toiles sévères, acérées, grises, farouches dont notre souvenir demeure atterré et qui menacent notre quiétude au delà de la présence.

O Mort, vieux capitaine, il est temps! levons l'ancre!
Ce pays nous ennuie, ô Mort, appareillons!
Si le ciel et la mer sont noirs comme de l'encre,
Nos cœurs que tu connais sont remplis de rayons!

Verse-nous ton poison pour qu'il nous réconforte!
Nous voulons, tant ce feu nous brûle le cerveau,
Plonger au fond du gouffre, Enfer ou Ciel, qu'importe?
Au fond de l'Inconnu pour trouver du *nouveau!*

Ce sont des Tolèdes sur des Tages desséchés, des burgs hantés par le spleen. Le métier du peintre qui semble si volontairement logé sur de tels sommets, plus encore par le triomphe de la volonté que par délectation morose, son métier a cette élégance qui n'appartient qu'aux grands solitaires.

Après l'effort nécessaire pour conserver l'équilibre de l'esprit dans cette espèce de noble délire, M. de Waroquier revient avec une admirable aisance à une nature dépouillée de toute littérature et de toute forme apparente d'école; c'est le grand calme reposant au sortir de la tempête. De tels artistes, qui montrent une telle discipline, une intelligence mise au service de leur art, le faisant évoluer, puis, après une longue ellipse, le ramenant purifié, puissant, ennobli, méritent que le passant les considère. Un jour, il sera banal de les citer, il faut cependant s'efforcer de les mettre promptement à leur vraie place, — ne serait-ce que pour empêcher d'autres de se maintenir à celles qu'on leur a laissé prendre ou voler.

ALBERT FLAMENT

# LES ENTRETIENS DE LONDRES

Les premiers ministres d'Angleterre, de Belgique, de France et d'Italie se sont rencontrés à Londres le 9 décembre et leurs entretiens ne sont pas terminés au moment où ces lignes sont écrites. Cette entrevue est destinée à préparer la Conférence de Bruxelles, qui doit examiner dans son ensemble, en présence de tous les Alliés, le problème des réparations. Dès que les gouvernements ont parlé de la Conférence de Bruxelles, ils se sont aperçus qu'elle n'aboutirait à rien si elle n'était pas précédée d'un échange de vues sérieux entre les quatre nations particulièrement intéressées. La Belgique ne s'est pas souciée de donner l'hospitalité à une assemblée de plénipotentiaires aussi importante, si les travaux n'avaient chance de se terminer par une conclusion heureuse et pratique. Elle a insisté pour que l'entrevue de Londres ait lieu et elle a eu bien raison. Quoique les propositions précises et le programme général ne doivent être développés publiquement qu'à Bruxelles, c'est à Londres que sont posés les principes préliminaires qui apparaissent comme indispensables, et c'est en réalité des entretiens de Londres que dépendra le sort de la Conférence de Bruxelles.

L'enseignement de ce qui s'est passé à Lausanne doit être retenu par les Alliés en vue de la Conférence de Bruxelles. Qu'il s'agisse des Turcs, des Soviets, ou des Allemands, le problème est un. Depuis trois ans, la politique internationale a subi de violentes secousses parce que les nations victorieuses ont laissé s'affaiblir les principes et la notion des intérêts qui les avaient unies. Chacune a été absorbée par ses affaires et a cru mieux faire en ne songeant qu'à elle;

chacune s'est penchée sur ses propres difficultés intérieures ou sur ses embarras économiques. L'esprit qui avait animé la collaboration du temps de guerre et qui devait animer la collaboration du temps de paix a quelque peu dépéri. Durant cette période, les Alliés ont oublié que l'application de tous les traités exigeait d'abord qu'ils continuassent de s'entendre entre eux. Qu'est-il advenu? Les vaincus de la veille ont relevé la tête. Les affaires d'Orient ont fourni une démonstration éclatante de ce que risquent les Alliés quand ils s'éloignent les uns des autres. M. Clemenceau en disant adieu au Conseil suprême en janvier 1920 avait prononcé une parole prophétique : « Si nos nations, avait-il dit, sont un jour séparées, je n'ose pas prévoir les malheurs qui pourront en résulter. » Le gouvernement de M. Lloyd George avait paru, dans les derniers mois de son existence, prendre plus facilement son parti de cette éventualité : les événements d'Asie Mineure ont rappelé à l'Angleterre la réalité de la situation. Si le groupement russo-turc, auquel est associée l'Allemagne, avait trouvé les Alliés désunis à Lausanne, personne ne peut dire jusqu'où serait allée son audace. C'est la solidarité interalliée qui inspire aux Turcs un plus juste sentiment de leurs intérêts et qui permet d'espérer une conclusion convenable de la Conférence de Lausanne.

Il y a là une expérience saisissante. Le gouvernement français, tout ami des Turcs qu'il est et qu'il reste, devait être d'accord avec l'Angleterre pour régler les affaires d'Orient comme l'Angleterre doit être avec nous quand il s'agit de régler les affaires allemandes. Nous avons besoin de sécurité sur le Rhin et de garanties dans la question des réparations, comme les Anglais ont besoin de sécurité sur le Bosphore et de garanties dans la question des détroits. Or à l'époque même où les circonstances ont rendu urgent et nécessaire le rétablissement de la paix en Orient, la suite des événements rend indispensable un juste règlement du problème des réparations qui pèse sur l'Europe et en particulier sur la France. L'histoire de ce problème n'a été depuis trois ans pour notre pays que l'histoire d'une longue déception. Un état d'esprit sentimental, généreux et insuffisant, une confiance idéaliste dans notre droit, une connaissance un peu

sommaire de ce qui se passait hors de nos frontières a entretenu longtemps un optimisme, que les gouvernements n'osaient pas détromper, quand ils ne l'encourageaient pas eux-mêmes. Mais c'est là le passé, utile certes à connaître et à méditer, parce qu'il est plein d'enseignement. Nous entrons dans une autre période. Aujourd'hui les illusions sont tombées. Les sacrifices, les délais, les complaisances n'ont servi de rien. L'Allemagne officielle, qui s'est volontairement dérobée, s'effondre. Menacée de troubles économiques et politiques, elle est à la veille de la faillite, victime de ses propres machinations. Au seuil de l'année 1923, où la France devait enfin toucher les versements faits au titre de réparation, l'effort de l'Allemagne est nul; la carence complète. Il faut aviser et il faut conclure. C'est pourquoi l'entrevue de Londres et la Conférence de Bruxelles ont une importance exceptionnelle : elles doivent amener des décisions et des solutions.

Mais la question est si complexe que ce serait se préparer une nouvelle déception que de croire à un règlement rapide et total. Pour comprendre les événements qui peuvent survenir, il faut se rappeler comment le problème est posé et quelle est la procédure à laquelle nous contraignent à la fois les textes et les circonstances. Bien des formules sont en circulation : emprunt international, compensation des dettes interalliées, saisies des gages, occupation de la Ruhr, organisation de la rive gauche du Rhin. Ces mesures diverses répondent à des conceptions différentes : elles seront ou ne seront pas décidées selon la manière dont les Alliés considéreront la politique des réparations. Afin de fixer les idées, examinons un exemple. On parle de l'éventualité d'un acte de coercition. Il faut préciser. Un acte de cette nature peut être accompli après accord des Alliés, ou par une seule puissance intervenant de sa propre initiative. L'histoire des réparations nous montre qu'une fois déjà les Alliés ont décidé de faire en commun un acte. C'est en 1921, lorsque l'état des paiements a été dressé à Londres et qu'un ultimatum en été adressé à l'Allemagne. A cette époque, le Cabinet Briand avait mobilisé une classe, l'Angleterre avait promis une démonstration navale si besoin était; les troupes belges, britanniques et françaises

ont occupé Duisbourg, Ruhrort et Dusseldorf : ainsi les puissances alliées manifestaient leur volonté de faire exécuter le traité. Très différente serait l'action isolée d'une nation qui se déciderait à intervenir parce que les Alliés n'arrivent pas à faire reconnaître ses droits : elle agirait alors en vertu du droit de souveraineté de tout peuple qui veut vivre et qui, après avoir épuisé tous les moyens, est contraint de protéger ses intérêts essentiels. C'est le cas qui a été visé en France quand à propos des réparations on a dit : « Avec nos Alliés ou, s'il le faut, sans eux. » Aucun gouvernement ne s'est encore résigné à cette action séparée. Tous ont jugé qu'il ne fallait recourir à cette méthode que si toutes les autres avaient été essayées. L'attitude prise actuellement par le gouvernement français est inspirée de la même idée. A Londres, comme dans les entretiens précédents, tout notre effort est de chercher une solution dans le cadre du traité; toute notre politique est de présenter un programme raisonnable dont tous les Alliés jugent en conscience la nature. Si après cela, nous ne faisons pas prévaloir notre droit, il ne nous restera plus qu'à reprendre notre liberté d'action et nous la reprendrons ainsi dans les meilleures conditions possibles.

Puisque nous invoquons le traité, que prévoit-il et que nous permet-il? Il a fait de la question des réparations une question interalliée. Les versements dus à l'Angleterre par exemple pour les pensions figurent dans le total de la dette allemande au même titre que les versements dus pour nos régions dévastées. En raison de l'étendue de nos dommages, il a été entendu que nous toucherions 52 p. 100 du total : mais nous n'avons obtenu aucune priorité, aucun privilège spécial. Toutes les décisions doivent être prises par la Commission des réparations où nous n'avons qu'une voix et où par conséquent nous ne pouvons obtenir que ce qui est décidé d'un commun accord. On a pu connaître par ce qui s'est passé depuis deux ans les résultats de ce système. Y a-t-il une possibilité de recourir à un autre? Une puissance peut après un préavis sortir de la Commission des réparations : mais la Commission des réparations continue de fonctionner après le départ de cette puissance et ses décisions seules comptent pour l'Allemagne. La Commission des réparations peut

d'autre part prononcer le manquement volontaire de l'Allemagne et ainsi rendre aux gouvernements respectifs leur liberté d'action : mais si la Commission prenait une telle résolution, c'est qu'elle serait décidée à laisser agir les puissances, et il n'y aurait pas de raisons pour qu'elle ne conseillât pas une action interalliée. Enfin pour aller jusqu'au bout des hypothèses, on peut imaginer une revision de la partie du traité relative aux réparations, et des clauses spéciales pour les régions envahies, laissant aux pays intéressés le soin de se faire indemniser de ses dommages. Mais cette revision supposerait une acceptation de tous les signataires, y compris l'Allemagne, qui ne souscrirait que si elle voyait les Alliés unis. De quelque côté qu'on prenne la question, on en revient toujours à la même conclusion : le traité oblige les Alliés à s'entendre, à concerter leurs décisions et leurs actions.

Sur quoi donc les Alliés ont-ils délibéré à Londres ? Un règlement d'ensemble supposerait l'étude des dettes interalliées et la préparation d'un emprunt international. Il y a longtemps qu'on parle de ces deux projets, mais beaucoup de mois se sont écoulés et rien ne prouve que le moment soit bien choisi pour les aborder. Les États-Unis tiennent à être payés, comme c'est leur droit, et d'ailleurs leur budget est en déficit. L'Angleterre paie ce qu'elle doit aux États-Unis, et à cette charge déjà lourde s'ajoute la charge considérable des secours à son million et demi de chômeurs. On ne peut pas dire que les circonstances incitent ces deux puissances à examiner une combinaison qui exige d'elles un grand effort. Nous ne le leur demandons pas. Il faut remarquer en outre que si l'Angleterre a pensé à une certaine époque à faire remise des sommes qui lui sont dues par les Alliés, c'est qu'elle espérait diminuer la créance allemande et par là faciliter le relèvement financier de l'Allemagne et la vie économique de l'Europe. En quelques mois la situation s'est bien modifiée. L'Angleterre n'est pas du tout sûre qu'en abandonnant sa créance elle améliorerait la situation économique du monde. Elle n'a pas de goût pour les sacrifices inutiles. Le dernier discours de M. Bonar Law était sur ce sujet plein de réserve et plein de sens : le premier ministre anglais ne cachait pas ses hésitations avant de conclure sur le projet des dettes inter-

alliées. A l'heure présente, le Cabinet britannique paraît penser d'abord qu'il convient de toucher de l'Allemagne sa part de réparations, ensuite qu'il ne faut renoncer aux sommes dues par les Alliés que si c'est là un projet utile. Nous ne nous étonnerons pas qu'à Londres la question des dettes interalliées ne soit pas traitée à fond. Si l'Angleterre désirait un jour qu'elle le fût, elle pourrait toujours prendre cette initiative. Mais un examen préliminaire est plus vraisemblable.

Il en est de même pour l'emprunt international. Au mois de juillet, le Comité des banquiers avait un projet dont il avait fait connaître les grandes lignes et défini les conditions. Il a reçu à cette époque peu d'encouragements. Même s'il devait en recevoir davantage aujourd'hui, ce serait en vain. Trois mois ont passé : il est trop tard. L'état de l'Allemagne ne permet plus de songer à un grand emprunt international, qui a pu être possible, qui ne l'est plus. Les banquiers n'y songent pas aujourd'hui. Cette solution, comme d'autres, est considérée comme acceptable au moment où elle ne correspond plus aux réalités. Si un emprunt international peut être tenté, c'est dans des proportions plus modestes, à des conditions nouvelles, et on ne voit pas qu'il puisse servir présentement à autre chose qu'à permettre à l'Allemagne de payer les intérêts de ce qu'elle doit et de ce qu'elle ne paie pas. La conclusion qui s'impose c'est qu'à moins d'un effort imprévu d'imagination et de création, les grands desseins ne peuvent être arrêtés à Londres en trois jours d'entretien. L'opinion anglaise, dans les jours qui ont précédé la Conférence, n'a pas été sur ce sujet différente de l'opinion française. Elle n'a pas semblé avoir d'illusions sur ce qui peut être fait immédiatement. Mais elle a paru désirer vivement une explication approfondie sur l'avenir : elle a manifesté qu'elle souhaitait un entretien complet et loyal sur la politique française à l'égard de l'Allemagne. C'est en effet une bonne méthode, surtout avec un homme tel que M. Bonar Law, de dire franchement toute sa pensée : nous sommes persuadés que M. Poincaré n'y aura pas manqué.

En réalité le problème des réparations se trouve ramené à une question essentielle et urgente : quels gages les Alliés vont-ils décider de prendre et d'exploiter? C'est l'Allemagne

même qui nous a conduit à poser le problème en ces termes aujourd'hui. D'après l'état de paiement elle doit verser 500 millions de marks-or le 15 janvier. Elle ne les paiera pas; elle annonce qu'elle ne peut pas payer les échéances suivantes, pendant trois ou quatre ans; elle demande même que sa dette soit fixée de telle sorte qu'elle puisse payer avec les excédents de son budget. Dans ces conditions, il est évident qu'on ne trouvera pas d'ici le 15 janvier un système merveilleux par l'effet duquel l'Allemagne voudra et pourra s'acquitter. Il est évident qu'il faudra lui accorder encore un moratoire, si court soit-il. Mais le temps des moratoires bénévoles a assez duré, et l'expérience prouve que ces concessions ne servent de rien. Accorder encore un délai à l'Allemagne, sans contre-partie, sans garanties, serait un acte de faiblesse qui n'aurait d'autre résultat que d'en appeler un pareil dans quelques mois. Les Alliés ne peuvent consentir à un moratoire qu'en se saisissant d'un gage productif. Cette politique est la seule possible devant un débiteur qui se dérobe indéfiniment et qui ne fait nul effort pour se libérer. Le traité en mains, les Alliés n'ont cessé de rappeler leurs droits et d'ajourner l'exécution des promesses. On conçoit cette longanimité quand elle s'adresse à un débiteur consciencieux, qui fait tous ses efforts et qui a besoin de temps pour se relever. Mais tel n'est pas le cas. Il arrive un moment où il faut prendre. C'est la première décision que les Alliés aient à fixer, et elle est capitale. Elle montrera à l'Allemagne qu'il existe une volonté interalliée. Le jour où l'Allemagne sera persuadée de cette vérité, elle cherchera et elle trouvera les moyens de se libérer. Nous ne savons pas encore, en écrivant ces lignes, quel est le gage que le gouvernement français propose à l'examen des Alliés. Nous avons toujours pensé que c'était sur la rive gauche du Rhin qu'il était le plus facile et le plus profitable de trouver des garanties. Mais dans l'état du problème des réparations, ce n'est pas le choix du gage qui est le plus important. Ce qui est essentiel, c'est que les Alliés d'un commun accord se décident à un acte.

L'Angleterre est-elle résolue? Elle semble s'attarder à la recherche des conditions par où la devise allemande s'amé-

liorera. Elle n'est pas désabusée par l'expérience des deux dernières années; elle persiste, selon son empirisme traditionnel, à croire qu'il y a une recette et qu'on la découvrira. Mais elle ne paraît pas se rendre compte d'une vérité sur laquelle nous pouvons faire la lumière : c'est que, pour arriver à un résultat, il faut que l'Allemagne le veuille. La méthode qui consiste à se précipiter au secours de l'Allemagne ne donnera jamais rien, parce que le Reich paraîtra toujours sous la figure d'un État misérable, qui a juste ce qu'il lui faut, parlera toujours de sa capacité de paiement, réclamera toujours un régime facilitant la confiance, et à l'abri de ces formules se relèvera et ne paiera rien. Le gouvernement belge a prévu les conséquences de cet état de choses, lorsqu'il déclarait à propos du budget de 1923 : « Si la dette de réparation n'existait pas, le peuple allemand déchargé du fardeau des impôts qui chez les Alliés correspondent au service de la dette, capable par conséquent de produire à des prix de revient exceptionnellement bas, se trouverait économiquement dans une situation tellement privilégiée qu'il les écraserait fatalement dans la compétition commerciale internationale : ce danger ne menace pas seulement la Belgique; toutes les nations y sont exposées et c'est une raison de plus, pour nous, comme pour nos Alliés, d'exiger que l'Allemagne s'exécute. » Telle est la réalité. L'Allemagne doit stabiliser son mark elle-même, équilibrer son bugdet, augmenter son travail, faire des économies sérieuses, mener une vie sévère et réduite, accomplir un effort évidemment considérable, et après avoir remis ses finances en ordre, payer les réparations par des emprunts extérieurs, gagés sur ses richesses, mines, forêts, chemins de fer, tabac, etc.[1].

Mais qui ne sait que l'Allemagne prendra cette direction dans le seul cas où les Alliés auront la volonté de la lui donner? C'est ici le point exact où la thèse anglaise et la thèse française doivent se rejoindre. L'Angleterre souhaite que l'Allemagne se relève financièrement et économiquement, mais ce relèvement n'aura lieu que si les Alliés, comme la France le demande, manifestent leur ferme propos d'être écoutés et

1. Un plan de cette sorte a été exposé en détail dans une étude très remarquable publiée par l'*Europe nouvelle*, et dont l'auteur anonyme possède évidemment une parfaite connaissance de la question et peut en parler avec autorité.

recourent, si besoin est, à des actes de coercition. Il ne s'agit pas de faire une démonstration de force qui donne une satisfaction apparente à l'imagination populaire, et un avantage éphémère au gouvernement qui en prendra l'initiative. Il s'agit d'une intervention obtenant le résultat, qui n'a jamais été obtenu, de faire comprendre à l'Allemagne que le moment est venu de s'incliner et de chercher sincèrement le moyen de sortir de sa situation embarrassée. C'est présenter une fausse image de la France que de la montrer ne parlant que de contrainte et de sanction. En fait, elle est obligée de préparer la répression et elle peut être amenée à réprimer en effet : mais elle ne cesse de chercher la solution raisonnable et politique du problème.

Ce que nos Alliés doivent comprendre, c'est que, pour nous, être payés est une nécessité. L'Angleterre et les États-Unis se rendront compte que rien ne servirait de relever l'Allemagne, pour améliorer l'Europe, si la France devait subir à son tour une crise préjudiciable, elle aussi, à l'Europe et plus grave encore. Dans le système actuellement à l'étude, nous ne toucherons même pas intégralement les réparations, promises par le traité. Voilà ce que nos Alliés doivent savoir et méditer. Cette démonstration a été faite notamment au Congrès du parti démocratique, où M. André-François Poncet a donné lecture d'un rapport énergique et documenté, et où il a pu conclure par cette phrase applaudie d'un auditoire composé d'hommes modérés : « Il est clair que les chiffres autour desquels s'est fixé aujourd'hui le problème des réparations constituent une limite inférieure au-dessous de laquelle il est matériellement impossible de descendre. » Si nos Alliés sont conscients de cette situation, l'Allemagne fera l'effort qu'elle n'a jamais accompli. Mais à Londres, à Bruxelles comme à Lausanne le premier principe de la politique et la condition essentielle du succès, c'est que les Alliés comprennent réciproquement leurs intérêts et soient d'accord pour faire triompher une décision commune.

ANDRÉ CHAUMEIX

---

*Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la* Revue de Paris, 85bis, *Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe).*

*L'Administrateur-Gérant* : MARCEL THIÉBAUT.

# TABLE DU SIXIÈME VOLUME

## Novembre-Décembre

### LIVRAISON DU 1er NOVEMBRE 1922


| | | Pages. |
|---|---|---|
| PRINCESSE METTERNICH. | Souvenirs | 5 |
| MAXIME GORKI | En gagnant ma Vie. — II. | 43 |
| IGNOTUS | Études et Portraits : M. Louis Barthou | 77 |
| JOSEPH CONRAD | L'Ame d'un Guerrier | 82 |
| HENRY PRUNIÈRES | Les Aventures de Charles Dassoucy | 105 |
| NICOLAS SÉGUR | L'Amour passe. — II. | 138 |
| ABEL BONNARD | Les Variations de la Gloire | 164 |
| ERNEST DE GANAY | Poésies | 178 |
| JULES DECAMPS | La Vie financière : La Crise allemande | 181 |
| HENRY BRÉAL | La Vie économique : La Question du Bâtiment | 198 |
| HENRY BIDOU | La Vie littéraire : Parmi les Livres | 210 |
| ANDRÉ CHAUMEIX | La Politique : Le nouveau Cabinet anglais | 219 |


### LIVRAISON DU 15 NOVEMBRE 1922


| | | |
|---|---|---|
| Cte KLEINMICHEL | Souvenirs | 225 |
| PAUL MORAND | La Nuit de Portofino Kulm. — I | 253 |
| IGNOTUS | Études et Portraits : M. Mussolini | 273 |
| MAXIME GORKI | En gagnant ma Vie. — III | 280 |
| F. ALLIZÉ | Voltaire à la Haye | 321 |
| AUGUSTE DUPOUY | Scrafic | 344 |
| NICOLAS SÉGUR | L'Amour passe (*fin*) | 380 |
| LOUIS LALOY | La Vie musicale : Les Concerts symphoniques | 405 |
| ALBERT FLAMENT | La Quinzaine : Tableaux de Paris | 410 |
| HENRY BIDOU | La Vie littéraire : Parmi les Livres | 426 |
| ANDRÉ CHAUMEIX | La Politique : La Crise des Partis | 435 |

## LIVRAISON DU 1er DÉCEMBRE 1922


| | | Pages |
|---|---|---|
| JOHN GALSWORTHY. . | Le Patricien. — I | 449 |
| GABRIEL HANOTAUX. . | Les Responsabilités de Guillaume II | 485 |
| PAUL MORAND. . . . . | La nuit de Portofino Kulm (*fin*) | 491 |
| IGNOTUS. . . . . | Études et Portraits : M. Bonar Law | 510 |
| JEAN DE PIERREFEU . | Les « espoirs » du prix Balzac | 518 |
| MAXIME GORKI . . . . | En gagnant ma Vie. — IV | 541 |
| COLONEL GROUARD . . | Stratégie et Politique militaire | 581 |
| J. DECAMPS. . . . . | La Crise allemande et les Réparations | 607 |
| ALBERT FLAMENT. . . | La Quinzaine : Tableaux de Marseille | 622 |
| L. HOULLEVIGUE . . . | La Vie scientifique : L'arpentage du Ciel | 640 |
| ABEL BONNARD . . . . | La Vie présente : Le Préjugé de la jeunesse | 655 |
| ANDRÉ CHAUMEIX. . . | La Politique : La Conférence de Lausanne | 664 |


## LIVRAISON DU 15 DÉCEMBRE 1922


| | | |
|---|---|---|
| RENÉ BAZIN. . . . . | Il était quatre petits Enfants. — I | 673 |
| A. ISWOLSKY . . . . . | Le Comte Witte | 703 |
| PAUL PAINLEVÉ. . . . | L'unité de Commandement interallié | 726 |
| JOHN GALSWORTHY. . | Le Patricien. — II | 759 |
| G. LACOUR-GAYET. . . | La Duchesse de Dino | 785 |
| MAXIME GORKI. . . . . | En gagnant ma Vie (*fin*) | 803 |
| A. ALBERT-PETIT. . . | L'Allemagne et sa responsabilité | 836 |
| ÉMILE BOREL . . . . . | Les Sciences : La Propriété scientifique | 850 |
| HENRY BIDOU . . . . . | La Vie littéraire : Parmi les Livres | 861 |
| ALBERT FLAMENT. . . | La Quinzaine : Tableaux de Paris | 871 |
| ANDRÉ CHAUMEIX. . . | La Politique : Les Entretiens de Londres | 886 |

# A la Marquise de Sévigné

CHOCOLAT
DE ROYAT
A. Rouzaud
11
Bd de la MADELEINE
1
Place
VICTOR-HUGO
47
Rue de
SÈVRES

# Tout l'Art d'offrir

S'EXPRIME DANS LA RECHERCHE D'UN ECRIN DE HAUT GOUT
ET LA SAVEUR EXQUISE
DES CHOCOLATS SÉVIGNÉ

**Boite Majesté**
EAU FORTE REPRODUISANT
LES COMPOSITIONS DE LE BRUN
*Garnie Chocolats fourrés*
**Prix : 55fs - 85fs - 150fs -**

*Un Album contenant d'artistiques reproductions des dernières nouveautés est envoyé sur demande adressée*
à ROYAT PUY-DE-DÔME

# OFFICIERS MINISTÉRIELS

*Les annonces sont reçues* chez MM. PERDRIX et BURIN, 14, *rue Cadet, Paris.*

Téléphone : Central 72-71.

MAISON à PARIS (XIVe) Rue des ENTREPRENEURS 62. Cce 500m Rev. br. 22.200f. M. à p. 185.000 fr. Adj. Ch, not. 19 déc. S'ad. not, Mes GASTALDI et P. DELAPALME, 11, r. Montalivet, dép. ench.

Vente au Palais à Paris, *le 23 déc. 1922, à 2 h.*
IMMEUBLE A PARIS 144, rue de la Tombe-Issoire et RUE MONTSOURIS, 1. M. à p. : 60 000 fr. S'adresser à Mes Ancelot, avenue de Paris ; Perrot, notaire, Bourg-la-Reine.

MAISON à PARIS (XVIe) R. JEAN-BOLOGNE 12, Cce 272m Rev. brut 24.165 fr. M. à p. 175.000 fr. Adj. Ch. not. 19 déc. S'ad. not. Me. MAROTTE, FLEURY et P. DELAPALME, 11, rue Montalivet dép. ench.

VENTE AU PALAIS à PARIS, *le 30 déc. 1922 à 2 h*
MAISON A PARIS
39, Boulevard des Capucines, 39
Contce 762 mq. env. Rev. brut : 168 988 fr. 40. Mise à prix : 4 MILLIONS DE FRANCS. S'adresser à Me GIEULES, avoué à Paris, 6, rue d'Alger ; Me CASTAIGNET, avoué à Paris ; Me VILLET, avoué à Rambouillet, 12, rue Lachaux ; Me KNOL, avoué à Rambouillet, rue Gautherin, et à Me HOUDART et BREUILLAUD, notaires à Paris.

MAISON à PARIS, r. Lentonnet, 6. Rev. br. 21.488 fr. M. à p. : 200.000 f PROPRIÉTÉ à S'MANDÉ, r. Eugéniet. 4. Rev. br. : 18.720 fr. M. à p 180.000 f. Terrain à LA VARENNE, q. du Mesnil. M. à p. 10.000 fr. Adj. Chez not. Paris, 9 janv. S'ad. Me D BOST, not. 32, r. des Mathurins.

## Comptoir National d'Escompte de Paris

CAPITAL : 250 MILLIONS DE FRANCS *entièrement versés*

SIÈGE SOCIAL : *rue Bergère*

SUCCURSALE : 2, *place de l'Opéra, PARIS*

**OPÉRATIONS DU COMPTOIR** Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de cheques, Achat et vente de Monnaies étrangères, Lettres de crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites, Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Garanties contre les Risques de remboursement au pair. Paiement de coupons, etc.

**AGENCES** 44 Bureaux de quartiers dans Paris. 15 Bureaux de Banlieue. 223 Agences en Province. 11 Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat. 13 Agences à l'Etranger.

**LOCATION DE COFFRES-FORTS** Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du public, 14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard St-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées ; 35, avenue Mac-Mahon ; 1, avenue de Villiers ; 12, boulevard Raspail, et dans les principales Agences de France. Une clef spéciale unique est remise à chaque locataire. La combinaison est faite et changée par le locataire, à son gré. Le locataire peut seul ouvrir son coffre.

**BONS A ECHEANCE FIXE** Les Bons à intérêt, délivrés par le Comptoir National, de 6 à 11 mois et de 1 an à 4 ans, sont à ordre ou au porteur, au choix du déposant. Les intérêts sont représentés par des Bons d'intérêt également à ordre ou au porteur, payables semestriellement ou annuellement suivant les convenances du Déposant. Les Bons de capital et d'intérêts peuvent être endossés et sont par conséquent négociables.

## CHEMIN DE FER DE PARIS A ORLÉANS

## SERVICE de Voitures Automobiles à la Gare de Paris-Quai d'Orsay

La Compagnie d'Orléans croit devoir rappeler au Public qu'un service de voitures automobiles fonctionne de la gare de Paris-Quai d'Orsay à domicile ou vice versa.

Il est donné satisfaction aux commandes dans l'ordre de leur réception et dans la limite des ressources disponibles.

## CHEMIN DE FER DE PARIS A ORLÉANS

# LE MAROC PAR LISBONNE

## 24 heures seulement de traversée.

L'escale à Lisbonne des paquebots de la ligne Bordeaux-Maroc de la Cie Gle Transatlantique qui avait été reportée du 20 octobre 1922 à une date ultérieure est dès maintenant assurée.

L'attention du public est attirée à nouveau sur l'intérêt que présente cet itinéraire pour les voyages à destination ou en provenance du Maroc.

Le passage à l'escale sera combiné de manière à donner correspondance directe avec le Sud-Express. A l'aller les voyageurs parvenus à Lisbonne par ce train, à 21 heures, s'embarqueront immédiatement pour continuer leur voyage sur Casablanca ; ils arriveront à destination le matin du 3e jour après celui de leur départ de Paris, avec 24 heures seulement de traversée. Au retour, les paquebots partis la veille au matin de Casablanca toucheront dans la matinée à Lisbonne, où les voyageurs pourront trouver le Sud-Express partant à 11 h. 35 qui les amène le lendemain soir à Paris.

Un service de voitures de la gare de Lisbonne-Rocio au quai d'Alcantara ou vice versa assurera le transport des voyageurs et de leurs bagages.

## CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

# Services directs entre l'Angleterre, Marseille et le littoral de la Méditerranée

Les Compagnies de Chemins de fer du Nord et de Paris à Lyon et à la Méditerranée viennent de décider la mise en marche, à partir du 3 novembre, d'un nouveau train rapide allant directement de Calais à Vintimille.

Ce train sera quotidien et comportera des places de 1re et de 2e classes, ainsi que des places de lits-salon, de couchettes et de wagon-lits, avec wagon-restaurant sur tout le parcours.

Ce rapide circulera dans l'horaire suivant :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 11 h. | dép. | Londres | arr. | 19 h. 30 |
| 14 h. 57 | dép. | Calais | arr. | 15 h. 20 |
| 20 h. 08 | dép. | Paris P.-L.-M. | arr. | 5 h. 25 |
| 9 h. 26 | arr. | Marseille | dép. | 19 h. 35 |
| 14 h. 30 | arr. | Nice | dép. | 14 h. |
| 15 h. 46 | arr. | Menton | dép. | 12 h. 48 |

Pendant la saison d'été, le nouveau train rapide sera maintenu quotidien entre Calais et Marseille.

Cette amélioration complétera très heureusement les relations assurées jusqu'à présent par le train de luxe « Calais-Méditerranée-Express », pendant la saison d'hiver, par le « Bombay-Marseille-Express » train hebdomadaire correspondant aux Services maritimes de la Compagnie Péninsulaire et Orientale et, enfin, par les trains ordinaires du Nord et du P.-L.-M. dans lesquels il n'était pas possible d'organiser avec l'ampleur voulue les services directs justifiés par l'importance du mouvement des voyageurs.

## CHEMIN DE FER DE PARIS A ORLÉANS

# ÉDITION D'AFFICHES ARTISTIQUES

La magnifique série d'affiches illustrées que la Compagnie d'Orléans continue à faire paraître (grands châteaux de la Loire, sites et monuments de Bretagne, de l'Auvergne, du centre de la France, etc...) vient d'être complétée par trois nouveaux sujets.

C'est " Le Château d'Amboise " un des plus historiques et des plus remarquables de France, " Douarnenez " son port et ses nombreux bateaux sardiniers ; " le Maroc par Bordeaux " avec la reproduction de la plus jolie porte de Fès.

Ces affiches sont mises en vente au *Service de la Publicité, 1, Place Valhubert, à Paris*, au prix de **4** francs l'exemplaire, frais de port en sus.

## CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

L'Agenda P.-L.-M. pour 1923 vient de paraître. Avec ses textes variés, écrits par des écrivains réputés, avec sa profusion d'images (aquarelles, gouaches, peintures à l'huile, croquis d'artistes en renom), c'est le véritable agenda du touriste, d'une conception originale et ingénieuse, d'une présentation élégante et d'une réelle utilité. Sa prime seule (12 cartes postales illustrées en héliogravure) représente la valeur marchande de l'ouvrage.

Prix : **5** francs.

En vente à l'Agence P.-L.-M., 88, rue Saint-Lazare, dans les Agences de Voyages, les Grands Magasins, à Paris ; et dans les gares et les grands trains du Réseau P.-L.-M.

Envoi franco à domicile (6 fr. 65 pour la France, 7 fr. 20 pour l'Etranger) contre mandat adressé au Service de la Publicité P.-L.-M., 20, boulevard Diderot, à Paris.

**LIBRAIRIE ARMAND COLIN, 103, Boulevard Saint-Michel, PARIS**

***Dernières Nouveautés***

ÉMILE MÂLE

Membre de l'Institut, Professeur à la Faculté des Lettres de Paris

# L'ART RELIGIEUX DU XII^e SIÈCLE EN FRANCE

*Étude sur les Origines de l'Iconographie du Moyen Age*

Ce nouvel ouvrage de M. **Émile Mâle** marque l'achèvement du monument qu'il a élevé à la gloire de l'art religieux français du Moyen Age. En une série de chapitres sur les rapports du drame liturgique et de l'art, l'influence de ce grand centre artistique qu'a été Saint-Denis, le culte des saints et les routes de pèlerinages, le génie monastique, etc., M. Mâle étudie tout ce qui donna à notre art religieux, d'essence orientale à ses débuts, un caractère nouveau et prépara l'épanouissement des siècles suivants. Une abondante illustration rehausse encore l'intérêt de ce bel ouvrage, digne de ses deux aînés. —

Un vol. in-4° (28 × 23), 460 pages, **253 gravures**, broché . . . . . 50 fr.
Relié demi-chagrin, tête dorée : **85** fr.

***Précédemment parus :***

**L'Art religieux du XIII^e siècle, en France.**
In-4°, 490 pages, **190 gravures.**
Relié demi-chagrin : **85** fr. ; broché . . . **50** fr.

**L'Art religieux de la fin du Moyen âge, en France.**
In-4°, 520 pages, **265 gravures.**
Relié demi-chagrin : **85** fr. ; broché. . . **50** fr.

ANDRÉ-CHARLES COPPIER

# LES EAUX-FORTES DE REMBRANDT

***Nouvelle Édition entièrement refondue,*** augmentée du Catalogue chronologique des eaux-fortes et des états, et de **36 gravures nouvelles.**

Cette nouvelle édition de l'étude historique et critique des **Eaux-Fortes de Rembrandt** n'est pas la simple réimpression d'un ouvrage que la faveur des admirateurs du maître a épuisé en quelques mois. **C'est un volume nouveau,** remanié dans son plan, entièrement revu dans les parties conservées, enrichi et augmenté. L'illustration a été exécutée sous la surveillance directe de l'auteur. C'est dire avec quels soins la reproduction des eaux-fortes a été conduite pour la rapprocher le plus possible des originaux.

Un vol. grand in-4° (25 × 32), avec **3 planches hors texte,** dont une double, et **156 gravures** dont 10 en page entière, tirées en taille-douce, broché. . . . . **70** fr.

— **Demander le prospectus illustré** —

LIBRAIRIE ARMAND COLIN, 103, Boulevard Saint-Michel, PARIS

*Dernières Nouveautés*

BERTHE GEORGES-GAULIS

# ANGORA

## CONSTANTINOPLE, LONDRES

***Moustafa Kémal et la Politique anglaise en Orient***

Cet ouvrage est un témoignage d'un prix inestimable sur les événements qui ont failli troubler une fois encore la paix du monde. Il expose les origines intellectuelles du nationalisme turc, trace un portrait saisissant de Moustapha Kémal, décrit l'Assemblée nationale d'Angora et démonte les ressorts secrets de la politique des impérialistes anglais.

Un volume in-8° double-couronne (19×24), broché . . . . . 8 fr.

HENRI MICHEL
Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées

# ORGANISATION
ET
# RÉNOVATION NATIONALE

*Préface du MARÉCHAL LYAUTEY*

M. Henri Michel est un disciple du maréchal Lyautey. Il fait l'apologie de l'action, de la compétence organisatrice, de la vigueur intellectuelle et morale, et le procès des "chapelles" qui étouffent les idées et les hommes ; il précise ce qu'est l'organisation et en préconise l'enseignement. Il réclame enfin et avant tout la recherche et la formation de *chefs*. On voudra lire ce livre qui fait penser et propage le vouloir d'agir.

Un volume in-18, broché . . . . . 5 fr.

LOUIS AUBERT *Nouvelle Édition revue*

# LES MAITRES
DE
# L'ESTAMPE JAPONAISE

— Avec **55 planches hors texte** —

On accueillera avec grande faveur cette nouvelle édition d'un ouvrage sérieux et approfondi sur cet art charmant et riche. Les **55 reproductions** d'estampes qui l'illustrent sont des plus significatives et le style même de l'auteur, vivant et coloré, achève de nous rendre les qualités de l'estampe japonaise.

Un volume in-8° (23×16), broché . . . . . 30 fr.

**Librairie Académique. — PERRIN & Cie, Éditeurs**
35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, PARIS (VIe ARR.)

*Viennent de paraître :*

G. LENOTRE

**Les Agents royalistes en France au temps de la Révolution et de l'Empire**

**L'AFFAIRE PERLET**

**Drames policiers**

Un volume in-8° écu, orné de gravures. — Prix . . . . . 10 fr.
*Il a été tiré soixante-quinze exemplaires numérotés sur papier vergé pur fil des Papeteries Lafuma. — Prix.* 30 fr.

ÉRIQUE GUILLOTEAUX

**LES JOYEUX COMPAGNONS DES ILES DU SOLEIL**

**Aux rives magiques de l'Insulinde**

**Ouvrage illustré de 28 gravures, d'après des dessins et des aquarelles de l'auteur et des photographies**

Un volume in-8° écu. — Prix . . . . . 10 fr.

J. LUCAS-DUBRETON

**LOUVEL LE RÉGICIDE**

Un volume in-16, orné d'un portrait. — Prix . . . . . 7 fr.
*Il a été tiré vingt exemplaires numérotés sur papier vergé pur fil des Papeteries Lafuma. — Prix* . . . . 20 fr.

WALTER PATER

**MARIUS L'ÉPICURIEN**

**Roman philosophique**

**Traduit par E. COPPINGER, Archiviste-Paléographe**

Un volume in-8° raisin. — Prix . . . . . 15 fr.

LYA BERGER

**LES FEMMES POÈTES**

**de la Hollande**

**Précédé d'un Précis de l'Histoire de la littérature hollandaise**

Un volume in-16, orné de 4 portraits. — Prix . . . . . 8 fr.

GIOVANNI PAPINI

**UN HOMME FINI**

**Traduit de l'italien par Henry R. CHAZEL**

**Avec une Introduction de Paul GUITON. Avec un portrait de l'auteur**

Un volume in-16. — Prix . . . . . 7 fr.
*Il a été tiré vingt-cinq exemplaires numérotés sur papier vergé pur fil des Papeteries Lafuma. — Prix* . . 20 fr.

SAINT BERNARDIN DE SIENNE

**ENSEIGNEMENTS ET APOLOGUES**

Un volume in-16. — Prix . . . . . 7 fr.

# L'OFFICE DE LIVRES DU "CRAPOUILLOT"

## POUR LA PROVINCE, LES COLONIES ET L'ÉTRANGER

A la demande de ses abonnés, l'excellente Revue parisienne illustrée d'arts, lettres, spectacles, le *Crapouillot*, vient d'organiser un service de librairie d'un genre absolument inédit.

Certains lecteurs, qui résident loin d'un centre ou de la métropole, regrettaient amèrement de devoir attendre fort longtemps les nouveautés littéraires que des analyses leur avaient donné le désir de connaître.

Renommé pour l'indépendance, sinon l'intransigeance de sa critique littéraire et possédant dans le domaine du « goût » l'entière confiance de ses lecteurs, le *Crapouillot* vient de mettre sur pied un « OFFICE DE LIVRES » basé sur le principe suivant :

Tout abonné du *Crapouillot*, moyennant une provision (*intégralement remboursée* par le prix marqué des livres), reçoit, chaque mois, dès leur parution, les meilleures nouveautés littéraires. L'abonné peut, d'autre part, sans craindre aucun double emploi, commander sur sa provision tout ouvrage l'intéressant.

Chaque colis de livres est composé en suivant fidèlement les indications de l'abonné pour lequel est constitué un dossier personnel. A chaque envoi, l'abonné est averti du décompte exact de sa provision.

La provision minima a été fixée à 100 francs. Pour recevoir quatre à cinq livres par mois (par exemple, trois à 7 francs, un à 3 francs et le port) le souscripteur doit tabler pour un an sur une provision de 300 francs environ.

Ce service absolument nouveau, réservé aux abonnés du *Crapouillot*, tout en satisfaisant les desiderata des lettrés, de province, des colonies et de l'étranger, aidera puissamment à la diffusion du bon Livre Français. C'est une initiative à soutenir.

**BULLETIN de SOUSCRIPTION à L'ABONNEMENT et à L'OFFICE DE LIVRES du "CRAPOUILLOT"**
**3, Place de la Sorbonne, PARIS** (chèque postal : 417-26)

*Je vous adresse ci-joint* (40 fr. France ; 50 fr. Étranger) *pour un abonnement d'un an au "CRAPOUILLOT" et une provision de* ..... *destinée à couvrir les frais d'achat et d'envoi de* 1, 2, 3, 4, 5, 6, ..... *livres par mois, choisis d'après votre critique littéraire, ainsi que les ouvrages que je vous commanderai personnellement.*

**INDICATIONS PERSONNELLES**

1° Je désire, en principe, recevoir dès leur parution les grands prix littéraires ;
2° Les œuvres de mes auteurs favoris : (désignez .....) ;
3° Je désire recevoir : 1° des romans psychologiques ; 2° d'aventures ; 3° des livres d'histoire ; 4° des pièces de théâtre ; 5° des livres de critique littéraire, artistique, théâtrale, cinégraphique ; 6° des livres sur la guerre ; 7° des livres de vers ; 8° des romans coloniaux ou exotiques ; 9° des traductions d'auteurs étrangers ; 10° des livres gais ou satiriques.

NOM ET ADRESSE :

*Remplir ce bulletin en rayant les lignes inutiles et le retourner à l'Office des Livres du "CRAPOUILLOT", 3, place de la Sorbonne, Paris. La provision minima est fixée à 100 fr. Tabler sur une provision de 300 fr. pour recevoir 4 ou 5 livres par mois pendant un an.*

Librairie **DELAGRAVE**, 15, rue Soufflot, PARIS

**F. COURBOIN** *ÉTRENNES 1923*

Conservateur du Département des Estampes à la Bibliothèque Nationale

# LA GRAVURE EN FRANCE

DES ORIGINES A 1900

Un volume in-8° carré (22⅔ × 28⅔) orné de 225 reproductions photographiques en noir et 8 planches en couleurs broché. . . . . 60 fr.; Relié. . . . . 85 fr.

Voici enfin une histoire de la Gravure française digne de ce beau titre et qui donnera satisfaction aux amateurs d'estampes

*Prospectus spécimen sur demande*

**R. KIPLING**

# CONTES

Traduction de L. FABULET, R. D'HUMIÈRES, AUSTIN-JACKSON
12 compositions hors texte et 100 dessins de H. DELUERMOZ

Un vol. in-4° br. . . . . 30 fr.; rel. amateur. . . . . 50 fr.

Huit des meilleurs contes de KIPLING choisis pour la jeunesse :
LES TAMBOURS DU "FORE AND AFT". — GARM. — '007. — LE CHAT MALTAIS. — WEE WILLIE WINKIE. — LE NAVIRE QUI S'Y RETROUVE. — MES DÉMÊLÉS AVEC UN LION. — NOTI GUJ-MUTIN.
*Il a été tiré 180 exemplaires numérotés.*

**J. H. FABRE**

# Souvenirs Entomologiques

ÉDITION DÉFINITIVE ILLUSTRÉE (11 vol.)

Chaque volume in-8° raisin, 16 planches héliograv. broché . . . . . 20 fr.
Relié genre ancien : dos peau, plats papier. 40 fr.

**ENCYCLOPÉDIE DE LA MUSIQUE**

*Fondateur :* A. LAVIGNAC — *Directeur :* L. DE LA LAURENCIE

PREMIÈRE PARTIE

# HISTOIRE DE LA MUSIQUE

Directeur : **A. LAVIGNAC**

*Complète en cinq volumes in 8° illustrés* (se vendant séparément)

I. Antiquité. — II. Italie Allemagne. — III. France, Belgique, Angleterre.
IV. Espagne, Portugal. — V. Russie, Autriche, Amérique.

Chaque volume broché. . . . . 40 fr.; Relié dos peau, plats papier. . . . . 65 fr.

# LIBRAIRIE PLON

## NOUVEAUTÉS

EDMOND JALOUX

**LES PROFONDEURS DE LA MER**

Roman en un volume in-16. . . . . 7 fr.

JEAN SARMENT

**JEAN JACQUES DE NANTES**

**Roman**

Un volume in-16 . . . . . 7 fr.

EDMOND PILON

**MADEMOISELLE DE LA MAISONFORT**

Roman en un volume in-16. . . . . 7 fr.

JEAN VIGNAUD

**NIKY**

**Roman de l'émigration russe**

Un volume in-16 . . . . . 7 fr.

ELESSA RHAÏS

**LA FILLE DES PACHAS**

Un volume in-16 . . . . . 7 fr.

TH. DOSTOIEVSKY

**LA CONFESSION DE STAVROGUINE**

**complétée par une partie inédite du «JOURNAL D'UN ÉCRIVAIN»**

**traduit du russe**

**et annoté par E. Halperine-Kaminsky**

Un volume in-16 . . . . . 7 fr.

*Du même auteur :*

**LES POSSÉDÉS**

6e édition. 2 vol. in-16. . . . . 15 fr.

JACQUES CHEVALIER

Professeur à l'Université de Grenoble

LAURÉAT DU PRIX DELBOS (ACADÉMIE FRANÇAISE 1922.)

**LES MAITRES DE LA PENSÉE FRANÇAISE**

**PASCAL**

Un volume in-8°. . . . . 9 fr.

MAURICE BARRÈS

de l'Académie française

**LE VOYAGE DE SPARTE**

**Nouvelle édition dans la série des œuvres complètes**

Format in-8° écu

20 ex. sur papier de Chine, num. de 1 à 20. 50 fr.
50 ex. sur pap. de Hollande, num. de 21 à 50. 35 fr.
et 1 100 ex. sur papier pur fil Lafuma, numérotés de 51 à 1 150 . . . . . 20 fr.

VICOMTE E.-M. DE VOGÜÉ

de l'Académie française

**LETTRES**

**à**

**ARMAND ET HENRY DE PONTMARTIN**

Un volume in-16 . . . . . 7 fr.

JACQUES BOULENGER

**LES ROMANS DE LA TABLE RONDE**

★

**L'HISTOIRE de MERLIN L'ENCHANTEUR**

**LES ENFANCES DE LANCELOT**

**Préface de Joseph Bédier, de l'Académie française**

Un volume in-16 . . . . . 7 fr.
L'édition originale sur papier de fil . . . 10 fr.

MAURICE PALÉOLOGUE

Ancien ambassadeur de France

**LA RUSSIE DES TSARS**

**PENDANT LA GRANDE GUERRE**

**Tome III (19 août 1916 — 17 mai 1917)**

Un volume in-8° avec 3 planches et 4 reproductions d'aquarelles de G. Loukomsky. 15 fr.

**SOUVENIRS**

**de la**

**PRINCESSE PAULINE DE METTERNICH**

**(1859-1871)**

**Préface et notes de Marcel Dunan**

Agrégé de l'Université

Un volume in-16, avec 2 portraits . . . . 7 fr.

★ ★ ★

**CEUX QUI NOUS MÈNENT**

**Portraits d'hommes politiques contemporains**

Un volume in-16 . . . . . 7 fr.

**PLON-NOURRIT & Cie, Imprimeurs-Éditeurs**

**PARIS, 8, rue Garancière**

**CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, Paris.**

# Dernières Publications

Chaque volume in-18. — Prix . . . . . **6** fr. **75**

ANATOLE FRANCE

**La Vie en Fleur** . . . . . 1 vol.

MARCELLE TINAYRE

**Priscille Séverac,** roman . . . . . 1 vol.

JOHAN BOJER

**Le Dernier Viking,** roman . . . . . 1 vol.

GYP

**Souricette** . . . . . 1 vol.

NOËLLE ROGER

**Le Nouveau Déluge,** roman . . . . . 1 vol.

YVON LAPAQUELLERIE

**Amoret,** roman . . . . . 1 vol.

LOUIS MERCIER

**Les Pierres Sacrées,** poésies . . . . . 1 vol.

JOHN GALSWORTHY

**Le Domaine** . . . . . 1 vol.

828-22. — Imp. L. POCHY, 52, rue du Chateau, Paris.

# CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

*Œuvres de Maine de Biran* (tome I), accompagnées de notes et d'appendices, par PIERRE TISSERAND. — En dehors de la grande édition de *Descartes* par Adam et Tannery et de celle de *Pascal* par M. Brunschvicg, les œuvres de nos grands philosophes n'ont pas été éditées de nos jours avec le souci d'exactitude exigé par la critique moderne et les éclaircissements indispensables au lecteur. On saura donc gré à l'Institut d'avoir facilité la tâche entreprise par M. Tisserand. Ayant approfondi l'anthropologie de Maine de Biran, M. Tisserand était parfaitement qualifié pour mener à bien cette édition. Dans un premier volume il a rassemblé les premiers écrits, notes personnelles, études sur la psychologie, la morale et la politique, réflexions suggérées par des lectures philosophiques. Ce sont des textes significatifs où l'on saisit déjà les grandes tendances de l'initiateur de la psychologie française au XIXe siècle. A ce titre Maine de Biran doit être lu aujourd'hui; grâce à la pénétration de son analyse, il a tracé la voie aux recherches de la psychologie contemporaine : il a fondé la psychologie religieuse compris le rôle de l'inconscient et esquissé la théorie de l'automatisme psychologique dont on connaît la fortune. Sa « philosophie de la contingence » mérite aussi d'être étudiée. L'édition nouvelle de Maine de Biran n'est donc pas une œuvre d'érudition littéraire : elle est un utile instrument de travail pour tous ceux qu'intéresse la réflexion philosophique, en raison de la richesse de sa substance spirituelle.

*Le problème moral et la pensée contemporaine*, par D. PARODI. — La première édition de cet ouvrage parut en 1909. Dans les chapitres qui datent de cette époque, M. Parodi expose, avec une heureuse netteté et discute avec un ferme bon sens quelques-unes des plus importantes questions relatives aux principes de la morale. Dans quelle mesure celle-ci peut-elle s'inspirer de la biologie? Doit-elle se réduire à la *science des mœurs*, définie par M. Lévy-Bruhl, entreprise par l'école de Durkheim, qui rattache les croyances pratiques aux faits sociaux? Quel rôle convient-il d'attribuer à la raison dans la recherche du bien? Ces problèmes conservent leur actualité : tout homme qui pense avec son temps doit s'en préoccuper. Mais les parties du livre qui étudient l'épreuve des valeurs morales par la guerre, les conséquences pratiques de certaines doctrines allemandes, enfin les rapports du droit et de la force sont d'un intérêt plus direct. On verra, en s'y référant, que le rationalisme solide et compréhensif défendu par M. Parodi fournit les bases d'un système moral aussi généreux que réfléchi, en accord avec les aspirations de notre temps et les meilleures traditions de notre pays. « Au pays de Descartes, de la Déclaration des Droits et de la bataille de la Marne, veillons à ce que le juste reste pour nous le même aux heures de la victoire et aux heures du péril .» Des ouvrages de ce genre font honneur à la pensée philosophique de l'Université française; ils montrent que celle-ci n'est pas inféodée à un kantisme caricatural, mais se rattache aux penseurs qui ont eu confiance « en l'efficace de notre libre activité, en la valeur de l'idéal humain ».

*Les mensonges vitaux*, par VERNON LEE. Traduit de l'anglais par le Dr Bernard Leroy. — Ce livre est un réquisitoire ardent contre certaines thèses du pragmatisme contemporain. On sait que celui-ci fait consister la vérité de nos jugements dans leur valeur pratique, dans les ressources que nous en tirons pour la vie. L'application de la théorie au domaine religieux s'imposait; elle entraînait cette justification de la « Volonté de croire » brillamment développée par James et reprise par des apologistes américains. M. Vernon Lee s'attache à montrer l'inconsistance, l'incohérence de ces théories qui altèrent la claire notion du vrai et du faux, en favorisant ce qu'il appelle *l'obscurantisme*, c'est-à-dire la tendance à accroître, pour des raisons « sentimentales ou esthétiques, une commode et reposante pénombre intellectuelle ». On ne peut discuter en quelques lignes un pareil livre, mais on peut en signaler l'intérêt. Vigoureux dans l'attaque, l'auteur sait mettre en lumière les paradoxes du pragmatisme, les lacunes de l'apologétique d'un Tyrrell ou les faiblesses du mythe « syndicaliste » défini par le regretté Georges Sorel. Son attitude personnelle est parfaitement nette : il dit « adieu aux mensonges vitaux », dénoués jadis par Ibsen; il les sépare brutalement, pourrait-on dire, des « vérités vitales », qui sont, semble-t-il, les vérités de la science. Tout cela est d'une louable franchise, mais il faut bien remarquer qu'une telle critique, pour être convaincante, devrait être accompagnée d'une théorie du savoir scientifique, de sa portée, de sa valeur effective. Le talent incisif de M. Vernon Lee ne suffit pas à le faire oublier.

★

# LA REVUE DE PARIS

**Paraît le 1er et le 15 de chaque mois**

---

**PRIX DE L'ABONNEMENT**

| | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS |
|---|---|---|---|
| PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE. . . . . | 60 » | 31 » | 16.50 |
| DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES. | 66 » | 34 » | 18 » |
| ÉTRANGER. . . . . | 78 » | 40 » | 21 » |

---

**PRIX DE LA LIVRAISON : 3 fr. 50**

---

*On s'abonne à la* Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

*Sans aucuns frais supplémentaires, la* Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

---

*Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.*

---

*Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la* Revue de Paris, *3, rue Auber.*

---

*La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la* Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

---

*La* Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

---

*Première* Table Décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . **2 fr. 50**
*Deuxième* Table Décennale (1904-1913). *Prix* . . . . . **3 fr. 50**

---

P. BRODARD, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85 bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.